Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : Thomas IRACABAL, Patrice MARCHAND, Christine COCHINARD.

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE.

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *31* | *7* | *38* | *21* |

* * * * *

## CERTIFICAT DE PUBLICITE

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

**DELIBERATION N°2026 / 99**

***ADMINISTRATION GENERALE***

# APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 8 JUILLET 2026

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2121-15 et L 5211-1,

Vu le procès-verbal de la séance du 8 juillet 2026 annexé à la présente délibération.

**Considérant ce qui suit :**

Le procès-verbal de séance a vocation à attester des conditions de déroulement de la séance et des délibérations adoptées au cours de celle-ci. Aucune disposition législative ou réglementaire n'encadre l'établissement d'un tel procès-verbal.

Le procès-verbal doit être rédigé de façon aussi complète et précise que possible, et mentionner toutes les affaires débattues et les décisions prises.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 8 juillet 2026 annexé à la présente délibération,
- **AUTORISE** le Président à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

# PROCES VERBAL ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 8 JUILLET 2026

L'an deux mille vingt-six, le huit du mois de juillet à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 2 juillet 2026, s'est rassemblé à Vineuil-Saint-Firmin (Centre communal Maurice Bernaudin), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents :** Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Vincent CAPPE de BAILLON, Ilaria BOTTI, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Angéline MOULA, *Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Daniel DRAY, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir :** Isabelle CHASSAGNARD à Vincent CAPPE DE BAILLON, Lydia TAUZY à François DESHAYES, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Florent RESSIAN à Danielle PALANIAYE.

**Étaient absents/excusés :** Michel DAGNIAUX, Thibault BARGUE.

**Secrétaire de séance** : Daniel DRAY.

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *35* | *4* | *39* | *21* |

**M. Thomas IRAÇABAL est arrivé au vote de la délibération n°2026-90.*

* * * * *

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Le Président informe de l'Election en qualité de président de :

- François DESHAYES : SICTEUB
- Jérémy DUFLOS : SITRARIVE
- Alain SABATIER : SIECCAO
- Isabelle WOJTOWIEZ : GIP « Initiative pour un développement durable de Chantilly »
- Bénédicte de CACQUERAY : Syndicat Mixte « Oise Habitat »
- Manoëlle MARTIN : « Mission Locale de l'Emploi des Jeunes »

## DECISIONS DU PRESIDENT EN VERTU DE SES POUVOIRS DELEGUES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-10,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5211-10,

Par délibération du 30 avril 2026, le Conseil Communautaire a donné délégation au Président ou au Bureau communautaire dans un certain nombre de matières énumérées par ladite délibération.

**Le Président rend ainsi compte des décisions qu'il a prises en application des compétences qui lui ont été déléguées par le Conseil communautaire :**

**La décision n°2026-11**, en date du 3 juin 2026, portant passation d'un avenant n°2 au marché n°2022-01 conclu avec la société ACGV SERVICES, correspondant à une prolongation du marché d'une durée de 4 mois, induisant une plus-value de 30.436,00 € HT, soit 36.523,20 € TTC.

**La décision n°2026-12**, en date du 10 juin 2026, portant passation d'un avenant n°1 au marché n°2024-05 conclu avec le groupement composé d'ELEMENT ARCHITECTES (mandataire solidaire du groupement conjoint), DIATECHNIE et EOS CONSEILS, relatif à une mission de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation d'une crèche à Vineuil-Saint-Firmin, afin de fixer la rémunération définitive du maître d'œuvre à hauteur de 143.681,60 € HT (172.417,32 € TTC).

**La décision n°2026-13**, en date du 16 juin 2026, portant passation d'un marché relatif à une mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement des marchés de collecte et de fourniture de contenants des déchets ménagers et assimilés avec le groupement composé de TRIDENT SERVICE, sis 15 allée des Sablières à CROISSY-SUR-SEINE (78290), et d'ASTORIA AVOCATS, sis 14 rue de la Pépinière à PARIS (75008), pour un montant de 41.623,50 € HT (49.948,20 € TTC).

## PROCES-VERBAL

**Approbation du procès-verbal de la séance de Conseil communautaire du 3 juin 2026**

*Monsieur le Président soumet le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 3 juin 2026 à l'approbation des conseillers communautaires.*

*Le Conseil communautaire,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur le Président,*
*Vu les articles L.5211-1 et L.2121-15 du code général des collectivités territoriales,*
*Et après en avoir délibéré,*

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

*ADOPTE le procès-verbal de la séance du 30 avril 2026, joint en annexe.*

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** demande s'il y a des observations concernant le procès-verbal de la séance de Conseil communautaire du 8 juillet 2026. Devant l'absence d'information, le procès-verbal est donc adopté.

## SECRETAIRE DE SEANCE

**A l'unanimité, M. Daniel DRAY est désigné secrétaire de séance.**

## ADMINISTRATION GENERALE

### 1. Complément aux délégations accordées au Président par le Conseil communautaire

***Considérant ce qui suit :***

Il est proposé au Conseil communautaire d'accorder au Président une délégation supplémentaire, visant à fixer les tarifs, droits et frais de participation demandés aux acteurs économiques dans le cadre des manifestations organisées par l'Aire Cantilienne.

En effet, la Communauté de communes, par l'intermédiaire du service Développement économique, organise un ensemble d'évènements tels que :

- les ateliers de formations aux porteurs de projets et dirigeants d'entreprises « Form'actions » (4 à 6 sessions chaque année),
- et les Rencontres professionnelles B to B « Confluence Sud de l'Oise » (1 fois par an) : évènement rassemblant 500 acteurs économiques locaux ayant pour objectif le développement de l'économie endogène sur le territoire de l'Aire Cantilienne.

Afin de faciliter leur organisation, il paraît opportun de confier au Président de la Communauté de communes la délégation correspondante, libellée ainsi :

*Fixation des tarifs :*

- *de location des stands / emplacements et participation / visitorat des acteurs économiques dans le cadre des salons et rencontres professionnels,*
- *de participation des acteurs économiques aux formations entrepreneuriales organisés par la Communauté de communes.*

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5211-10,*
*Vu la délibération n°2026-35 du Conseil communautaire en date du 30 avril 2026, fixant les délégations accordées par l'Assemblée délibérante au Président et au Bureau communautaire,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** la délégation complémentaire accordée au Président par le conseil communautaire selon le libellé énoncé ci-avant, l'ensemble des délégations accordées étant récapitulé en annexe,*

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

- ***AUTORISE*** *le Président à prendre toute mesure pour l'exécution de la présente délibération.*

**Le point 1 n'appelle aucune observation particulière. Il est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 2. Modification de la composition de la commission « Travaux, eau, assainissement »

***Considérant ce qui suit :***

La Communauté de communes de l'Aire Cantilienne dispose de 8 commissions thématiques, chacune étant composée de deux représentants par commune membre, dont l'un au moins doit être Conseiller communautaire.

La commune de Mortefontaine a formulé une demande de modification concernant ses représentants au sein de la commission suivante :

- Commission ***Travaux, Eau et Assainissement*** : M. Cédric LECOCQ remplace M. Frédéric CARON.

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-22, L. 5211-1 et L. 5211-40-1,*
*Vu les délibérations du Conseil communautaire n°2026/36 du 30 avril 2026, n°2026/69 et n°2026/70 du 3 juin 2026,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE*** *la modification de la composition de la commissions Travaux, Eau et Assainissement telle que mentionnée ci-avant,*

- ***AUTORISE*** *le Président à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la délibération correspondante.*

**Le point 2 n'appelle aucune observation particulière. Il est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 3. Modification de la représentation de la CCAC au Syndicat intercommunal d'exploitation des champs captants d'Asnières-sur-Oise (SIECCAO)

***Considérant ce qui suit :***

Les représentants de la CCAC au sein des différentes structures sont désignés par délibération du Conseil communautaire. Ils sont alors amenés à assister aux réunions, commissions et conseils, et à voter au nom de la Communauté de communes.

S'agissant de la représentation de l'Aire Cantilienne au sein du Syndicat intercommunal d'exploitation des champs captants d'Asnières-sur-Oise (SIECCAO), la commune de Mortefontaine a formulé une demande de modification concernant ses représentants au sein de ce dernier : il s'agit de remplacer, en qualité de délégué suppléant, M. François PINSON par M. Cédric LECOCQ.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Suite à cette modification, les représentants de l'Aire Cantilienne au sein de ce syndical sont les suivants :

| | TITULAIRE | SUPPLEANTS |
|---|---|---|
| **Syndicat intercommunal d'Exploitation des Champs Captants d'Asnières sur Oise (SIECCAO)** | François DESHAYES<br>Rodolphe PIERDON<br>Patrick SOLER<br>Etienne BRICHE<br>Jacques FABRE<br>Chantal MALAQUIN<br>Jean-Louis RIHET<br>Jérémy DUFLOS<br>Alain SABATIER<br>Jean-Paul GAY | Claude LEBRET<br>Eléonora STOKWIELDER<br>Daniel DRAY<br>Dominique HERENT<br>Frédéric CARON<br>Cédric LECOCQ<br>Jean CHARTIER<br>Nathanaël ROSENFELD<br>Sandrine de BUSSY<br>Aline DUMUR |

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-33 et L. 5211-1,*
*Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2026-39-A en date du 30 avril 2026,*
*Vu les statuts du Syndicat intercommunal d'exploitation des champs captants d'Asnières-sur-Oise (SIECCAO),*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** la désignation de Cédric LECOCQ, en qualité de représentant suppléant de l'Aire Cantilienne au sein du Syndicat Intercommunal d'Exploitation des Champs Captants d'Asnières-sur-Oise (SIECCAO),*

- ***AUTORISE** le Président à prendre toute mesure pour l'exécution de la délibération correspondante.*

**Le point 3 n'appelle aucune observation particulière. Il est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 4. Modification des statuts du Syndicat mixte pour la collecte et le traitement des eaux usées des bassins de la Thève, de l'Ysieux et de la Nonette (SICTEUB)

***Considérant ce qui suit :***

Par délibération en date du 17 juin 2026, le Conseil syndical du SICTEUB a approuvé une modification de ses statuts ayant trait à la composition de son Bureau qui sera désormais composé par :

- Le Président,
- Les vice-présidents, dont le nombre sera fixé par délibération seront répartis en nombre égal entre les délégués du Département de l'Oise et les délégués du Département du Val d'Oise.

En application de l'article L. 5211-20 du Code général des collectivités territoriales, l'Assemblée délibérante de chaque collectivité membre du SICTEUB doit se prononcer sur la modification envisagée dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération correspondante du Comité syndical.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),*
*Vu les statuts en vigueur de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,*
*Vu la délibération du Conseil Syndical du Syndicat mixte pour la collecte et le traitement des eaux usées des bassins de la Thève, de l'Ysieux et de la Nonette (SICTEUB) en date du 17 juin 2026 approuvant la modification de ses statuts,*
*Vu les statuts modifiés du SICTEUB,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** la modification des statuts du SICTEUB, tels que joints à la présente note,*
- ***AUTORISE** le Président à prendre toute disposition nécessaire pour l'exécution de la présente délibération.*

**Monsieur François DESHAYES** indique qu'il est fixé dans les statuts un nombre de vice-présidents et de membres du Bureau. Le SICTEUB souhaite passer de 4 vice-présidents à 6 vice-présidents, ce qui nécessite une révision statutaire. Il s'agit d'équité en nombre entre l'Oise et le Val d'Oise. Dorénavant comme dans toutes les collectivités, le nombre de vice-présidents ne peut pas dépasser 20% du nombre de délégués. Il y a par ailleurs une mention par rapport à Lamorlaye car les statuts ont été créés alors que la commune n'était pas encore intégrée au SICTEUB.

**Le point 4 est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 5. Modalités d'exercice du droit à la formation des élus communautaires

***Considérant ce qui suit :***

En vertu de l'article 2321-2 du CGCT, les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire pour la collectivité.

Les élus communautaires ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions et prise en charge par la communauté. Les élus salariés, fonctionnaires ou contractuels, ont droit à un congé de formation de 24 jours pour toute la durée de leur mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'ils détiennent.

Le droit à la formation des élus locaux porte sur l'acquisition des connaissances et des compétences directement liées à l'exercice de leur mandat. Les élus exercent ce droit individuellement et librement, quelle que soit leur appartenance politique et la population de leur commune et communauté.

L'organisme dans lequel il souhaite effectuer sa formation doit avoir reçu un agrément délivré par le ministre de l'Intérieur. Par ailleurs, la formation de l'élu doit présenter un intérêt pour le bon fonctionnement du conseil communautaire, sans quoi le président de la communauté peut, en tant qu'ordonnateur, refuser la prise en charge des dépenses afférentes.

La loi du 31 mars 2015 a renforcé le droit à la formation, en instaurant une règle selon laquelle le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Néanmoins, le montant des dépenses réelles de formation, qui inclut les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement, ainsi que les pertes de revenus subies du fait de l'exercice de ces droits, ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus de la communauté.

Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant.

Ils ne peuvent être reportés au-delà de l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante.

Toute demande de remboursement formulée par un élu, si la formation n'est pas organisée directement par la collectivité, devra s'appuyer sur des justificatifs de frais et attestation de présence.

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles les articles L. 2123-12 à L. 2123-14, et L. 5214-8,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,*
*Et après en avoir délibéré,*

- **DEFINIT** le droit à la formation des élus communautaires dans les orientations suivantes :
  - Être en lien avec les compétences de la communauté ;
  - Favoriser l'efficacité de l'action entreprise (ex : informatique, commande publique, finances publiques, etc.) ;
  - Renforcer la compréhension de la gestion des politiques locales (ex : démocratie locale, gestion des conflits, attractivité et marketing territorial économie circulaire, ...),
- **FIXE** le montant des dépenses de formation à 10 % par an du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus de la communauté,
- **AUTORISE** le Président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre du droit à la formation,
- **PRELEVE** les dépenses de formation sur les crédits inscrits et à inscrire au budget de la communauté pour les exercices 2026-2032,
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

**Monsieur Nicolas MOULA** fait part d'une proposition sur le budget formation dans les communes. Il lui semble que ces budgets formations ne sont pas suffisamment mis en commun. Chaque commune fait ses formations de manière individuelle, ce qui a un coût conséquent. Il indique que la commune de Lamorlaye a invité l'ensemble des services urbanisme à une formation en contentieux de l'urbanisme dans les locaux de Lamorlaye. Le fait d'avoir un seul et même interlocuteur permet de faire baisser le coût de formation. Si une formation est organisée dans les communes, au niveau de l'intercommunalité, l'idée est de pouvoir relayer l'information afin d'essayer de mutualiser ce droit à la formation et ainsi de diminuer le coût individuel et de profiter de plus de formation.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** informe que les services d'ORRY-LA-VILLE ont participé à cette formation très instructive et il remercie Monsieur Nicolas MOULA de cette initiative.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

**Madame Marion LE MAUX** s'interroge dans quelle mesure l'élu choisit une formation communautaire ou communale.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** précise que cela dépend du sujet. Il explique que Monsieur Nicolas MOULA prend cet exemple car dans sa commune, il y avait un besoin particulier sur le sujet en contentieux de l'urbanisme. Il informe qu'à Orry-la-Ville, une journée de formation a eu lieu à destination des nouveaux élus. De manière générale, c'est au Maire de voir s'il estime qu'un sujet doit être porté au niveau communautaire. Cela dépend du sujet et du format.

**Le point 5 est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## MOBILITES

### 6. Résiliation du marché n°2024-02 (Lot n°2) correspondant à l'exploitation de la ligne « AIRE'BUS » reliant l'Aire Cantilienne au pôle aéroportuaire de Roissy

***Considérant ce qui suit :***

*La Communauté de communes de l'Aire Cantilienne, en qualité d'Autorité organisatrice de la mobilité (AOM) a mis en place une ligne dénommée AIRE'BUS, visant à offrir une solution de transport en commun aux actifs, y compris ceux en travaillant horaires décalés, alternative à l'usage de la voiture en autosolisme.*

*Mise en service en novembre 2024, elle permet de relier les communes de Gouvieux, Chantilly, Lamorlaye, Coye-la-Forêt, Orry-la-Ville et la Chapelle-en-Serval à la plateforme aéroportuaire de Roissy Charles De Gaulle, à raison de 25 courses par jour (Allers + retours).*

*Elle est exploitée par la société KEOLIS OISE, dans le cadre d'un marché de services d'une durée de 4 ans, qui prendra fin le 31 août 2028.*

*Cette ligne n'atteint pas les objectifs de fréquentation escomptés par la collectivité (1,12 passager/course en moyenne), et présente un déficit d'exploitation supérieur à 530.000 €/an.*

*Pour des raisons d'ordre économique, la Communauté de communes entend mettre fin au service, ce qui inclut par conséquent la résiliation du marché correspondant, pour motif d'intérêt général, conformément à l'article 30.2 du Cahier des clauses administrative particulières (CCAP).*

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales,*
*Vu le Code de la commande publique,*
*Vu les statuts en vigueur de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne (CCAC),*
*Vu la délibération n°2024/56 du Conseil communautaire en date du 3 juillet 2024, autorisant le Président à signer le marché n°2024-02 avec la société KEOLIS OISE relatif à l'exploitation d'une ligne de transport « AIRE'BUS » reliant l'Aire Cantilienne au pôle aéroportuaire de Roissy-Charles de Gaulle (lot n°2),*
*Vu le marché correspondant notifié au titulaire le 5 juillet 2024,*
*Vu l'avis favorable de la commission Mobilités en date du 22 juin 2026,*
*Vu l'avis du Comité des Partenaires en date du 8 juillet 2026,*
*Entendu le rapport présenté par Madame de CACQUERAY,*
*Et après en avoir délibéré,*

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

- ***APPROUVE*** *la résiliation, pour motif d'intérêt général, du marché relatif à l'exploitation de la ligne express AIRE'BUS reliant l'Aire Cantilienne à la zone aéroportuaire de Roissy, conclu avec la société KEOLIS OISE et notifié le 5 juillet 2024, à compter du 1er octobre 2026,*

- ***AUTORISE*** *le Président à signer la résiliation de ce marché, et tout pièce afférente,*

- ***AUTORISE*** *le Président à prendre toute mesure pour l'exécution de la présente délibération.*

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** précise qu'après échange avec KEOLIS, cela n'implique pas de pénalités.
Il rappelle l'importance de ce sujet. Cela fait 2 ans que le service a été mis en place et que c'est une bonne solution en attendant la réalisation du barreau ferroviaire. La fréquentation n'est cependant pas suffisante. Les quelques usagers en sont contents. Il estime néanmoins que le rôle de responsable politique est de ne pas accepter des déficits de cette ampleur.

**Monsieur François DESHAYES** comprend que pour des raisons financières une telle décision peut être prise. Ce service a été mis en place pour permettre aux personnes d'aller travailler. Il y a néanmoins une amplitude horaire importante et le constat a été fait que les gens qui vont travailler n'utilisaient pas cette ligne de bus. Des personnes utilisent ce service au lieu de payer 50 € le taxi, ce qui n'était pas l'objet de départ. Il a appris par un employé d'Aéroport de Paris (ADP) qu'il n'y avait par ailleurs pas eu de communication sur ce service. Cela pourrait être une explication.
Il explique qu'avec Madame Florence WOERTH, ils avaient rencontré Aéroport de Paris et AIR FRANCE et que la Communauté de communes avait demandé de relayer de la communication car elle n'avait pas accès au personnel.

**Madame Florence WOERTH** pense que cela a été diffusé, le sujet était la diffusion auprès des Ressources Humaines via leur plateforme aéroportuaire (80 entreprises).
Le personnel n'a pas eu l'information.

**Monsieur Dominique FACUNDO** travaillait chez AIR FRANCE, il indique que c'est une information qu'ils n'ont pas eue. Il partage l'avis de Monsieur François DESHAYES sur l'enjeu financier. Il pense que c'est l'expression du besoin qui n'a pas été faite correctement. Il y a peut-être quelque chose à prouver. Il évoque le Comité des partenaires réuni ce 8 juillet, il informe qu'un participant a demandé ce qu'il se passait sur le barreau de Gonesse, sur la temporalité, car il y a un déficit d'information.

**Monsieur François DESHAYES** demande s'il y a une autre offre.

**Madame Bénédicte de CACQUERAY** indique que la Communauté de communes a fait une demande d'offre intermédiaire auprès de KEOLIS, avec des horaires davantage administratifs. La proposition est relativement chère car il faut 3 bus pour assurer le service. A l'essence, s'ajoute le coût des chauffeurs. Bus arrive à 7h, 7h30, 8h et 9h. Réalité bus complémentaire. Retour à 18h, 19h.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** indique que le service coûte 405 000 € avant recettes.
La Communauté de communes a l'impression d'être allée au bout de l'exercice avec KEOLIS. Elle a travaillé différentes hypothèses pour arriver à quelque chose de satisfaisant et dans tous les cas où bien les horaires ne répondent pas à ce que la Communauté de communes attend ou bien le prix est énorme. A un moment, il faut savoir prendre une décision.

**Monsieur François DESHAYES** souligne que ce service est par nature déficitaire, la question qui se pose est quel est le niveau de déficit que la CCAC est prête à accepter.

**Madame Manoëlle MARTIN** indique que la ligne Crépy-en-Valois/Roissy a mis du temps à démarrer (3 ans) mais elle fonctionne bien maintenant. Elle demande ce qui fait la différence entre cette ligne et celle de l'Aire

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Cantilienne et souhaite savoir si KEOLIS est capable d'expliquer que la ligne [illegible] pas celle de l'Aire cantilienne.

**Madame Bénédicte de CACQUERAY** indique qu'il y a déjà une différence de tarification entre la ligne de la CCAC et la ligne régionale.
Il a été constaté que la plupart des personnes qui prennent ce bus montent à Gouvieux ou à Chantilly.
Pour les employés de la plateforme qui débutent leur journée de travail à 3h ou 4h du matin, ils ont la possibilité de stationner sur un parking à Roissy-Charles de Gaulle.
Elle indique que la dernière proposition de KEOLIS date de ce 8 juillet : il s'agit d'une navette électrique 9 places dans un contexte où l'essence coûte cher. Elle informe qu'il est urgent de prendre une décision par rapport à l'exploitation de cette ligne.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** rappelle que le service a été lancé il y a 1 an et demi. S'il faut 3 ans pour fonctionner, cela équivaudra à la mise en service du barreau ferroviaire vers Roissy.

**Monsieur Daniel DRAY** pense que sur les 400 000 €, il y a environ 30.000 ou 40.000 € d'aides à soustraire. Il est important de rendre le service à ceux qui vont travailler le matin à 4h. Il trouve que depuis la mise en place du service, les horaires de bus ne sont pas adaptés.
Il ne comprend pas que KEOLIS ne soit pas en mesure de proposer des bus comme sur la ligne Senlis-Roissy.
Une autre société sera surement ravie de la proposition de l'Aire cantilienne avant que le barreau soit opérationnel. Le bus ne servira à rien lorsqu'il y aura le barreau. C'est le rôle de la Communauté de communes de rendre service, et il trouve cela dommage si cela coûte 50 000 ou 100 000 € de supprimer complétement ce service. Il explique dommageable qu'il ne soit pas possible de payer en carte bancaire dans le bus et que les renseignements pour prendre un forfait à Roissy soient manquants. L'arrêt de cette ligne est raisonnable bien que regrettable. Payer un tel coût pour le service n'est pas possible.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** précise que si le bilan final était de 50 000 ou 60 000 €, le service serait conservé. Il explique que la difficulté pour KEOLIS de mettre des bus sur ces horaires est la question du réemploi des bus. Ils peuvent utiliser des bus avant les transports scolaires, de 7h30 à 9h. Il indique qu'avec KEOLIS, la Communauté de communes est vraiment allée au bout de l'exercice. Le coût de la seconde proposition de KEOLIS à hauteur de 405 000 € est effectivement cher.

**Monsieur Daniel DRAY** indique que 30% de subvention amoindrit le coût d'environ 100 000 €.
Des horaires adaptés, pourrait permettre de doubler le nombre de voyageurs, et espérer des recettes à hauteur de 40 000 €.

**Monsieur Nicolas MOULA** partage l'avis selon lequel arrêter l'offre est un peu brutal. C'est un service que la Communauté de communes devait construire, à partir d'une page blanche. La mise en place est toujours difficile et il est par conséquent facile de critiquer.
Les données sont désormais connues : la plupart des voyageurs montent à Gouvieux et à Chantilly. Il juge nécessaire de redimensionner le service par rapport à l'utilisation, en supprimant l'arrêt à Lamorlaye si besoin. Il y a un impact relativement fort sur le budget en fonctionnement. Il était question à un moment d'acheter un bus, qui aurait permis d'être sur un fonctionnement récurrent en réutilisant le bus pour d'autres services. Il y a des possibilités d'alléger le fonctionnement en redimensionnant le service, en réduisant les villes desservies et en raccourcissant ainsi le temps de transport entre l'Aire cantilienne et Roissy, de même en réduisant la dépense de fonctionnement en investissant dans un bus électrique pour supprimer la partie carburant. Cela lui semble dommage de supprimer totalement ce service.

**Madame Florence WOERTH** demande si ce bus a été acheté.

**Monsieur Nicolas MOULA** informe que l'achat a été annulé. Le but était de passer à l'achat d'un bus sur ces horaires du matin et du soir.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

**Monsieur Dominique FACUNDO** est d'avis que si un bus électrique de 9 place[illegible] ne sera pas le même tarif concernant le chauffeur.

**Madame Manoëlle MARTIN** pensait que la Communauté de communes avait acheté un bus lors du précédent mandat.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** précise que ce bus avait été commandé, mais la commande a été annulée. Ce n'était pas un bus électrique. Les services de mobilité nécessitent une remise à plat, en vue de l'échéance du marché en 2028. Des alternatives pour des trajets vers Roissy peuvent être étudiées, mais le marché tel qu'il était prévu engendrent des pertes au-delà ce qui peut être acceptable.

**Monsieur Daniel DRAY** indique que le dernier bus ajouté est celui de 8h20/30 à Roissy. Le tarif supplémentaire pour un bus de plus est de 40 000 €. Cela donne une base sur le nombre de personnes dans le bus, et permet de disposer d'un chiffrage grossier en cas d'ajouts de bus.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** précise que la ligne la plus fréquentée incluait 7 personnes.

**Madame Manoëlle MARTIN** demande dans le cas où l'arrêt de cette ligne serait approuvé, si la Communauté de communes poursuivra une réflexion sur une autre possibilité.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** indique que c'est imaginable si l'offre est plus légère avec des arrêts supprimés ou toute la fin de parcours (Orry-la-Ville, Lamorlaye).

**Madame Manoëlle MARTIN** souligne que ce n'est pas la seule ligne qui a un coût financier pour la Communauté de communes. Elle fait référence à la ligne de bus Lamorlaye-Chantilly qui est encore moins fréquentée que la ligne Aire'bus. En termes de kilomètres, le déficit financier est plus important. Il y a certainement une réflexion plus globale à avoir comme le soumet Monsieur Nathanaël ROSENFELD.

**Monsieur Thomas IRAÇABAL** comprend que la Communauté de communes coupe les pertes et qu'il est plus raisonnable d'arrêter le service.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** rappelle qu'il s'agit de 0,5M€ par an à la charge de la Communauté de communes, dont 350 000 € de subvention du Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Oise, et qu'il s'agit d'argent public.

**Monsieur Thomas IRAÇABAL** est d'avis que c'est une belle offre, un beau projet mais il est plus raisonnable d'arrêter. Il a noté que Madame Bénédicte de CACQUERAY pourrait réfléchir à une offre alternative.

**Madame Florence WOERTH** avait étudié la possibilité des bus électriques lors du précédent mandat, mais qu'ils manquaient d'autonomie. Un bus devait être chargé mais il ne pouvait pas repartir immédiatement, cela impliquait une deuxième acquisition. Au départ, elle était favorable davantage au bus électrique plutôt qu'au bus hybride. Il y avait un problème de distance et de recharge et également parce que les bus électriques qui étaient disponibles à l'époque étaient d'origine chinoise.

**Monsieur Jérémy DUFLOS** indique qu'il y a aussi l'entretien à prévoir, et le remisage des bus, via un lieu de stationnement adapté.

**Le point 6 est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 7. Comité des partenaires « Mobilités » : désignation des membres du collège « Elus » et modification du règlement intérieur

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

***Considérant ce qui suit :***
Suite au renouvellement des conseils municipaux et communautaires, il est nécessaire de procéder à aux désignations des membres du collège des élus.

De même, il apparait nécessaire de faire quelques modifications au règlement intérieur du Comité.

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales,*
*Vu le Code des transports,*
*Vu la loi dite « LOM » d'Orientation de la Mobilité n°2019-1428 du 24 décembre 2019, complétée par la loi Climat et Résilience n°2021-1104 du 22 Août 2021,*
*Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne (CCAC),*
*Vu la délibération n°2024-89 du Conseil communautaire en date du 27 novembre 2024, approuvant la création et le règlement intérieur du comité des partenaires,*
*Vu l'avis favorable de la commission Mobilités en date du 22 juin 2026,*
*Vu l'avis du Comité des Partenaires en date du 8 juillet 2026,*
*Vu le règlement intérieur modifié du Comité des partenaires, joint à la présente délibération.*
*Entendu le rapport présenté par Madame de CACQUERAY,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** la désignation des représentants du collège « Elus » du comité des partenaires comme suit :*
  - *Elisabeth BOULLET*
  - *Hilaire DELOURME*
  - *Dominique FACUNDO*
  - *Arnaud JOUANNE,*
- ***ADOPTE** le règlement intérieur modifié,*
- ***AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

**Monsieur François DESHAYES** demande si Hilaire DELOURME est un élu.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** lui répond par l'affirmative. Il lui présentera une nouvelle fois.

**Le point 7 est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## HOPITAL DE CHANTILLY – LES JOCKEYS

### 8. Autorisation donnée au Président pour signer le bail emphytéotique avec le Groupement de coopération sanitaire chargé de l'exploitation de l'Hôpital de Chantilly-les Jockeys

***Considérant ce qui suit :***
Dans le cadre de l'intervention de l'Aire Cantilienne en faveur du maintien sur son territoire de l'Hôpital de Chantilly-Les Jockeys, la Communauté de communes a pu, conformément au jugement rendu le 25 avril 2025 par le Tribunal de commerce de Bobigny, se porter acquéreur de l'ensemble immobilier correspondant à l'établissement, par acte notarié conclu le 22 juin 2026.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Dès lors, la Communauté de communes peut valablement conclure le bail emphytéotique relatif à l'occupation et à l'exploitation de l'établissement hospitalier, avec le Groupement de coopération sanitaire [illegible] à cette occasion, et dans les conditions suivantes :

- Bail d'une durée de 24 ans (au lieu de 18 ans initialement) ;
- Loyer annuel de 350.000 € net de TVA, fixe pendant 5 ans ; puis augmentation entre la 6e et 13 année de 30.000 €/an pour an pour atteindre 650.000 € en année 15 ;
- Rétroactivité du paiement du loyer à compter de la date d'entrée en jouissance du bien par l'Aire Cantilienne fixée par le Tribunal de commerce de Bobigny ;
- À compter de la 16e année, et ce jusqu'à la fin du bail : révision du montant du loyer du bail indexée sur l'Indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) ;
- Obligation faite au repreneur de formuler son intention de poursuivre ou non le bail dans les 24 mois précédant son terme ;
- Une répartition des travaux entre le preneur et le bailleur dérogeant aux articles 605 et 606 du Code civil, basée sur l'audit technique réalisé par EGIS pour le compte de l'Aire Cantilienne, rendu début 2025, faisant état de 11M€ de travaux (cet audit sera annexé au bail en guise de référentiel en termes de travaux) ;
- Si d'autres travaux, non recensés par l'audit, sont identifiés et réalisés par le GCS, il pourra être étudié la possibilité d'une réfaction sur le montant du loyer pour la prise en compte des travaux effectués, dans la limite de 100k€, à compter de la 12e année du bail.

Par ailleurs, il est également envisagé d'intégrer à ce bail la location des locaux annexés à la chapelle, d'une superficie de 120m², pour un montant annuel de 40.000 € net de TVA, dont la révision est indexée sur l'ILAT, en vue d'accueillir des activités médicales complémentaires (Service d'anesthésie).

*Le Conseil communautaire,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** la passation d'un bail emphytéotique avec l'entité gestionnaire de l'Hôpital de Chantilly-Les Jockeys, dans les conditions énoncées ci-avant, sous réserve d'ultimes ajustements rédactionnels, et **AUTORISE** la signature dudit bail, et tout document afférent, par le Président,*
- ***AUTORISE** le Président à prendre toute mesure pour l'exécution de la présente délibération.*

**Monsieur Nicolas MOULA** demande si la maison du gardien fait partie du bail.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** lui répond par la négative.

**Monsieur François DESHAYES** précise que la maison, la chapelle et le local n'en font pas partie.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** ajoute qu'ils sont en l'état sont inexploitables. Le local, qui avait fait l'objet d'un projet, pourrait intéresser l'exploitant et être intégré dans le bail, mais pas la chapelle et la maison.

**Monsieur Vincent CAPPE DE BAILLON** demande si le local, dissocié du bâtiment servirait pour recevoir des patients.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** indique qu'il servirait pour des consultations d'anesthésistes.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

**Monsieur Thomas IRAÇABAL** s'interroge sur ce qu'a prévu de faire le Groupe Bouchut avec la chapelle et les locaux annexes.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** lui répond qu'il ne s'agit pas de la chapelle, c'est le local de 120 m2 derrière la chapelle, sur la gauche qui pourrait accueillir un service d'anesthésie.

**Monsieur Thomas IRAÇABAL** demande si dans l'objet du bail, le type de soins sera précisé. Par retour d'expériences, il explique que la même question se posait pour faire signer un porteur de projet dans la commune de Gouvieux. Pour sécuriser la transaction, un bail emphytéotique administratif avait été passé, ce qui permet de mieux cadrer le bail. En l'absence, le preneur peut déroger au bail.

**Monsieur François DESHAYES** pense que cela avait été évoqué lors du précédent mandat et demande si c'est le bail emphytéotique administratif qui a été retenu.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** répond que ce ne sera pas un bail emphytéotique administratif. Il précise que la Communauté de communes est accompagnée juridiquement par un avocat et un notaire. Il est certain que la destination doit être clairement cadrée.

**Le point 8 est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## FINANCES

### 9. Décision budgétaire modificative n°1 au budget annexe « Mobilités »

***Considérant ce qui suit :***
Il est nécessaire d'apporter des ajustements aux inscriptions budgétaires du budget primitif du budget annexe « Mobilités » adopté le 30 avril 2026, afin de prendre en compte les modifications survenues en cours d'année.

Le tableau récapitulatif des écritures est présenté ci-dessous :

Section de fonctionnement du budget mobilité

| Chapitre | Nature | Objet | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|
| 011 | 611 | Prestation complémentaire KEOLIS | 380 000 | |
| 011 | 611 | Protocole CCAC / KEOLIS (gratuité ligne 645) | 61 103 | |
| 011 | 6226 | AMO renouvellement marchés transport | 50 000 | |
| 74 | 741 | Subvention du budget général | | 491 103 |

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales,*
*Vu la délibération n°2026-55 du Conseil communautaire en date du 30 avril 2026 portant approbation du budget annexe « Mobilités » de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne pour l'année 2026,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur MOULA,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE*** *la décision modificative n°1 au budget annexe « Mobilités,*

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

- ***AUTORISE*** *le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.*

**Madame Florence WOERTH** demande, au sujet du protocole avec KEOLIS (ligne 645) si les 61 103 € représentent uniquement le supplément parce que la Communauté de communes avait payé 46 000 € ou 48 000 € selon elle.

**Monsieur Nicolas MOULA** lui répond que ce sont des recettes supplémentaires donc c'est le différentiel.

**Monsieur Thierry ARISTHENE**, en sa qualité de Responsable de Pôle, indique que le coût demandé par KEOLIS est 61 000 €.

**Madame Florence WOERTH** indique qu'au budget était inscrite une somme.

**Monsieur François DESHAYES** rappelle que la somme inscrite était 48 000 €.

**Madame Florence WOERTH** dit que cela fait 109 000 € (48 000 € auxquels s'ajoutent les 61 000 €).

**Madame Bénédicte de CACQUERAY** précise qu'effectivement les 61 000 € représente le total car cela n'avait pas été budgété.

**Monsieur Nicolas MOULA** ajoute qu'apparemment la somme de 48 000 € n'avait pas été budgétée donc les 61 000 € correspondent aux 48 000 € auxquels s'ajoute l'écart nécessaire pour compléter.

**Le point 9 est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 10. Décision budgétaire modificative n°1 au budget annexe « Hôpital de Chantilly-Les Jockeys »

***Considérant ce qui suit :***

Il est nécessaire d'apporter des ajustements aux inscriptions budgétaires du budget primitif du budget annexe « Hôpital de Chantilly-Les Jockeys » adopté le 30 avril 2026, afin de prendre en compte les modifications survenues en cours d'année.

Le tableau récapitulatif des écritures est présenté ci-dessous :

Section de fonctionnement du budget hôpital

| Chapitre | Nature | Objet | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|
| 011 | 63512 | Taxe foncière 2026 et 2025 au prorata | 170 000 | |
| 011 | 6227 | Frais de notaire pour publication du bail | 125 000 | |
| 66 | 66111 | Intérêts des emprunts | -46 000 | |
| 65 | 65888 | Provision pour annulation de rattachement | -240 685 | |
| 70 | 70878 | Rbst taxe foncière 2026 et 2025 au prorata | | 170 000 |
| 023 | 023 | Virement à la section d'investissement | 161 685 | |
| Total section de fonctionnement | | | 170 000 | 170 000 |

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Section d'investissement du budget hôpital

| Chapitre | Nature | Objet | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|
| 21 | 21351 | Travaux | -400 000 | |
| 23 | 2313 | Travaux en-cours | -850 000 | |
| 20 | 2033 | Frais d'insertion marchés | 5 000 | |
| 20 | 2031 | Frais d'études | 20 000 | |
| 16 | 1641 | Emprunt | | -2 000 000 |
| 13 | 1316 | Subvention d'équilibre du budget général | | 750 000 |
| 021 | 021 | Virement de la section de fonctionnement | | 161 685 |
| 21 | 21351 | Provision pour investissements futurs | 136 685 | |
| Total section d'investissement | | | -1 088 315 | -1 088 315 |

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales,*
*Vu la délibération n°2026-64 du Conseil communautaire en date du 30 avril 2026 portant approbation du budget annexe « Hôpital de Chantilly-Les Jockeys » de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne pour l'année 2026,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur MOULA,*
*Et après en avoir délibéré,*

**Le point 10 est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 11. Décision budgétaire modificative n°2 au budget principal

***Considérant ce qui suit :***
Il est nécessaire d'apporter des ajustements aux inscriptions budgétaires du budget primitif principal adopté le 30 avril 2026, afin de prendre en compte les modifications survenues en cours d'année.

La décision modificative n°2 prend en compte les impacts des décisions modificatives aux budgets annexes « Mobilité » et « Hôpital de Chantilly-Les Jockeys ».

La ligne « Provisions pour investissements futurs », budgétée à hauteur de 1 972 531€ au moment du vote du budget, est amoindrie de 1 241 103€ et s'élève donc, après décision modificative, à 731 429 €.

Le tableau récapitulatif des écritures est présenté ci-dessous :

Section de fonctionnement du budget Général

| Chapitre | Nature | Objet | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|
| 65 | 65888 | Subvention d'équilibre complémentaire – budget mobilité | 491 103 | |
| 023 | 023 | Virement à la section d'investissement | -491 103 | |
| Total section de fonctionnement | | | 0 | 0 |

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Section d'investissement du budget Généra

| Chapitre | Nature | Objet | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|
| 21 | 2188 | Autres immobilisations corporelles | -1 241 103 | |
| 204 | 20415341 | Subvention d'équilibre - budget hôpital | 750 000 | |
| 021 | 021 | Virement de la section de fonctionnement | | -491 103 |
| Total section d'investissement | | | -491 103 | -491 103 |

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales,*
*Vu la délibération n°2026-46 du Conseil communautaire en date du 30 avril 2026 portant approbation du budget principal de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne pour l'année 2026,*
*Vu la délibération n° 2026-73 du Conseil communautaire en date du 3 juin 2026 approuvant la décision modificative n°1 au budget général,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur MOULA,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** la décision modificative n°2 au budget principal,*

- ***AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.*

**Le point 11 est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## ENVIRONNEMENT – TRANSITION ECOLOGIQUE

### 12. Lancement d'un appel à projets d'innovation en matière de transition écologique

***Considérant ce qui suit :***
La Communauté de communes de l'Aire Cantilienne souhaite renouveler l'appel à projets d'innovation transition écologique, lancé pour sa première édition en 2025, en soutenant les structures associatives et économiques de son territoire dans leur investissement autour d'un projet environnemental innovant.

Ce soutien porte sur plusieurs thématiques liées aux compétences de la Communauté de communes :

- La mobilité douce
- La réduction des déchets
- La préservation de la ressource en eau
- La réduction de la consommation d'énergie.

Les projets pourront porter sur l'acquisition d'équipements, d'ouvrages, la sensibilisation ou l'animation d'évènementiels.

Les structures éligibles à répondre à l'appel à projet sont :

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

- **Les entreprises de l'ESS** au sens de l'article 1er de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire : les associations, les coopératives, les mutuelles, les fondations, les structures de l'IAE, les sociétés commerciales immatriculées au registre de commerce avec la mention "qualité ESS" et ayant obtenu l'agrément ESUS préalablement à la date de candidature au présent appel à projets.

- **Les associations** dite loi 1901 déclarée en Préfecture, qui dispose d'un numéro SIRET, qui ont au moins 2 années d'existence révolues, et dont le siège social ou son activité principale se situe sur le territoire de la CCAC et/ou participer à son rayonnement et à la vie locale.

Cet appel à projets n'a pas vocation à être un mode de financement récurrent. L'objectif est d'accompagner la structure dans un projet ponctuel de transition écologique.

Ne seront pas soutenues :

- Les dépenses liées à l'activité quotidiennes de l'association ou de l'entreprise, hors projet.

- Les structures déjà financées par la CCAC par le biais du dispositif du soutien aux associations intercommunales ne sont pas éligibles à cet appel à projets.

L'association ou l'entreprise devra également informer la commune dont elle dépend de sa demande de subvention auprès de la CCAC.

Conformément à l'avis de la commission environnement et transition écologique réunie le 20 novembre 2025 et conformément au vote du budget lors du conseil communautaire du 30 avril 2026, l'enveloppe allouée à cet appel à projets sera d'un montant maximum de 25 000 euros TTC.

Les bénéficiaires se verront attribuer une subvention dont le montant maximum s'élève à 5.000 euros TTC. Chaque demande ne devra pas excéder 10% du budget total du projet.

Un cahier des charges fixe les conditions de cet appel à projets.

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),*
*Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne (CCAC),*
*Vu l'avis de la Commission Environnement et transition écologique en date du 29 juin 2026,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur SABATIER,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** le lancement de l'appel à projets d'innovation en matière transition écologique 2026, dont les conditions et modalités sont énoncées ci-avant,*

- ***AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

**Le point 12 n'appelle aucune observation particulière. Il est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## PETITE ENFANCE

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

**13. Micro-crèche « Les Petits Gaulois » à Plailly : Passation avec la société People & Baby d'un protocole relatif à la résiliation amiable du contrat de délégation de service public**

***Considérant ce qui suit :***

Au titre de sa compétence en matière de structures d'accueil collectif de petite enfance, la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne assure la gestion de la micro-crèche « Les Petits Gaulois » située à Plailly, d'une capacité de 12 berceaux.

Cette structure est gérée, depuis le 1er janvier 2024, par la société People & Baby dans le cadre d'une délégation de service public sous forme d'affermage, déclarée attributaire à l'issue de la mise en œuvre de la procédure correspondante.

En raison d'un incident d'une gravité significative survenu dans l'établissement en mars 2026, la micro-crèche a fait l'objet d'une fermeture provisoire en urgence, prononcée par arrêté de la Présidente du Conseil départemental de l'Oise, compétente dans ce domaine, à compter du 20 mars.

Une réouverture de l'équipement, avec une équipe d'encadrement renouvelée, a été étudiée, mais n'a pas été considérée recevable par les services délivrant les agréments.

Pour l'Aire Cantilienne, il est primordial de pouvoir assurer la continuité du service public de petite enfance offert par cette micro-crèche.

Dans ce contexte, la société People & Baby et la Communauté de communes se sont accordées pour mettre fin, de façon anticipée, au contrat de délégation de service public, à la date du 31 juillet 2026, dans le cadre d'un protocole transactionnel, qui prévoit les engagements suivants :

- La résiliation amiable du contrat de DSP est fixée au 31 juillet 2026 ;
- People & Baby s'engage à coopérer loyalement dans le cadre de la transition à opérer jusqu'à la mise en place d'un nouvel exploitant ;
- People & Baby conserve le personnel qu'il avait affecté à la gestion de cet établissement, et dont il fait son affaire personnelle, à l'exception de la Directrice (absente le jour de l'incident), qui sera reprise par le futur exploitant au titre des dispositions applicables du Code du travail ;
- Les dispositions « classiques » de fin de contrat, en matière d'inventaire de biens, de transfert de données, etc., du délégataire à la collectivité, s'appliquent ;
- Le versement de la compensation financière pour sujétion de service public par la CCAC au délégataire prend en compte, pour 2026, uniquement les mois de janvier et de février ;
- Le délégataire renonce à émettre toute facture aux familles à compter du 1er mars 2026.

Le protocole prévoit enfin que la CCAC et People & Baby renoncent à tout recours l'une envers l'autre dans le cadre de l'exécution et de la cessation du contrat de délégation de service public.

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),*
*Vu le Code de la commande publique,*
*Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne (CCAC),*
*Vu la délibération n°84/2023 du Conseil communautaire en date du 21 novembre 2023, portant attribution du contrat de délégation de service public relatif à la gestion de la micro-crèche de Plailly à la société People & Baby,*

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

*Vu le contrat de délégation de service public correspondant notifié au délégataire le 27 décembre 2023,*
*Vu le projet de protocole transactionnel annexé à la présente délibération,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur DRAY,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** le protocole de résiliation amiable du contrat de délégation de service public relatif à la gestion de la micro-crèche à Plailly, à conclure avec la société People & Baby,*

- ***AUTORISE** le président à signer ledit protocole, et tout document y afférent,*

- ***AUTORISE** le président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure correspondante.*

**Le point 13 n'appelle aucune observation particulière. Il est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 14. Gestion de la micro-crèche « Les Petits Gaulois » à Plailly pour la période courant du 1er août au 31 décembre 2026 : rapport sur le principe de gestion déléguée

***Considérant ce qui suit :***
L'Aire Cantilienne dispose sur son territoire d'une micro-crèche dénommée « Les petits gaulois » située à Plailly, d'une capacité de 12 places.

La collectivité et le gestionnaire actuel, la société PEOPLE & BABY, se sont accordés, par voie transactionnelle, pour mettre fin de façon anticipée, au 31 juillet 2026, au contrat de délégation de service public relative à la gestion de cet équipement, tandis qu'il s'achevait initialement le 31 décembre 2026.

Dans ce cadre, la CCAC se trouve dans l'impossibilité, et ce indépendamment de sa volonté, de continuer à faire assurer le service concédé par son cocontractant ou de l'assurer elle-même dès lors que le service public en question nécessite des personnels disposant d'un savoir-faire spécifique.

Afin d'assurer la continuité du service public de la petite enfance dans la micro-crèche de Plailly, la Communauté de communes est donc dans l'obligation de conclure, sans publicité ni mise en concurrence, une concession provisoire dont la durée n'excède pas celle requise pour mettre en œuvre une procédure de passation.

En dépit de l'absence de publicité et de mise en concurrence, le Conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le recours d'une concession provisoire, au regard d'un rapport établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, figurant en annexe de la présente délibération.

Selon ce rapport, le choix d'un mode de gestion déléguée (délégation de service public sous forme d'affermage) semble aujourd'hui le plus pertinent pour permettre l'exploitation de cette crèche.

Le rapport sur le principe du recours à la DSP présente :

- Les caractéristiques des différents modes de gestion,

- Les objectifs de la collectivité, desquels découlent le montage retenu et les caractéristiques du futur contrat.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

*Le Conseil communautaire,*
*Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L. 1111-1 et L. 1411-4,*
*Vu le Code de la commande publique (CCP), notamment son article L. 1121-3,*
*Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne (CCAC),*
*Vu la délibération n°96/2026 du Conseil communautaire en date du 8 juillet 2026,*
*Vu le rapport joint à la présente délibération présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur DRAY,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE** le principe de l'exploitation de la micro-crèche « Les petits gaulois » située à Plailly, sous forme d'une délégation de service public sous forme d'affermage, dans le cadre d'une concession provisoire d'une durée de 5 mois,*

- ***APPROUVE** le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport sur le principe du recours à une délégation de service public, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Président d'en négocier les conditions précises, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-1 du Code général des collectivités territoriales,*

- ***AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure correspondante.*

**Le point 14 n'appelle aucune observation particulière. Il est adopté par le Conseil communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés.**

## 15. Gestion de la micro-crèche « Les Petits Gaulois » à Plailly pour la période courant du 1er août au 31 décembre 2026 : passation d'une convention de gestion provisoire pour l'exploitation de l'établissement

***Considérant ce qui suit :***
L'Aire Cantilienne dispose sur son territoire d'une micro-crèche dénommée « Les petits gaulois » située à Plailly, d'une capacité de 12 places.

Suite à la résiliation anticipée du contrat, par voie transactionnelle, entre la collectivité et le gestionnaire en place, la société PEOPLE & BABY à la date du 31 juillet 2026, la CCAC s'est trouvée dans l'impossibilité, et ce indépendamment de sa volonté, de continuer à faire assurer le service concédé par son cocontractant ou de l'assurer elle-même dès lors que le service public en question nécessite des personnels disposant d'un savoir-faire spécifique.

Afin d'assurer la continuité du service public de la petite enfance dans la micro-crèche de Plailly, la Communauté de communes a été dans l'obligation de conclure, sans publicité ni mise en concurrence, une concession provisoire dont la durée n'excède pas celle requise pour mettre en œuvre une procédure de passation.

La CCAC a retenu la proposition d'exploitation de l'équipement émanant de la société LA MAISON BLEUE, qui a établi un projet d'établissement et dispose des garanties nécessaires pour assurer la continuité du service public, dans le cadre d'une concession provisoire d'une durée de 5 mois (du 1er août au 31 décembre 2026).

*Le Conseil communautaire,*

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

*Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L. 1411-1 et L. 1411-4,*
*Vu le Code de la commande publique, notamment son article L. 1121-3 et sa troisième partie, relatifs aux contrats de concession,*
*Vu les statuts en vigueur de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,*
*Vu les délibérations n°96/2026 et n°97/2026 du Conseil communautaire en date du 8 juillet 2026,*
*Vu le projet de contrat de délégation de service public et ses annexes,*
*Entendu le rapport présenté par Monsieur DRAY,*
*Et après en avoir délibéré,*

- ***APPROUVE :***
  - *le choix de la société La Maison Bleue, en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation de la micro-crèche de Plailly,*
  - *la convention de gestion provisoire et ses annexes à conclure avec la société La Maison Bleue, sous réserve d'ultimes ajustements rédactionnels de ladite convention,*

- ***AUTORISE*** *Monsieur le Président à :*
  - *signer la convention de gestion provisoire et tout document nécessaire à son exécution,*
  - *prendre toutes mesures nécessaires et signer tout acte ou document utile à l'exécution du contrat de délégation de service public.*

**Madame Marion LE MAUX** demande si les parents ont été consultés, et si leurs enfants vont revenir à la micro-crèche.

**Monsieur Daniel DRAY** indique que les parents le consulte. Pour eux, il est difficile de ne pas connaître la date de réouverture de la crèche et de trouver un moyen de garde à la semaine. L'ensemble des familles veulent revenir et sont impatientes, hormis bien entendu la famille concernée par l'incident.

**QUESTIONS DIVERSES**

L'ordre du jour étant épuisé, il est procédé à l'examen des questions diverses. Monsieur Nathanaël ROSENFELD informe avoir reçu une question orale de Madame Manoëlle MARTIN.

**Madame Manoëlle MARTIN** indique que, suite au dernier conseil municipal de Gouvieux auquel elle n'était pas présente, son groupe a posé une question sur la piscine AQUALIS, notamment au sujet du week-end des 27 et 28 juin dont l'accès été restreint aux seuls habitants de l'Aire Cantilienne. Monsieur Thomas IRAÇABAL, Maire de Gouvieux, a dit qu'il fallait poser la question à Monsieur François LANCERAUX, vice-président en charge de la piscine AQUALIS et à la Communauté de communes qui est compétente. D'autres questions sont ensuite venues à l'esprit. Cela semblait une bonne idée car ils ont eu des retours positifs ; néanmoins, c'est le cadre dans lequel cela a été mis en application qui pose les questions suivantes :

- les motifs précis ayant conduit à restreindre l'accès de l'équipement aux seuls résidents de l'intercommunalité ;
- les éléments permettant d'établir que cette mesure était nécessaire, conforme aux principes régissant l'accès au service public ;
- les modalités selon lesquelles cette décision a été prise, notamment au regard du cadre contractuel de la délégation de service public. J'ai souvenir que nous avions réuni en urgence le conseil communautaire pour des questions de tarifs : pourquoi cela n'a-t-il pas été jugé nécessaire dans ce cas précis ?

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

- quelle est la suite envisagée s'il y avait d'autres situations similaires à [illegible]
- le coût total que cette restriction a engendré pour la collectivité (manque de recettes, gardiennage, ...),
- enfin, comme cela a été évoqué en conseil municipal, comment expliquer que la commune de Gouvieux n'en avait pas fait la publicité, et elle souhaite savoir si d'autres communes ne l'ont pas faite et pourquoi la communication n'a pas été relayée autour de l'Aire Cantilienne.

**Monsieur Nathanaël** ROSENFELD apporte les éléments de réponse suivants :

- sur les motifs de décision de la restriction aux seuls habitants de l'Aire Cantilienne :

Les 27 et 28 juin derniers, le département de l'Oise était classé vigilance canicule par Météo France.

AQUALIS connaissait une affluence sans précédent, qui a rapidement conduit à atteindre les seuils de fréquentation maximale fixés par la réglementation sanitaire en vigueur, ce qui a engendré une situation de saturation de l'équipement, à plus forte raison que la piscine étant largement fréquentée par des extérieurs au territoire de l'Aire Cantilienne.
Il a estimé normal de privilégier les habitants de l'Aire Cantilienne dans cette période de canicule exceptionnelle, et de leur réserver l'accès à l'équipement puisque c'est eux qui le financent.

- Sur la légalité de la mesure :

La piscine est un service public local facultatif.
La jurisprudence du Conseil d'État est assez constante depuis l'arrêt Denoyez et Chorques de 1974, qui admet explicitement des différences de traitement entre usagers lorsqu'elles répondent à un impératif d'intérêt général en rapport avec les conditions d'exploitation du service. La situation de saturation pendant la canicule a constitué un impératif, c'est pour cela que la Communauté de communes a pris cette décision et qu'elle est légale.

Cette mesure est strictement proportionnée, puisqu'elle a eu lieu pendant un seul weekend.

La Communauté de communes n'est pas isolée, puisque d'autres collectivités ont eu des précédents de collectivités comparables.

- Sur la modalité de décision :

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** indique que, Monsieur Nicolas MOULA lui a soumis l'idée de réserver la piscine aux seuls habitants de la CCAC. Immédiatement, **Monsieur Nathanaël ROSENFELD** explique avoir interrogé les vice-présidents, qui lui ont tous répondu avec célérité et enthousiasme. Ce serait une bonne réponse à la situation. Il a sondé ses élus à Orry-la-Ville pour voir ce qu'ils en pensaient, ils étaient également enthousiastes. Monsieur Nicolas MOULA avait le même enthousiasme des élus de Lamorlaye. Il n'y avait pas d'opposition de principe. Monsieur Nathanaël ROSENFELD écrit ensuite à tous les maires en leur indiquant que l'exécutif souhaite prendre cette décision et leur propose de faire une communication commune, en donnant rendez-vous à tous les maires à AQUALIS à 21h le jeudi 25 juin. Une vidéo est faite avec les maires.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** souligne le caractère d'urgence, cette décision est prise le jeudi soir pour une application le samedi 27 juin matin. Il voulait initialement appliquer cette décision dès le vendredi matin mais le délai lui a semblé court. C'était une urgence qui a nécessité une action immédiate, sans prendre le temps de convoquer un conseil communautaire.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

Il fait ensuite référence à un précédent au sujet de la piscine où le conseil communautaire avait été réuni en urgence sous un épisode de canicule quand Monsieur Eric WOERTH était Président. L'objet était des tarifs différenciés pour privilégier les habitants du territoire. Monsieur Eric WOERTH avait mis en œuvre le process pour réunir un conseil communautaire. **Monsieur Nathanaël ROSENFELD** rappelle que le contexte de la décision du 27 et 28 juin derniers était la canicule. Le temps de réunir le conseil communautaire, la canicule était terminée. Les élus ont bien fait de prendre cette décision sans réunir le conseil communautaire.
**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** informe qu'il y a eu des échanges avec le délégataire de la piscine. Cela a été dit et écrit en urgence (le vendredi), pour que les choses soient cadrées et qu'elles soient formalisées par la suite.

- Sur le coût pour la collectivité

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** explique que cette décision a nécessité d'affecter des vigiles supplémentaires, de 5 à 10 pour le week end pour gérer le flux et les frustrations que cela a généré soit 4 583 € HT .

En matière de manque à gagner, le délégataire l'a estimé sur la base du chiffre d'affaires moyen des trois jours précédents, et l'estime à 19 272,42 € HT. **Monsieur Nathanaël ROSENFELD** estime que cette facture a été envoyée un peu rapidement et souhaite échanger avec lui.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** rappelle que le dimanche, il n'a pas fait exactement le même temps que les jours de la semaine. Il y a par conséquent un élément de discussion à avoir avec le délégataire.
Il y a eu 3500 € de frais de gestion exceptionnelle, compte tenu du travail et de la mobilisation engendrée. Cela fait un coût total pour le week-end de 27 355 € HT.

Il avait été bien dit que la communauté de communes prendrait en charge les frais. Il remercie François LANCERAUX qui a passé le week-end pour sa mobilisation. Monsieur Nathanaël ROSENFELD était à AQUALIS également, ils ont fait un sondage en sortie de piscine samedi à 18h. Les habitants du territoire étaient très reconnaissants, enchantés.

- Sur les intentions de l'exécutif pour l'avenir de réitérer ?

**Monsieur François LANCERAUX** indique avoir passé la journée avec Marceau HANRIOT, Directeur de la piscine AQUALIS, qu'il félicite. Il a passé un week-end difficile. Toute l'équipe a été exceptionnelle, il inclut les vigiles. Il a passé son début d'après-midi au portail d'AQUALIS. Cela a été compliqué, d'autres questions se posent.
Quand les choses sont faites comme cela dans l'urgence, il y a forcément quelques erreurs. Il en a parlé avec le Président, et ils sont en phase sur cet aspect. Les abonnés extérieurs à la communauté de communes ont été refusés. A l'avenir, il faudrait autoriser l'accès aux abonnés, les mamans avec leurs bébés le matin... Ce sont les seules remontées négatives.

Il a rencontré le mercredi suivant le Responsable de la société de gardiennage. Il indique que rapidement un système qui bénéficierait principalement aux habitants de la communauté de communes pourrait être mis en place, en l'occurrence Une file dédiée à l'entrée parce que l'attente est parfois de 45 minutes. Il est par ailleurs favorable à réitérer l'expérience. Cela permettrait aux habitants de l'aire cantilienne de revenir dans cette magnifique piscine.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

**Monsieur Thomas IRAÇABAL** indique que la commune avait communiqué, [illegible] sur Facebook la communication.

Il a indiqué être d'accord sur le principe de cette décision sans entrer dans le détail des modalités techniques qu'il ne connaissait pas. De façon plus pérenne, il est d'avis de réfléchir aux modalités, à une sorte de quota, de prévoir en avance en fonction des contraintes évoquées (canicule). D'autres modalités pourraient être mis en place pour limiter la population.

**Monsieur François LANCERAUX** indique que personne ne remet en cause le fait d'avoir pris cette décision et remercie Monsieur Nicolas MOULA pour l'idée. Lors de la réunion des membres de la commission AQUALIS, beaucoup d'idées ont été évoquées et toutes les idées sont bonnes à prendre.

**Madame Christine COCHINARD** précise qu'elle n'aime pas que la commune de Gouvieux soit accusée de ne pas avoir communiqué. L'agent qui est chargé de la communication était en congés et c'est elle qui a fait la communication en reprenant celle de la commune. Elle n'a pas fait de mail, mais ne crois pas que la communauté de communes ait fait un mail à tous les élus non plus.

**Monsieur François LANCERAUX** concède qu'effectivement un mail aux élus aurait pu être fait. Un groupe WhatsApp a été créé pour les élus de la commission AQUALIS, ce qui permettra de communiquer plus rapidement.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** reconnait que la décision a été prise en urgence car la situation le nécessitait, il y a eu des manquements parfaitement assumés. Concernant les abonnés extérieurs, l'erreur a été corrigée : le dimanche, tous les abonnés extérieurs ont été acceptés. Il pense qu'une information à tous les élus du conseil communautaires et aux membres de la commission AQUALIS aurait pu être faite.

**Monsieur François DESHAYES** ne remet pas en cause la décision qui a été prise, c'est la manière qui le gêne, c'est une décision politique. Il pense que c'est davantage à l'assemblée de prendre une telle décision. Il suppose cependant, que si à l'avenir des journées comme celles-ci se reproduisaient, cela passerait en conseil. Le point sur lequel il est en désaccord, c'est celui pour lequel le Président informe d'une participation en nombre de nageurs, le week end du 27 et 28 juin était peut-être les jours les plus importants de l'été 2026. Depuis des années, il y a ce même nombre de fréquentation et à sa connaissance la FMI (nombre de personnes maximum autorisé à un moment donné 1300 personnes - chiffres pour lequel la piscine doit arrêter d'accueillir) n'a pas été dépassée contrairement aux années précédentes. Il y avait beaucoup de monde mais ce n'était pas exceptionnel. Sur le caractère urgent, il souligne que depuis 10 jours, les prévisions indiquaient qu'il allait faire chaud.

Il comprend que Monsieur Nicolas MOULA ait soumis l'idée le jeudi, ce qui laisse peu de temps pour agir. Si l'idée avait été soumise le lundi, Monsieur Nathanaël ROSENFELD aurait eu davantage de temps pour réagir. Dire que c'était urgent, cela aurait pu être fait avant. Malheureusement, quand on agit dans l'urgence on est tous pareil, on fait des erreurs. Ce qui le gêne c'est quand Monsieur Nathanaël ROSENFELD dit qu'il a consulté les Maires les vice-présidents et les élus d'Orry-la-Ville qui bien évidemment sont d'accord avec lui. Il lui indique qu'il a jugé, et c'est son droit, d'interroger les élus mais pas les maires non vice-présidents. Cela l'étonne et le choque car il pense que certains auraient pu avoir des idées, du fait de l'expérience certains, et prévenir de certaines choses, il trouve cela dommage.
Concernant le coût, Monsieur François DESHAYES indique que Monsieur Nathanaël ROSENFELD lui a dit en réunion de Bureau, que cela couterait 4 000 ou 5 000 € ; aujourd'hui, il est annoncé 30 000 €.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** lui répond que, soit il a un problème de mémoire soit c'est de la mauvaise foi. Il rappelle que le jeudi à 18h44, il écrit à tous les maires en indiquant qu'il veut les associer à la communication et leur donne rendez-vous le soir même, ce qui suscite un grand enthousiasme, y compris de Monsieur François DESHAYES qui dit qu'il ne pourra pas être présent mais qu'il est là par la pensée.

**Monsieur François DESHAYES** dit ce n'est pas de la mauvaise foi. Il confirme que Monsieur Nathanaël ROSENFELD a prévenu qu'il y avait une communication. Il affirme cependant qu'il ne les a pas sollicités sur ce qu'ils en pensaient.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** lui répond que quand un maire a quelque chose à dire, il pense qu'il le dit sur ce genre de communication. Personne n'est timide et il n'a marché sur personne.

**Monsieur François DESHAYES** indique que Monsieur Nathanaël ROSENFELD a demandé l'avis des vice-présidents mais pas des maires.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** lui répond que c'est son interprétation.

**Madame Ilaria BOTTI** indique que la décision prise est une position intelligente. Elle a des amies qui se rendent à la piscine et cela leur est déjà arrivé d'attendre 3h avant d'entrer.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** souligne le fait que cette opération est perçue positivement par les habitants du territoire. Malgré cette imperfection, cette opération était nécessaire.

**Monsieur Dominique FACUNDO** voit dans ces échanges un retour d'expérience.
Il évoque l'application Intramuros qui est très pratique. Tout le monde ne l'a pas. Les communes peuvent adhérer à cela. Il y a toutes les informations de la commune et de la communauté de communes. Il pense que ce serait bien d'en disposer.

**Monsieur François LANCERAUX** lit à voix haute le message transmis par **Monsieur Nathanaël ROSENFELD** à 18h44 le jeudi

> *Chers collègues Maires, avec le vice-président de l'Aire Cantilienne, nous avons décidé une mesure exceptionnelle pour cette période de canicule : réserver l'accès de la piscine aux seuls habitants de l'Aire Cantilienne ce week-end, c'est un geste fort qui n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes divers à destination de nos habitants. Nous souhaitons diffuser largement ce message et nous vous invitons à participer à la communication que nous allons réaliser. Pouvez-vous vous rendre à la piscine de Gouvieux à 21h ? »*

Il indique par conséquent à Monsieur François DESHAYES qu'il était au courant.

**Monsieur François DESHAYES** lui répond qu'il était bien au courant mais qu'on ne lui avait pas demander son avis.

Réponse de Monsieur François DESHAYES à ce message : *« désolé je ne pourrai pas être présent sauf par la pensée ».*

**Monsieur François DESHAYES** parle de la décision et non du fait qu'il n'était pas au courant.

Envoyé en préfecture le 14/10/2026
Reçu en préfecture le 14/10/2026
Publié le 14/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL_2026_99-DE

**Madame Manoëlle MARTIN** revient sur la possibilité de restreindre aux ha[illegible]mmunauté de communes. Lors de la passation de la DSP, le délégataire avait proposé de f[illegible] abonnés de l'Aire Cantilienne et il avait été indiqué que ce n'était pas possible.

**Monsieur François LANCERAUX** lui répond que c'est parce qu'il n'y avait pas de caractère d'urgence.

**Monsieur Nicolas MOULA** explique que c'est une première et qu'il faut accepter les erreurs qu'il y a pu avoir. Cela a déjà été fait en période de covid, des décisions immédiates fortes financièrement et impactant pour les habitants été prises. Il fait un parallèle avec Aire'bus. Quand on met en place des choses nouvelles, il y a des choses qui doivent être réanalysées et repensées. La communication au niveau du personnel n'a par ailleurs pas été suffisamment précise. Des habitants ont été refoulés. Le problème de communication au niveau de élus provient d'une boucle courte.

**Monsieur Nathanaël ROSENFELD** invite les élus à lire le document qu'il a imprimé pour l'occasion, pour la culture et pour jurisprudence : il s'agit des fondements règlementaires du Code général des collectivités territoriales et de la santé publique, de la liste des collectivités comparables qui ont pris ce genre de mesure et une synthèse des conditions de légalité qui s'appliquent.

**Monsieur Nicolas MOULA** indique que tous ont été sollicités par des parents d'élèves, des enseignants, des ATSEM, sur les conditions d'accueil des écoles pendant la période de canicule. Suite à cela, il a été décidé au niveau de la commune de Lamorlaye de climatiser l'intégralité des bâtiments scolaires (31 classes).

La commune a lancé un marché public pour cette fourniture. Il invite tous les Maires qui souhaiteraient aller dans ce sens et qui n'ont pas forcément l'ingénierie ou les capacités internes pour monter ce type de marché, à se rapprocher de la commune de Lamorlaye afin de les inclure au marché public.

**Monsieur François DESHAYES** informe qu'il dispose dans sa commune d'un préau climatisé qui sert aux habitants de lieu d'accueil lors de période de fortes chaleurs. En cas de canicule, il propose la salle pour réunir un conseil communautaire si besoin.

---

Le Président annonce que le prochain conseil se tiendra mercredi 30 septembre à 20h.

Un séminaire est programmé le 26 septembre au grand pavillon.

**Monsieur le Président lève la séance.**

La séance est levée à 21h40.

Le Secrétaire de séance,

Daniel DRAY

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : Thomas IRACABAL, Patrice MARCHAND, Christine COCHINARD.

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE.

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *31* | *7* | *38* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE

**DELIBERATION N°2026 / 100**

*AQUALIS*

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 DE LA PISCINE AQUALIS

Vu les statuts de la Communauté de Communes,

Vu le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la piscine AQUALIS, sous la forme d'un affermage, conclu le 1er juin 2021 avec la société OIIKOS,

**Considérant ce qui suit :**

La loi du 29 janvier 1993 sur les délégations de service public (DSP) indique que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégataire un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte ».

Cette disposition est reprise au contrat de DSP conclu entre la CCAC et le délégataire (article 47).

Vu le document de synthèse exposé en séance par le représentant de la société gestionnaire de la piscine AQUALIS,

**Entendu le rapport présenté par Monsieur LANCERAUX,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **PREND ACTE** du rapport d'activité 2025 de la piscine AQUALIS.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



aqualis
LA PISCINE DE L'AIRE CANTILIENNE

Aire Cantilienne
communauté de communes

OiiKOS
LA GESTION SUR MESURE

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

## 2025

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



Table des matières

1 Rappel du contexte du contrat et de l'objet du document ..... 4
1.1 Objet du contrat ..... 4
1.2 Objet du document ..... 4
2 Préambule / contexte de l'exercice réalisé ..... 5
2.1 Spécificités de l'exercice considéré ..... 5
2.2 Rappel du périmètre de la mission prévue au contrat ..... 5
2.3 Rappel du périmètre d'entretien, maintenance et renouvellement ..... 6
3 Compte rendu sur l'analyse de la qualité de service ..... 7
3.1 Groupes institutionnels ..... 7
3.2 Fréquentations ..... 13
3.3 Resources humaines ..... 16
3.4 Communication ..... 22
4 Compte rendu technique ..... 29
4.1 Conduite des installations techniques ..... 29
4.2 Gros entretien renouvellement ..... 29
4.3 Liste des contrôles technique et réglementaire ..... 30
4.4 Inventaires exhaustifs des biens ..... 30
4.5 Dates de fermetures et justifications ..... 30
4.6 consommations énergétiques ..... 31
5 Données relatives à l'execution de contrat ..... 32
5.1 Les tarifs avec évolutions par rapports à l'année précédente ..... 32
5.2 Liste des modifications de contrat ..... 33
6 Compte rendu financier ..... 34
6.1 détail mensuel des recettes par catégories d'usagers ..... 34
6.2 PCA ..... 34
6.3 Détail annuel des produits d'exploitations ..... 35
6.4 Détail annuel des charges d'exploitations ..... 36
6.5 Détail du résultat d'exploitation et du calcul de l'intéressement en faveur du délégant ..... 37
6.6 Détail du calcul du coefficient d'indexation ..... 40
6.7 Etat monétique des ventes ..... 41
6.8 Tableau des immobilisations, amortissements et dépréciations ..... 42

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



7 Compte rendu sociaux de la société dédiée ..... 43
8 Annexes ..... 44

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



# 1 RAPPEL DU CONTEXTE DU CONTRAT ET DE L'OBJET DU DOCUMENT

Le contrat de concession de service pour l'exploitation de la piscine intercommunale AQUALIS a été approuvé par le Conseil Communautaire de l'Aire Cantilienne le 21 avril 2021. Ce contrat est conclu pour une période de 5 ans à compter de la mise à disposition des ouvrages et de ses équipements depuis le 1er juin 2021.

Le contrat est une délégation de service public au sens des dispositions des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et une concession de services au sens de l'article L 1121-3 du Code de la commande publique.

## 1.1 OBJET DU CONTRAT

Dans le cadre du contrat, le Délégant (la CC de l'Aire Cantilienne) confie au Délégataire (la société Oiikos) l'exploitation, l'entretien et la maintenance du Centre Aquatique.

L'exploitation du Centre Aquatique consiste notamment dans leur gestion, leur animation, leur promotion et leur commercialisation dans le respect de l'éthique et de l'image du délégant. L'exploitation du service est assurée, par le délégataire à ses risques et périls conformément aux stipulations du contrat et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Délégant conserve le contrôle du service délégué dans les conditions prévues au contrat.

## 1.2 OBJET DU DOCUMENT.

Par l'application de l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire fournit chaque année, avant le 1er juin, au Délégant un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

L'annexe 10 B du contrat précise les attentes du Délégant et porte notamment sur la présentation des informations suivantes :

- Un rapport annuel comportant un compte-rendu technique, un compte rendu financier et un compte rendu sur analyse de la qualité de service ;
- Les comptes sociaux de la Société Dédiée.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



# 2 PREAMBULE / CONTEXTE DE L'EXERCICE REALISE

## 2.1 SPECIFICITES DE L'EXERCICE CONSIDERE

L'exercice 2025 se caractérise par :

- Les travaux sous maîtrise d'ouvrage publique à compter du mois de novembre 2024 et jusqu'en février 2025 engendrant une fermeture des espaces dédiés à la baignade. Sont restés ouverts le bassin d'activités, l'espace fitness et l'espace balnéo.

## 2.2 RAPPEL DU PERIMETRE DE LA MISSION PREVUE AU CONTRAT

Le Délégataire a notamment pour mission, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les conditions définies par le contrat :

- La prise en charge et l'exploitation complète de l'équipement
- La gestion administrative et financière du service
- La gestion de la billetterie et la perception des recettes
- La perception des droits et recettes générés par l'activité ;
- Les mesures de communication visant à assurer la promotion de l'équipement
- L'accueil des différentes typologies d'usagers.
- Le maintien en parfait état de fonctionnement des ouvrages
- Un devoir général de conseil envers la collectivité.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 2.3 RAPPEL DU PERIMETRE D'ENTRETIEN, MAINTENANCE ET RENOUVELLEMENT

| CORPS D'ETAT | A la charge du délégataire | A la charge de la collectivité | OIIKOS / CRAM |
|---|---|---|---|
| **Génie civil, bâtiment** | **Niveau 1** | **Niveaux 2 à 5** | |
| Infrastructures (fondations, élévations, murs, dalles, sols, charpente, toitures)<br>Isolation thermique, couverture, étanchéité<br>Façades, bardages - isolation<br>Divers (seuils et appuis, maçonneries, verrières, chéneaux…)<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | compris<br>- nettoyage des façades, baies vitrées, murs rideau, gouttières…<br>- démoussage des toitures<br>- relevés visuels<br>- vérification des ouvrants<br>- entretien des bardages | Toutes les autres réparations et mise en conformité* | **OIIKOS** |
| **Menuiseries extérieures** | **Niveaux 1 à 3** | **Niveaux 4 et 5** | **OIIKOS** |
| Menuiseries extérieures et occultations<br>Serrureries et métalleries<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | compris<br>- nettoyage des profilés<br>- vérification des ouvrants<br>- remplacement des quincailleries<br>- relevés visuels | et mise en conformité | |
| **Réseaux intégrés au périmètre de la délégation** | **Niveaux 1 à 4** | **Niveau 5** | **CRAM** |
| Eau potable<br>Eau pluviale<br>Assainissements<br>Climatisation<br>Energie calorifique<br>Electricité courant fort<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | **Niveaux 1 à 4 pour les réseaux accessibles*, non enterrés**<br><br>compris<br>- vérification périodique<br>- curage des regards<br>- détartrage des réseaux d'eau<br>- curage des executoires EP<br>- vérification des supportages<br>- relevés visuels | **Niveaux 5 pour les réseaux accessibles*, non enterrés**<br><br>**Niveau 1 à 5 pour les réseaux enterrés** | |
| **Equipements de sécurité incendie** | **Niveaux 1 à 4** | **Niveau 5** | **OIIKOS** |
| Alarmes et détecteurs<br>Extraction de fumées<br>Extincteurs<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | compris<br>- vérification et contrôles périodiques réglementaires<br>- relevés visuels | Niveau 5 et mise en conformité | |
| **Installations techniques et systèmes informatiques** | **Niveaux 1 à 5** | **Niveau 5** | **CRAM à l'exception des courants faibles qui sont pris en charge par OIIKOS** |
| Chauffage / production de chaleur, climatisation / rafraîchissement, traitement d'air / ventilation, déshenfumage) / récupération<br>Traitement d'eau / filtration (y compris jeux d'eau) / recyclage & récupération<br>ECS<br>Electricité courant faible : sonorisation, téléphonie, vidéo surveillance, prises…<br>Contrôle d'accès informatisé et billetterie<br>Toutes alarmes, GTC, GMAO…<br>Matériels, logiciels et systèmes d'information<br>Armoires électriques divisionnaires<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | compris<br>- remplacement des médias filtrants, consommables…<br>- vérification et contrôles périodiques réglementaires<br>- relevés visuels<br>- dépoussierage des gaines, grilles, blocs… | Mise en conformité uniquement | |
| **Equipements sanitaires - Plomberie** | **Niveaux 1 à 3** | **Niveaux 4 et 5** | **CRAM** |
| Appareillage et commandes (cuvettes, réservoirs, robinets de chasse, urinoirs, robinetterie, siphons, receveurs, colonne de couche, pommeaux…)<br>Plomberie<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | compris<br>- détartrage<br>- entretien et remplacement de la robinetterie et des organes de commande<br>- vérifications périodiques<br>- relevés visuels | et mise en conformité | |
| **Equipements d'éclairage** | **Niveaux 1 à 3** | **Niveaux 4 et 5** | **CRAM** |
| Appareillage et commandes d'éclairage internes au bâtiment<br>Appareillage et commandes d'éclairage externes au bâtiment<br>Eclairage extérieur<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | compris<br>- contrôle des supportages<br>- relamping<br>- remplacement des composants luminaires (type starter, driver, ballat)<br>- relevés visuels | et mise en conformité | |
| **Second œuvre** | **Niveaux 1 à 4** | **Niveau 5** | **OIIKOS** |
| Menuiseries intérieures<br>Cloisonnement, platrerie<br>Faux-plafonds / correction acoustique<br>Revêtemements sols<br>Revêtemements murs<br>Peintures<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | **Sujétions particulières**<br>- détartrage des sols<br>- désinfection<br>- curage des siphons et goulottes<br>- rénovation partielle des revêtements muraux, sol, plafond, dalles acoustiques & faux plafond limitée à une surface de 15 m2 par campagne par an. En cas de non réalisation de la campagne envisagée, elle pourra être reportée sur les années suivantes<br><br>Compris parois bassin et fond bassin(s) | Rénovation importante ou complète au-delà d'une surface de 15 m2 par campagne par an | |
| **Equipements d'exploitation mis à disposition du délégataire : intérieurs et extérieurs** | **Niveaux 1 à 5** | | **OIIKOS** |
| Equipements et matériels définis comme "meuble par destination" : convivialité, distributeurs, conteneurs, entretien - nettoyage - hygiène - maintenance, infirmerie & secourisme, armoires, bureaux, informatique, éléments décoratifs, outillage, signalétique…<br>Equipements office du personnel, salle de réunion, bureau(x)<br>Matériels pédagogiques & sportifs et bien de retour<br>Equipements de cardio-training et fitness<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | | Sans objet | |
| **Autres équipements particuliers** | **Niveaux 1 à 3** | **Niveaux 4 et 5** | **OIIKOS** |
| Equipements et matériels définis comme "immeuble par destination" : banque d'accueil, cabines, casiers, armoires, sèches-cheveux, bancs, palères…<br>Sauna(s) / hammam(s) et autres équipements de bien-être (douches à jets, espaces sensoriels…)<br>Toboggan(s)<br>Equipement bassin(s) : mise à l'eau PMR, échelles, lignes, barres, plots, marquage, potelets, boîtiers d'ancrage…<br>Signalétique considéré comme "immeuble par destination"<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | compris<br>- vérifications et contrôles périodiques réglementaires<br>- désinfection<br>- relevés visuels<br>- entretien des surfaces de glisse | et mise en conformité | |
| **Equipements extérieurs (selon le périmètre défini en annexe)** | **Niveaux 1 à 3** | **Niveaux 4 et 5** | **OIIKOS à l'exception du relamping du parking qui est pris en charge par CRAM.** |
| Espaces verts, plantations, arbres et végétaux<br>Clôtures, portail, portillons, enceintes<br>Allée, circulations, cheminements et plages minérales<br>Signalétique verticale et horizontale (panneaux et marquages)<br>Parvis, cour de service, parking(s), voirie(s)<br>Equipements urbains (bancs, poubelles…)<br>Abords<br>Autres à détailler par le candidat le cas échéant | compris<br>- tontes et des pelouses aussi couvent que nécessaire<br>- taille des haies, élagage aussi souvent que nécessaire<br>- arrosage, enlèvement des mousses et mauvaises herbes<br>- évacuation des déchets verts<br>- évacuation des déchets<br>- vérification et entretien des clôtures et portails<br>- balayage<br>- déneigement et salage des circulations piétonnes et véhicules<br>- nettoyage et entretien de la signalétique<br>- relevés visuels | et mise en conformité | |

* Un réseau accessible est un réseau pour lequel l'accès ne nécessite pas d'avoir recours à des matériels spécifiques utilisés dans le secteur des travaux publics et/ou d'avoir nécessairement recours à des entreprises spécialisés intervenant spécifiquement pour l'entretien et la réparation des réseaux

* Mise en conformité réglementaire liée à un changement ou une nouvelle législation

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



# 3 COMPTE RENDU SUR L'ANALYSE DE LA QUALITE DE SERVICE

## 3.1 GROUPES INSTITUTIONNELS

### *3.1.1 Les scolaires*

#### 3.1.1.1 Plannings détaillés des 3 cycles scolaires

Les primaires :

| 1 | ***Du lundi 8 septembre 2025 au vendredi 10 octobre 2025 -10 séances-*** | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **LUNDI** | | **MARDI** | | **JEUDI** | | **VENDREDI** |
| 14H10<br>14H45 | LAMORLAYE<br>Marvingt<br>CM2 A Mme GOUJARD 32<br>CM2 B HAUDIQUET 31 | 14H10<br>14H45 | LAMORLAYE<br>Saint Exupéry<br>CM2 VELLA 31<br>CE2/CM1 M ? 24 (18+6)<br>CHANTILLY<br>Bois Saint Denis<br>CM2 MACHY 21 | 14H10<br>14H45 | LAMORLAYE<br>Marvingt<br>CM2 A Mme GOUJARD 32<br>CM2 B HAUDIQUET 31 | 14H10<br>14H45 | LAMORLAYE<br>Saint Exupéry<br>CM2 VELLA 31<br>CE2/CM1 M ? 24 (18+6)<br>CHANTILLY<br>Bois Saint Denis<br>CM2 MACHY 21 |
| 14H45<br>15H20 | PLAILLY<br>CE2/CM1 M X 23<br>CM1/CM2 Mme BAUDRY 24<br>AVILLY ST LEONARD<br>CM1/ CM2 MAUMENE 23<br>9+14 | 14H45<br>15H20 | ORRY la VILLE<br>Henri Delaunay<br>CE1/CE2 AUBRY 23 (8+15)<br>CE2 B BRUNEAU 26<br>CE2/CM1 NOURRIT 25 (14+10) | 14H45<br>15H20 | PLAILLY<br>CE2/CM1 M X 23<br>CM1/CM2 Mme BAUDRY 24<br>AVILLY ST LEONARD<br>CM1/ CM2 MAUMENE 23<br>9+14 | 14H45<br>15H20 | ORRY la VILLE<br>Henri Delaunay<br>CE1/CE2 AUBRY 23 (8+15)<br>CE2 B BRUNEAU 26<br>CE2/CM1 NOURRIT 25 (14+10) |
| 15H20<br>15H55 | GOUVIEUX<br>Centre<br>CM2 27 V. DEL NERO<br>GOUVIEUX<br>Le Manoir des Aigles<br>CE2/CM1/CM2 6/10/10<br>C. GALLAIS | 15H20<br>15H55 | GOUVIEUX<br>Chaumont<br>CM1/CM2<br>GOUVIEUX<br>Pagnol<br>CM2 23 E. BOULAY<br>CM1/CM2 18/6 | 15H20<br>15H55 | GOUVIEUX<br>Centre<br>CM2 27 V. DEL NERO<br>GOUVIEUX<br>Le Manoir des Aigles<br>CE2/CM1/CM2 6/10/10<br>C. GALLAIS | 15H20<br>15H55 | GOUVIEUX<br>Chaumont<br>CM1/CM2<br>GOUVIEUX<br>Pagnol<br>CM2 23 E. BOULAY<br>CM1/CM2 18/6 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



| 2 | Du lundi 13 octobre 2025 au vendredi 28 novembre 2025-10 séances | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | LUNDI | | MARDI | | JEUDI | | VENDREDI |
| 14H10<br>14H45 | LAMORLAYE<br>Marvingt<br><br>CE2 A Pes 23<br>CE2 B DUBREUIL 23<br>CE2 C CHARBONNIER 23 | 14H10<br>14H45 | VINEUIL ST FIRMIN<br><br>CM1/CM2 PACCAUD 27<br>16+11<br>CE1/CE2 AGOSTINI 25<br>10+15 | 14H10<br>14H45 | LAMORLAYE<br>Marvingt<br><br>CE2 A Pes 23<br>CE2 B DUBREUIL 23<br>CE2 C CHARBONNIER 23 | 14H10<br>14H45 | VINEUIL ST FIRMIN<br><br>CM1/CM2 PACCAUD 27<br>16+11<br>CE1/CE2 AGOSTINI 25<br>10+15 |
| 14H45<br>15H20 | PLAILLY<br><br>CP BIEN ARRIVEE 19<br>CE1 PAPIRNYK 19<br><br>CHANTILLY<br>Petite Pelouse<br>CE2/CM1 Mme BOCAHU 24<br>(11+13) | 14H45<br>15H20 | LA CHAPELLE EN SERVAL<br>Bois de chêne<br><br>CM2 MILANI EVREUX 30<br>(22+8)<br>CM1 ? 24<br>CE2 VAILLANT 24 | 14H45<br>15H20 | PLAILLY<br><br>CP BIEN ARRIVEE 19<br>CE1 PAPIRNYK 19<br><br>CHANTILLY<br>Petite Pelouse<br>CE2/CM1 Mme BOCAHU 24<br>(11+13) | 14H45<br>15H20 | LA CHAPELLE EN SERVAL<br>Bois de chêne<br><br>CM2 MILANI EVREUX 30<br>(22+8)<br>CM1 ? 24<br>CE2 VAILLANT 24 |
| 15H20<br>15H55 | CHANTILLY<br>Coq chantant<br><br>CM1/CM2 VINAND (28)<br>CM1/CM2 ? (27)<br><br>GOUVIEUX<br>Pagnol<br>CE2 19 L. ACCARDO | 15H20<br>15H55 | GOUVIEUX<br>Centre<br>CE2 21 P. KAYIS<br>CE1/CE2 10/10 C. HUREZ | 15H20<br>15H55 | CHANTILLY<br>Coq chantant<br><br>CM1/CM2 VINAND (28)<br>CM1/CM2 ? (27)<br><br>GOUVIEUX<br>Pagnol<br>CE2 19 L. ACCARDO | 15H20<br>15H55 | GOUVIEUX<br>Centre<br>CE2 21 P. KAYIS<br>CE1/CE2 10/10 C. HUREZ |

| 3 | Du lundi 1er décembre 2025 au vendredi 16 janvier 2026-10 séances | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | LUNDI | | MARDI | | JEUDI | | VENDREDI |
| 14H10<br>14H45 | CHANTILLY<br>Bois Saint Denis<br><br>CE1 BARIS 20<br>CE1/CE2 GUILLOU 23 (10+13)<br>CM2 M ? 21<br>(Deux jours de suite ) | 14H10<br>14H45 | CHANTILLY<br>Bois Saint Denis<br><br>CE1 BARIS 20<br>CE1/CE2 GUILLOU 23 (10+13)<br>CM2 M ? 21<br>(Deux jours de suite) | 14H10<br>14H45 | CHANTILLY<br>Petite pelouse<br><br>CE2 Mme JOUHAUT 26<br>CM1-CM2 M Daeubert 24 11+13<br>CM2 Mme CANAL 26<br>(Deux jours de suite) | 14H10<br>14H45 | CHANTILLY<br>Petite pelouse<br><br>CE2 Mme JOUHAUT 26<br>CM1-CM2 M Daeubert 24 11+13<br>CM2 Mme CANAL 26<br>(Deux jours de suite) |
| 14H45<br>15H20 | ORRY LA VILLE<br>Delaunay<br>CM2 A LEMIERE 24<br>CM2 B DENIS 22<br><br>COYE LA FORET<br>Centre<br><br>CM2 TACHON 23 | 14H45<br>15H20 | COYE LA FORET<br>Les Bruyères<br><br>CE2/CM1 ? 24 (20+4)<br>CM1/CM2 LE DOUARIN 24<br>(17+7) | 14H45<br>15H20 | ORRY LA VILLE<br>Delaunay<br>CM2 A LEMIERE 24<br>CM2 B DENIS 22<br><br>COYE LA FORET<br>Centre<br><br>CM2 TACHON 23 | 14H45<br>15H20 | COYE LA FORET<br>Les Bruyères<br><br>CE2/CM1 ? 24 (20+4)<br>CM1/CM2 LE DOUARIN 24<br>(17+7) |
| 15H20<br>15H55 | CHANTILLY<br>Petite pelouse<br><br>CP/CE1 Mme GASNET 22 ( 15+7)<br>CE1 Mme HARANG 27<br>CP Mme TERRAPON 24 | 15H20<br>15H55 | COYE LA FORET<br>Centre<br><br>CE2/CM1 MARTINEZ 25 (8+17)<br>CE1/CE2 MERCIER 24 (8+16) | 15H20<br>15H55 | CHANTILLY<br>Petite pelouse<br><br>CP/CE1 Mme GASNET 22 ( 15+7)<br>CE1 Mme HARANG 27<br>CP Mme TERRAPON 24 | 15H20<br>15H55 | COYE LA FORET<br>Centre<br><br>CE2/CM1 MARTINEZ 25 (8+17)<br>CE1/CE2 MERCIER 24 (8+16) |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



Les secondaires :

**PLANNING PISCINE AQUALIS COLLEGE 2024/2025**

| | | PERIODE 1 | PERIODE 2 |
|---|---|---|---|
| | | Lundi 09 sept au vend 18 octobre 2024 | Lundi 24 fév au vend 23 mai 2025 |
| MARDI | 9h – 10h | CHANT 1 ( 2 classes) | LAM 1 (2 classes) |
| | 10h – 11h | GOUVIEUX 1 ( 2 classes) | LAM 2 (1 classe) |
| | 11h – 12h | CHANT 2 ( 2 classes) | |
| | | | |
| JEUDI | 9h – 10h | GOUVIEUX 2 ( 2 classes) | LAM 3 (2 classes) |
| | 10h – 11h | CHANT 3 ( 2 classes) | |
| | 11h – 12h | LA CHAP 1 ( 2 classes) | GOUVIEUX 3 ( 2 classes) |
| | | 6 SEMAINES | 10 SEMAINES |

FERMETURE: du lundi 4 nov 2024 au vend 7 février 2025

Quelques mises à jour sur le focntionement:
- En cas d'absences, PREVENIR au plus vite la piscine pour liberer les maitres nageurs qui peuvent faire une autre mission.
- Le 3eme prof d'EPS, se détache des élèves pour AIDER le maitre nageur pour installer les lignes d'eau.
- la SORTIE de l'eau est à 9h55, 10h55 ou 11h55 impérativement. La présence sur le bors du bassin est autoirsée pour finir de faire le bilan avec nos élèves.
- La TENUE, pas de tshirt anti UV, ni short , ni combi.
Il n'y aura plus de PRÊT (ni maillot de bain, ni lunettes, ni bonnet etc…).
- Le matériel: toujours accès avec rangement à la fin.
Le rachat de zoomer et de pullbuoy sera prévu si budget.

**PLANNING PISCINE AQUALIS COLLEGE 2025/ 2026**

| | | PERIODE 1 | PERIODE 2 |
|---|---|---|---|
| | | Lundi 08 sept au vend 16 janvier 2026 | Lundi 19 janvier au vend 29 mai 2026 |
| MARDI | 9h – 10h | CHANT 1 ( 1 classe) | LAM 1 (2 classes) |
| | 10h – 11h | GOUVIEUX 1 ( 2 classes) | LAM 2 (1 classe) |
| | 11h – 12h | CHANT 2 ( 2 classes) | LA CHAP 2 ( 2 classes) |
| | | | |
| JEUDI | 9h – 10h | GOUVIEUX 2 ( 2 classes) | LAM 3 (2 classes) |
| | 10h – 11h | CHANT 3 ( 2 classes) | |
| | 11h – 12h | LA CHAP 1 ( 2 classes) | GOUVIEUX 3 ( 2 classes) |
| | | 6 SEMAINES | 10 SEMAINES |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



### 3.1.1.2 Fréquentations des établissements du premier degré

| | Etablissements | Fréquentation |
|---|---|---|
| 1 | ECOLE APREMONT | 256 |
| 2 | ECOLE AVILLY SAINT LEONARD | 360 |
| 3 | ECOLE BOIS DE CHENES | 785 |
| 4 | ECOLE DE CHAUMONT | 131 |
| 5 | ECOLE DE PLAILLY | 641 |
| 6 | ECOLE DES BRUYERES | 395 |
| 7 | ECOLE DES TERTRES | 86 |
| 8 | ECOLE DU BOIS SAINT DENIS | 1003 |
| 9 | ECOLE DU CENTRE COYE | 499 |
| 10 | ECOLE DU CENTRE GOUVIEUX | 1454 |
| 11 | ECOLE DU COQ CHANTANT | 628 |
| 12 | ECOLE DU MANOIR DES AIGLES | 435 |
| 13 | ECOLE MARCEL PAGNOL | 690 |
| 14 | ECOLE MARIE MARVINGT | 2168 |
| 15 | ECOLE MATERNELLE POMPIDOU | 180 |
| 16 | ECOLE MORTEFONTAINE | 163 |
| 17 | ECOLE ORRY LA VILLE | 1250 |
| 18 | ECOLE PAUL CEZANNE | 117 |
| 19 | ECOLE SAINT EXUPERY | 549 |
| 20 | ECOLE SAINT LOUIS | 380 |
| 21 | ECOLE VINEUIL ST FIRMIN | 399 |
| | **TOTAL 2025** | **12569** |
| | **TOTAL 2024** | **13 099** |
| | **TOITAL 2023** | **18 616** |

Les fréquentations des scolaires primaires s'établissent à 12 569 passages pour l'exercice 2025. A noter il n'y a pas eu d'usages scolaires en janvier et février.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



#### 3.1.1.3 Nombre de classes 2nd degré avec détail par établissement, provenance et nombres d'élèves

| | Etablissements | Fréquentation |
|---|---|---|
| 1 | COLLEGE DES BOURGOGNES | 987 |
| 2 | COLLEGE DU SERVOIS | 171 |
| 3 | COLLEGE FRANCOIS DOLTO | 805 |
| 4 | COLLEGE SONIA DELAUNAY | 799 |
| | **TOTAL 2025** | **2762** |
| | **TOTAL 2024** | **3 740** |
| | **TOITAL 2023** | **5 688** |

Les fréquentations des scolaires secondaires s'établissent à 2 762 passages pour l'exercice 2025. A noter il n'y a pas eu d'usages scolaires en janvier et février.

### *3.1.2 Les clubs de Triathlon*

Deux clubs fréquentent Aqualis :

- Triathlon Chantilly :
  - Mercredi : 19h30-20h30 4 lignes d'eau
  - Jeudi : 19h30-20h30 4 lignes d'eau
  - Samedi : 8h-9h30 (4 lignes jusqu'à 9h puis 3 lignes d'eau jusqu'à 9h30)
- Team Wellness Gouvieux :
  - Lundi : 21h-22h 4 lignes d'eau
  - Jeudi : 19h45-20h45 : 4 lignes d'eau
  - Jeudi : 17h-18h : bassin d'activités
  - Samedi : 12h45-13h45 : 2 lignes

| | Etablissements | Fréquentation |
|---|---|---|
| 1 | TEAM WELLNESS TRIATHLON | 489 |
| 2 | TRIATHLON DE CHANTILLY | 772 |
| 3 | TRIATHLON ENFANT | 15 |
| | **TOTAL 2025** | **1276** |
| | **TOTAL 2024** | **1 927** |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



### *3.1.3 Autres associations et groupes constitués*

Aqualis accueil de nombreux groupes constitués que ce soit sur des créneaux dédiés pour les Gendarmes de Chantilly ou Pompiers de Lamorlaye.

Les autres groupes sont accueillis sur les heures de baignade en simultané avec le grand public.

| | Etablissements | Fréquentation |
|---|---|---|
| 1 | ACELVEC ST MARTIN DU TERTRE | 50 |
| 2 | ACTION-JEUNESSE VIARMES DUPINET Nicolas | 11 |
| 3 | AFASEC | 6 |
| 4 | ALSH PONTARME | 17 |
| 5 | APED L ESPOIR | 9 |
| 6 | CDEF FOYER DE L'ENFANCE | 103 |
| 7 | CENTRE DE LOISIRS CORNOUILLER VERGER | 3 |
| 8 | CHATEAU DE LAVERSINE | 59 |
| 9 | CLSH MAIRIE DE CREIL MAIRIE DE CREIL | 9 |
| 10 | CLSH MOUSSY LE NEUF ALBAN DETERLINE | 9 |
| 11 | CLSH ORRY ENFANCE | 21 |
| 12 | FONDATION CONDE | 37 |
| 13 | FONDATION JOHN BOLT | 9 |
| 14 | GENDARMES | 9 |
| 15 | HOME MAISON JACQUES SEVIN | 57 |
| 16 | IFAC MARTIN AZAIS | 11 |
| 17 | IME MADELEINE BRES | 22 |
| 18 | IME UNIVI | 9 |
| 19 | ITEP SOLANGE CASSEL | 9 |
| 20 | LA BOUSSOLE BLEUE | 33 |
| 21 | LA BOUSSOLLE BLEU Mme LESCALLIER | 13 |
| 22 | LA CERISAIE | 8 |
| 23 | LA CLE DE L'AUTISME | 1 |
| 24 | LE CLOS DU NID DE L'OISE Helin celestine | 14 |
| 25 | MAIRIE TEST | 28 |
| 26 | Pompiers freq | 247 |
| 27 | SOS VILLAGES D'ENFANTS | 44 |
| 28 | SPORT ADAPTEVASION | 4 |
| 29 | TWILING TOURCOING | 24 |
| | **TOTAL 2025** | **876** |
| | **TOTAL 2024** | **621** |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 3.2 FREQUENTATIONS

### *3.2.1 Nombre d'abonnés*

ABONNÉS

| | Du territoire | Hors du territoire |
|---|---|---|
| Janvier | 878 | 266 |
| Février | 1 242 | 510 |
| Mars | 1 296 | 517 |
| Avril | 1 321 | 515 |
| Mai | 1 324 | 521 |
| Juin | 1 320 | 530 |
| Juillet | 1 313 | 539 |
| Août | 1 319 | 544 |
| Septembre | 1 355 | 562 |
| Octobre | 1 358 | 559 |
| Novembre | 1 354 | 560 |
| Décembre | 1 355 | 536 |

Les habitants de la CCAC représentent 72% des abonnés MyPass.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



### *3.2.2 Nombres d'inscrits à l'école de l'O*

| Cours | Créneaux | | Capacité | Nbr inscrits | % Remplissage |
|---|---|---|---|---|---|
| Maitrise de l'O | Lundi | 11h | 25 | 13 | 52,00% |
| Hippo'O | Lundi | 17h | 12 | 13 | 108,33% |
| Ad'O | Lundi | 18h | 16 | 9 | 56,25% |
| Excellence de l'O | Lundi | 20h | 25 | 25 | 100,00% |
| Corc'O | Mardi | 17h | 12 | 13 | 108,33% |
| Matel'O | Mardi | 18h | 16 | 13 | 81,25% |
| Bigorn'O 1 | Mercredi | 9h | 8 | 8 | 100,00% |
| Bigorn'O 2 | Mercredi | 9h | 8 | 7 | 87,50% |
| Croc'O | Mercredi | 10h | 12 | 14 | 116,67% |
| Bigorn'O 2 | Mercredi | 10h | 8 | 8 | 100,00% |
| Hippo'O | Mercredi | 10h | 12 | 12 | 100,00% |
| Turb'O | Mercredi | 10h | 16 | 16 | 100,00% |
| Bigorn'O 1 | Mercredi | 11h | 8 | 9 | 112,50% |
| Hippo'O | Mercredi | 11h | 12 | 12 | 100,00% |
| Croc'O | Mercredi | 11h | 12 | 11 | 91,67% |
| Croc'O | Mercredi | 14h | 12 | 13 | 108,33% |
| Bigorn'O 2 | Mercredi | 14h | 8 | 8 | 100,00% |
| Hippo'O | Mercredi | 14h | 12 | 12 | 100,00% |
| Hippo'O | Mercredi | 15h | 12 | 13 | 108,33% |
| Bigorn'O 1 | Mercredi | 15h | 8 | 8 | 100,00% |
| Matel'O | Mercredi | 15h | 16 | 16 | 100,00% |
| Hippo'O | Mercredi | 16h | 12 | 13 | 108,33% |
| Bigorn'O 2 | Mercredi | 16h | 8 | 7 | 87,50% |
| Turb'O | Mercredi | 16h | 16 | 15 | 93,75% |
| Hippo'O | Mercredi | 17h | 12 | 13 | 108,33% |
| Croc'O | Mercredi | 17h | 12 | 13 | 108,33% |
| Bigorn'O 1 | Mercredi | 17h | 8 | 8 | 100,00% |
| Croc'O | Mercredi | 18h | 12 | 13 | 108,33% |
| Bigorn'O 2 | Mercredi | 18h | 8 | 8 | 100,00% |
| Turb'O | Mercredi | 18h | 16 | 15 | 93,75% |
| Ad'O | Mercredi | 19h | 16 | 19 | 118,75% |
| Matel'O | Mercredi | 19h | 16 | 17 | 106,25% |
| Hippo'O | Jeudi | 17h | 12 | 12 | 100,00% |
| Turb'O | Jeudi | 18h | 16 | 18 | 112,50% |
| Base de l'O | Vendredi | 11h | 8 | 7 | 87,50% |
| Croc'O | Vendredi | 17h | 12 | 12 | 100,00% |
| Ad'O | Vendredi | 18h | 16 | 16 | 100,00% |
| Maitrise de l'O | Vendredi | 20h | 14 | 14 | 100,00% |
| Ad'O | Samedi | 9h15 | 16 | 18 | 112,50% |
| Hippo'O | Samedi | 9h15 | 12 | 13 | 108,33% |
| Bigorn'O 2 | Samedi | 9h15 | 8 | 8 | 100,00% |
| Hippo'O | Samedi | 10h15 | 12 | 13 | 108,33% |
| Bigorn'O 1 | Samedi | 10h15 | 8 | 8 | 100,00% |
| Croc'O | Samedi | 10h15 | 12 | 12 | 100,00% |
| Hippo'O | Samedi | 11h15 | 12 | 14 | 116,67% |
| Bigorn'O 2 | Samedi | 11h15 | 8 | 9 | 112,50% |
| Turb'O | Samedi | 11h15 | 16 | 17 | 106,25% |
| Bigorn'O 1 | Samedi | 11h15 | 8 | 7 | 87,50% |
| Ad'O | Samedi | 12h15 | 16 | 17 | 106,25% |
| Croc'O | Samedi | 12h15 | 12 | 12 | 100,00% |
| Matel'O | Samedi | 12h15 | 16 | 15 | 93,75% |
| **TOTAL 2025/2026** | | | **640** | **636** | **99,38%** |

**Résumer**

| Niveaux | Nbr créneaux | Capacité | Nbr incrits | % Remplissage |
|---|---|---|---|---|
| Bigorn'O 1 | 6 | 48 | 48 | 100,00% |
| Bigorn'O 2 | 7 | 56 | 55 | 98,21% |
| Hippo'O | 11 | 132 | 140 | 106,06% |
| Croc'O | 9 | 108 | 113 | 104,63% |
| Turb'O | 5 | 80 | 81 | 101,25% |
| Matel'O | 4 | 64 | 61 | 95,31% |
| Ad'O | 5 | 80 | 79 | 98,75% |
| Maitrise de l'O | 2 | 39 | 27 | 69,23% |
| Excellence de l'O | 1 | 25 | 25 | 100,00% |
| Base de l'O | 1 | 8 | 7 | 87,50% |
| **TOTAL 2025/2026** | **51** | **640** | **636** | **99,38%** |

Au regard des cours dispensés, la capacité d'accueil était de 640 inscrits. Le taux de remplissage des cours a été de 99% soit 636 inscrits à l'année.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



Pendant la fermeture, l'ensemble des séances non dispensées ont été remboursées par virement bancaire aux usagers.

### *3.2.3 Détails mensuels par catégorie*

| | BAIGNADE 2025 | | ACTIVITES 2025 | | ABONNEMENTS 2025 | | BIEN-ETRE 2025 | | SCOLAIRES 2025 | | ASSOCIATIONS 2025 | | TOTAL 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | |
| Janvier | 61 | 19 | 315 | 77 | 4 385 | 1 208 | 172 | 130 | 0 | | 10 | | 6 377 |
| Février | 503 | 224 | 478 | 122 | 3 511 | 1 096 | 173 | 118 | 559 | | 28 | | 6 812 |
| Mars | 3 484 | 1 329 | 1 996 | 470 | 6 879 | 2 395 | 308 | 227 | 2 917 | | 40 | | 20 045 |
| Avril | 4 478 | 2 492 | 2 511 | 278 | 6 308 | 2 199 | 337 | 212 | 988 | | 69 | | 19 872 |
| Mai | 4 385 | 3 516 | 1 430 | 412 | 6 461 | 2 232 | 292 | 224 | 2 462 | | 80 | | 21 494 |
| Juin | 4 867 | 6 697 | 1 277 | 332 | 5 959 | 2 260 | 206 | 188 | 1 997 | | 79 | | 23 862 |
| Juillet | 6 242 | 5 976 | 594 | 157 | 5 720 | 2 214 | 452 | 210 | 0 | | 0 | | 21 565 |
| Août | 7 075 | 6 102 | 233 | 81 | 5 448 | 2 143 | 520 | 222 | 0 | | 0 | | 21 824 |
| Septembre | 2 588 | 829 | 1 397 | 366 | 5 113 | 1 870 | 195 | 133 | 2 920 | | 259 | | 15 670 |
| Octobre | 3 744 | 1 339 | 1 483 | 382 | 6 352 | 2 513 | 298 | 190 | 2 205 | | 440 | | 18 946 |
| Novembre | 2 864 | 916 | 1 600 | 402 | 6 372 | 2 169 | 393 | 166 | 3 185 | | 470 | | 18 537 |
| Décembre | 2 403 | 1 025 | 1 189 | 272 | 5 624 | 1 966 | 351 | 197 | 2 244 | | 414 | | 15 685 |
| TOTAL | 42 694 | 30 464 | 14 503 | 3 351 | 68 132 | 24 265 | 3 697 | 2 217 | 19 477 | 0 | 1 889 | 0 | 210 689 |
| Total Catégorie 2025 | 73 158 | | 17 854 | | 92 397 | | 5 914 | | 19 477 | | 1 889 | | 210 689 |
| Prévisionnel contrat | 121 962 | | 30 017 | | 47 314 | | 9 013 | | 28 472 | | 3 360 | | 240 138 |
| Delta Réalisé / Prévi | -40% | | -41% | | 95% | | -34% | | -32% | | -44% | | -12% |
| TOTAL 2024 | 41 443 | 31 846 | 10 667 | 3 515 | 69 536 | 24 685 | 3 166 | 2 966 | 16 839 | 0 | 2 548 | | 111 367 |
| Total Catégorie 2024 | 73 289 | | 14 182 | | 94 221 | | 6 132 | | 16 839 | | 2 548 | | 207 211 |

Les fréquentations de l'exercice s'établissent à 210 689 passages et sont inférieures de 12% au prévisionnel.

Sans la fermeture nous aurions établi un nouveau record de fréquentations pour Aqualis avec vraisemblablement 230 000 entrées environ.

Les fréquentations MyPass représentent 44% des fréquentations.

### *3.2.4 Répartition numéraire et géographique de la provenance des usagers*

| | BAIGNADE 2025 | | ACTIVITES 2025 | | ABONNEMENTS 2025 | | BIEN-ETRE 2025 | | SCOLAIRES 2025 | | ASSOCIATIONS 2025 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. | CCAC | Exter. |
| Janvier | 61 | 19 | 315 | 77 | 4 385 | 1 208 | 172 | 130 | 0 | | 10 | |
| Février | 503 | 224 | 478 | 122 | 3 511 | 1 096 | 173 | 118 | 559 | | 28 | |
| Mars | 3 484 | 1 329 | 1 996 | 470 | 6 879 | 2 395 | 308 | 227 | 2 917 | | 40 | |
| Avril | 4 478 | 2 492 | 2 511 | 278 | 6 308 | 2 199 | 337 | 212 | 988 | | 69 | |
| Mai | 4 385 | 3 516 | 1 430 | 412 | 6 461 | 2 232 | 292 | 224 | 2 462 | | 80 | |
| Juin | 4 867 | 6 697 | 1 277 | 332 | 5 959 | 2 260 | 206 | 188 | 1 997 | | 79 | |
| Juillet | 6 242 | 5 976 | 594 | 157 | 5 720 | 2 214 | 452 | 210 | 0 | | 0 | |
| Août | 7 075 | 6 102 | 233 | 81 | 5 448 | 2 143 | 520 | 222 | 0 | | 0 | |
| Septembre | 2 588 | 829 | 1 397 | 366 | 5 113 | 1 870 | 195 | 133 | 2 920 | | 259 | |
| Octobre | 3 744 | 1 339 | 1 483 | 382 | 6 352 | 2 513 | 298 | 190 | 2 205 | | 440 | |
| Novembre | 2 864 | 916 | 1 600 | 402 | 6 372 | 2 169 | 393 | 166 | 3 185 | | 470 | |
| Décembre | 2 403 | 1 025 | 1 189 | 272 | 5 624 | 1 966 | 351 | 197 | 2 244 | | 414 | |
| TOTAL | 42 694 | 30 464 | 14 503 | 3 351 | 68 132 | 24 265 | 3 697 | 2 217 | 19 477 | 0 | 1 889 | 0 |

Sur l'exercice 2024, 70% des fréquentations ont émanées d'habitants de la Communauté de Communes de l'Air Cantilienne et 30% des territoires extérieurs.

Sans considérer les institutionnels la répartition est de 68% de résidents et 32% d'extérieurs.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 3.3 RESOURCES HUMAINES

### *3.3.1 Organigramme du service*




| AQUALIS | |
|---|---|
| Employés | 8,74 |
| Technicien | 8,54 |
| Cadre | 1 |
| Apprenti | 6 |
| Effectif ETP | 24,28 |

### *3.3.2 Etat des équivalents temps plein par catégorie d'emploi*

Registre personnel - Du 1 janvier 2025 au 31 décembre 2025

| Sexe | Date de naissance | Date entrée | Date sortie | Date ancienneté | Emploi | Statut professionnel | Qualification | Particularités | Date du changement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| H | 22/04/2000 | 17/10/2022 | 07/04/2025 | 17/10/2022 | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | | 01/10/2022 |
| H | 22/04/2000 | 01/09/2025 | | 17/10/2022 | Coordinateur des activités aquatiques | Technicien | Groupe : 5 | | 01/09/2025 |
| H | 14/08/1984 | 04/03/2025 | 28/04/2025 | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | | 04/03/2025 |
| F | 18/05/1986 | 07/10/2024 | 27/08/2025 | | Directrice d'établissement | Cadre | Groupe : 7 | | 07/10/2024 |
| F | 02/04/2003 | 26/08/2025 | | | Chargée d'accueil | Employé | Groupe : 2 | | 26/08/2025 |
| H | 22/01/1996 | 05/05/2025 | 10/09/2025 | 05/05/2025 | Coordinateur des activités aquatiques et fitness | Technicien | Groupe : 5 | | 05/05/2025 |
| H | 04/04/1998 | 22/04/2025 | 06/07/2025 | 05/04/2022 | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | Temps partiel / Contrat à durée déterminée | 22/04/2025 |
| H | 19/12/1982 | 01/06/2021 | 27/02/2025 | 13/05/2019 | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 01/06/2021 |
| H | 22/12/2002 | 24/02/2025 | 17/08/2025 | | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 24/02/2025 |
| H | 11/10/1995 | 01/06/2021 | | 05/08/2019 | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | | 01/06/2021 |
| F | 10/03/1991 | 06/02/2025 | 14/02/2025 | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | | 06/02/2025 |
| H | 20/12/1998 | 13/09/2025 | | | Educateur sportif activités aquatiques | Technicien | Groupe : 3 | Temps partiel | 13/09/2025 |
| H | 23/11/1988 | 11/07/2022 | | 01/06/2018 | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | | 11/07/2022 |
| H | 15/08/2006 | 23/09/2024 | 19/09/2025 | | Apprenti coach fitness | Technicien | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 23/09/2024 |
| F | 05/06/2004 | 04/07/2025 | 31/08/2025 | | Agent d accueil | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 04/07/2025 |
| H | 26/07/1995 | 20/06/2025 | 31/08/2025 | 20/06/2025 | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 01/06/2025 |
| H | 26/07/1995 | 01/09/2025 | | 20/06/2025 | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | | 01/09/2025 |
| F | 16/02/1998 | 09/09/2024 | 11/07/2025 | | Apprenti coordinateur | Pas de statut professionnel | Groupe : 5 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 09/09/2024 |
| H | 29/11/2005 | 15/05/2025 | | 15/05/2025 | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | | 15/05/2025 |
| H | 20/08/1963 | 10/01/2025 | 19/01/2025 | | Agent de proprete | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 10/01/2025 |
| H | 20/08/1963 | 23/01/2025 | 09/02/2025 | | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 23/01/2025 |
| H | 20/08/1963 | 10/06/2025 | 21/09/2025 | | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 10/06/2025 |
| H | 20/08/1963 | 22/09/2025 | 12/10/2025 | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 01/09/2025 |
| H | 20/08/1963 | 13/10/2025 | | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel / Contrat à durée déterminée | 13/10/2025 |
| F | 21/03/1995 | 24/06/2024 | 02/09/2025 | | Agent d'accueil | Employé | Groupe : 2 | | 24/06/2024 |
| F | 26/11/1970 | 10/09/2025 | | | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | | 10/09/2025 |
| H | 19/01/2002 | 01/09/2022 | 04/04/2025 | 01/09/2022 | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | | 01/09/2022 |
| F | 18/07/1991 | 18/10/2021 | 31/08/2025 | 18/10/2021 | Responsable administartif et financière | Technicien | Groupe : 5 | | 01/11/2024 |
| H | 07/10/1996 | 17/08/2024 | 24/05/2025 | | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | | 17/08/2024 |
| H | 07/10/1996 | 27/06/2025 | 26/08/2025 | | Responsable entretien | Technicien | Groupe : 3 | | 27/06/2025 |
| H | 05/11/2004 | 22/09/2025 | | | Apprenti coach fitness | Technicien | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 22/09/2025 |
| F | 23/04/1976 | 01/09/2022 | | 01/09/2022 | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | Temps partiel | 01/09/2022 |
| H | 02/06/2003 | 08/07/2025 | | | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | | 08/07/2025 |
| H | 01/09/2006 | 01/07/2025 | 31/08/2025 | | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 01/07/2025 |
| H | 10/06/1999 | 24/11/2025 | | | Directeur d'établissement | Cadre | Groupe : 7 | | 24/11/2025 |
| H | 08/06/1984 | 17/02/2025 | 23/03/2025 | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 17/02/2025 |
| F | 11/07/2007 | 19/08/2025 | 31/08/2025 | | Agent d'accueil | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 01/08/2025 |
| F | 11/07/2007 | 01/09/2025 | | | Chargée d'accueil | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 01/09/2025 |
| H | 13/02/2001 | 17/09/2024 | | | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | | 17/09/2024 |
| F | 21/07/1984 | 27/01/2025 | 03/10/2025 | | Agent de proprete | Employé | Groupe : 2 | | 27/01/2025 |
| H | 30/12/2003 | 27/02/2025 | 31/08/2025 | | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | | 01/02/2025 |
| H | 30/12/2003 | 01/09/2025 | | | Apprenti éducateur sportif activités aquatiques | Pas de statut professionnel | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 01/09/2025 |
| F | 17/07/2001 | 09/06/2025 | 31/08/2025 | | Agent d'accueil | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 01/06/2025 |
| F | 17/07/2001 | 14/09/2025 | | | Chargée d'accueil | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 14/09/2025 |
| H | 16/10/2005 | 05/03/2025 | 12/10/2025 | | Educateur sportif activités aquatiques | Pas de statut professionnel | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 05/03/2025 |
| H | 29/01/2004 | 02/07/2025 | 31/08/2025 | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 02/07/2025 |
| H | 15/10/2003 | 17/09/2022 | | 17/09/2022 | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 17/09/2022 |
| H | 07/07/2002 | 20/01/2025 | 04/07/2025 | | Agent d'accueil | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 20/01/2025 |
| F | 26/05/1999 | 17/02/2025 | 09/03/2025 | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 17/02/2025 |
| F | 26/05/1999 | 13/06/2025 | 18/07/2025 | | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 13/06/2025 |
| H | 23/11/1969 | 19/07/2025 | 07/09/2025 | | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 01/07/2025 |
| H | 23/11/1969 | 08/09/2025 | | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | | 08/09/2025 |
| F | 14/01/2003 | 14/10/2022 | 21/01/2025 | 14/10/2022 | Agent d accueil | Employé | Groupe : 2 | | 09/02/2024 |
| H | 26/05/1992 | 22/09/2025 | | | Apprenti éducateur sportif activités aquatiques | Pas de statut professionnel | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 22/09/2025 |
| H | 04/11/2006 | 11/07/2025 | 17/08/2025 | | Agent d'accueil | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 11/07/2025 |
| H | 23/08/2004 | 30/09/2025 | | | Apprenti éducateur sportif activités aquatiques | Pas de statut professionnel | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 30/09/2025 |
| F | 22/12/1984 | 20/06/2025 | | 20/06/2025 | Agent d'accueil | Employé | Groupe : 2 | | 20/06/2025 |
| H | 17/12/1969 | 01/06/2021 | 24/04/2025 | 08/11/2004 | Agent de proprete | Employé | Groupe : 2 | | 01/06/2021 |
| H | 12/06/1975 | 02/12/2021 | 31/08/2025 | 02/12/2021 | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 01/07/2023 |
| F | 09/07/1981 | 29/09/2022 | | 29/09/2022 | Agent d accueil | Employé | Groupe : 2 | | 29/09/2022 |
| F | 09/07/1981 | 29/09/2022 | | 29/09/2022 | Coordinatrice accueil | Technicien | Groupe : 4 | | 01/09/2025 |
| F | 13/09/1995 | 26/08/2025 | 17/09/2025 | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | | 26/08/2025 |
| F | 06/12/2003 | 03/03/2025 | | 03/03/2025 | Apprenti éducateur sportif | Pas de statut professionnel | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 03/03/2025 |
| H | 10/02/2003 | 09/09/2024 | | | Apprenti éducateur sportif | Pas de statut professionnel | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 09/09/2024 |
| F | 19/05/2000 | 18/09/2023 | | 02/09/2019 | Educateur sportif | Technicien | Groupe : 3 | Temps partiel | 27/01/2025 |
| H | 02/10/2006 | 07/07/2025 | 03/08/2025 | | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 07/07/2025 |
| H | 02/03/2001 | 25/01/2024 | 17/01/2025 | | Apprenti éducateur sportif | Pas de statut professionnel | Groupe : 3 | Contrat d'apprentissage entreprises non artisanales d'au moins 11 salariés (loi de 1987) | 25/01/2024 |
| F | 25/09/1964 | 15/01/2025 | 16/01/2025 | | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | Contrat à durée déterminée | 15/01/2025 |
| F | 19/04/1996 | 24/03/2025 | 02/08/2025 | | Agent d'entretien | Employé | Groupe : 2 | | 24/03/2025 |
| H | 13/12/1992 | 08/09/2025 | | | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 08/09/2025 |
| F | 22/06/1974 | 11/10/2021 | | 11/10/2021 | Agent de proprete | Employé | Groupe : 2 | | 11/10/2021 |
| H | 27/01/2006 | 02/03/2025 | | | Surveillant de baignade | Employé | Groupe : 2 | Temps partiel | 02/03/2025 |
| F | 28/11/1998 | 19/05/2025 | 11/06/2025 | 19/05/2025 | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | | 19/05/2025 |
| H | 09/10/1985 | 06/02/2023 | 26/02/2025 | 06/02/2023 | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | | 06/02/2023 |
| H | 13/10/1990 | 28/10/2024 | | | Agent de propreté | Employé | Groupe : 2 | | 28/10/2024 |
| H | 13/10/1990 | 28/10/2024 | | | Coordinateur entretien | Technicien | Groupe : 3 | | 01/09/2025 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



### 3.3.3 Etat des contrats de travail

| Salarié | Contrat | Début contrat | Fin contrat |
|---|---|---|---|
| ANTAO RONSOUX Valentin né ANTAO | CDI | 01/09/2025 | |
| ASSAKI Rachid | CDI | 04/03/2025 | 28/04/2025 |
| AUVRAY Stéphanie née BEAUMONT | CDI | 07/10/2024 | 27/08/2025 |
| BALBINOT Florence | CDI | 26/08/2025 | |
| BEAUCLAIR Laurent | CDI | 05/05/2025 | 10/09/2025 |
| BERTRAND Joy | CDI | 13/09/2023 | 31/10/2024 |
| BOITRELLE Bryan | CDI | 01/06/2021 | 27/02/2025 |
| BOUHALI Sofiane | CDI | 24/02/2025 | 17/08/2025 |
| BOUILLET Pierre | CDI | 01/06/2021 | |
| BOURCY Laura | CDI | 06/02/2025 | 14/02/2025 |
| BUCAMP Anais | CDI | 07/10/2022 | 26/11/2024 |
| BUCKO Tristan | CDI | 13/09/2025 | |
| CATALAN Arnaud | CDI | 11/07/2022 | |
| CAVALIERE Enzo | Apprentissage | 23/09/2024 | 19/09/2025 |
| CHAIBEDDRA Scotty | CDI | 01/09/2025 | |
| CHARTIER Cléa | Apprentissage | 09/09/2024 | 11/07/2025 |
| COISY Shauwn | CDI | 15/05/2025 | |
| CONFRERE Melissa | CDI | 01/01/2023 | 26/08/2024 |
| DELABY Cloé | CDI | 24/06/2024 | 02/09/2025 |
| DELAGE Sabrina | CDI | 10/09/2025 | |
| DELALLEAU Lucas | CDI | 01/09/2022 | 04/04/2025 |
| DELAVENNE Laureline | CDI | 10/10/2024 | 31/08/2025 |
| DELFOUR Yannick | CDI | 23/01/2023 | 01/09/2024 |
| DUBREUCQ Kevin | CDI | 27/06/2025 | 26/08/2025 |
| DUCROT Emilien | Apprentissage | 22/09/2025 | 18/09/2026 |
| EL HALIM Fatima | CDI | 01/09/2022 | |
| GIRARD Samuel | CDI | 08/07/2025 | |
| GREZIS Clairin | CDI | 15/10/2023 | 31/08/2024 |
| GUICHARD Emeline | CDI | 01/08/2022 | 10/08/2024 |
| HACQUART Bruno | CDI | 29/02/2024 | 12/10/2024 |
| HANRIOT Marceau | CDI | 24/11/2025 | |
| HERBIN Julie | CDI | 01/09/2025 | |
| HERBIN Théo | CDI | 17/09/2024 | |
| HERMEL Antoine | CDI | 03/04/2023 | 30/07/2024 |
| JABRI Afaf | CDI | 27/01/2025 | 03/10/2025 |
| JOUY Justin | Apprentissage | 01/09/2025 | 26/06/2026 |
| KHAL Imen | CDI | 14/09/2025 | |
| KUC Raphaël | Apprentissage | 05/03/2025 | 12/10/2025 |
| LECONTE Alexandre | CDI | 17/09/2022 | |
| MAGNANI Alexis | CDI | 20/01/2025 | 04/07/2025 |
| MAIDEN Abdelkrim | CDI | 08/09/2025 | |
| MANSEUR BLANDAMOUR Lhamtara née MANSEUR | CDI | 09/02/2024 | 21/01/2025 |
| MARQUES SANTOS Thomas | Apprentissage | 22/09/2025 | 18/09/2026 |
| MAUGUE Théo | Apprentissage | 30/09/2025 | 08/04/2027 |
| MENEAULT Nora | CDI | 20/06/2025 | |
| MERIENNE Thierry | CDI | 01/06/2021 | 24/04/2025 |
| MIART Steve | CDI | 03/07/2023 | 19/05/2024 |
| NEDJAR Samyr | CDI | 02/12/2021 | 31/08/2025 |
| NEE Sandrine | CDI | 29/09/2022 | |
| NOURTIER Vanessa | CDI | 26/08/2025 | 17/09/2025 |
| PARISSIER LEA | Apprentissage | 03/03/2025 | |
| PERELLO Pierre | Apprentissage | 09/09/2024 | 27/04/2026 |
| PERIER Aurore | CDI | 27/01/2025 | |
| PEZIN Noémie née LEFEVRE | CDI | 01/09/2022 | 31/08/2024 |
| QUANTIN Enzo | Apprentissage | 25/01/2024 | 17/01/2025 |
| ROMANO Eva | CDI | 24/03/2025 | 02/08/2025 |
| SENE Armand | CDI | 08/09/2025 | |
| SIMOES DE ALMEIDA VIEIRA Ana Paula née SIMOES DE ALMEIDA | CDI | 11/10/2021 | |
| SUSSET Gabriel | CDI | 02/03/2025 | |
| TANGUY Laurine | CDI | 19/05/2025 | 11/06/2025 |
| TELLIER Julien | CDI | 06/02/2023 | 26/02/2025 |
| TURPIN Davy | CDI | 28/10/2024 | |

| Salarié | Début | Fin | Motif |
|---|---|---|---|
| BERGAMINI Alexandre | 22/04/2025 | 06/07/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| CERQUEIRA Ambre | 04/07/2025 | 31/08/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| CHAIBEDDRA Scotty | 20/06/2025 | 31/08/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| DA SILVA PEREIRA Agostinho | 10/01/2025 | 19/01/2025 | 02 - CDD pour remplacement d'un salarié absent |
| | 23/01/2025 | 09/02/2025 | 02 - CDD pour remplacement d'un salarié absent |
| | 10/06/2025 | 21/09/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| | 22/09/2025 | 12/10/2025 | 02 - CDD pour remplacement d'un salarié absent |
| | 13/10/2025 | | 02 - CDD pour remplacement d'un salarié absent |
| GODARD Valentin | 01/07/2025 | 31/08/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| HENICKER Julien | 17/02/2025 | 23/03/2025 | 02 - CDD pour remplacement d'un salarié absent |
| HERBIN Julie | 19/08/2025 | 31/08/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| KHAL Imen | 09/06/2025 | 31/08/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| LEBLOND Lucas | 02/07/2025 | 31/08/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| MAGNANI Ophélie | 17/02/2025 | 09/03/2025 | 02 - CDD pour remplacement d'un salarié absent |
| | 13/06/2025 | 18/07/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| MAIDEN Abdelkrim | 19/07/2025 | 07/09/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| MARTINEZ Adam | 11/07/2025 | 17/08/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| PILI Benjamin | 07/07/2025 | 03/08/2025 | 04 - CDD saisonnier |
| RIBEIRO DE JESUS Maria Alice | 15/01/2025 | 16/01/2025 | 02 - CDD pour remplacement d'un salarié absent |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 3.3.4 Etat des absences par nature

Visualisation absences

| Matricule | Salarié | Période | Détails | Du | Au |
|---|---|---|---|---|---|
| 00061 | ANTAO RONSOUX Valentin | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence rémunérée 231224-291224 | 23/12/2024 | 29/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 301224-311224 | 30/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 010125-050125 | 01/01/2025 | 05/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 060125-120125 | 06/01/2025 | 12/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 130125-190125 | 13/01/2025 | 19/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-260125 | 20/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 270125-310125 | 27/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 010225-090225 | 01/02/2025 | 09/02/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 080225 | 08/02/2025 | |
| | | | Absence rémunérée 140225 Jour d'habillage | 14/02/2025 | |
| | | | Congés payés pris 170225-230225 (6 jours) | 17/02/2025 | 23/02/2025 |
| | | Avril 2025 | Absence rémunérée 050425 Jour d'habillage | 05/04/2025 | |
| | | | Absence rémunérée 070425 Jour d'habillage | 07/04/2025 | |
| 00111 | ASSAKI Rachid | | | | |
| | | Avril 2025 | Absence maladie 130425-150425 | 13/04/2025 | 15/04/2025 |
| 00103 | AUVRAY Stéphanie | | | | |
| | | Janvier 2025 | Repos forfait jour 150125 (1 jour) | 15/01/2025 | |
| | | Mars 2025 | Repos forfait jour 050325 (1 jour) | 05/03/2025 | |
| | | | Repos forfait jour 140325 (1 jour) | 14/03/2025 | |
| | | | Repos forfait jour 240325-250325 (2 jours) | 24/03/2025 | 25/03/2025 |
| | | | Congés payés pris 270325-290325 (3 jours) | 27/03/2025 | 29/03/2025 |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 050525 (0,5 jour) | 05/05/2025 | |
| | | | Congés payés pris 060525-110525 (5 jours) | 06/05/2025 | 11/05/2025 |
| | | | Repos forfait jour 300525 (1 jour) | 30/05/2025 | |
| | | Juin 2025 | Repos forfait jour 200625 (1 jour) | 20/06/2025 | |
| | | | Congés payés pris 260625 (0,5 jour) | 26/06/2025 | |
| | | | Absence pour événement familial 270625 Déménagement | 27/06/2025 | |
| | | | Repos forfait jour 300625 (1 jour) | 30/06/2025 | |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 010725 (1 jour) | 01/07/2025 | |
| | | Août 2025 | Congés payés pris 110825-240825 (12 jours) | 11/08/2025 | 24/08/2025 |
| | | | Congé sans solde 260825-270825 | 26/08/2025 | 27/08/2025 |
| 00127 | BALBINOT Florence | | | | |
| | | Novembre 2025 | Congés payés pris 171125-191125 (3 jours) | 17/11/2025 | 19/11/2025 |
| 00115 | BEAUCLAIR Laurent | | | | |
| | | Août 2025 | Congés payés pris 270825-310825 (4 jours) | 27/08/2025 | 31/08/2025 |
| | | Septembre 2025 | Congés payés pris 010925 (1 jour) | 01/09/2025 | |
| | | | Absence rémunérée 020925-100925 Dispense d'activité | 02/09/2025 | 10/09/2025 |
| 00005 | BOITRELLE Bryan | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence non rémunérée 201224 | 20/12/2024 | |
| | | | Absence non rémunérée 020125 | 02/01/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 130125 | 13/01/2025 | |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 140225 Jour d'habillage | 14/02/2025 | |
| 00109 | BOUHALI Sofiane | | | | |
| | | Avril 2025 | Absence maladie 030425 | 03/04/2025 | |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 120525-200525 (8 jours) | 12/05/2025 | 20/05/2025 |
| 00006 | BOUILLET Pierre | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence rémunérée 231224-291224 | 23/12/2024 | 29/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 301224-311224 | 30/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 010125-050125 | 01/01/2025 | 05/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 060125-120125 | 06/01/2025 | 12/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 130125-190125 | 13/01/2025 | 19/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-260125 | 20/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 270125-310125 | 27/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 010225-160225 | 01/02/2025 | 16/02/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 190225 | 19/02/2025 | |
| | | Avril 2025 | Congés payés pris 070425-190425 (12 jours) | 07/04/2025 | 19/04/2025 |
| | | Mai 2025 | Absence non rémunérée 280425 | 28/04/2025 | |
| | | | Congés payés pris 120525-130525 (2 jours) | 12/05/2025 | 13/05/2025 |
| | | | Absence rémunérée 190525-200525 Jours d'habillage | 19/05/2025 | 20/05/2025 |
| | | Juin 2025 | Absence rémunérée 090625-100625 Jours d'habillaga | 09/06/2025 | 10/06/2025 |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 140725-280725 (13 jours) | 14/07/2025 | 28/07/2025 |
| 00106 | BOURCY Laura | | | | |
| | | Février 2025 | Absence non rémunérée 120225 | 12/02/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 130225 | 13/02/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 140225 | 14/02/2025 | |
| 00049 | CATALAN Arnaud | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence rémunérée 020125-050125 | 02/01/2025 | 05/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 060125-120125 | 06/01/2025 | 12/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 130125-190125 | 13/01/2025 | 19/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-260125 | 20/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 270125-310125 | 27/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 010225-090225 | 01/02/2025 | 09/02/2025 |
| | | | Congés payés pris 100225 (1 jour) | 10/02/2025 | |
| | | | Absence rémunérée 140225 Jour d'habillahe | 14/02/2025 | |
| | | Avril 2025 | Congés payés pris 140425-210425 (7 jours) | 14/04/2025 | 21/04/2025 |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 300525-310525 (2 jours) | 30/05/2025 | 31/05/2025 |
| | | Juin 2025 | Congés payés pris 010625-020625 (1 jour) | 01/06/2025 | 02/06/2025 |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 070725-200725 (12 jours) | 07/07/2025 | 20/07/2025 |
| | | Août 2025 | Absence non rémunérée 300725 | 30/07/2025 | |
| | | | Absence maladie 310725 | 31/07/2025 | |
| | | | Absence maladie 010825-020825 | 01/08/2025 | 02/08/2025 |
| | | | Absence maladie 030825-040825 | 03/08/2025 | 04/08/2025 |
| | | | Congés payés pris 250825-280825 (4 jours) | 25/08/2025 | 28/08/2025 |
| | | | Congé sans solde 290825-310825 | 29/08/2025 | 31/08/2025 |
| | | Décembre 2025 | Congés payés pris 221225-281225 (5 jours) | 22/12/2025 | 28/12/2025 |
| 00101 | CAVALIERE Enzo | | | | |
| | | Janvier 2025 | Congés payés pris 010125-050125 (3 jours) | 01/01/2025 | 05/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence maladie 300125-310125 | 30/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence maladie 010225-020225 | 01/02/2025 | 02/02/2025 |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 020525-040525 (2 jours) | 02/05/2025 | 04/05/2025 |
| | | Juin 2025 | Absence non rémunérée 120625 | 12/06/2025 | |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 280725-310725 (4 jours) | 28/07/2025 | 31/07/2025 |
| | | Août 2025 | Congés payés pris 010825-170825 (14 jours) | 01/08/2025 | 17/08/2025 |
| | | Septembre 2025 | Congés payés pris 160925 (0,5 jour) | 16/09/2025 | |
| | | | Congés payés pris 170925-190925 (3 jours) | 17/09/2025 | 19/09/2025 |
| 00122 | CERQUEIRA Ambre | | | | |
| | | Août 2025 | Absence maladie 030825-080825 | 03/08/2025 | 08/08/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 260825 | 26/08/2025 | |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 00099 | CHARTIER Cléa | | | | |
| | | Janvier 2025 | Congés payés pris 010125-050125 (3 jours) | 01/01/2025 | 05/01/2025 |
| | | Avril 2025 | Congés payés pris 280425-300425 (3 jours) | 28/04/2025 | 30/04/2025 |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 010525-040525 (2 jours) | 01/05/2025 | 04/05/2025 |
| | | Juillet 2025 | Congé supp apprenti pris 020725-050725 (3 jours) | 02/07/2025 | 05/07/2025 |
| | | | Congés payés pris 090725-110725 (3 jours) | 09/07/2025 | 11/07/2025 |
| 00116 | COISY Shauwn | | | | |
| | | Novembre 2025 | Absence maladie 301025-311025 | 30/10/2025 | 31/10/2025 |
| | | | Absence maladie 011125 | 01/11/2025 | |
| 00089 | DELABY Cloé | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence rémunérée 301224-311224 | 30/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 010125-050125 | 01/01/2025 | 05/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 060125-120125 | 06/01/2025 | 12/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 130125-190125 | 13/01/2025 | 19/01/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 240125 | 24/01/2025 | |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-260125 | 20/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 270125-310125 | 27/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 010225-090225 | 01/02/2025 | 09/02/2025 |
| | | Avril 2025 | Absence non rémunérée 120425 | 12/04/2025 | |
| | | | Congés payés pris 170425 (1 jour) | 17/04/2025 | |
| | | | Congés payés pris 280425-300425 (3 jours) | 28/04/2025 | 30/04/2025 |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 010525-040525 (2 jours) | 01/05/2025 | 04/05/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 150525 | 15/05/2025 | |
| | | Juin 2025 | Absence maladie 020625 | 02/06/2025 | |
| | | | Absence maladie 030625 | 03/06/2025 | |
| | | | Absence maladie 040625 | 04/06/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 230625 | 23/06/2025 | |
| | | Juillet 2025 | Absence non rémunérée 120725 | 12/07/2025 | |
| | | Août 2025 | Absence rémunérée 130825-150825 Jour habillage | 13/08/2025 | 15/08/2025 |
| | | | Congés payés pris 160825-310825 (12 jours) | 16/08/2025 | 31/08/2025 |
| | | Septembre 2025 | Congés payés pris 010925-020925 (2 jours) | 01/09/2025 | 02/09/2025 |
| 00130 | DELAGE Sabrina | | | | |
| | | Décembre 2025 | Congés payés pris 191225-201225 (2 jours) | 19/12/2025 | 20/12/2025 |
| 00055 | DELALLEAU Lucas | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence accident de travail 301224-311224 | 30/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence accident de travail 010125-310125 | 01/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence accident de travail 010225-280225 | 01/02/2025 | 28/02/2025 |
| | | Mars 2025 | Absence accident de travail 010325-310325 | 01/03/2025 | 31/03/2025 |
| | | Avril 2025 | Absence accident de travail 010425-040425 | 01/04/2025 | 04/04/2025 |
| 00009 | DELAVENNE Laureline | | | | |
| | | Mars 2025 | Congés payés pris 170325-190325 (3 jours) | 17/03/2025 | 19/03/2025 |
| | | Avril 2025 | Congés payés pris 140425-210425 (7 jours) | 14/04/2025 | 21/04/2025 |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 020525-040525 (2 jours) | 02/05/2025 | 04/05/2025 |
| | | Juin 2025 | Congés payés pris 230625-290625 (6 jours) | 23/06/2025 | 29/06/2025 |
| | | Juillet 2025 | Absence rémunérée 280725 Jour d'habillage | 28/07/2025 | |
| | | Août 2025 | Absence rémunérée 080825 Jour d'habillage | 08/08/2025 | |
| 00098 | DUBREUCQ Kevin | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence non rémunérée 130125 | 13/01/2025 | |
| | | | Absence maladie 140125-160125 | 14/01/2025 | 16/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-260125 | 20/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Absence légale autorisée 100225-120225 | 10/02/2025 | 12/02/2025 |
| | | | Absence paternité/accueil de l'enfant 130225-280225 | 13/02/2025 | 28/02/2025 |
| | | Mars 2025 | Absence paternité/accueil de l'enfant 010325-090325 | 01/03/2025 | 09/03/2025 |
| | | | Congés payés pris 100325-230325 (12 jours) | 10/03/2025 | 23/03/2025 |
| | | Avril 2025 | Absence non rémunérée 170425 Retard | 17/04/2025 | |
| 00044 | EL HALIM Fatima | | | | |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-260125 | 20/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Congés payés pris 100225-160225 (6 jours) | 10/02/2025 | 16/02/2025 |
| | | Avril 2025 | Congés payés pris 140425 (1 jour) | 14/04/2025 | |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 070725-270725 (18 jours) | 07/07/2025 | 27/07/2025 |
| | | Octobre 2025 | Absence maladie 221025-241025 | 22/10/2025 | 24/10/2025 |
| | | | Absence maladie 251025-311025 | 25/10/2025 | 31/10/2025 |
| | | Novembre 2025 | Régul Absence maladie 231025-241025 | 23/10/2025 | 24/10/2025 |
| | | | Absence accident de travail 231025-311025 | 23/10/2025 | 31/10/2025 |
| | | | Régul Absence maladie 251025-311025 | 25/10/2025 | 31/10/2025 |
| | | | Absence accident de travail 011125-211125 | 01/11/2025 | 21/11/2025 |
| | | Décembre 2025 | Absence maladie 211125-231125 | 21/11/2025 | 23/11/2025 |
| | | | Absence maladie 241125-301125 | 24/11/2025 | 30/11/2025 |
| | | | Absence maladie 011225-311225 | 01/12/2025 | 31/12/2025 |
| 00123 | GIRARD Samuel | | | | |
| | | Octobre 2025 | Absence pour événement familial 151025-171025 | 15/10/2025 | 17/10/2025 |
| | | | Congés payés pris 181025-201025 (2 jours) | 18/10/2025 | 20/10/2025 |
| | | | Congés payés pris 291025-311025 (3 jours) | 29/10/2025 | 31/10/2025 |
| | | Novembre 2025 | Congés payés pris 011125-031125 (2 jours) | 01/11/2025 | 03/11/2025 |
| 00135 | HANRIOT Marceau | | | | |
| | | Décembre 2025 | Repos forfait jour 261225 (1 jour) | 26/12/2025 | |
| 00126 | HERBIN Julie | | | | |
| | | Décembre 2025 | Congés payés pris 271225-311225 (4 jours) | 27/12/2025 | 31/12/2025 |
| 00100 | HERBIN Théo | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence rémunérée 231224-311224 | 23/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 010125-050125 | 01/01/2025 | 05/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 060125-120125 | 06/01/2025 | 12/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 130125-190125 | 13/01/2025 | 19/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-260125 | 20/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 270125-310125 | 27/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 010225-090225 | 01/02/2025 | 09/02/2025 |
| | | | Absence rémunérée 100225-160225 | 10/02/2025 | 16/02/2025 |
| | | | Absence maladie 180225-210225 | 18/02/2025 | 21/02/2025 |
| | | Juin 2025 | Congés payés pris 230625-290625 (6 jours) | 23/06/2025 | 29/06/2025 |
| | | Septembre 2025 | Congés payés pris 010925-140925 (12 jours) | 01/09/2025 | 14/09/2025 |
| | | Décembre 2025 | Congés payés pris 261225-311225 (5 jours) | 26/12/2025 | 31/12/2025 |
| 00105 | JABRI Afaf | | | | |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 140725-150725 (2 jours) | 14/07/2025 | 15/07/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 200725 | 20/07/2025 | |
| | | Août 2025 | Absence maladie 310725 | 31/07/2025 | |
| | | | Absence maladie 010825-310825 | 01/08/2025 | 31/08/2025 |
| | | Septembre 2025 | Absence maladie 010925-120925 | 01/09/2025 | 12/09/2025 |
| | | | Absence maladie 130925-300925 | 13/09/2025 | 30/09/2025 |
| | | Octobre 2025 | Absence maladie 011025-031025 | 01/10/2025 | 03/10/2025 |
| 00110 | JOUY Justin | | | | |
| | | Août 2025 | Congés payés pris 180825-240825 (6 jours) | 18/08/2025 | 24/08/2025 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 00074 | KHAL Imen | | | | |
| | | Décembre 2025 | Congés payés pris 281225-311225 (4 jours) | 28/12/2025 | 31/12/2025 |
| 00112 | KUC Raphaël | | | | |
| | | Mars 2025 | Absence maladie 240325-260325 | 24/03/2025 | 26/03/2025 |
| | | Juillet 2025 | Absence maladie 040725-050725 | 04/07/2025 | 05/07/2025 |
| | | | Congés payés pris 120725-130725 (1 jour) | 12/07/2025 | 13/07/2025 |
| | | | Absence maladie 270725-280725 | 27/07/2025 | 28/07/2025 |
| | | Août 2025 | Absence non rémunérée 080825 | 08/08/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 180825 | 18/08/2025 | |
| | | Septembre 2025 | Absence maladie 170925-190925 | 17/09/2025 | 19/09/2025 |
| | | Octobre 2025 | Absence non rémunérée 061025 | 06/10/2025 | |
| 00073 | LEBLOND Lucas | | | | |
| | | Août 2025 | Absence non rémunérée 150825 | 15/08/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 230825 | 23/08/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 240825 | 24/08/2025 | |
| 00048 | LECONTE Alexandre | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence rémunérée 231224-311224 | 23/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 010125-190125 | 01/01/2025 | 19/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-310125 | 20/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 010225-160225 | 01/02/2025 | 16/02/2025 |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 030525-090525 (6 jours) | 03/05/2025 | 09/05/2025 |
| | | Août 2025 | Congés payés pris 160825-290825 (12 jours) | 16/08/2025 | 29/08/2025 |
| | | Septembre 2025 | Absence non rémunérée 050925 | 05/09/2025 | |
| | | Octobre 2025 | Congés payés pris 041025-101025 (6 jours) | 04/10/2025 | 10/10/2025 |
| | | Décembre 2025 | Congé sans solde 061225-121225 | 06/12/2025 | 12/12/2025 |
| 00093 | MAGNANI Alexis | | | | |
| | | Mai 2025 | Absence non rémunérée 110525 | 11/05/2025 | |
| | | | Congés payés pris 140525-200525 (6 jours) | 14/05/2025 | 20/05/2025 |
| 00107 | MAGNANI Ophélie | | | | |
| | | Juin 2025 | Congé sans solde 230625-270625 | 23/06/2025 | 27/06/2025 |
| 00060 | MANSEUR BLANDAMOUR Lhamtara | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence non rémunérée 261224 | 26/12/2024 | |
| | | | Absence non rémunérée 281224 | 28/12/2024 | |
| | | | Absence non rémunérée 030125 | 03/01/2025 | |
| | | | Congés payés pris 060125-070125 (2 jours) | 06/01/2025 | 07/01/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 080125 | 08/01/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 090125 | 09/01/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 100125 | 10/01/2025 | |
| | | | Congés payés pris 140125 (1 jour) | 14/01/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 150125 | 15/01/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 180125 | 18/01/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 190125 | 19/01/2025 | |
| 00131 | MARQUES SANTOS Thomas | | | | |
| | | Décembre 2025 | Congés payés pris 241225-311225 (6 jours) | 24/12/2025 | 31/12/2025 |
| 00124 | MARTINEZ Adam | | | | |
| | | Août 2025 | Absence non rémunérée 110825 | 11/08/2025 | |
| 00134 | MAUGUE Théo | | | | |
| | | Novembre 2025 | Absence légale autorisée 101125 Déménagement | 10/11/2025 | |
| 00119 | MENEAULT Nora | | | | |
| | | Août 2025 | Absence non rémunérée 150825 | 15/08/2025 | |
| | | | Absence maladie 170825-200825 | 17/08/2025 | 20/08/2025 |
| | | Septembre 2025 | Congés payés pris 030925 (1 jour) | 03/09/2025 | |
| | | Novembre 2025 | Absence non rémunérée 301025 | 30/10/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 031125 | 03/11/2025 | |
| | | | Absence légale autorisée 101125 Déménagement | 10/11/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 141125 | 14/11/2025 | |
| | | Décembre 2025 | Absence maladie 011225-071225 | 01/12/2025 | 07/12/2025 |
| | | | Absence maladie 081225-121225 | 08/12/2025 | 12/12/2025 |
| | | | Congés payés pris 221225-251225 (3 jours) | 22/12/2025 | 25/12/2025 |
| 00021 | MERIENNE Thierry | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence maladie 010125-310125 | 01/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence maladie 010225-280225 | 01/02/2025 | 28/02/2025 |
| | | Mars 2025 | Absence maladie 010325-310325 | 01/03/2025 | 31/03/2025 |
| | | Avril 2025 | Absence non rémunérée 010425-240425 | 01/04/2025 | 24/04/2025 |
| 00023 | NEDJAR Samyr | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence rémunérée 231224-311224 | 23/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 010125-190125 | 01/01/2025 | 19/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-310125 | 20/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 010225-160225 | 01/02/2025 | 16/02/2025 |
| | | Avril 2025 | Congés payés pris 070425-130425 (6 jours) | 07/04/2025 | 13/04/2025 |
| 00058 | NEE Sandrine | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence rémunérée 231224-291224 | 23/12/2024 | 29/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 301224-311224 | 30/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 010125-050125 | 01/01/2025 | 05/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 060125-120125 | 06/01/2025 | 12/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 130125-190125 | 13/01/2025 | 19/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 200125-260125 | 20/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 270125-310125 | 27/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | | Absence rémunérée 010225-090225 | 01/02/2025 | 09/02/2025 |
| | | | Congés payés pris 100225-160225 (6 jours) | 10/02/2025 | 16/02/2025 |
| | | Mai 2025 | Absence rémunérée 090525 Jour d'habillage | 09/05/2025 | |
| | | | Congés payés pris 260525-310525 (6 jours) | 26/05/2025 | 31/05/2025 |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 140725-310725 (16 jours) | 14/07/2025 | 31/07/2025 |
| | | Août 2025 | Congés payés pris 010825-030825 (2 jours) | 01/08/2025 | 03/08/2025 |
| 00128 | NOURTIER Vanessa | | | | |
| | | Août 2025 | Absence non rémunérée 290825 | 29/08/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 300825 | 30/08/2025 | |
| | | Septembre 2025 | Absence non rémunérée 010925-170925 | 01/09/2025 | 17/09/2025 |
| 00114 | PARISSIER LEA | | | | |
| | | Août 2025 | Absence légale autorisée 050825 | 05/08/2025 | |
| | | | Congés payés pris 110825-180825 (7 jours) | 11/08/2025 | 18/08/2025 |
| | | | Congé sans solde 190825-310825 | 19/08/2025 | 31/08/2025 |
| | | Décembre 2025 | Absence maladie 261225-271225 | 26/12/2025 | 27/12/2025 |
| | | | Congés payés pris 301225-311225 (2 jours) | 30/12/2025 | 31/12/2025 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 00091 | PERELLO Pierre | | | | |
| | | Février 2025 | Absence non rémunérée 270125 | 27/01/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 280125 | 28/01/2025 | |
| | | | Absence maladie 040225-150225 | 04/02/2025 | 15/02/2025 |
| | | Mars 2025 | Absence non rémunérée 100325 | 10/03/2025 | |
| | | Mai 2025 | Absence non rémunérée 050525 | 05/05/2025 | |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 140725 (1 jour) | 14/07/2025 | |
| | | Septembre 2025 | Congés payés pris 100925-280925 (16 jours) | 10/09/2025 | 28/09/2025 |
| 00025 | PERIER Aurore | | | | |
| | | Janvier 2025 | Congés payés pris 060125-120125 (6 jours) | 06/01/2025 | 12/01/2025 |
| | | Mars 2025 | Congés payés pris 190325-260325 (7 jours) | 19/03/2025 | 26/03/2025 |
| | | Avril 2025 | Congés payés pris 020425-030425 (2 jours) | 02/04/2025 | 03/04/2025 |
| | | Mai 2025 | Congés payés pris 030525-140525 (9 jours) | 03/05/2025 | 14/05/2025 |
| | | Juillet 2025 | Absence rémunérée 240725 Jour d'habillage | 24/07/2025 | |
| | | Août 2025 | Congés payés pris 110825-240825 (12 jours) | 11/08/2025 | 24/08/2025 |
| | | Septembre 2025 | Absence rémunérée 050925 Jour d'habillage | 05/09/2025 | |
| | | Octobre 2025 | Congés payés pris 270925 (1 jour) | 27/09/2025 | |
| | | Novembre 2025 | Congés payés pris 081125 (1 jour) | 08/11/2025 | |
| 00121 | PILI Benjamin | | | | |
| | | Août 2025 | Absence non rémunérée 020825 | 02/08/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 030825 | 03/08/2025 | |
| 00042 | QUANTIN Enzo | | | | |
| | | Janvier 2025 | Congés payés pris 010125-050125 (3 jours) | 01/01/2025 | 05/01/2025 |
| 00104 | RIBEIRO DE JESUS Maria Alice | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence non rémunérée 160125 | 16/01/2025 | |
| 00113 | ROMANO Eva | | | | |
| | | Juin 2025 | Absence maladie 300525 | 30/05/2025 | |
| | | | Absence maladie 310525 | 31/05/2025 | |
| | | | Absence maladie 010625 | 01/06/2025 | |
| | | | Absence maladie 020625-060625 | 02/06/2025 | 06/06/2025 |
| | | | Absence maladie 120625 | 12/06/2025 | |
| | | | Absence maladie 130625 | 13/06/2025 | |
| | | | Absence maladie 140625 | 14/06/2025 | |
| | | | Absence maladie 150625-300625 | 15/06/2025 | 30/06/2025 |
| | | Juillet 2025 | Absence maladie 010725 | 01/07/2025 | |
| | | | Absence maladie 020725-080725 | 02/07/2025 | 08/07/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 090725 | 09/07/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 120725 | 12/07/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 130725 | 13/07/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 150725 | 15/07/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 160725 | 16/07/2025 | |
| | | | Absence maladie 170725-310725 | 17/07/2025 | 31/07/2025 |
| | | Août 2025 | Absence maladie 010825 | 01/08/2025 | |
| 00129 | SENE Armand | | | | |
| | | Décembre 2025 | Congés payés pris 111225 (1 jour) | 11/12/2025 | |
| 00026 | SIMOES DE ALMEIDA VIEIRA Ana Paula | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence maladie 010125-310125 | 01/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence maladie 010225-280225 | 01/02/2025 | 28/02/2025 |
| | | Mars 2025 | Absence maladie 010325-310325 | 01/03/2025 | 31/03/2025 |
| | | Avril 2025 | Absence maladie 010425-250425 | 01/04/2025 | 25/04/2025 |
| | | | Absence maladie 260425-300425 | 26/04/2025 | 30/04/2025 |
| | | Mai 2025 | Absence non rémunérée 240325 | 24/03/2025 | |
| | | | Annulation absence 240325-310325 | 24/03/2025 | 31/03/2025 |
| | | | Absence maladie 250325-310325 | 25/03/2025 | 31/03/2025 |
| | | | Annulation absence 010425-300425 | 01/04/2025 | 30/04/2025 |
| | | | Absence maladie 010525-230525 | 01/05/2025 | 23/05/2025 |
| | | | Absence maladie 240525-310525 | 24/05/2025 | 31/05/2025 |
| | | Juin 2025 | Absence maladie 010625-300625 | 01/06/2025 | 30/06/2025 |
| | | Juillet 2025 | Absence maladie 010725-310725 | 01/07/2025 | 31/07/2025 |
| | | Août 2025 | Absence maladie 010825-310825 | 01/08/2025 | 31/08/2025 |
| | | Septembre 2025 | Absence maladie 010925-040925 | 01/09/2025 | 04/09/2025 |
| | | | Temps partiel thérapeutique (MNP) (42,86%) 050925-30092 | 05/09/2025 | 30/09/2025 |
| | | Octobre 2025 | Temps partiel thérapeutique (MNP) (42,86%) 011025-06102 | 01/10/2025 | 06/10/2025 |
| | | | Temps partiel thérapeutique (MNP) (50%) 071025-311025 | 07/10/2025 | 31/10/2025 |
| | | Novembre 2025 | Temps partiel thérapeutique (MNP) (50%) 011125-281125 | 01/11/2025 | 28/11/2025 |
| | | Décembre 2025 | Temps partiel thérapeutique (MNP) (50%) 291125-301125 | 29/11/2025 | 30/11/2025 |
| | | | Temps partiel thérapeutique (MNP) (50%) 011225-191225 | 01/12/2025 | 19/12/2025 |
| | | | Congés payés pris 201225-311225 (9 jours) | 20/12/2025 | 31/12/2025 |
| 00088 | SUSSET Gabriel | | | | |
| | | Juillet 2025 | Congés payés pris 200725-260725 (6 jours) | 20/07/2025 | 26/07/2025 |
| | | Septembre 2025 | Absence non rémunérée 040925 | 04/09/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 050925 | 05/09/2025 | |
| | | Octobre 2025 | Congés payés pris 280925-300925 (3 jours) | 28/09/2025 | 30/09/2025 |
| | | | Congés payés pris 011025-041025 (3 jours) | 01/10/2025 | 04/10/2025 |
| | | Décembre 2025 | Absence non rémunérée 141225 | 14/12/2025 | |
| 00117 | TANGUY Laurine | | | | |
| | | Juin 2025 | Absence non rémunérée 030625 | 03/06/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 050625 | 05/06/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 090625 | 09/06/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 100625 | 10/06/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 110625 | 11/06/2025 | |
| 00068 | TELLIER Julien | | | | |
| | | Janvier 2025 | Absence non rémunérée 231224 | 23/12/2024 | |
| | | | Absence maladie 241224-261224 | 24/12/2024 | 26/12/2024 |
| | | | Absence maladie 271224-311224 | 27/12/2024 | 31/12/2024 |
| | | | Absence rémunérée 020125-040125 Jours d'habillage | 02/01/2025 | 04/01/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 070125 | 07/01/2025 | |
| | | | Absence non rémunérée 080125 | 08/01/2025 | |
| | | | Absence maladie 090125-110125 | 09/01/2025 | 11/01/2025 |
| | | | Absence maladie 120125-310125 | 12/01/2025 | 31/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence maladie 010225-260225 | 01/02/2025 | 26/02/2025 |
| 00102 | TURPIN Davy | | | | |
| | | Janvier 2025 | Congés payés pris 170125-200125 (3 jours) | 17/01/2025 | 20/01/2025 |
| | | Février 2025 | Absence rémunérée 210125-260125 | 21/01/2025 | 26/01/2025 |
| | | | Absence non rémunérée 060225 | 06/02/2025 | |
| | | Juillet 2025 | Absence accident de travail 100725-300725 | 10/07/2025 | 30/07/2025 |
| | | Septembre 2025 | Congés payés pris 220925-300925 (8 jours) | 22/09/2025 | 30/09/2025 |
| | | Octobre 2025 | Congés payés pris 011025-121025 (10 jours) | 01/10/2025 | 12/10/2025 |

## *3.3.5 Etat des sessions de formations et chiffres-clés*

| Date de la formation | Nombre d'heures | Intitulé de la formation | Organisme | Qui ? | Coût | Prise en charge OPCPO |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01/12 au 03/12/2025 | 21 | CAEPMNS | centre régional | 1 MNS | 231 € | 231 € |
| 03/11 au 05/11/2025 | 21 | CAEPMNS | Association forme | 1 MNS | 273 € | 273 € |
| 11/03 au 12/03/25 | 14 | Les fondamentaux sécuritaires | Sécuréo | 2 direction | 500 € | 500 € |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 3.4 COMMUNICATION

### *3.4.1 Revue de presse*

Sans objet.

### *3.4.2 Revue des actions de communications*

Les actions de communication sont diffusées sur le Facebook du complexe aquatique AQUALIS. La charte graphique évolue selon les attentes des utilisateurs et selon les recommandations du service communication d'Oiikos.

Il n'y a pas de contrat publicitaire et de partenariat conclus en 2025.

Extrait de quelques affiches :



























Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



*Résultat des enquêtes de satisfactions*

L'enquête de satisfaction vise à :

- Mesurer la satisfaction des personnes accueillies par rapport au service rendu,
- Repérer les points positifs et les points négatifs,
- Élaborer des axes d'amélioration et des actions correctives,
- Améliorer la qualité du service rendu aux personnes accueillies.



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE

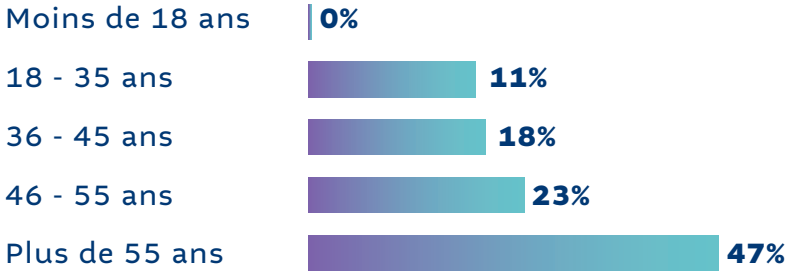
## SEXE

**> Principalement féminin**



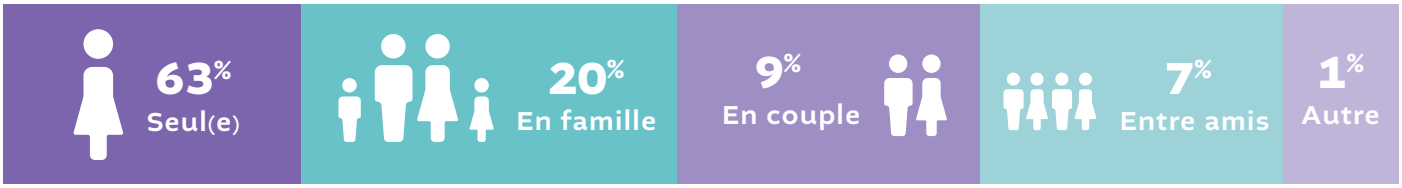
76% 24%

## TRANCHES D'ÂGES




## CIBLES DOMINANTES

**> Personnes venant seule / en famille**




## CODES POSTAUX

| CODE POSTAL | VILLE | NOMBRE |
|---|---|---|
| 60500 | CHANTILLY | 106 |
| 60270 | GOUVIEUX | 93 |
| 60260 | LAMORLAYE | 86 |
| 60580 | COYE-LA-FORET | 27 |
| 60340 | VILLIERS-SOUS-ST-LEU | 25 |
| 95270 | VIARMES | 24 |
| 60300 | SENLIS | 23 |
| 60560 | ORRY-LA-VILLE | 18 |
| 60460 | PRÉCY-SUR-OISE | 14 |
| 60160 | LA CHAPELLE EN SERVAL | 11 |
| 60 | AUTRE | 69 |

## MOYEN DE TRANSPORT

**> Principalement la voiture**




: 3%
: 0%
Autre : 2%

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE

## MOYEN D'ACCÈS PRINCIPAL

MyPASS : 58%
Carte de 10 : 19%
Entrée à l'unité : 14%
Autre : 9%

### > Pour les NON-MYPASS

- 60% Ma pratique n'est pas assez régulière
- 0% Les activités proposées ne me conviennent pas
- 7% Les horaires ne me conviennent pas
- 8% Je ne m'y suis jamais interessé(e)
- 9% On ne ma l'a jamais proposé
- 16% Le prix ne me convient pas

## BOUTIQUE

### > Utilisation

OUI : 20%
NON : 80%

### > Remarques :

Pas d'utilité / Pas besoin
Manque le contact humain

## RÉSERVATIONS EN LIGNE

### > Utilisation

OUI : 52%
NON : 48%

### > Parmi ceux ne souhaitant pas réserver en ligne, on retrouve :

- ceux n'en voyant pas l'utilité
- une préférence pour le contact humain

## NOTE GLOBALE

+0.28 VS 2024

★ 4% ★★ 5% ★★★ 21% ★★★★ 43% ★★★★★ 27%

3.82/5

## ANIMATIONS & RECOMMANDATIONS

### > Satisfaction des usagers

+4% VS 2024

OUI ! 87%
NON : 13%

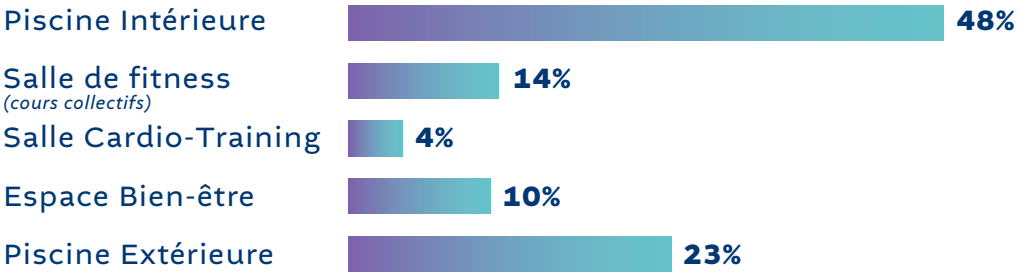
### > Remarques :

Les animations constituent un véritable atout pour l'établissement, fortement appréciées par les usagers et directement associées à un haut niveau de recommandation.
Elles participent activement à la qualité de l'expérience globale, renforcent l'attachement à l'établissement et soutiennent efficacement sa notoriété auprès du public.

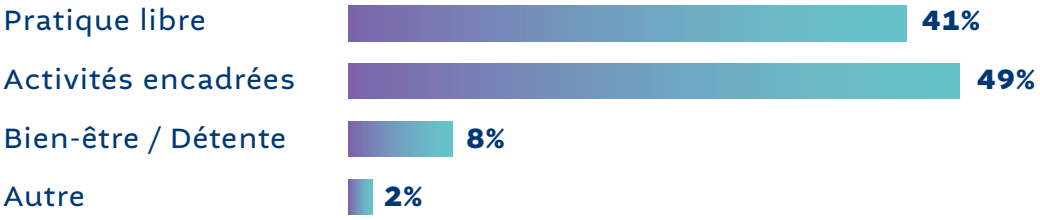
Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE

## SPÉCIFICITÉS

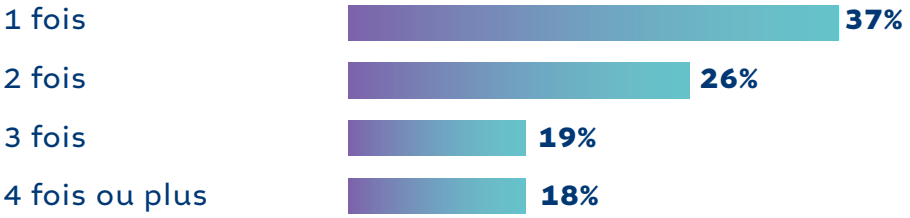
### > Usagers



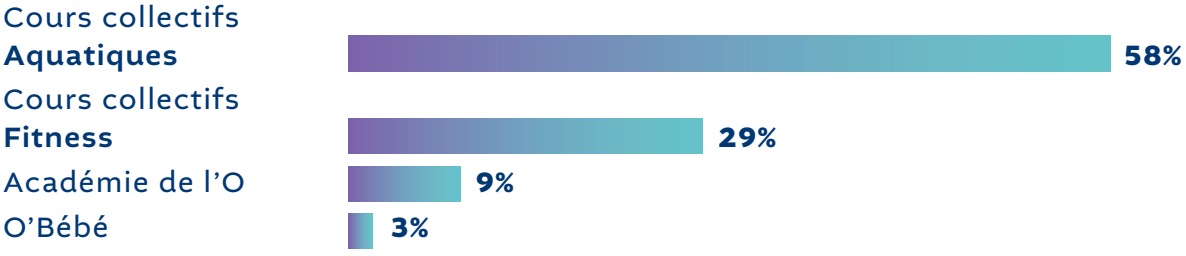

### > Intérêt




### > Fréquence hebdomadaire




### > Activités dominantes




## AXES D'AMÉLIORATIONS & PRÉCONISATIONS

### > Organisation :

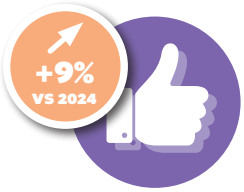
- Optimiser les parcours usagers et la lisibilité de l'information
- Adapter l'organisation aux variations de fréquentation
- Renforcer la coordination et la fluidité des équipes

### > Confort / Hygiène / Qualité :

- Maintenir un haut niveau d'exigence en matière de propreté et d'hygiène
- Améliorer le confort des espaces et la qualité d'usage des équipements
- Assurer une maintenance régulière et préventive

## À LA QUESTION

### > Recommanderiez-vous Aqualis à votre entourage ?




**OUI !**
**89%**

**NON**
**11%**

### Bilan versus 2024

*En 2025, la satisfaction globale des usagers progresse par rapport à 2024, avec une augmentation de la note moyenne et de l'intention de recommandation. Les animations demeurent un point fort structurant de l'établissement, largement appréciées par les usagers et contribuant fortement à la satisfaction générale. La nette hausse du nombre de répondants renforce la représentativité de l'enquête et la fiabilité des enseignements tirés. Les usagers expriment toutefois des attentes persistantes en matière d'organisation, notamment concernant l'accès et la programmation des animations. Le confort, la propreté de certains espaces et la gestion de l'affluence restent des axes d'amélioration prioritaires, malgré les évolutions positives observées.*

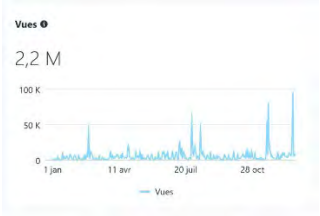
Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



### *3.4.3 Données statistiques de fréquentation et d'activité du site internet et de chaque réseau social*

**La page Facebook :**

- Abonnés : 5 617
- + 867 abonnés sur l'année
- La page ou le profil ont été consultés 87 252 fois

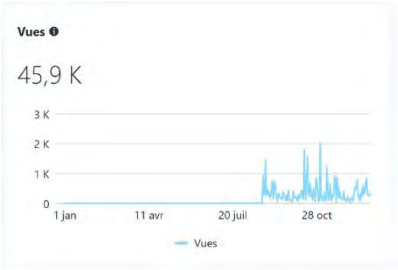






**La page Instagram :**

- Abonnés : 506
- + 133 abonnés sur l'année
- Le profil a été consulté 2 346 fois





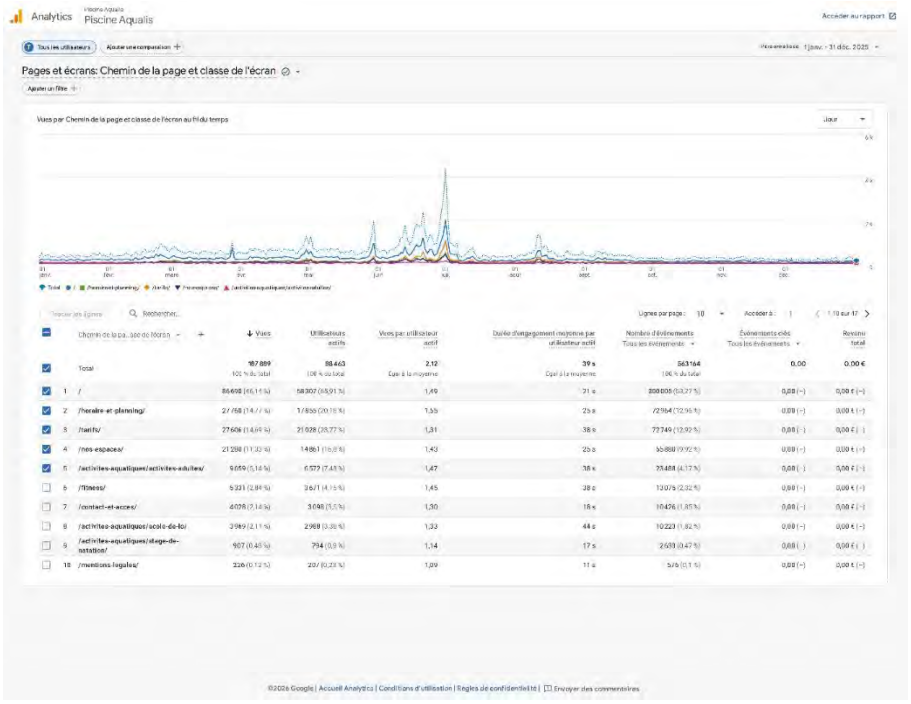

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



**Le site internet :**

Avec un volume de 187 889 vues générées par 88 463 utilisateurs actifs, le site Aqualis montre une activité importante.

- **Dominance de la page d'accueil :** La page d'accueil reste le point d'entrée principal avec 86 690 vues, soit 46,14 % du trafic total.
- **Intérêt marqué pour les activités spécifiques :** Le temps d'engagement est particulièrement élevé sur certaines pages de services, indiquant une lecture attentive des offres :
  - La page « école de natation » (ecole-de-lo) capte l'attention la plus longue avec une durée moyenne de 44 secondes.
- Les rubriques « tarifs », « activités adultes » et « fitness » maintiennent une durée d'engagement constante de 38 secondes chacune.
- **Consultation des informations pratiques :** Les pages liées à l'organisation et aux coûts sont les plus fréquentées après la page d'accueil :
  - La rubrique « horaire-et-planning » enregistre 27 760 vues.
  - La rubrique « tarifs » enregistre 27 606 vues.
  - La page « nos-espaces » totalise 21 280 vues.



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



# 4 COMPTE RENDU TECHNIQUE

## 4.1 CONDUITE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES

Le rapport CRAM est communiqué en **annexe 01.**

## 4.2 GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT

| **Provision annuelle** | | **Dépenses** | **51 634,21 €** |
|---|---|---|---|
| **OBJET** | **DATE** | **ENTREPRISE** | **€ HT** |
| Remplacement éclairage sanitaire accueil | janv.-25 | CRAM | 565,93 € |
| Renouvellement fixations murales | févr.-25 | LMP | 1 777,65 € |
| Remplacement chaises accueil | févr.-25 | MaxiBuro | 693,84 € |
| Travaux électricité | mars-25 | CRAM | 939,60 € |
| Commpte secondes extérieur | mars-25 | Moineau | 1 000,00 € |
| Travaux électricité | mars-25 | CRAM | 717,61 € |
| PC Accueil | avr.-25 | Net4Business | 1 028,50 € |
| PC Caisse | mars-25 | Net4Business | 2 994,04 € |
| Remplacement chaises surveillance | avr.-25 | Hexagone | 4 540,24 € |
| Remplacement palan extension | avr.-25 | CRAM | 3 287,95 € |
| Remplacement échangeur pataugeoire | avr.-25 | CRAM | 1 063,07 € |
| Renouvellement parasols | avr.-25 | Yaheetech | 595,20 € |
| Renouvellement pieds parasols | mai-25 | Yaheetech | 675,73 € |
| Renouvellement talkies walkies | juin-25 | Motorola | 1 749,30 € |
| Remplacement PC direction | juin-25 | Net4Business | 1 223,87 € |
| Remise à niveau casiers | juin-25 | Navic | 5 315,00 € |
| Mise en conformité rétention produits | juin-25 | CRAM | 1 042,80 € |
| Eclairage parking + micro | juin-25 | Daché | 1 376,02 € |
| Casiers | juin-25 | Navic | 612,50 € |
| Renouvellement 7 Bikes | juin-25 | Waterform | 10 605,00 € |
| Remplacement porte | juil.-25 | Bessons | 333,00 € |
| Remplacement porte | juil.-25 | Bessons | 748,00 € |
| Batterie autolaveuse | août-25 | Nilfisk | 1 287,20 € |
| Porte chaufferie | sept.-25 | Christophe menuiserie | 455,00 € |
| Réparation analyseur CIFEC | sept.-25 | CRAM | 322,46 € |
| Remplacement buses Jacuzzi | sept.-25 | CRAM | 662,08 € |
| Remplacement DM | oct.-25 | Desautel | 505,99 € |
| Remplacement enceinte aquagym | oct.-25 | JBL | 499,99 € |
| Travaux de serrurerie | nov.-25 | Christophe menuiserie | 1 080,00 € |
| Travaux frigidarium | nov.-25 | Christophe menuiserie | 950,00 € |
| Travaux chalet | nov.-25 | Christophe menuiserie | 720,00 € |
| PC Direction | nov.-25 | Net4Business | 1 169,51 € |
| Capteur + Courroie robot | nov.-25 | Hexagone | 1 097,13 € |

A cela s'ajoute les acomptes pour les dépenses CRAM forfaitaires.

La provision GER avec une dotation annuelle 2024 indexée de 38 634.46€ est déficitaire et supportée à risque par Aqualis.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 4.3 LISTE DES CONTROLES TECHNIQUE ET REGLEMENTAIRE

| Entreprise | Date | Contrôle |
|---|---|---|
| DESAUTEL | 18/09/2025 | BAES |
| DESAUTEL | 01/12/2025 | DESANFUMAGE |
| DESAUTEL | 31/07/2025 | IF |
| DESAUTEL | 23/05/2025 | EXTINCTEUR |
| DESAUTEL | 04/03/2025 | BAES |
| DESAUTEL | 20/10/2025 | SSI |
| BUREAU VERITAS | 02/04/2025 | EXPLOITATION ELECTRICITE ERP |
| BUREAU VERITAS | 26/03/2025 | TOBOGGAN |
| BUREAU VERITAS | 26/03/2025 | VERIFICATION ELETRICITE PERIODIQUE |
| BERNARD DACHE | 27/02/2025 | ENTRETIEN VIDEO SURVEILLANCE + ALARME |
| BERNARD DACHE | 24/09/2025 | ENTRETIEN VIDEO SURVEILLANCE |

Les rapports sont communiqués en annexe 01 et 02.

## 4.4 INVENTAIRES EXHAUSTIFS DES BIENS

Inventaires exhaustifs des biens disponibles en annexe 03.

## 4.5 DATES DE FERMETURES ET JUSTIFICATIONS

Arrêt technique : 1er au 7 septembre inclus.

Fermeture partielle : A partir du 1er au 24 février pour travaux énergétiques.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 4.6 CONSOMMATIONS ENERGETIQUES

### *4.6.1 Détail mensuel des consommations*

| | Eau en m3 | | | | Electricité en Mwh | | | | Gaz en MwH | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2024 | 2023 | Contrat | 2025 | 2024 | 2023 | Contrat | 2025 | 2024 | 2023 | Contrat |
| Janvier | 1 482 | 3 270 | 1 819 | 1 999 | 30 | 68 | 63 | 95 | 176 | 543 | 406 | 309 |
| Février | 2 242 | 2 758 | 2 257 | 1 999 | 52 | 63 | 62 | 95 | 332 | 391 | 396 | 309 |
| Mars | 3 803 | 2 491 | 2 132 | 1 999 | 79 | 72 | 78 | 95 | 417 | 323 | 406 | 309 |
| Avril | 3 589 | 2 689 | 1 986 | 1 999 | 72 | 68 | 73 | 95 | 280 | 306 | 309 | 309 |
| Mai | 3 014 | 3 843 | 2 587 | 1 999 | 72 | 93 | 81 | 95 | 213 | 322 | 279 | 309 |
| Juin | 3 179 | 2 728 | 1 691 | 1 999 | 70 | 69 | 49 | 95 | 142 | 203 | 98 | 309 |
| Juillet | 3 286 | 2 630 | 4 200 | 1 999 | 75 | 73 | 76 | 95 | 136 | 181 | 290 | 309 |
| Août | 2 803 | 3 436 | 3 686 | 1 999 | 68 | 79 | 84 | 95 | 130 | 164 | 223 | 309 |
| Septembre | 3 125 | 2 767 | 3 106 | 1 999 | 67 | 76 | 63 | 95 | 222 | 243 | 186 | 309 |
| Octobre | 2 316 | 2 487 | 3 529 | 1 999 | 73 | 76 | 67 | 95 | 264 | 289 | 249 | 309 |
| Novembre | 2 128 | 763 | 2 059 | 1 999 | 55 | 36 | 85 | 95 | 254 | 134 | 444 | 309 |
| Décembre | 3 028 | 343 | 2 424 | 1 999 | 86 | 23 | 52 | 95 | 452 | 124 | 362 | 309 |
| TOTAL | 33 995 | 30 205 | 31 476 | 23 988 | 799 | 796 | 833 | 1 140 | 3 018 | 3 223 | 3 648 | 3 708 |

| | Eau en m3 | Electricité en MwH | Gaz en MwH |
|---|---|---|---|
| CONTRAT | 23 988 | 1 140 | 3 708 |
| TOTAL 2025 | 33 995 | 799 | 3 018 |
| VARIATION | 41,7% | -29,9% | -18,6% |
| TOTAL 2024 | 30 205 | 796 | 3 223 |
| VARIATION 25/24 | 12,5% | 0,4% | -6,4% |

| Litres d'eau par baigneur | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Fréquentation | 210 689 | 207 211 |
| Consommation eau (m3) | 33 995 | 30 205 |
| Conso eau / baigneur | 161,4 | 145,8 |

| Mwh d'électricité par baigneur | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Fréquentation | 210 689 | 207 211 |
| Consommation électricité en Mwh | 799 | 796 |
| Conso eléctricité / baigneur | 0,0038 | 0,0038 |

| Mwh de chaleur par baigneur - Gaz | 2025 | 2024 |
|---|---|---|
| Fréquentation | 210 689 | 207 211 |
| Consommation gaz en Mwh | 3 018 | 3 223 |
| Conso gaz / baigneur | 0,0143 | 0,0156 |

Nous vous communiquons l'analyse détaillée dans le rapport d'exploitation de notre partenaire CRAM communiqué en **annexe 01.**

### *4.6.2 Mesures de la qualité de l'eau*

Les analyses ARS sont disponibles en **annexe 04**.

### *4.6.3 Factures des réseaux fluides*

Les factures des fluides sont disponibles en **annexe 05**.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



# 5 DONNEES RELATIVES A L'EXECUTION DE CONTRAT

## 5.1 LES TARIFS AVEC EVOLUTIONS PAR RAPPORTS A L'ANNEE PRECEDENTE

| Activités | En € TTC | € TTC avec coef K | Arrondis € TTC |
|---|---|---|---|
| | Année 1 | 2024 / 2025 | 2024 / 2025 |
| **Tarifs perçus auprès des usagers - prestations "espace aquatique"** | | | |
| *Enfant - de 3 ans* | - € | - € | - € |
| *Entrée - de 14 ans* | 4,00 € | 4,04 € | 4,00 € |
| *Entrée adulte* | 5,60 € | 5,65 € | 5,70 € |
| *10 entrées - de 14 ans - Valable 6 mois* | 36,00 € | 36,32 € | 36,30 € |
| *10 entrées adultes - Valable 6 mois* | 50,40 € | 50,85 € | 50,90 € |
| *Carte famille (2+3)* | 17,20 € | 17,35 € | 17,40 € |
| *CE carnet 50 entrées* | 180,00 € | 181,62 € | 181,60 € |
| *Anniversaire (tarif par enfant)* | 12,00 € | 12,11 € | 12,10 € |
| *ALSH / CLSH / Public en situation de handicap / Groupes divers -14 ans* | 3,00 € | 3,03 € | 3,00 € |
| *ALSH / CLSH / Public en situation de handicap / Groupes divers - Adulte* | 4,60 € | 4,64 € | 4,60 € |
| Pompiers et gendarmes | - € | - € | - € |
| Tarifs été (Juillet et Août) - HORS MACS | | | |
| *Enfant - de 3 ans* | - € | - € | - € |
| *Entrée - de 14 ans* | 5,00 € | 5,05 € | 5,10 € |
| *Entrée adulte* | 6,60 € | 6,66 € | 6,70 € |
| *10 entrées - de 14 ans - Valable jusqu'au 31 août* | 45,00 € | 45,41 € | 45,40 € |
| *10 entrées adultes - Valable jusqu'au 31 août* | 59,40 € | 59,93 € | 59,90 € |
| **Tarifs perçus auprès des usagers - prestations "activités aquatiques encadrées"** | | | |
| *1 séance* | 11,00 € | 11,10 € | 11,10 € |
| *10 séances* | 99,00 € | 99,89 € | 99,90 € |
| *Pass Natation année* | 290,00 € | 292,61 € | 292,60 € |
| *Pass Natation trimestre* | 150,00 € | 151,35 € | 151,40 € |
| *Pass Natation 2ème enfant de la même famille année* | 240,00 € | 242,16 € | 242,20 € |
| *Stage (5 séances du lundi au vendredi)* | 100,00 € | 100,90 € | 100,90 € |
| **Tarifs perçus auprès des usagers - prestations "espace bien-être" ou "training"** | | | |
| *Entrée bien-être + piscine / Entrée remise en forme* | 15,00 € | 15,14 € | 15,10 € |
| *10 entrées bien-être + piscine / 10 Entrées remise en forme* | 135,00 € | 136,22 € | 136,20 € |
| *CE 50 entrées* | 675,00 € | 681,08 € | 681,10 € |
| Tarifs été (Juillet et Août) - HORS MACS | | | |
| *Entrée bien-être + piscine / Entrée remise en forme* | 20,00 € | 20,18 € | 20,20 € |
| *10 entrées bien-être + piscine / 10 Entrées remise en forme* | 180,00 € | 181,62 € | 181,60 € |
| **Tarifs perçus auprès de prestations "couplées" (formules & abonnements multi-activités)** | | | |
| ***MYPASS - Formule mensuelle sans engagement*** | | | |
| *Piscine illimitée* | 22,00 € | 22,20 € | 22,20 € |
| *Activités illimitées (aquatiques et fitness)* | 30,00 € | 30,27 € | 30,30 € |
| *Cardio illimité* | 25,00 € | 25,23 € | 25,20 € |
| ***OPTION** Bien-être humide* | 18,00 € | 18,16 € | 18,20 € |
| *Frais de dossier* | 25,00 € | 25,23 € | 25,20 € |
| ***PASS Saison (valable deux mois Juillet et Août) - Exclusivement pour habitants MACS*** | | | |
| *Piscine illimitée enfant* | 30,00 € | 30,27 € | 30,30 € |
| *Piscine illimitée adulte* | 50,00 € | 50,45 € | 50,50 € |
| **Tarifs perçus auprès des usagers Prestations "Scolaires"** | | | |
| *1er degré, 2 classes en simultané - Prix par classe* | 165,00 € | 166,49 € | 166,50 € |
| *2nd degré, 2 classes en simultané - Prix par classe* | 225,00 € | 227,03 € | 227,00 € |
| *2nd degré, 3 classes en simultané - Prix par classe* | 160,00 € | 161,44 € | 161,40 € |
| *Pompiers et gendarmes* | - € | | |
| **Tarifs perçus auprès des usagers Prestations "Associations"** | | | |
| *Ligne d'eau/heure* | 26,00 € | 26,23 € | 26,20 € |
| *Bassin apprentissage - 3/4 heure* | 82,00 € | 82,74 € | 82,70 € |
| *Intervention MNS - 1 heure* | 36,00 € | 36,32 € | 36,30 € |
| *Espace fitness - 1 heure / personne* | 15,00 € | 15,14 € | 15,10 € |
| *Salle de réunion - 1 heure* | 30,00 € | 30,27 € | 30,30 € |
| **Tarifs perçus auprès des usagers Prestations "Collectivité"** | | | |
| *Mise à disposition MACS équipement 1 journée* | 1 250,00 € | 1 261,25 € | 1 261,30 € |
| *SUBVENTION FORFAITAIRE TEMPORAIRE - FERMETURE POUR TRAVAUX au-delà de 9 mois (€HT/jour)* | 1 998,00 € | 2 015,98 € | 2 016,00 € |
| **Autres produits** | | | |
| *Renouvellement bracelet* | 5,00 € | 5,05 € | 5,10 € |
| *Frais rejet prélèvement* | 25,00 € | 25,23 € | 25,20 € |
| *Consigne Eco-Cup* | 2,00 € | 2,02 € | 2,00 € |
| *Brevet de natation* | 5,00 € | 5,05 € | 5,10 € |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 5.2 LISTE DES MODIFICATIONS DE CONTRAT

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



# 6 COMPTE RENDU FINANCIER

## 6.1 DETAIL MENSUEL DES RECETTES PAR CATEGORIES D'USAGERS

| € HT | BAIGNADE | | ACTIVITES | | BIEN-ETRE | | MYPASS | | SCOLAIRES | ASSOCIATIONS | AUTRES (jetons, cautions...) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | CCAC | EXT | CCAC | EXT | CCAC | EXT | CCAC | EXT | CCAC | CCAC | | |
| JANVIER | 919 € | 260 € | 3 658 € | 1 509 € | 1 361 € | 1 640 € | 22 951 € | 7 925 € | - € | 219 € | 834 € | 41 275 € |
| FEVRIER | 4 213 € | 2 450 € | 5 745 € | 1 198 € | 2 240 € | 1 520 € | 23 132 € | 8 121 € | 2 106 € | 476 € | 604 € | 51 805 € |
| MARS | 20 260 € | 9 804 € | 7 238 € | 2 624 € | 4 041 € | 3 821 € | 35 369 € | 15 681 € | 9 750 € | 2 407 € | 2 394 € | 113 390 € |
| AVRIL | 22 064 € | 18 426 € | 4 458 € | 1 531 € | 4 005 € | 3 649 € | 36 441 € | 15 917 € | 2 886 € | 1 439 € | 2 061 € | 112 877 € |
| MAI | 19 748 € | 24 363 € | 4 725 € | 1 417 € | 3 602 € | 3 494 € | 36 373 € | 15 800 € | 9 126 € | 2 115 € | 1 627 € | 122 387 € |
| JUIN | 26 487 € | 54 833 € | 71 260 € | 27 263 € | 3 367 € | 3 487 € | 36 449 € | 15 878 € | 9 984 € | 860 € | 1 606 € | 251 475 € |
| JUILLET | 28 671 € | 49 858 € | 14 396 € | 3 493 € | 3 198 € | 3 725 € | 36 302 € | 15 966 € | - € | - € | 1 837 € | 157 445 € |
| AOUT | 28 078 € | 50 566 € | 11 673 € | 2 139 € | 3 453 € | 3 619 € | 36 162 € | 16 123 € | - € | - € | 1 228 € | 153 040 € |
| SEPTEMBRE | 16 935 € | 7 853 € | 6 891 € | 3 061 € | 2 431 € | 1 984 € | 36 380 € | 16 366 € | 8 736 € | 1 149 € | 1 891 € | 103 676 € |
| OCTOBRE | 17 665 € | 10 213 € | 15 350 € | 4 902 € | 3 832 € | 3 617 € | 37 100 € | 16 715 € | 6 162 € | 1 714 € | 1 380 € | 118 649 € |
| NOVEMBRE | 13 334 € | 6 659 € | 5 262 € | 1 295 € | 4 473 € | 2 650 € | 37 200 € | 16 664 € | 9 516 € | 2 281 € | 2 628 € | 101 962 € |
| DECEMBRE | 11 693 € | 7 407 € | 4 313 € | 541 € | 5 210 € | 3 226 € | 36 705 € | 16 380 € | 7 488 € | 1 768 € | 1 153 € | 95 883 € |
| TOTAL 2025 | 210 067 € | 242 692 € | 154 968 € | 50 971 € | 41 213 € | 36 430 € | 410 562 € | 177 536 € | 65 754 € | 14 427 € | 19 243 € | 1 423 864 € |
| TOTAL 2024 | 194 257 € | 246 723 € | 143 138 € | 60 819 € | 33 891 € | 45 273 € | 378 470 € | 175 807 € | 57 074 € | 16 596 € | 17 120 € | 1 389 472 € |
| 2025/2024 | 108% | 98% | 108% | 84% | 122% | 80% | 108% | 101% | 115% | 87% | 112% | 102% |

## 6.2 PCA

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 10 Activités EXT | 2 435,73 € | | | |
| 10 Activités RESIDENT | 22 297,88 € | | **TOTAL BIEN-ETRE** | **8 808,80 €** |
| 10 Entrées -16 ans RESIDENT | 3 249,46 € | | **TOTAL BAIGNADE** | **43 313,44 €** |
| 10 Entrées Adulte EXT | 5 532,51 € | | **TOTAL ACTIVITES** | **127 312,08 €** |
| 10 Entrées Adulte RESIDENT | 19 386,67 € | | | **179 434,32 €** |
| 10 Entrées Enfant 1-16 ans EXT | 4 317,15 € | | | |
| 10 Entrées Espace Cardio CC | 779,63 € | | | |
| 10 entrées Piscine + Balnéo CC | 6 575,11 € | | | |
| 10 Entrées Piscine+ BE EXT | 1 337,73 € | | | |
| Autisme Annuel | 519,44 € | | | |
| Carte 10H EXT | 2 415,88 € | | | |
| Carte 10H RESIDENT | 8 402,69 € | | | |
| eBillet Adulte RESIDENT | 5,00 € | | | |
| eBillet Cardio RESIDENT | 33,00 € | | | |
| eBillet Enfant RESIDENT | 4,08 € | | | |
| eBillet Piscine+Bien-ętre EXT | 83,33 € | | | |
| Pass Natation 2čme Enfant EXT | 6 261,67 € | | | |
| Pass Natation 2čme Enfant RESIDENT | 15 205,56 € | | | |
| Pass Natation Adulte Annuel EXT | 2 986,81 € | | | |
| Pass Natation Adulte Annuel RESIDENT | 13 193,89 € | | | |
| Pass Natation Enfant Année EXT | 17 661,11 € | | | |
| Pass Natation Enfant Année RESIDENT | 46 750,00 € | | | |
| TOTAL PCA e HT | 179 434,32 € | | | |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 6.3 DETAIL ANNUEL DES PRODUITS D'EXPLOITATIONS

| | CONTRAT | CONTRAT INDEXE | 2025 | 2024 | 2023 | VARIATION / CONTRAT | VARIATION / 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BAIGNADE | 617 402,43 | 803 672,74 | 434 215,56 | 417 214,57 | 446 624,25 | -46% | 4% |
| ACTIVITES | 255 089,08 | 332 049,46 | 159 592,93 | 88 659,35 | 187 167,18 | -52% | 80% |
| BIEN-ETRE | 100 806,30 | 131 219,56 | 68 913,69 | 74 164,43 | 87 307,13 | -47% | -7% |
| ABONNEMENTS | 235 589,51 | 306 666,87 | 587 918,34 | 673 748,29 | 461 164,44 | 92% | -13% |
| INSTITUTIONNELS | 88 600,00 | 115 330,62 | 72 615,51 | 67 933,62 | 93 222,79 | -37% | 7% |
| AUTRES PRODUITS | 21 025,00 | 27 368,24 | 29 376,45 | 4 635,17 | 38 051,50 | 7% | 534% |
| IMPACTS INDEXATION PARTIELLE | - | | 106 616,13 | 203 342,33 | 189 560,26 | | |
| COMPENSATION FERMETURE / ENERGIE | - | | 152 000,00 | 108 000,00 | 116 849,60 | | |
| AVENANT 1 - BIEN-ETRE | - | | 18 464,00 | 18 464,00 | 18 464,00 | | |
| COMPENSATION CONTRACTUELLE - CCAC | 441 855,34 | 575 163,10 | 575 159,38 | 572 435,05 | 587 517,81 | | |
| SUBVENTION APPRENTIS | - | - | 24 666,56 | 12 500,00 | - | | 97% |
| TOTAL DES SOMMES PERCUES | 1 760 367,66 | 2 291 470,58 | 2 229 538,55 | 2 241 096,81 | 2 225 928,96 | -3% | -1% |
| PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | | | 1 003,36 | 1 620,41 | 1 787,11 | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATION EN CAPITAL | | | 9 892,83 | 17 594,05 | 8 660,99 | | |
| TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION | | | 48 938,31 | 28 967,82 | 58 350,68 | | |
| PRODUITS SUR EXERCICE ANTERIEUR | | | 2 994,04 | | | | |
| REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUES | | | 28 000,00 | | | | |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 1 760 367,66 | 2 291 470,58 | 2 320 367,09 | 2 289 279,09 | 2 294 727,74 | 1% | 1% |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 6.4 DETAIL ANNUEL DES CHARGES D'EXPLOITATIONS

| CHARGES D'EXPLOITATION | CONTRAT | Contrat indexé | 2025 | 2024 | 2023 | VARIATION / CONTRAT | VARIATION / 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **60 - Achats et variations de stocks** | **422 632,34** | **550 140,52** | **682 708,87** | **668 097,32** | **792 926,29** | **24%** | **2%** |
| Eau | 93 113,26 | 121 205,53 | 109 142,29 | 153 115,23 | 93 600,17 | -10% | -29% |
| Energie calorifique principale | 143 802,60 | 187 187,84 | 323 966,91 | 312 617,36 | 420 389,30 | 73% | 4% |
| Electricité | 129 335,48 | 168 355,99 | 133 459,11 | 96 613,52 | 188 710,40 | -21% | 38% |
| Carburant, autres combustibles | 1 440,00 | 1 874,45 | 185,41 | 717,43 | 484,04 | -90% | -74% |
| Produits de traitement d'eau | 17 280,00 | 22 493,38 | 21 372,26 | 21 770,40 | 22 246,12 | -5% | -2% |
| Produits d'entretien | 16 886,00 | 21 980,51 | 28 078,94 | 15 937,60 | 13 864,74 | 28% | 76% |
| Produits alimentaires | 1 400,00 | 1 822,38 | | | | -100% | #DIV/0! |
| Fournitures administratives | 1 100,00 | 1 431,87 | 503,45 | 783,99 | 1 301,91 | -65% | -36% |
| Vêtements de travail | 2 625,00 | 3 416,96 | 12 666,48 | 15 640,13 | 8 423,00 | 271% | -19% |
| Petits équipements de service (entretien...) | 7 500,00 | 9 762,75 | 3 334,76 | 2 963,13 | 9 466,28 | -66% | 13% |
| Petits équipements pédagogiques | 900,00 | 1 171,53 | | | 9 027,78 | -100% | #DIV/0! |
| Animations | 5 000,00 | 6 508,50 | 21 897,57 | 11 367,19 | 2 073,97 | 236% | 93% |
| Billeterie et cartes | 1 800,00 | 2 343,06 | 5 498,00 | 9 172,58 | 2 062,00 | 135% | -40% |
| Pharmacie | 450,00 | 585,77 | | | | -100% | #DIV/0! |
| Suivi de la perfromance environnementale | | - | 4 000,00 | 3 000,00 | 4 000,00 | #DIV/0! | 33% |
| Achats de marchandises | | - | 8 015,40 | 6 367,13 | 17 276,58 | #DIV/0! | 26% |
| Amortissements exceptionnels | | - | | 18 031,63 | | #DIV/0! | -100% |
| Autres charges | | - | 10 588,29 | | | #DIV/0! | #DIV/0! |
| **61 - Servives extérieurs** | **196 265,85** | **255 479,26** | **288 013,81** | **267 736,21** | **265 874,50** | **13%** | **8%** |
| Contrat(s) de prestation de service / sous traitance : installations techniques | 89 819,00 | 116 917,39 | 116 573,96 | 111 361,56 | 107 661,48 | 0% | 5% |
| Autre(s) contrat(s) de prestations de service / entretiens | 33 419,85 | 43 502,62 | 72 444,83 | 69 388,33 | 34 686,00 | 67% | 4% |
| Entretien et réparation sur biens immobiliers | 2 800,00 | 3 644,76 | 10 221,32 | | | 180% | #DIV/0! |
| Entretien et réparation sur biens mobiliers | | - | | | 34 838,67 | #DIV/0! | #DIV/0! |
| Analyses | 9 800,00 | 12 756,66 | | 3 412,93 | 3 840,05 | -100% | -100% |
| Contrôle réglementaires | 6 727,00 | 8 756,54 | 1 380,46 | 3 835,07 | 4 973,00 | -84% | -64% |
| Assurances | 9 200,00 | 11 975,64 | 11 352,20 | 10 744,17 | 9 862,82 | -5% | 6% |
| Sécurité, médiation, gardiennage | 41 500,00 | 54 020,55 | 62 513,94 | 56 683,15 | 58 512,48 | 16% | 10% |
| Charges locatives | 3 000,00 | 3 905,10 | 13 527,10 | 12 311,00 | 11 500,00 | 246% | 10% |
| **62 - Autres services extérieurs** | **96 337,00** | **125 401,87** | **185 672,97** | **190 579,13** | **175 222,19** | **48%** | **-3%** |
| Frais de gestion, de comptabilité | 45 000,00 | 58 576,50 | 58 576,50 | 58 185,00 | 58 995,00 | 0% | 1% |
| Frais de gestion fermeture | | | | 5 000,00 | | #DIV/0! | -100% |
| Frais de gestion GMAO | 2 500,00 | 3 254,25 | | 3 000,00 | | -100% | -100% |
| Charges exceptionnelles et ponctuelles | 1 000,00 | 1 301,70 | | 990,00 | | -100% | -100% |
| Honoraires comptables | 4 200,00 | 5 467,14 | 3 644,00 | 4 592,00 | 4 889,00 | -33% | -21% |
| Honoraires juridiques | 1 500,00 | 1 952,55 | 29 711,23 | 11 794,00 | 13 341,28 | 1422% | 152% |
| Externalisation paie | 8 968,00 | 11 673,65 | 21 012,44 | 19 956,00 | 17 245,00 | 80% | 5% |
| Publicité, publications, relations publiques | 17 000,00 | 22 128,90 | 27 408,45 | 34 851,16 | 39 458,17 | 24% | -21% |
| Frais de transport, missions, réceptions | 2 500,00 | 3 254,25 | 23 923,70 | 26 129,43 | 29 593,93 | 635% | -8% |
| Télécommunication | 4 453,00 | 5 796,47 | 1 210,00 | 660,00 | 245,36 | -79% | 83% |
| Frais postaux | 700,00 | 911,19 | 430,74 | 979,82 | 358,59 | -53% | -56% |
| Services / frais bancaires | 6 741,00 | 8 774,76 | 8 711,98 | 11 475,47 | 11 059,34 | -1% | -24% |
| Documentation générale | 500,00 | 650,85 | | | | -100% | #DIV/0! |
| Commission ANCV / Coupon Sport | 1 275,00 | 1 659,67 | 11 043,93 | 12 966,25 | 36,52 | 565% | -15% |
| **63 - Impôts et taxes** | **31 398,82** | **40 871,84** | **63 606,68** | **55 167,88** | **75 274,61** | **56%** | **15%** |
| Taxe d'apprentissage | 4 602,10 | 5 990,55 | | 3 994,77 | 3 901,78 | -100% | -100% |
| Taxe sur les salaires | 13 040,00 | 16 974,17 | 11 278,58 | 13 640,22 | 13 873,00 | -34% | -17% |
| Formation professionnelle | 8 256,72 | 10 747,77 | 12 490,97 | 7 398,34 | 7 228,77 | 16% | 69% |
| Redevance sur les ordures ménagères | 3 500,00 | 4 555,95 | 11 386,32 | 1 089,68 | 8 633,73 | 150% | 945% |
| Contribution économique territoriale - CFE | - | - | 28 122,00 | 28 368,00 | 41 293,00 | #DIV/0! | -1% |
| Contribution économique territoriale - CVAE | 1 000,00 | 1 301,70 | 245,00 | 207,00 | | -81% | 18% |
| Autres taxes | 1 000,00 | 1 301,70 | 83,81 | 469,87 | 344,33 | -94% | -82% |
| **64 - Charges de personnel** | **917 386,56** | **1 194 162,09** | **944 570,34** | **872 588,39** | **786 310,61** | **-21%** | **8%** |
| Rémunération et charges des personnels permanents | | | | | | -29% | 6% |
| Rémunération et charges des personnels saisonniers | 907 386,56 | 1 181 145,09 | 842 811,34 | 795 617,12 | 730 142,11 | #DIV/0! | #DIV/0! |
| Medecine du travail | | | | | | #DIV/0! | #DIV/0! |
| Tickets restaurants | | | | | | #DIV/0! | #DIV/0! |
| Personnel extérieur | 7 500,00 | 9 762,75 | 96 079,00 | 66 585,35 | 53 087,50 | 884% | 44% |
| Formation | 2 500,00 | 3 254,25 | 5 680,00 | 10 385,92 | 3 081,00 | 75% | -45% |
| **65 - Autres charges de gestion courante** | **27 190,00** | **35 393,22** | **9 304,41** | **9 370,68** | **9 200,78** | **-74%** | **-1%** |
| Redevance d'occupation du domaine public (RODP) | 1 000,00 | 1 301,70 | 1 301,70 | 1 293,20 | 1 311,00 | 0% | 1% |
| Redevance frais de gestion & contrôle | 5 000,00 | 6 508,50 | 6 508,50 | 6 466,00 | 6 555,00 | 0% | 1% |
| SACEM / SPRE | 1 190,00 | 1 549,02 | 1 494,21 | 1 611,48 | 1 334,78 | -4% | -7% |
| **66 / 68 - Charges financières, dotations et amortissements** | **49 157,08** | **57 601,78** | **90 116,62** | **85 179,21** | **77 267,41** | **56%** | **6%** |
| Amortissement technique | 17 711,97 | 18 628,41 | 16 882,71 | 19 986,17 | 18 628,41 | -9% | -16% |
| Amortissement financier | 765,11 | 338,91 | 14,38 | 189,81 | 338,91 | -96% | -92% |
| Provision pour renouvellement matériel d'exploitation | 1 000,00 | | | | | #DIV/0! | #DIV/0! |
| Provisions de GER Délégataire | 29 680,00 | 38 634,46 | 73 219,53 | 65 003,23 | 58 300,09 | 90% | 13% |
| **TOTAL DES CHARGES BRUTES D'EXPLOITATION** | **1 740 367,65** | **2 259 050,57** | **2 263 993,70** | **2 148 718,82** | **2 182 076,39** | **0%** | **5%** |
| **EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION** | **69 157,09** | **90 021,78** | **55 661,47** | **177 557,20** | **102 655,98** | **-38%** | **-69%** |
| **TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION** | **1 740 367,65** | **2 259 050,57** | **2 263 993,70** | **2 148 718,82** | **2 182 076,39** | **0%** | **5%** |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 6.5 DETAIL DU RESULTAT D'EXPLOITATION ET DU CALCUL DE L'INTERESSEMENT EN FAVEUR DU DELEGANT

| | CONTRAT | CONTRAT INDEXE | 2025 | 2024 | 2023 | VARIATION / CONTRAT | VARIATION / 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BAIGNADE | 617 402,43 | 803 672,74 | 434 215,56 | 417 214,57 | 446 624,25 | -46% | 4% |
| ACTIVITES | 255 089,08 | 332 049,46 | 159 592,93 | 88 659,35 | 187 167,18 | -52% | 80% |
| BIEN-ETRE | 100 806,30 | 131 219,56 | 68 913,69 | 74 164,43 | 87 307,13 | -47% | -7% |
| ABONNEMENTS | 235 589,51 | 306 666,87 | 587 918,34 | 673 748,29 | 461 164,44 | 92% | -13% |
| INSTITUTIONNELS | 88 600,00 | 115 330,62 | 72 615,51 | 67 933,62 | 93 222,79 | -37% | 7% |
| AUTRES PRODUITS | 21 025,00 | 27 368,24 | 29 376,45 | 4 635,17 | 38 051,50 | 7% | 534% |
| IMPACTS INDEXATION PARTIELLE | - | | 106 616,13 | 203 342,33 | 189 560,26 | | |
| COMPENSATION FERMETURE / ENERGIE | - | | 152 000,00 | 108 000,00 | 116 849,60 | | |
| AVENANT 1 - BIEN-ETRE | - | | 18 464,00 | 18 464,00 | 18 464,00 | | |
| COMPENSATION CONTRACTUELLE - CCAC | 441 855,34 | 575 163,10 | 575 159,38 | 572 435,05 | 587 517,81 | | |
| SUBVENTION APPRENTIS | - | - | 24 666,56 | 12 500,00 | - | | 97% |
| TOTAL DES SOMMES PERCUES | 1 760 367,66 | 2 291 470,58 | 2 229 538,55 | 2 241 096,81 | 2 225 928,96 | -3% | -1% |
| PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | | | 1 003,36 | 1 620,41 | 1 787,11 | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATION EN CAPITAL | | | 9 892,83 | 17 594,05 | 8 660,99 | | |
| TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION | | | 48 938,31 | 28 967,82 | 58 350,68 | | |
| PRODUITS SUR EXERCICE ANTERIEUR | | | 2 994,04 | | | | |
| REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUES | | | 28 000,00 | | | | |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 1 760 367,66 | 2 291 470,58 | 2 320 367,09 | 2 289 279,09 | 2 294 727,74 | 1% | 1% |

| CHARGES D'EXPLOITATION | CONTRAT | Contrat indexé | 2025 | 2024 | 2023 | VARIATION / CONTRAT | VARIATION / 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 60 - Achats et variations de stocks | 422 632,34 | 550 140,52 | 682 708,87 | 668 097,32 | 792 926,29 | 24% | 2% |
| 61 - Services extérieurs | 196 265,85 | 255 479,26 | 288 013,81 | 267 736,21 | 265 874,50 | 13% | 8% |
| 62 - Autres services extérieurs | 96 337,00 | 125 401,87 | 185 672,97 | 190 579,13 | 175 222,19 | 48% | -3% |
| 63 - Impôts et taxes | 31 398,82 | 40 871,84 | 63 606,68 | 55 167,88 | 75 274,61 | 56% | 15% |
| 64 - Charges de personnel | 917 386,56 | 1 194 162,09 | 944 570,34 | 872 588,39 | 786 310,61 | -21% | 8% |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 27 190,00 | 35 393,22 | 9 304,41 | 9 370,68 | 9 200,78 | -74% | -1% |
| 66 / 68 - Charges financières, dotations et amortissements | 49 157,08 | 57 601,78 | 90 116,62 | 85 179,21 | 77 267,41 | 56% | 6% |
| TOTAL DES CHARGES BRUTES D'EXPLOITATION | 1 740 367,65 | 2 259 050,57 | 2 263 993,70 | 2 148 718,82 | 2 182 076,39 | 0% | 5% |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | 69 157,09 | 90 021,78 | 55 661,47 | 177 557,20 | 102 655,98 | -38% | -69% |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 1 740 367,65 | 2 259 050,57 | 2 263 993,70 | 2 148 718,82 | 2 182 076,39 | 0% | 5% |
| Résultat brut | 20 000,01 | 32 420,01 | 56 373,39 | 140 560,27 | 112 651,35 | 74% | -60% |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



Le projet de contrat dispose :

**36. CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE**

Pour tenir compte de la volonté partenariale qui anime les Parties, le Délégataire verse au Délégant, à titre d'intéressement, une redevance variable correspondant à ***50***% de l'excédent entre le résultat contractuel figurant en Annexe 9 et le résultat effectivement réalisé pour l'année considérée.

Le résultat servant de base de calcul pour l'intéressement doit s'entendre comme l'excédent brut d'exploitation (EBE).

La période de référence comptable est l'année civile (*prorata temporis* - le cas échéant - la première et la dernière année).

Sur présentation d'un avis des sommes à payer au Délégant, le Délégataire s'acquitte dans un délai de trente (30) Jours des sommes dues au titre de l'intéressement.

Ce mécanisme d'intéressement est mis en œuvre dès la signature du Contrat jusqu'à son terme, selon les mêmes conditions de calcul et de versement.

En cas de litige, seuls les comptes certifiés par le commissaire aux comptes font foi.

Toute somme non versée dans les délais impartis donne lieu de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts calculés au taux légal majoré de cinq (5) points.

L'EBE 2025 est inférieur à l'EBE prévisionnel. L'intéressement n'est pas activé.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



| | CONTRAT | CONTRAT INDEXE | 2025 |
|---|---|---|---|
| BAIGNADE | 617 402,43 | 803 672,74 | 434 215,56 |
| ACTIVITES | 255 089,08 | 332 049,46 | 159 592,93 |
| BIEN-ETRE | 100 806,30 | 131 219,56 | 68 913,69 |
| ABONNEMENTS | 235 589,51 | 306 666,87 | 587 918,34 |
| INSTITUTIONNELS | 88 600,00 | 115 330,62 | 72 615,51 |
| AUTRES PRODUITS | 21 025,00 | 27 368,24 | 29 376,45 |
| IMPACTS INDEXATION PARTIELLE | - | | 106 616,13 |
| COMPENSATION FERMETURE / ENERGIE | - | | 152 000,00 |
| AVENANT 1 - BIEN-ETRE | - | | 18 464,00 |
| COMPENSATION CONTRACTUELLE - CCAC | 441 855,34 | 575 163,10 | 575 159,38 |
| SUBVENTION APPRENTIS | - | - | 24 666,56 |
| TOTAL DES SOMMES PERCUES | 1 760 367,66 | 2 291 470,58 | 2 229 538,55 |
| PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | | | 1 003,36 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATION EN CAPITAL | | | 9 892,83 |
| TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION | | | 48 938,31 |
| PRODUITS SUR EXERCICE ANTERIEUR | | | 2 994,04 |
| REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUES | | | 28 000,00 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 1 760 367,66 | 2 291 470,58 | 2 320 367,09 |

| CHARGES D'EXPLOITATION | CONTRAT | Contrat indexé | 2025 |
|---|---|---|---|
| 60 - Achats et variations de stocks | 422 632,34 | 550 140,52 | 682 708,87 |
| 61 - Servives extérieurs | 196 265,85 | 255 479,26 | 288 013,81 |
| 62 - Autres services extérieurs | 96 337,00 | 125 401,87 | 185 672,97 |
| 63 - Impôts et taxes | 31 398,82 | 40 871,84 | 63 606,68 |
| 64 - Charges de personnel | 917 386,56 | 1 194 162,09 | 944 570,34 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 27 190,00 | 35 393,22 | 9 304,41 |
| 66 / 68 - Charges financières, dotations et amortissements | 49 157,08 | 57 601,78 | 90 116,62 |
| TOTAL DES CHARGES BRUTES D'EXPLOITATION | 1 740 367,65 | 2 259 050,57 | 2 263 993,70 |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | 69 157,09 | 90 021,78 | 55 661,47 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 1 740 367,65 | 2 259 050,57 | 2 263 993,70 |
| Résultat brut | 20 000,01 | 32 420,01 | 56 373,39 |

| | |
|---|---|
| CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE | 495,77 € |
| PERTE SUPPORTEE OU BENEFICE TRANSFERE | - 51 988,61 € |
| CHARGE EXCEPTIONNELLE | 58 144,03 € |
| IMPOT SUR LES BENEFICES | 8 201,00 € |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 41 521,20 € |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 6.6 DETAIL DU CALCUL DU COEFFICIENT D'INDEXATION

***Formule d'indexation :***

**K=0,08+0,92 (0,053*En/Eo+ 0,074*(Eln/Elo) + 0,082*(Gn/Go) + 0,51*(Sn/So) + 0,28*(FSD^2 n)/(FSD^2 o))**

| Indice | Intitulé | Libellé | Code | Nouveau code 2024 | Coefficient raccordement | Valeur contractuelle | Exercice 5 Janvier à Décembre 2025 janv-25 | Index |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Eau (E) | Prix à la production de l'industrie et des services aux entreprises | Eau distribuée | 10534778 | 10764299 | 1,0395 | 103,3 | 114,03 *nov-24* | 1,1039 |
| Electricité (El) | Prix à la production de l'industrie et des services aux entreprises | Électricité pour capacité > 36kVA | 10764288 | 10764288 | 1,2426 | 139,6 | 192,603 *nov-24* | 1,3797 |
| Gaz (G) | Prix à la production de l'industrie et des services aux entreprises | Gaz manufacturé | 10764296 | 10764296 | 1,0155 | 82,7 | 228,18 *nov-24* | 2,7592 |
| Salaire (S) | Indice trimestriel du salaire mensuel brut de base de l'ensemble des salariés | Salaire du secteur privé et semi-public | 10562695 | | | 105,1 | 118,9 *T4 2024* | 1,1313 |
| Autres charges (FSD2) | Indice des frais, Services divers | Indice des frais et services divers | Publié par le Moniteur des Travaux Publics | | | 131,5 | 171 *janv-25* | 1,3004 |
| **K** | | | | | | | **1,3017** | |
| **Subvention forfaitaire d'exploitation contractuelle** | | | | | | | **441 855,34 €** | |
| **Subvention forfaitaire d'exploitation actualisée** | | | | | | | **575 159,40 €** | |

**Pour l'eau, la série 010547778 est arrêtée et remplacée par la sérieu 010534778 avec un coefficient de raccordement de 1,0395**

**Pour le gaz, la série 010534775 est arrêtée et remplacée par la série 010764296 avec un coefficient de raccordement de 1,0155**

**Pour l'électricité, la série 010534766 est arrêtée et remplacée par la série 010764288 avec un coefficient de raccordement de 1,2426**

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 6.7 ETAT MONETIQUE DES VENTES

| Ventilation des produits du 01/01/2025 au 31/12/2025 | | |
|---|---|---|
| Site | Produit | Qte |
| PISCINE AQUALIS | 101 Consigne Eco-Cup | 1 |
| PISCINE AQUALIS | A06 Pass Natation Enfant Année EXT | 104 |
| PISCINE AQUALIS | A07 Pass Natation Trimestre EXT | 1 |
| PISCINE AQUALIS | A08 Pass Natation 2ème Enfant EXT | 32 |
| PISCINE AQUALIS | A09 Stage Natation Enfant EXT | 20 |
| PISCINE AQUALIS | A20 Pass Natation Adulte An EXT | 10 |
| PISCINE AQUALIS | A26 Pass Natation Enfant Année RES | 347 |
| PISCINE AQUALIS | A27 Pass Natation Enfant Trim RES | 1 |
| PISCINE AQUALIS | A28 Pass Natation 2ème Enfant RESI | 124 |
| PISCINE AQUALIS | A29 Stage Natation Enfant RESIDENT | 162 |
| PISCINE AQUALIS | A40 Pass Natation Adulte An RES | 57 |
| PISCINE AQUALIS | A43 Pass Natation Adulte Trim RES | 1 |
| PISCINE AQUALIS | A46 Autisme Annuel | 6 |
| PISCINE AQUALIS | A50 1 Activité Aquatique EXT | 486 |
| PISCINE AQUALIS | A51 1 Activité Aquatique RESIDENT | 994 |
| PISCINE AQUALIS | A52 10 Activités EXT | 74 |
| PISCINE AQUALIS | A53 10 Activités RESIDENT | 360 |
| PISCINE AQUALIS | B01 Entrée Piscine+BE EXT | 1904 |
| PISCINE AQUALIS | B02 Entrée Piscine+BE RES | 2111 |
| PISCINE AQUALIS | B05 10 entrées Piscine + Balnéo CC | 90 |
| PISCINE AQUALIS | B06 Entrée Espace Cardio CC | 110 |
| PISCINE AQUALIS | B07 Pass Journée Piscine+BE EXT | 10 |
| PISCINE AQUALIS | B08 Pass Journée Piscine +BE RESID | 6 |
| PISCINE AQUALIS | B09 Entrée Espace Cardio EXT | 20 |
| PISCINE AQUALIS | B10 10 Entrées Espace Cardio CC | 9 |
| PISCINE AQUALIS | B11 10 Entrées Espace Cardio EXT | 2 |
| PISCINE AQUALIS | B12 10 Entrées Piscine+ BE EXT | 11 |
| PISCINE AQUALIS | B13 eBillet Piscine+Bien-etre EXT | 19 |
| PISCINE AQUALIS | B14 eBillet Piscine+Bien-etre RESI | 6 |
| PISCINE AQUALIS | B17 eBillet Cardio EXT | 6 |
| PISCINE AQUALIS | B18 eBillet Cardio RESIDENT | 2 |
| PISCINE AQUALIS | B19 Entrée Balnéo CC | 243 |
| PISCINE AQUALIS | B21 Entrée Balnéo EXT | 184 |
| PISCINE AQUALIS | C00 Location Scolaire SECONDAIRE | 192 |
| PISCINE AQUALIS | C01 Création Scolaire | 3 |
| PISCINE AQUALIS | C02 Création Club/Assoc | 3 |
| PISCINE AQUALIS | C03 CLSH/ALSH PUBLIC | 97 |
| PISCINE AQUALIS | C04 Location Scolaire PRIMAIRE | 840 |
| PISCINE AQUALIS | C08 Ligne d'eau Triathlon | 516 |
| PISCINE AQUALIS | C10 Freq Club | 1 |
| PISCINE AQUALIS | C13 Tarif Groupe CC | 241 |
| PISCINE AQUALIS | C14 Tarif groupe HCC | 628 |
| PISCINE AQUALIS | C15 LIGNE D'EAU TRIATHLON 30 MIN | 84 |
| PISCINE AQUALIS | C17 Team Wellness | 30 |
| PISCINE AQUALIS | C18 Intervention MNS supplémentair | 8 |
| PISCINE AQUALIS | C23 CLSH/ALSH RESIDENT | 59 |
| PISCINE AQUALIS | CE1 CE Carnet 50 Entrées EXT | 21 |
| PISCINE AQUALIS | CE2 CE Carnet 50 Entrées RESIDENT | 29 |
| PISCINE AQUALIS | D34 Pass Saison Enfant RESIDENT | 38 |
| PISCINE AQUALIS | D35 Pass Saison Adulte RESIDENT | 135 |
| PISCINE AQUALIS | D36 Pass Saison Piscine + BE RES | 30 |
| PISCINE AQUALIS | E01 Renouvellement Bracelet | 25 |
| PISCINE AQUALIS | E04 Mai / vélo | 3 |
| PISCINE AQUALIS | E05 Octobre Rose | 26 |
| PISCINE AQUALIS | E15 FlowPulse | 75 |
| PISCINE AQUALIS | E16 O'CINE RES | 119 |
| PISCINE AQUALIS | E17 O'CINE EXT | 36 |
| PISCINE AQUALIS | EX1 Excédent Chèque Vacances | 45 |
| PISCINE AQUALIS | F30 Freq | 2 |
| PISCINE AQUALIS | I01 Impayé | 4 |
| PISCINE AQUALIS | I02 Frais d'impayé | 77 |
| PISCINE AQUALIS | M01 Piscine Illimitée 1er Mois EXT | 94 |
| PISCINE AQUALIS | M02 Piscine Illimitée EXT | 3160 |
| PISCINE AQUALIS | M03 Piscine Illimitée 1er Mois RES | 156 |
| PISCINE AQUALIS | M04 Piscine Illimitée RESIDENT | 5654 |
| PISCINE AQUALIS | M05 Activités Illimitées 1er M EXT | 18 |
| PISCINE AQUALIS | M06 Activités Illimitées EXT | 1772 |
| PISCINE AQUALIS | M07 Activités Illimitées 1erMois R | 84 |
| PISCINE AQUALIS | M08 Activités Illimitées RESIDENT | 6068 |
| PISCINE AQUALIS | M09 Cardio Illimité 1er Mois EXT | 7 |
| PISCINE AQUALIS | M10 Cardio Illimité EXT | 323 |
| PISCINE AQUALIS | M11 Cardio Illimité 1er Mois RESID | 74 |
| PISCINE AQUALIS | M12 Cardio Illimité RESIDENT | 2674 |
| PISCINE AQUALIS | M13 Option BE Humide 1er Mois EXT | 26 |
| PISCINE AQUALIS | M14 Option Bien-etre Humide EXT | 893 |
| PISCINE AQUALIS | M15 Option BE Humide 1er Mois RES | 42 |
| PISCINE AQUALIS | M16 Option Bien-etre Humide RESIDE | 2183 |
| PISCINE AQUALIS | M17 Frais de dossier | 617 |
| PISCINE AQUALIS | M18 Piscine Illimitée 1/2 Mois EXT | 39 |
| PISCINE AQUALIS | M19 Piscine Illimitée 1/2 Mois RES | 75 |
| PISCINE AQUALIS | M20 Activités Illim 1/2 Mois EXT | 24 |
| PISCINE AQUALIS | M21 Activités Illim 1/2 Mois RES | 39 |
| PISCINE AQUALIS | M22 Cardio Illimités 1/2 Mois EXT | 9 |
| PISCINE AQUALIS | M23 Cardio Illimités 1/2 Mois RESI | 51 |
| PISCINE AQUALIS | M24 Option Bien-Etre 1/2 Mois EXT | 13 |
| PISCINE AQUALIS | M25 Option Bien-Etre 1/2 Mois RESI | 20 |
| PISCINE AQUALIS | P01 Entrée -3 ans EXT | 1616 |
| PISCINE AQUALIS | P02 Entrée -16 ans EXT | 8622 |
| PISCINE AQUALIS | P03 Entrée Adulte EXT | 16022 |
| PISCINE AQUALIS | P04 10 Entrées Enfant 1-16 ans EXT | 39 |
| PISCINE AQUALIS | P05 10 Entrées Adulte EXT | 198 |
| PISCINE AQUALIS | P11 Anniversaire EXT | 132 |
| PISCINE AQUALIS | P13 Carte 10H EXT | 105 |
| PISCINE AQUALIS | P16 Carte Famille EXT | 162 |
| PISCINE AQUALIS | P17 eBillet Adulte EXT | 268 |
| PISCINE AQUALIS | P18 eBillet Enfant EXT | 64 |
| PISCINE AQUALIS | P20 Pass Journée -16 ans EXT | 108 |
| PISCINE AQUALIS | P21 Pass Journée Adulte EXT | 220 |
| PISCINE AQUALIS | P25 Entrée Cours Part Adulte RESID | 112 |
| PISCINE AQUALIS | P26 Entrée Cours Part Enfant RESID | 330 |
| PISCINE AQUALIS | P27 Entrée Cours Part Adulte EXT | 21 |
| PISCINE AQUALIS | P28 Entrée Cours Part Enfant EXT | 52 |
| PISCINE AQUALIS | P31 Entrée -3 ans RESIDENT | 887 |
| PISCINE AQUALIS | P32 Entrée -16 ans RESIDENT | 9270 |
| PISCINE AQUALIS | P33 Entrée Adulte RESIDENT | 14364 |
| PISCINE AQUALIS | P34 10 Entrées -16 ans RESIDENT | 219 |
| PISCINE AQUALIS | P35 10 Entrées Adulte RESIDENT | 1112 |
| PISCINE AQUALIS | P41 Anniversaire RESIDENT | 305 |
| PISCINE AQUALIS | P43 Carte 10H RESIDENT | 558 |
| PISCINE AQUALIS | P44 eBillet Enfant RESIDENT | 75 |
| PISCINE AQUALIS | P45 eBillet Adulte RESIDENT | 91 |
| PISCINE AQUALIS | P46 Carte Famille RESIDENT | 88 |
| PISCINE AQUALIS | P50 Pass Journée -16 ans RESIDENT | 24 |
| PISCINE AQUALIS | P51 Pass Journée Adulte RESIDENT | 31 |
| PISCINE AQUALIS | R01 Rejet Piscine RESIDENT | 25 |
| PISCINE AQUALIS | R02 Rejet Activités RESIDENT | 22 |
| PISCINE AQUALIS | R03 Rejet Cardio RESIDENT | 21 |
| PISCINE AQUALIS | R04 Rejet Option Bien-etre RESIDEN | 23 |
| PISCINE AQUALIS | R05 Rejet Piscine EXTERIEUR | 31 |
| PISCINE AQUALIS | R06 Rejet Activités EXTERIEUR | 10 |
| PISCINE AQUALIS | R07 Rejet Cardio EXTERIEUR | 2 |
| PISCINE AQUALIS | R08 Rejet Option Bien-etre EXTERIE | 27 |
| PISCINE AQUALIS | S12 1 Activité Fitness RESIDENT | 79 |
| PISCINE AQUALIS | S13 1 Activité Fitness EXT | 24 |
| PISCINE AQUALIS | T01 Caution Bracelet | 1581 |
| PISCINE AQUALIS | T02 Rendu Caution Bracelet | 505 |
| PISCINE AQUALIS | T03 Jeton casier | 1010 |
| PISCINE AQUALIS | Z01 Personnel | 112 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



## 6.8 TABLEAU DES IMMOBILISATIONS, AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Le tableau des immobilisations, amortissements et dépréciations est disponible en annexe 06.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



# 7 COMPTE RENDU SOCIAUX DE LA SOCIETE DEDIEE

Les liasses sont communiquées **en annexe 07.**

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_100-DE



# 8 ANNEXES

Annexe 01 => Rapport CRAM

Annexe 02 => Rapports de visite des organismes de contrôles

Annexe 03 => Inventaires exhaustifs des biens

Annexe 04 => Rapports ARS

Annexe 05 => Factures des fluides

Annexe 06 => Tableau des immobilisations, amortissements et dépréciations

Annexe 07 => Liasse fiscale

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : Thomas IRACABAL, Patrice MARCHAND, Christine COCHINARD.

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE.

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *31* | *7* | *38* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

**DELIBERATION N°2026 / 101**

***ADMINISTRATION GENERALE***

# ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu les articles L 2121-8 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'installation du conseil communautaire en date du 7 avril 2026,

Vu le projet de règlement intérieur joint à la présente délibération,

**Considérant ce que suit :**

Le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que les conseils communautaires des EPCI comptant au moins une commune de plus de 1 000 habitants doivent adopter un règlement intérieur, et ce dans un délai de 6 mois suivant leur installation.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil communautaire qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires qui régissent déjà le fonctionnement de l'assemblée délibérante.

Pour l'Aire Cantilienne, le règlement intérieur du conseil représente le document de référence visant à assurer un bon déroulement des conseils communautaires, en précisant les modalités et les détails de ce fonctionnement. Il sert aussi à définir le mode d'organisation des commissions et groupes de travail de la communauté de communes.

Outre les dispositions citées ci-dessus, le règlement intérieur du conseil fixe de droit les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L 2121-12 du CGCT, ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Le règlement intérieur du conseil communautaire est approuvé par délibération et est établi pour la durée du mandat. Il peut faire ultérieurement l'objet d'amendements soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** le règlement intérieur de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne tel qu'annexé à la présente délibération,

- **AUTORISE** le Président à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

# COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'AIRE CANTILIENNE

## *REGLEMENT INTERIEUR*

*Adopté par délibération n°XXX du conseil communautaire en date du XXX*

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

## CHAPITRE 1 : ORGANISATION DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**Article 1 : Périodicité des séances**

Le conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre (article L. 5211-11 du code général des collectivités territoriales).

Le président peut réunir le conseil chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de convoquer le conseil dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil communautaire en exercice. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut en abréger le délai.

**Article 2 : Convocations**

Toute convocation est faite par le président (article L. 2121-10 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

Cinq jours francs au moins avant la tenue de la réunion, la convocation est adressée aux conseillers communautaires. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers communautaires en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être abrégé par le président, sans toutefois pouvoir être inférieur à un jour franc. Dans ce cas, le président en rend compte dès l'ouverture du conseil communautaire, lequel se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider de renvoyer en tout ou partie l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour à une séance ultérieure.

La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour et précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Le conseil communautaire de l'Aire Cantilienne se réunit dans toutes salles du territoire présentant une capacité d'accueil suffisante aux élus et public.

Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est accompagnée d'une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération.

**Article 3 : Ordre du jour**

Le président fixe l'ordre du jour des séances du conseil communautaire.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Le président peut soumettre au conseil communautaire des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale et ne donnent pas lieu à délibération.

**Article 4 : Accès aux dossiers**

Tout membre du conseil communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la communauté qui font l'objet d'une délibération (article L. 2121-13 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

Durant les 5 jours précédant la séance, les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers au siège de la communauté aux jours et heures ouvrables.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ainsi que l'ensemble des pièces peut être consulté dans les mêmes conditions (article L. 2121-12 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

**Article 5 : Questions orales, questions écrites et amendements**

Questions orales :

Les conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la communauté (article L. 2121-19 du CGCT sur renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance du conseil.

Ces questions devront être transmises au président (par l'intermédiaire du secrétariat de la CCAC) au plus tard 48 heures avant la séance afin de lui permettre de bénéficier du temps nécessaire pour y répondre.

La durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 30 minutes au total.

Le président ou le vice-président compétent y répond directement.

Ces questions ne donnent pas lieu à débat, sauf volonté expresse du président de séance.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifie, le président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil communautaire spécialement organisée à cet effet.

Questions écrites :

Chaque membre du conseil communautaire peut adresser au président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la communauté ou l'action communautaire.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

## CHAPITRE 2 : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**Article 6 : Présidence**

Le conseil communautaire est présidé par le président de la communauté et, à défaut, par son remplaçant (article L. 2121-14 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

Dans les séances où le compte administratif du président est débattu, le conseil communautaire élit son président. Dans ce cas, le président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

Le président a seul la police des séances du conseil communautaire. Il vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre la réunion, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le ou les secrétaires les preuves des votes, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture de la réunion.

**Article 7 : Quorum**

Le conseil communautaire ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente (article L. 2121-17 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

Les pouvoirs donnés par les membres absents à leurs collègues n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, le conseil communautaire est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être constaté à chaque délibération.

**Article 8 : Suppléance - pouvoir**

En d'absence, un membre empêché peut donner à un autre membre de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom *(ndlr : cas pour les communes ayant plus d'1 délégué).*

Pour les communes ne disposant que d'un seul siège, le conseiller communautaire titulaire peut être suppléé par le délégué suppléant de la commune. En l'absence ou empêchement de celui-ci, le titulaire peut donner pouvoir à un autre membre de son choix.

Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Celui-ci est toujours révocable, sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Le pouvoir doit être daté, signé et remis au président en début de séance. Le pouvoir peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe le conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

**Article 9 : Secrétariat de séance**

Au début de chaque séance, le conseil nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire (article L. 2121-15 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

Le président peut adjoindre à ce ou ces secrétaire(s) un ou plusieurs auxiliaire(s) pris en dehors de l'assemblée. Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

Le secrétaire de séance contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

**Article 10 : Accès et tenue du public**

Les séances du conseil communautaire sont publiques (article L. 2121-18 du CGCT sur renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

L'accès au public est autorisé dans la limite des places disponibles et dans le respect des règles de sécurité et sanitaires, le cas échéant.

Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites. Toute personne qui trouble le bon déroulement de la séance peut être expulsée de l'auditoire par le président. Les téléphones portables devront être paramétrés en mode silencieux ou tout autre mode permettant d'assurer la sérénité de la séance.

**Article 11 : Séance à huis clos**

Sur demande de cinq membres ou du président de la communauté, le conseil communautaire peut décider, sans débat, à la majorité absolue des suffrages exprimés, de se réunir à huit clos (article L. 2121-18 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

**Article 12 : Enregistrement des débats**

Sans préjudice des pouvoirs que le président tient de l'article L. 2121-16, les séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Les séances sont enregistrées sur des bandes sonores par les services de la CCAC et peuvent être consultées par tout membre de l'assemblée délibérante, après en avoir fait la demande auprès du Président.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

## CHAPITRE 3 : ORGANISATION DES DEBATS

**Article 13 : Déroulement de la séance**

A l'ouverture de la séance, le président constate le quorum, proclame la validité de la séance, cite les pouvoirs reçus et fait désigner un secrétaire de séance.

Ensuite, les affaires inscrites à l'ordre du jour sont soumises au conseil communautaire.

Le président de la communauté peut demander préalablement au président de la commission intercommunale concernée un compte rendu de l'avis exprimé par cette commission sur l'affaire en question.

Le président accorde la parole en cas de réclamation d'un conseiller sur l'affaire qui est soumise au conseil.

Le président peut également retirer la parole au membre du conseil communautaire qui trouble le bon déroulement de la séance.

Il appartient au président de mettre fin aux débats.

**Article 14 : Suspension de séance**

La suspension de séance est décidée à tout moment par le président de séance.

Le président peut mettre aux voix toute demande de suspension de séance formulée par au moins 14 conseillers communautaires.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

**Article 15 : Modalités de vote**

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés (article L. 2121-20 du CGCT par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code).

Le conseil communautaire vote selon deux modalités :

- au scrutin public à main levée ;
- au scrutin secret si
    - un tiers des membres présents le réclame
    - s'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation, sauf souhait unanime du conseil de procéder au scrutin public
    - si une disposition législative ou réglementaire le prévoit expressément.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et à condition que le scrutin ne soit pas secret, la voix du président est prépondérante.

Le vote du compte administratif (article L. 1612-12 du CGCT) présenté annuellement par le président doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

Il est rappelé que, conformément au 3e alinéa de la Charte de l'élu local[1], codifiée [illegible], il appartient à l'élu placé en situation de conflit d'intérêts de ne pas prendre part au vote de la délibération en cause et de s'abstenir d'intervenir dans les travaux préparatoires.

**Article 16 : Débat d'orientation budgétaire**

Un débat d'orientation budgétaire a lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet.

Il ne donne pas lieu à un vote. Il est acté par une délibération spécifique.

La convocation à la séance au cours de laquelle il sera procédé au débat d'orientation budgétaire est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

**Article 17 : Procès-verbaux – Liste des délibérations examinées**

Procès-verbaux :

Les séances du conseil communautaire donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal faisant apparaître, notamment, les débats ayant précédé le vote de l'assemblée et les éléments d'informations nécessaires quant aux décisions prises par le conseil, conformément à l'article L 2121-15 du CGCT.

Au début de chaque séance, le président soumet à l'approbation de l'assemblée le procès-verbal de la séance précédente dans la mesure où il a pu être établi et adressé à l'ensemble des conseillers.

Toute correction portée au procès-verbal d'une séance est mentionnée dans le procès-verbal de la séance suivante au cours de laquelle la rectification a été demandée.

Le procès-verbal peut être consulté à tout moment par les membres du conseil.

La liste des délibérations examinées :

La liste des délibérations examinée par le conseil au cours d'une séance est affichée dans un délai d'une semaine au siège de la communauté, et mis en ligne sur son site internet.

Elle comprend, a minima, la date de la séance, le numéro des délibérations examinées par le conseil, et la mention de l'objet de chacune d'entre elles, approuvée ou refusée par le conseil.

[1] « *L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.* »

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

## CHAPITRE 4 : MODALITES D'ORGANISATION ET DE TENUE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SOUS FORME DE VISIOCONFERENCE

**Article 18 : Initiative, convocation et publicité**

Sans contrevenir aux dispositions du présent règlement, et en vertu de l'article L 5211-11-1 du CGCT, le Conseil communautaire peut se tenir, sur décision du Président, par visioconférence :

- entièrement,
- ou partiellement, sous forme « mixte », c'est-à-dire à la fois en visio-conférence et en présentiel, le cas échéant, en un ou plusieurs lieux.

Si le mode de la visioconférence est retenue par le Président, il en fait expressément mention dans la convocation adressée aux conseillers, indiquant, suivant le cas de figure envisagé, le(s) lieu(x) de réunion prévu(s) par la Communauté de communes pouvant permettant d'assister à la séance en présentiel, le lien et la procédure de connexion.

Lorsque plusieurs lieux sont prévus à l'initiative de la Communauté de communes pour la tenue de la séance en visioconférence, chacun d'entre eux doit être accessible au public.

Les conseillers peuvent participer à la réunion en visioconférence depuis tout lieu (y compris leur domicile), dès lors que le principe de neutralité est respecté.

L'organisation sous forme de visioconférence est portée à la connaissance du public suivant les formes de publicité de droit commun (affichage, publication sur le site internet de la communauté, notamment).

Dès lors que la réunion a lieu totalement ou partiellement en visioconférence, elle est diffusée en direct par Internet à l'attention du public.

**Article 19 : Dispositions particulières**

- Modalités d'identification des participants :

Il est fait usage de l'application *Microsoft Teams*, utilisable sur PC, Mac, tablette et smartphone, qui permet la tenue de réunions par visioconférence. Les modalités d'accès à la salle de réunion virtuelle seront adressées aux conseillers en amont de la réunion.

En début de réunion, le Président de séance procède à l'appel nominal des participants. Par ailleurs, chaque élu, qui a rejoint la séance en visioconférence, est identifié par l'affichage de son image et/ou par ses nom et prénom lors de la prise de parole qui lui aura été accordée par le Président préalablement.

- Appui d'agents auxiliaires de la CCAC

Les agents de la CCAC participant à la séance s'assurent du fonctionnement technique du système de visioconférence, de recenser les entrées et sorties ainsi que les pouvoirs éventuels, ou accomplir toute autre mission qui semblerait utile au bon déroulement de la séance.

- Quorum

Les dispositions du présent règlement relatives au quorum s'appliquent. En cas de réunion « mixte », seront décomptés les élus en présentiel et ceux en visioconférence, et mentionnés distinctement dans les actes résultant de la séance (Délibérations, procès-verbal, notamment).

- Elus « intéressés » à l'affaire »

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

En application de l'article L 1111-6 du CGCT, en cas d'élu « intéressé à l'affair[illegible] et afin de veiller ce à ce que l'élu concerné ne puisse influer sur le sens des débats ni sur le vote, il sera place dans l'impossibilité de participer (couper le son) soit par son initiative, soit par les agents de la CCAC auxiliaire de la séance.

- Dysfonctionnement technique

En cas de dysfonctionnement technique, suffisamment caractérisé et durable, qui empêcherait objectivement certains élus de participer pleinement à la réunion, le Président peut suspendre la séance le temps que la défaillance soit résolue, voire la reporter dans l'hypothèse d'une anomalie durable.

**Article 20 : Modalités d'enregistrement et de conservation des débats**

L'enregistrement des débats s'effectue par l'application *Microsoft Teams* dès que la réunion débute. L'enregistrement est ensuite conservé sur les moyens de stockage dématérialisé de la CCAC.

**Article 21 : Modalités de scrutin**

Les votes ont lieu au scrutin public, les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Le Président proclame le résultat du vote, qui est reproduit au procès-verbal avec le nom des votants.

En cas d'adoption d'une demande de vote secret, le Président, conformément à l'article L 5211-11-1 du CGCT, reporte ce point de l'ordre du jour à une séance ultérieure qui ne peut se tenir par voie dématérialisée. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Le Président proclame le résultat du vote, qui est reproduit au procès-verbal avec le nom des votants.

**Article 22 : Dispositions communes**

Conformément à l'article L 5211-11-1 du CGCT, la réunion du conseil ne peut se tenir en plusieurs lieux par visioconférence pour l'élection du président et du bureau, pour l'adoption du budget primitif, ni pour l'élection des délégués aux établissements publics de coopération intercommunale, ni pour l'application de l'article L. 2121-33 du CGCT.

Le conseil se réunit en un seul et même lieu au moins une fois par semestre.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

## CHAPITRE 5 : ORGANISATION DES COMMISSIONS INTERCOMMUNALES

**Article 23 : Création**

Les commissions intercommunales sont créées par délibération du conseil communautaire au regard des compétences exercées par la communauté.

En vertu des délibération n°2026-36 en date du 30 avril 2026 et n°2026-69 en date du 3 juin 2026, le conseil communautaire a décidé de créer les commissions consultatives thématiques intercommunales permanentes :

- La commission *Mobilités,*
- La commission *Travaux, Eau, Assainissement*
- La commission *Finances, Aménagement du territoire, Ressources humaines*
- La commission *Petite enfance*
- La commission *Sécurité, Mutualisation, Gens du voyage*
- La commission *Environnement, Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)*
- La commission *Développement économique, Piscine Aqualis*
- La commission *Tourisme et culture*
- La commission *Achats.*

S'y ajoutent les commissions obligatoires suivantes :

- La commission d'appel d'offres,
- La commission de délégation de service public,
- La commission consultative pour l'Accessibilité.

Le conseil communautaire peut décider de créer des commissions intercommunales temporaires afin d'examiner des affaires spécifiques.

**Article 24 : Rôle**

Ces commissions sont chargées d'étudier les dossiers de leur compétence et préparer les délibérations et décisions qui seront soumises au conseil communautaire.

Elles n'ont aucun pouvoir de décision. Elles émettent de simples avis ou formulent des propositions.

**Article 25 : Composition**

Chaque commission thématique intercommunale consultative, hormis la commission des Achats, comprend 22 membres avec droit de vote, soit 2 membres par commune, dont 1 au moins est délégué communautaire, le second pouvant être un conseiller municipal.

La composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

Conformément à l'article L 5211-40-1 du CGCT, en cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Il dispose alors d'une voix consultative et sans pouvoir de vote.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

**Article 26 : Fonctionnement**

Le Président de la CCAC préside de droit les commissions thématiques.

Toutefois, lors de la première réunion de chaque commission thématique, il est procédé à la désignation d'un vice-président afin que ce dernier puisse convoquer les membres de la commission et présider la réunion en cas d'absence ou d'empêchement du président.

Chaque commission se réunit lorsque le président le juge utile. Toutefois, il doit réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation est adressée, dans la mesure du possible, au moins 15 jours avant la tenue de la réunion par voie dématérialisée à l'adresse électronique de leur choix. Elle précise l'ordre du jour.

Les éventuels documents supports de la réunion sont adressés aux membres idéalement une semaine avant la réunion.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

Les réunions en présentiel sont privilégiées ; cependant, la participation des membres sous forme de visio-conférence est systématiquement rendue possible (sauf opposition du Président de commission). Dans ce cadre, le système utilisé est *Microsoft Teams***.**

Les commissions statuent à la majorité des membres présents, sans conditions de quorum.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil.

**Article 27 : Commission d'appel d'offres**

Conformément aux articles L 1411-5 et L 1414-2 du Code général des collectivités territoriales, la Commission d'appel d'offres est composée :

- Du Président de la CCAC ou de son représentant,
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants, élus par l'assemblée délibérante au scrutin proportionnel au plus fort reste.

Son fonctionnement et ses compétences s'exercent tels qu'ils sont déterminés par le Code général des collectivités territoriales et le Code de la commande publique.

**Article 28 : Commission de Délégation de Service Public**

Conformément aux articles L 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, la Commission de délégation de service public est composée :

- Du Président de la CCAC ou de son représentant,
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants, élus par l'assemblée délibérante au scrutin proportionnel au plus fort reste.

Lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission.

Le fonctionnement et les compétences de la Commission de délégation de service public s'exercent tels qu'ils sont déterminés par le Code général des collectivités territoriales.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

**Article 29 : Commission « Achats »**

En sus des commissions d'appel d'offres et de délégation de service public, il est institué une Commission consultative en charge des achats, chargée d'étudier les procédures d'achats de la CCAC et de préparer l'attribution des marchés ou accords-cadres qui ne relèveraient pas des procédures formalisées et, par conséquent, de la compétence de la Commission d'appel d'offres.

Cette commission Achats comprend 10 membres (5 titulaires et 5 suppléants) désignés par le conseil communautaire parmi ses membres titulaires.

Le fonctionnement de cette commission est fixé par une délibération du conseil communautaire.

**Article 30 : Commission plénière**

Le Président peut provoquer autant que nécessaire, l'organisation d'une « commission plénière », composée de l'ensemble des conseillers communautaires.

Sa séance n'est pas publique.

Elle a pour objet de prendre connaissance et d'émettre des avis sur des enjeux stratégiques de la Communauté de Communes. Elle ne dispose d'aucun pouvoir délibératif.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

## CHAPITRE 5 : FONCTIONNEMENT DU BUREAU

**Article 31 : Composition**

Le bureau de la communauté est composé du président, des vice-présidents et éventuellement d'autres membres du bureau (article L. 5211-10 du CGCT). La composition est définie par délibération du conseil communautaire.

Par délibération n°2026-31 en date du 7 avril 2026, le conseil communautaire a fixé la composition du bureau comme suit :

- le président ;
- les vice-présidents ;
- les maires des communes membres qui sont conseillers communautaires, sans exercer un mandat de Vice-président,
- les conseillers communautaires ayant reçu délégation du Président par voie d'arrêté.

Les maires qui ne seraient pas conseillers communautaires, peuvent être invités à participer aux réunions du Bureau, à titre purement consultatif et sans voix délibérative.

**Article 32 : Attributions**

Le bureau peut recevoir délégations d'une partie des attributions du conseil communautaire (article L. 5211-10 du CGCT). Ces délégations sont fixées par délibération du conseil communautaire.

En sus de ces attributions qui lui sont déléguées par le conseil communautaire, le bureau peut être amené à se réunir pour examiner, à titre consultatif et sans délibération, les projets de rapports qui seront soumis à l'approbation du conseil communautaire.

**Article 33 : Organisation des réunions**

Le bureau se réunit chaque fois que le président le juge utile.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour de la réunion, est faite par le président, et respecte le cas échéant les délais légaux de convocation.

**Article 34 : Tenue des réunions**

Les réunions du bureau ne sont pas publiques.

Le président assure la présidence du bureau. Il ouvre et clôture les réunions.

Le bureau ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres assiste à la réunion.

Toute réunion du bureau fait l'objet d'un compte-rendu.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

## CHAPITRE 6 : OPPOSITION ET DROITS D'EXPRESSION

**Article 36 : Opposition**

Les conseillers communautaires peuvent se constituer en groupe d'élus.

Les conseillers ne sont pas tenus d'appartenir à un groupe et ils jouissent tous de la faculté de librement décider de leur appartenance à un groupe d'opposition ou de s'opposer individuellement à la politique menée par la collectivité.

**Article 37 : Expression**

Un espace est réservé à l'expression des conseillers dès lors que la communauté diffuse un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion communautaire (article L. 2121-27-1 du CGCT). Ils transmettent leur demande d'insertion aux services communautaires à l'adresse : communication@ccac.fr.

**Article 38 : Mise à disposition d'un local**

Les conseillers communautaires n'appartenant pas à la majorité peuvent, à leur demande, disposer du prêt d'un local administratif permanent, sans frais (article L 2121-27 et D 2121-12 du CGCT).

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_101-DE

## CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS FINALES

**Article 39 : Modification**

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications par délibération du conseil communautaire.

**Article 40 : Application du règlement**

Le présent règlement est adopté par le conseil communautaire en date du XXXX.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_102-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : Thomas IRACABAL, Patrice MARCHAND, Christine COCHINARD.

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE.

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *31* | *7* | *38* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_102-DE

**DELIBERATION N°2026 / 102**

***ADMINISTRATION GENERALE***

# DEBAT SUR L'OPPORTUNITE D'ELABORATION D'UN PACTE DE GOUVERNANCE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AIRE CANTILIENNE

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu l'article L 5211-11-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'installation du conseil communautaire en date du 7 avril 2026,

Vu le projet de pacte de gouvernance de l'Aire Cantilienne annexé à la présente délibération,

**Considérant ce qui suit :**

Après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Si l'organe délibérant décide de l'élaboration du pacte de gouvernance, il l'adopte dans un délai de neuf mois à compter du renouvellement général, après avis des conseils municipaux des communes membres, rendu dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte.

Un projet de pacte de gouvernance pour le mandat 2026-32 a a été proposé par le Président, d'abord aux maires des communes de l'Aire Cantilienne, puis à l'ensemble des Conseillers communautaires lors de l'envoi de la convocation à la présente séance.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes membres et la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

- **APPROUVE** le projet de pacte de gouvernance tel qu'annexé à la présente délibération,

- **AUTORISE** le Président à prendre les dispositions nécessaires prévues au Code général des collectivités territoriales pour l'adoption de ce pacte de gouvernance, et à prendre toute mesure pour l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_102-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_102-DE

# PACTE DE GOUVERNANCE

## Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne

*Mandat 2026-2032*

---

## Préambule

La présente charte s'inscrit dans l'esprit de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, codifiée à l'article L. 5211-11-2 du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT). La Communauté de communes de l'Aire Cantilienne permet aux communes qui la composent de mettre en commun des moyens, des compétences et des projets, au service d'un même territoire. La présente charte en fixe les grandes orientations : elle exprime la manière dont la Communauté de communes entend exercer ses compétences et construire, avec chacune des communes-membres, une relation de confiance, d'équité et de coopération loyale.

Cette charte ne se substitue ni aux statuts, ni au règlement intérieur, ni aux documents de projet (projet de territoire, pactes financiers et fiscaux, schémas de mutualisation) qui peuvent en décliner la mise en œuvre. Elle en constitue le socle de valeurs et de méthode, partagé par l'ensemble des élus communautaires.

Elle est adoptée par le Conseil communautaire après avis du Bureau communautaire et des conseils municipaux communes membres dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales, et peut être révisée dans les mêmes conditions, à l'initiative du Président, d'un ou plusieurs Vice-présidents, ou d'une majorité des communes-membres.

## I. Une intercommunalité au service des communes

**Art. 1 —** L'intercommunalité est un outil au service des communes-membres, et non un échelon de décision qui s'y superposerait. Elle tire sa légitimité de la capacité des communes à agir ensemble, mieux et plus efficacement, là où l'échelon communal seul ne suffit pas.

**Art. 2 —** Chaque commune conserve son autonomie et la maîtrise des choix concernant son territoire et sa population. En dehors des compétences transférées, le maire demeure le seul interlocuteur et le seul décideur sur sa commune.

**Art. 3 —** L'action communautaire s'appuie sur le principe de subsidiarité : la Communauté de communes n'intervient que dans les domaines où l'échelle intercommunale apporte une réelle valeur ajoutée, et respecte le rythme et les priorités propres à chaque commune.

## II. Une gouvernance collégiale, équitable et transparente

**Art. 4 —** Les décisions communautaires sont préparées et débattues dans un esprit de collégialité, d'écoute et de respect des sensibilités de chaque commune, indépendamment de sa taille ou de son poids démographique.

**Art. 5 —** Chaque commune bénéficie d'un traitement équitable dans l'accès aux services, aux investissements et aux instances de la Communauté de communes.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_102-DE

**Art. 6 —** La Communauté de communes s'engage à une information large et régulière des conseils municipaux et de leurs élus, au-delà des seuls conseillers communautaires, sur les affaires communautaires qui les concernent.

**Art. 7 —** Tout transfert de compétences, volontaire ou résultant d'une obligation législative, ou de charges fait l'objet d'une concertation préalable avec les communes concernées et d'un accord politique et financier trouvé avant son examen par les instances compétentes.

**Art. 8 —** Le Président et les Vice-présidents restent à la disposition des communes et peuvent, à la demande d'un maire, être entendus par son conseil municipal.

## III. Une organisation au service de l'efficacité

**Art. 9 —** Le Conseil communautaire, le Bureau et les commissions thématiques constituent les instances de préparation et de décision de la Communauté de communes ; leur composition et leurs modalités de fonctionnement sont précisées par le règlement intérieur.

**Art. 10 —** La Communauté de communes modernise ses méthodes de travail — réunions à distance lorsque cela est utile, calendrier annuel partagé, suivi et évaluation des actions engagées — pour gagner en réactivité sans nuire à la qualité du dialogue avec les communes.

**Art. 11 —** La mutualisation des moyens entre la Communauté de communes et les communes-membres est encouragée chaque fois qu'elle apporte une valeur ajoutée réelle et partagée, sans être une fin en soi.

## IV. Un territoire à préserver et à valoriser

**Art. 12 —** La Communauté de communes affirme la stabilité et la cohérence de son périmètre actuel, fondées sur une histoire, des mobilités et des enjeux communs, et s'oppose à toute évolution qui ne serait pas décidée par les communes elles-mêmes.

**Art. 13 —** Elle veille à préserver la maîtrise locale de l'urbanisme et de l'aménagement, en s'appuyant sur les outils existants les mieux adaptés au territoire.

**Art. 14 —** Elle veille à la préservation de l'identité du territoire, de son patrimoine naturel et bâti, ainsi que des activités qui la caractérisent, au premier rang desquelles le monde du cheval et les activités hippiques, composante essentielle de l'identité et de l'économie de l'Aire Cantilienne.

**Art. 15 —** Elle contribue au rayonnement du territoire en soutenant l'organisation d'événements culturels et sportifs d'envergure, en accompagnant le développement des entreprises et acteurs économiques locaux, et notamment la Clinique des Jockeys dont elle est propriétaire des murs et en valorisant les atouts touristiques et patrimoniaux de l'Aire Cantilienne.

## V. Des services publics de qualité au service de la population

**Art. 16 —** La Communauté de communes assure, dans l'intérêt de la population, des services publics de qualité et de proximité, notamment en matière d'eau potable, d'assainissement, de collecte et de traitement des déchets, de protection de l'environnement, de mobilité au sens

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_102-DE

large du terme (transport collectif, voies cyclables…), de petite enfance, de gestion de l’accueil des gens du voyage et des équipements aquatiques dans le cadre des compétences qu’elles exercent. Elle veille à l'adaptation constante de ces services aux besoins des habitants et à la maîtrise de leur coût pour les usagers.

## VI. Une gestion financière rigoureuse et responsable

**Art. 17 —** Les projets communautaires sont adaptés aux moyens de la Communauté de communes, et non l'inverse. La Communauté de communes recherche en priorité l'optimisation des dépenses et les financements externes disponibles avant tout recours à la fiscalité.

**Art. 18 —** La Communauté de communes veille à la maîtrise de la pression fiscale pesant sur les ménages et les entreprises du territoire.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_103-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : Thomas IRACABAL, Patrice MARCHAND, Christine COCHINARD.

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE.

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *31* | *7* | *38* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_103-DE

**DELIBERATION N°2026 / 103**

***ADMINISTRATION GENERALE***

# DEMANDE D'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX VALLEES (CC2V) AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL DE L'OISE (SMDO)

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 5211-18,

Vu la délibération du 22 juin 2026, par laquelle le Conseil communautaire de la Communauté de communes des Deux Vallées (CC2V) a exprimé sa volonté d'adhérer au Syndicat Mixte du Département de l'Oise (SMDO),

Vu la délibération du Comité syndical du SMDO en date du 1er juillet 2026, approuvant la demande d'adhésion de la CCVT,

Vu la convention entre le SMDO et la CC2V annexée à la présente délibération,

**Considérant ce qui suit :**

La Communauté de communes des Deux Vallées a sollicité le SMDO pour une adhésion au syndicat, concernant la compétence Déchetteries.

Dans ce cadre, l'Aire Cantilienne, en qualité de membre du SMDO, est appelée à se prononcer quant à l'adhésion de la CC des Deux Vallées au syndicat. A défaut de délibération rendue dans un délai de 3 mois, la décision est réputée favorable.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** l'adhésion de la Communauté de communes des Deux Vallées au Syndicat Mixte du Département de l'Oise pour la compétence Déchetteries,
- **AUTORISE** le Président à notifier la délibération correspondante à Monsieur le Préfet de l'Oise, et à prendre toute mesure nécessaire pour son exécution.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : Thomas IRACABAL, Patrice MARCHAND.

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE.

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *32* | *7* | *39* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,

**DELIBERATION N°2026 / 104**

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

***ADMINISTRATION GENERALE***

**SYNDICAT MIXTE « OISE-TRES HAUT DEBIT » : REVISION DES STATUTS ET DESIGNATION DE DELEGUES**

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L 2121-21, L 2121-33 et L 5211-1,

Vu les statuts en vigueur de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

Vu les délibérations du conseil communautaire n° 2026-39-A et n° 2026-39B du 30 avril 2026, ainsi que n° 2026/71 du 3 juin 2026, désignant les représentants de l'Aire Cantilienne au sein des organismes extérieurs,

Vu les projets de statuts révisés du Syndicat mixte « Oise-Très Haut Débit »,

**Considérant ce qui suit :**

Par délibération du 1er juillet 2026, le comité syndical du Syndicat mixte « Oise-Très Haut Débit » (SMOTHD) a approuvé une révision de ses statuts, qui n'avaient pas évolué depuis sa création en 2012, afin de modifier le système de représentation des communes et des EPCI, et de les mettre en adéquation avec l'évolution de ses compétences.

La révision statutaire prévoit ainsi la création de trois collèges :

- Collège « Réseaux fibre »,
- Collège « Vidéoprotection »,
- Collège « Services numériques ».

Chaque commune/EPCI adhérent désigne ses représentants dans chaque collège au titre des compétences pour lesquelles il/elle adhère.

Ceci implique une révision du nombre de délégués par commune et EPCI, qui tient compte de leur population, de la manière suivante :

- Commune ou EPCI de moins de 5.000 habitants : 1 délégué,
- Commune ou EPCI de 5.000 à 9.999 habitants : 2 délégués,
- Commune ou EPCI de 10.000 à 19.999 habitants : 3 délégués,
- Commune ou EPCI de 20.000 habitants et plus : 4 délégués.

Chaque membre doit désigner autant de délégués par collège dans lequel il siège.

Dans un second temps, les membres des collèges désigneront en leur sein les délégués qui siègeront au comité syndical, qui sera composé de 25 membres :

- 20 délégués titulaires (et autant de suppléants) élus par les représentants des communes et EPCI adhérents,
- 5 délégués titulaires issus du Conseil départemental de l'Oise.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

Cette révision statutaire modifie la représentation de la CCAC qui, selon les nouveaux statuts du syndicat, doit désigner 4 délégués titulaires pour siéger au collège « Réseaux fibre. ». Il est ainsi proposé de désigner :

- Marion LE MAUX
- Barbara PENING
- Jacques FABRE
- Jérémy DUFLOS

**Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** la révision des statuts du Syndicat mixte « Oise-Très Haut Débit », tels que joints à la présente délibération,

- **APPROUVE** la désignation des représentants suivants dans l'Aire Cantilienne pour siéger au sein du collège « Réseaux fibre » :
  - Marion LE MAUX
  - Barbara PENING
  - Jacques FABRE
  - Jérémy DUFLOS

- **AUTORISE** le Président à prendre toute mesure nécessaire pour l'exécution de la présente délibération.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
060-200038875-20260720-StatutsModif10-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/07/2026
Publication : 21/07/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

# STATUTS DU SYNDICAT MIXTE « OISE TRES HAUT DEBIT »

## Modification N°10

## PREAMBULE

Le développement du numérique, dans toutes ses composantes et particulièrement en matière d'accès internet à haut et très haut débit, est un enjeu essentiel pour le territoire de l'Oise.

La politique publique numérique dans l'Oise vise à développer une offre numérique toujours plus qualitative, innovante et en adéquation avec les besoins des collectivités et des administrés, non seulement pour les zones les plus urbanisées mais aussi et surtout pour l'ensemble de son territoire, y compris rural.

C'est dans ces conditions que le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de l'Oise (SDTAN) avait été adopté à l'unanimité, par le département, par décision III-09 de la Commission Permanente du Conseil général de l'Oise en date du 21 mai 2012.

C'est également à cette fin qu'un Syndicat Mixte dédié au numérique a été créé dans l'Oise, avec le Conseil départemental, les EPCI et les communes situées sur le territoire.

Afin de répondre au besoin croissant de ses membres, le SMOTHD s'est doté de nouvelles compétences, notamment en matière de développement des usages numériques et en matière de « vidéoprotection », afin d'apporter un soutien à ses membres dans leurs politiques de prévention et de lutte contre la délinquance.

Dans l'optique de réorganiser l'exercice de ses missions et notamment le développement des usages numériques et la vidéoprotection, en cohérence avec la réglementation applicable (1), mais aussi de faciliter le fonctionnement de ses différents organes (2), le SMOTHD souhaite procéder à une nouvelle modification de ses statuts. Les principales modifications sont :

1. Clarification des compétences et missions du syndicat mixte à l'article 2 ;
2. Modification de la composition des comité syndical et bureau afin d'assurer une représentativité de chacun des membres par catégorie (EPCI, communes, département) et par compétence. Compte tenu du faible niveau de participation des délégués actuels aux réunions du comité syndical, le comité syndical sera désormais composé de 25 délégués titulaires et de 25 délégués suppléants, désignés par des collèges de représentants par compétence et par strate de population. L'objectif principal de ce comité syndical plus resserré est d'impliquer davantage les délégués dans la prise de décision. Le bureau sera quant à lui toujours composé de 10 membres, choisis parmi les délégués par compétence.

Les statuts du syndicat mixte sont les suivants :


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

# SOMMAIRE

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE « OISE TRES HAUT DEBIT » ..... 1
MODIFICATION N°10 ..... 1
PREAMBULE ..... 1
CHAPITRE 1 - DENOMINATION - COMPOSITION - SIEGE - ..... 4
DUREE - OBJET - ADHESIONS RETRAITS ..... 4
*ARTICLE 1 : DENOMINATION, SIEGE ET DUREE DU SYNDICAT MIXTE* ..... 4
*ARTICLE 2 : OBJET – COMPETENCES* ..... 4
*2.1 Aménagement numérique/SDTAN* ..... 4
*2.2 Vidéoprotection* ..... 4
*2.3 Usages et services numériques* ..... 5
*2.4 Système d'informations géographiques* ..... 5
*2.5 Activités et missions complémentaires* ..... 5
*ARTICLE 3 : COMPOSITION* ..... 5
*ARTICLE 4 : ADHESION - TRANSFERT DE COMPETENCE* ..... 5
*4.1 Adhésion* ..... 5
*4.2 Transfert de compétence(s)* ..... 6
*4.3 Exercice de la compétence mentionnée à l'article 2.1.1* ..... 6
*ARTICLE 5 : RETRAIT* ..... 6
*5.1 Hypothèses de retrait* ..... 6
*5.2 Conséquences patrimoniales du retrait* ..... 6
*ARTICLE 6 : CONSEQUENCES DU TRANSFERT DE COMPETENCES AU SYNDICAT MIXTE ET REPRISE D'UNE COMPETENCE PAR LES MEMBRES* ..... 7
*6.1 Conséquences du transfert de compétence(s) au syndicat mixte* ..... 7
*6.2 Reprise de compétence(s) par les membres* ..... 7
CHAPITRE 2 - ORGANES ET FONCTIONNEMENT ..... 8
*ARTICLE 7 : LE COMITE SYNDICAL* ..... 8
*7.1 Composition du comité syndical* ..... 8
*7.1.1 Nombre et composition des collèges* ..... 8
*7.1.2. Composition du comité syndical* ..... 9
*7.1.3. Nombre de voix par délégué* ..... 9
*7.2. Fonctionnement du comité syndical* ..... 9
*7.3. Attributions du comité syndical* ..... 11
*7.4. Modalités de vote du comité syndical* ..... 11
*7.4.1. Affaires présentant un intérêt commun à tous les membres* ..... 11
*7.4.2. Affaires présentant un intérêt spécifique à une compétence transférée* ..... 11
*7.4.3. Suppléance - Pouvoirs* ..... 11
*7.4.4. Mode de scrutin* ..... 12
*ARTICLE 8 : LE BUREAU* ..... 12
*8.1. Composition du bureau* ..... 12
*8.2 Fonctionnement du bureau* ..... 12
*8.3 Attributions du bureau* ..... 13
*ARTICLE 9 : LE PRESIDENT* ..... 13
*ARTICLE 10 : RESSOURCES DU SYNDICAT MIXTE* ..... 14
*ARTICLE 11 : PARTICIPATION FINANCIERE DES MEMBRES* ..... 14
*ARTICLE 12 : COMPTABILITE* ..... 14
CHAPITRE 4 - DISSOLUTION ..... 15
*ARTICLE 13 : DISSOLUTION* ..... 15
ANNEXE 1 : LISTE DES MEMBRES DU SYNDICAT MIXTE ET DES COMPETENCES TRANSFEREES ..... 16


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

## CHAPITRE 1 - DENOMINATION - COMPOSITION - SIEGE - DUREE - OBJET - ADHESIONS RETRAITS

### ARTICLE 1 : DENOMINATION, SIEGE ET DUREE DU SYNDICAT MIXTE

En application des articles L. 5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est formé, entre les personnes morales adhérant aux présents statuts, un syndicat mixte à la carte qui prend la dénomination de **SYNDICAT MIXTE « OISE TRES HAUT DEBIT »**, désigné ci-après « le syndicat mixte ».

**Le siège** du syndicat mixte est fixé au 1 rue Cambry, CS 80941 60024 BEAUVAIS cedex.

Le siège peut être modifié sur décision du bureau.

Le syndicat mixte est créé pour une **durée illimitée**.

### ARTICLE 2 : OBJET – COMPETENCES

Le syndicat mixte exerce, en lieu et place des membres listés en annexe 1, qui en font expressément la demande, une ou plusieurs des compétences suivantes :

#### 2.1 Aménagement numérique/SDTAN

Le syndicat mixte a pour objet, dans le cadre de l'aménagement et du développement économique du territoire, d'exercer les deux compétences suivantes :

2.1.1 Pour les membres du syndicat mixte détenant cette compétence, le service public des réseaux et services locaux de communications électroniques au sens de l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

A ce titre, le syndicat mixte exerce, dans les conditions énoncées à l'article 4.3, les activités prévues audit article L. 1425-1 et notamment :

- L'établissement, la mise à disposition et l'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, ainsi que toutes les opérations qui y sont liées ;
- La fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finaux en cas d'insuffisance de l'initiative privée.

2.1.2 Pour les adhérents à la compétence 2.1.1, la gestion du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de l'Oise et ses évolutions, au sens de l'article L. 1425-2 du CGCT.

#### 2.2 Vidéoprotection

Le syndicat mixte est compétent, en lieu et place des communes, EPCI qui exercent la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance et d'un ou deux départements limitrophes


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

qui lui en font la demande pour l'acquisition, la réalisation, la gestion et l'entretien des dispositifs de vidéoprotection, selon les modalités prévues par l'article L. 132-14 du Code de la sécurité intérieure.
La compétence transférée n'inclut pas la constatation et la répression des infractions commises dans les espaces protégés par la vidéoprotection. Elle s'exerce sans préjudice de la compétence des agents de police municipale et des pouvoirs de police du maire.

### 2.3 Usages et services numériques

Le syndicat mixte est compétent pour développer et porter sur son territoire des projets d'usages numériques, services numériques, solutions d'hébergement, objets connectés, e-administration, téléphonie, services d'interconnexion et de connectivité, en faveur de ses membres.

### 2.4 Système d'informations géographiques

Le syndicat mixte est compétent pour l'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et la mutualisation d'un système d'informations géographiques relatif aux autres informations en matière d'aménagement du territoire.

### 2.5 Activités et missions complémentaires

Le syndicat mixte peut exercer les activités et missions complémentaires qui présentent le caractère de complément normal, nécessaire ou utile à l'exercice de l'une ou l'autre de ses compétences.

Le syndicat mixte est autorisé à réaliser, au profit de ses membres ainsi que de collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs non-membres, des missions de mutualisation, de coopération et des prestations se rattachant à ses compétences ou dans le prolongement de celles-ci.

Ces interventions s'effectuent suivant les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur et, en particulier, celles définies aux articles L. 5721-9, L. 5111-1, L. 5111-1-1 et L. 5221-1 du CGCT ainsi qu'à l'article L. 2511-6 du code de la commande publique.

## ARTICLE 3 : COMPOSITION

Le syndicat mixte est composé des membres suivants :

- Le département de l'Oise, membre fondateur ;
- Les communes et EPCI situés en tout ou partie dans le département de l'Oise, dont la liste figure en annexe 1.

La liste des membres du syndicat mixte est modifiée par arrêté du Président lors de chaque adhésion d'un nouveau membre.

## ARTICLE 4 : ADHESION - TRANSFERT DE COMPETENCE

### 4.1 Adhésion

L'adhésion d'un nouveau membre est décidée par un vote à la majorité simple des voix du Comité syndical.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

Sont susceptibles d'adhérer au syndicat mixte :

- Toute commune disposant d'une ou plusieurs compétence(s) mentionnée(s) à l'article 2 des présents statuts et située en tout ou partie dans le Département de l'Oise ;
- Tout EPCI disposant d'une ou plusieurs compétence(s) mentionnée(s) à l'article 2 des présents statuts et située en tout ou partie dans le Département de l'Oise.

### 4.2 Transfert de compétence(s)

Tout membre qui souhaite transférer une ou plusieurs des compétence(s) mentionnée(s) à l'article 2 des présents statuts est susceptible d'y procéder sur demande acceptée par le Président du syndicat mixte.

En cas de nouveau transfert, l'annexe 1 est alors modifiée par arrêté du Président.

### 4.3 Exercice de la compétence mentionnée à l'article 2.1.1

Dans le périmètre des communes relevant de zones AMII, la compétence du syndicat mixte sur le fondement de l'article L. 1425-1 pour le FTTH (*Fiber to the Home*) est conditionnée à la défaillance de l'opérateur. Cette défaillance doit être constatée par délibération du Comité syndical prise à la majorité absolue des suffrages exprimés, en respectant la procédure visant à faire constater cette défaillance par les autorités compétentes à savoir : saisine du préfet de Région par la collectivité intéressée, qui consulte la Commission de concertation régionale pour l'aménagement numérique du territoire. Cette dernière apprécie s'il y a défaillance et transmet son avis au préfet de Région ainsi qu'au syndicat mixte. A la suite de cet avis, le syndicat mixte peut délibérer pour constater la défaillance sur une zone AMII de son territoire et décider d'intervenir sur le fondement de la compétence L. 1425-1 précitée.

## ARTICLE 5 : RETRAIT

### 5.1 Hypothèses de retrait

Les membres ayant transféré au syndicat mixte leur compétence mentionnée à l'article L. 1425-1 du CGCT ne peuvent se retirer du syndicat mixte que dans les hypothèses légalement prévues.

Les autres membres peuvent en outre être admis à se retirer du syndicat mixte par une décision votée à la majorité simple des voix du Comité syndical.

Sauf disposition législative contraire, le transfert par une commune membre à l'EPCI à fiscalité propre auquel elle appartient de la compétence mentionnée à l'article 2.1.1 ou la fusion d'EPCI ne vaut pas retrait du syndicat mixte mais substitution de l'EPCI compétent au sein du syndicat mixte.

La création d'une commune nouvelle emporte substitution de cette dernière aux anciennes communes membres du syndicat mixte.

### 5.2 Conséquences patrimoniales du retrait

De manière générale, en cas de retrait d'un membre, les biens meubles et immeubles sur le territoire du membre concerné, établis ou acquis postérieurement au transfert de la compétence sont conservés par le syndicat mixte en contrepartie, si le membre concerné en fait la demande, d'une compensation financière correspondant aux dépenses d'investissement éventuellement exposées. A défaut d'accord


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

entre le comité syndical et l'organe délibérant du membre concerné, cette compensation est fixée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département concerné.

De manière spécifique, les équipements de vidéoprotection établis par le syndicat mixte ou mis à sa disposition par les membres sont restitués aux membres, en cas de reprise de l'exercice de la compétence visée à l'article 2.2 avec l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés, dans les conditions prévues par voie conventionnelle.

## ARTICLE 6 : CONSEQUENCES DU TRANSFERT DE COMPETENCES AU SYNDICAT MIXTE ET REPRISE D'UNE COMPETENCE PAR LES MEMBRES

### 6.1 Conséquences du transfert de compétence(s) au syndicat mixte

Conformément à l'article L. 5721-6-1 du CGCT, le transfert de compétences entraîne de plein droit :

- La mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences du syndicat mixte dans les conditions prévues par les articles L. 1321-1 (trois premiers alinéas), L. 1321-2 (deux premiers alinéas), et des articles L. 1321-4 et L. 1321-5 du CGCT ;
- Le transfert de l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens, équipements et services publics dont les marchés, conventions ou contrats.

Le syndicat mixte est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux membres dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les membres n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le co-contractant. Le membre qui transfère la compétence informe les co-contractants de cette substitution.

Pour l'ensemble de ses activités, le syndicat mixte a compétence pour l'installation, l'entretien, l'exploitation, la maintenance et le renouvellement ou l'extension de tous biens, meubles et immeubles, nécessaires à la réalisation de son objet.

### 6.2 Reprise de compétence(s) par les membres

La reprise par les membres d'une compétence mentionnée à l'article 2 s'opère par délibération de l'organe délibérant du membre intéressé, acceptée par le président du syndicat mixte.

La reprise d'une telle compétence par un membre n'emporte pas retrait de ce dernier du syndicat mixte. Toutefois, s'il s'agit de la seule compétence transférée par le membre concerné, les règles relatives au retrait prévues à l'article 5 sont alors applicables.

Dans une telle hypothèse de reprise, les biens meubles et immeubles sur le territoire du membre concerné, établis ou acquis postérieurement au transfert de la compétence, sont conservés par le syndicat mixte en contrepartie, si le membre concerné en fait la demande, d'une compensation financière correspondant aux dépenses d'investissement éventuellement exposées. A défaut d'accord entre le comité syndical et l'organe délibérant du membre concerné, cette compensation est fixée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département concerné.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

## CHAPITRE 2 - ORGANES ET FONCTIONNEMENT

### ARTICLE 7 : LE COMITE SYNDICAL

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical.

### 7.1 Composition du comité syndical

Le comité syndical est constitué de délégués des membres, désignés par les représentants des collèges, au scrutin majoritaire plurinominal à un (1) tour, dans les conditions prévues à l'article 7.1.1.

Le nombre total de délégués est déterminé par application des règles énoncées à l'article 7.1.2.

#### 7.1.1 Nombre et composition des collèges

Les collèges participent à la désignation des délégués composant le comité syndical.

Le mandat des représentants des collèges au sein du Comité syndical est lié à celui de l'organe délibérant dont ils sont issus. Ce mandat expire lors de l'installation des nouveaux délégués au comité syndical désignés à la suite du renouvellement des assemblées qui ont désigné leurs représentants au sein des collèges. Cette règle ne s'oppose pas à ce que chaque organe délibérant puisse, le cas échéant, élire un nouveau représentant au sein d'un collège en cours de mandat. Dans ce cas, la durée du mandat de ce dernier correspond à la durée du mandat restant à courir.

Après le renouvellement de son organe délibérant, le membre s'engage à désigner ses représentants au sein des collèges à la plus proche des séances de son organe délibérant sans pouvoir excéder un (1) mois.

Par ailleurs, chaque nouveau membre désigne ses représentants au sein des collèges lors de son adhésion au syndicat mixte.

A défaut pour un membre d'avoir désigné ses représentants au sein des collèges, celui-ci est représenté au sein des collèges par son exécutif s'il ne dispose que d'un délégué, par son exécutif et le(s) adjoint(s) vice-président(s) dans l'ordre de leur désignation s'il dispose de plus d'un délégué.

Pour les communes et EPCI, le nombre de représentant(s) au sein des collèges est défini comme suit, selon les compétences transférées au syndicat mixte :

**Collège « aménagement numérique/SDTAN »** :

- Communes ou EPCI de moins de 5 000 habitants : un (1) représentant.
- Communes ou EPCI de 5 000 à 9 999 habitants : deux (2) représentants.
- Communes ou EPCI de 10 000 à 19 999 habitants : trois (3) représentants.
- Communes ou EPCI de 20 000 habitants et plus : quatre (4) représentants.

**Collège « vidéoprotection »** :

- Communes ou EPCI de moins de 5 000 habitants : un (1) représentant.
- Communes ou EPCI de 5 000 à 9 999 habitants : deux (2) représentants.
- Communes ou EPCI de 10 000 à 19 999 habitants : trois (3) représentants.
- Communes ou EPCI de 20 000 habitants et plus : quatre (4) représentants.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

**Collège « autres compétences (2.3 et 2.4) »** :

- Communes ou EPCI de moins de 5 000 habitants : un (1) représentant.
- Communes ou EPCI de 5 000 à 9 999 habitants : deux (2) représentants.
- Communes ou EPCI de 10 000 à 19 999 habitants : trois (3) représentants.
- Communes ou EPCI de 20 000 habitants et plus : quatre (4) représentants.

7.1.2. Composition du comité syndical

Le comité syndical est composé de vingt-cinq (25) délégués titulaires et de vingt-cinq (25) délégués suppléants désignés par les représentants des collèges. Les délégués suppléants sont appelés à siéger au comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement des délégués titulaires.

Le comité syndical est composé comme suit :

**Département** : Cinq (5) délégués titulaires (le président du Conseil départemental et quatre (4) conseillers départementaux) et cinq (5) délégués suppléants.

**Communes et EPCI** :

| Compétence | Délégués |
|---|---|
| Aménagement numérique/SDTAN | 8 délégués titulaires et 8 délégués suppléants |
| Vidéoprotection | 8 délégués titulaires et 8 délégués suppléants |
| Compétences 2.3 et 2.4 | 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants |

Le nombre de suppléants peut être réduit en cas d'insuffisance de candidatures, chaque délégué suppléant ayant vocation à remplacer chaque délégué titulaire du même groupe.

7.1.3. Nombre de voix par délégué

**Département** :

Chaque délégué du Département dispose de cinq (5) voix.

**Communes et EPCI** :

Chaque délégué des communes et EPCI dispose d'une (1) voix.

### 7.2. Fonctionnement du comité syndical

Les réunions du comité syndical se tiennent au siège du syndicat mixte ou en un autre lieu décidé par le Président, sur convocation du Président, en visioconférence, ou en mode mixte. Le mode mixte est prévu lorsqu'il est possible de participer aux réunions du syndicat mixte en présentiel et par visioconférence. Le Président garantit la publicité de la réunion auprès des membres du comité syndical.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

Le comité syndical se réunit au moins deux (2) fois par an, et aussi souvent que nécessaire. Ses réunions sont publiques. Si la réunion a lieu en visioconférence ou en mode mixte, elle doit être diffusée en direct à l'attention du public par tout moyen de diffusion en ligne. Le comité syndical se réunit en un seul et même lieu au moins une fois par semestre.

La convocation et ses annexes sont transmises de manière dématérialisée ou, si un délégué en fait la demande, par voie postale à son domicile ou à toute autre adresse postale de son choix. Sauf dans le cas où l'urgence commanderait un délai plus court, la convocation est adressée au moins dix (10) jours avant la réunion du comité syndical. En cas d'urgence, le délai de convocation est réduit à cinq (5) jours. La convocation est accompagnée de l'ordre du jour de la réunion et d'un rapport sur chacune des affaires qui doivent lui être soumises.

A la demande d'un tiers des délégués, toute question relative aux affaires du syndicat mixte peut être inscrite à l'ordre du jour du comité syndical, sous réserve d'en faire la demande écrite dans les cinq (5) jours suivant l'envoi de la convocation. Le président communiquera alors à chaque membre du syndicat mixte, deux (2) jours avant la réunion, le complément apporté à l'ordre du jour. Cette modalité est exclue en cas de convocation du comité syndical dans l'urgence.

Le comité syndical ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié de ses membres en exercice est présente. Le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres du syndicat mixte dans les différents lieux par visioconférence, ou sur site et visioconférence dans le cadre d'une séance organisée en mode mixte.

Si le quorum n'est pas atteint le jour fixé par la convocation, le président convoque une nouvelle réunion sur le même ordre du jour, dans un délai maximum de cinq (5) jours et le comité syndical délibère quel que soit le nombre de délégués présents.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la modification des statuts ne pourront être adoptées qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. En outre, les modifications statutaires liées au retrait de membres sont soumises aux conditions prévues à l'article 5 des présents statuts.

Les réunions du comité syndical ne pourront être réalisées en visioconférence ou en mode mixte si l'ordre du jour des séances porte sur les points suivants :

- Election du président ;
- Election des membres du bureau ;
- Adoption du budget primitif ;
- Election des délégués ;
- Approbation du compte financier unique ;
- Adhésion du syndicat mixte à un établissement public.

Un règlement intérieur précise les modalités de fonctionnement du syndicat mixte. Il peut être modifié par le Comité syndical autant de fois que nécessaire à la majorité simple des suffrages exprimés.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

### 7.3. Attributions du comité syndical

Le comité syndical administre par ses délibérations le syndicat mixte.

Au terme des présents statuts, le comité syndical peut déléguer ses attributions au bureau ou au président du syndicat mixte, à l'exception :

- De l'élection du président du bureau et des vice-présidents (au maximum 2) ;
- De l'élection des autres membres du bureau ;
- Du vote du budget et de ses décisions modificatives ;
- De l'approbation du compte financier unique ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat mixte ;
- De l'adhésion du syndicat mixte à un établissement public.

### 7.4. Modalités de vote du comité syndical

#### 7.4.1. Affaires présentant un intérêt commun à tous les membres

L'ensemble des délégués prend part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun pour le syndicat mixte.

Sont réputés présenter un intérêt commun aux membres pour le syndicat mixte :

- L'élection du Président et des vice-présidents,
- L'élection des membres du bureau,
- Le vote du budget et de ses décisions modificatives,
- L'approbation du compte financier unique (hormis le Président),
- Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat mixte et,
- Les décisions relatives à l'adhésion du syndicat mixte à un établissement public.

#### 7.4.2. Affaires présentant un intérêt spécifique à une compétence transférée

Pour les délibérations relatives à l'une des compétences du syndicat mixte, ne prennent part au vote que les délégués du département et les délégués des membres ayant transféré cette compétence au syndicat mixte.

#### 7.4.3. Suppléance - Pouvoirs

Un délégué suppléant est appelé à siéger au comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement d'un délégué titulaire de la même catégorie.

Chaque délégué ne peut recevoir plus de deux (2) pouvoirs.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

7.4.4. Mode de scrutin

Tous les votes s'effectuent à main levée sauf si un tiers des délégués présents demandent un scrutin à bulletin secret. Lorsque la réunion se tient en visioconférence ou en mode mixte, le scrutin peut être organisé soit par appel nominal, soit par scrutin électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité.
En cas d'acceptation d'une demande de scrutin à bulletin secret, le président du syndicat mixte reporte le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure en présentiel, la visioconférence ne permettant pas d'organiser le scrutin selon cette modalité.

## ARTICLE 8 : LE BUREAU

### 8.1. Composition du bureau

Chaque catégorie de membre, telle que visée à l'article 7.1.2. des présents statuts, élit, parmi ses délégués titulaires, son ou ses représentants au bureau, dans les conditions suivantes :

| Délégués | Membres du Bureau |
|---|---|
| Délégués du Département | 5 délégués |
| Délégués Aménagement numérique/SDTAN | 2 délégués |
| Délégués Vidéoprotection | 2 délégués |
| Délégués Compétences 2.3 et 2.4 | 1 délégué |

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que le mandat au titre duquel ils ont été désignés.

Au sein du bureau, chaque délégué dispose d'une (1) voix.

En cas d'égalité des suffrages exprimés, le président a voix prépondérante.

### 8.2 Fonctionnement du bureau

Le bureau doit être convoqué, par le président, au moins une fois par an. Ses réunions ne sont pas publiques.

Chaque membre du bureau reçoit cinq (5) jours avant la réunion, l'ordre du jour du bureau. La convocation et ses annexes sont transmises de manière dématérialisée ou, si les membres en font la demande, par voie postale à leur domicile ou à toute autre adresse postale de leur choix.

A chaque réunion du comité syndical, le président rend compte des décisions du bureau.
Le bureau ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié de ses membres en exercice est présente. Le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres du bureau dans les différents lieux par visioconférence, ou sur site et visioconférence dans le cadre d'une séance organisée en mode mixte.

Si le quorum n'est pas atteint le jour fixé par la convocation, le président convoque une nouvelle réunion, sur le même ordre du jour, dans un délai maximum de cinq (5) jours et le bureau décide alors valablement quel que soit le nombre de présents.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

Les délibérations du bureau sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. Le vote est effectué à main levée, sauf lorsqu'un tiers des membres présents le réclame. Lorsque la réunion du bureau se tient en visioconférence ou en mode mixte, le scrutin peut être organisé soit par appel nominal, soit par scrutin électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité.

Un membre du bureau empêché d'assister à une séance peut donner à un autre membre pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre du bureau ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

### 8.3 Attributions du bureau

Le bureau règle, par ses délibérations, l'ensemble des affaires pour lesquelles il a reçu délégation du comité syndical en application de l'article 7.3. des présents statuts.

## ARTICLE 9 : LE PRESIDENT

En application de l'article L. 132-14 du code de la sécurité intérieure, le président est élu par le comité syndical parmi les délégués exerçant un mandat de maire d'une commune membre ou d'un président d'un EPCI membre ayant adhéré à la compétence vidéoprotection prévu à l'article 2.2.

En cas de blocage, le président convoque une nouvelle réunion des collèges dans un délai maximum de trente (30) jours.

Le président est l'exécutif du syndicat mixte. Il assure son fonctionnement par la nomination du personnel et l'exécution du budget. Il en assure la représentation en justice.

A ce titre, il prépare et exécute les délibérations du comité syndical et du bureau. Il est l'ordonnateur des dépenses, il prescrit l'exécution des recettes du syndicat mixte, il signe les contrats et conventions, assure l'administration générale du syndicat mixte. Il exerce le pouvoir hiérarchique sur les personnels.

Il peut recevoir délégation du comité syndical, dans les conditions prévues à l'article 7.3. des présents statuts.

Lors de chaque réunion du comité syndical, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du comité syndical.

Le président peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général, aux directeurs et aux responsables de service.

La délégation de signature ainsi donnée peut être étendue aux attributions confiées par le comité syndical au président en application de l'article 7.3. des présents statuts.

Le président convoque aux réunions du comité syndical ou du bureau. Il invite à ces réunions toute personne dont il estime le concours et l'audition utile. Il dirige les débats et contrôle les votes. Son vote est prépondérant en cas de partage des voix.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

## CHAPITRE 3 - RESSOURCES ET REGLES FINANCIERES

### ARTICLE 10 : RESSOURCES DU SYNDICAT MIXTE

Les ressources du syndicat mixte comprennent notamment :

- Les contributions de ses membres ;
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat mixte ;
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des entreprises, des particuliers en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, de la région Hauts-de-France, du département de l'Oise, des communes, des EPCI ou de tout autre organisme habilité à verser des subventions ;
- Les produits des dons et legs ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- Les participations exceptionnelles de ses membres ;
- Le produit des emprunts ;
- Les fonds de concours, dans les conditions prévues à l'article L. 5722-11 du CGCT.

### ARTICLE 11 : PARTICIPATION FINANCIERE DES MEMBRES

Une participation financière peut être demandée par le syndicat mixte aux membres ayant transféré l'une ou l'autre des compétences listées à l'article 2.

Cette participation et ses conditions de fixation et de répartition sont définies par délibération du comité syndical.

### ARTICLE 12 : COMPTABILITE

La comptabilité du syndicat mixte est tenue conformément aux règles de comptabilité publique.

Les budgets sont établis conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur, eu égard aux compétences exercées par le syndicat mixte.

La fonction de comptable du syndicat mixte est exercée par le payeur départemental.


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

## CHAPITRE 4 - DISSOLUTION

### ARTICLE 13 : DISSOLUTION

Le syndicat mixte est dissous dans les conditions prévues aux articles L. 5721-7 et L. 5721-7-1 du CGCT.

Dans ce cas, il est procédé à la répartition de l'actif et du passif du syndicat mixte entre les membres dans le respect du droit des tiers et des dispositions prévues aux articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du CGCT.

La répartition du personnel s'opère entre les membres du syndicat mixte, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 5212-33 du CGCT.

Les réseaux et infrastructures qui ont fait l'objet d'une mise à disposition par les membres, reviennent de plein droit aux membres qui en sont propriétaires.

Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit

Le Président du SMOTHD,
Christophe DIETRICH


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

# Annexe 1 : Liste des membres du syndicat mixte et des compétences transférées

**Compétences** :

**A -** Aménagement numérique/SDTAN

**B -** Vidéoprotection

**C –** Usages et services numériques

**D –** Système d'informations géographiques


SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

# ANNEXE 1
# MEMBRES DU SMOTHD AU 01/07/2026

| | Nb de délégués | Nb total de voix |
|---|---|---|
| DEPARTEMENT DE L'OISE | 5 | 25 |

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| Collectivités | Nb d'hab | FIBRE | CSD | ENT |
| ARC | 10 471 | X | | X |
| CAB | 14 842 | X | | |
| CC Picardie Verte | 32 134 | X | | |
| CC Plaine d'Estrée | 18 167 | X | | |
| CC Aire Cantilienne | 35 503 | X | | |
| CC Oise Picarde | 20 939 | X | | X |
| CC Lisières de l'Oise | 15 940 | X | | |
| CC des Sablons | 38 968 | X | | X |
| CCPHO | 34 438 | X | | |
| CC Clermontois | 38 105 | X | | X |
| CC Vallée dorée | 23 447 | X | | |
| CCPS | 22 668 | X | | |
| CCPN | 31 879 | X | | |
| CCPP | 29 684 | X | | |
| CC Thelloise | 61 730 | X | X | |
| CCVT | 20 905 | X | | |
| CCSSO | 23 717 | X | | |
| ABBEVILLE SAINT LUCIEN | 490 | | X | |
| ACHY | 402 | | X | |
| ACY EN MULTIEN | 849 | X | | X |
| AGNETZ | 3 050 | | X | |
| ALLONNE | 1 572 | | X | |
| AMY | 365 | | X | |
| ANDEVILLE | 3 227 | | X | |
| ANGICOURT | 1 396 | | X | X |
| ANGY | 1 172 | | | X |
| ANSACQ | 276 | | X | |
| ANSAUVILLERS | 1 197 | | X | |
| ANTHEUIL PORTES | 408 | | X | |
| ANTILLY | 264 | X | | X |
| APREMONT | 660 | | X | X |
| ATTICHY | 1 857 | | | X |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| **Collectivités** | **Nb d'hab** | **FIBRE** | **CSD** | **ENT** |
| AUCHY LA MONTAGNE | 592 | | | X |
| AUGER SAINT VINCENT | 518 | X | | |
| AUMONT EN HALATTE | 476 | | X | |
| AUNEUIL | 2 892 | | X | X |
| AUTHEUIL EN VALOIS | 285 | X | | |
| AUX MARAIS | 847 | | | X |
| AVILLY SAINT LEONARD | 887 | | X | X |
| AVRECHY | 1 150 | | X | X |
| AVRICOURT | 260 | | X | |
| AVRIGNY | 404 | | X | |
| BAILLEUL SUR THERAIN | 2 330 | | X | |
| BAILLEVAL | 1 477 | | X | X |
| BAILLY | 636 | X | X | X |
| BALAGNY SUR THERAIN | 1 723 | | | X |
| BARBERY | 572 | | X | X |
| BARGNY | 332 | X | | |
| BARON | 760 | X | X | X |
| BEAUVAIS | 56 254 | | | X |
| BELLE EGLISE | 609 | | | X |
| BERLANCOURT | 310 | | X | |
| BERNEUIL SUR AISNE | 1 004 | | | X |
| BERTHECOURT | 1 633 | | X | |
| BETHANCOURT EN VALOIS | 218 | X | | |
| BETZ | 1 161 | X | | |
| BLACOURT | 602 | X | | |
| BLAINCOURT LES PRECY | 1 190 | | | X |
| BLICOURT | 349 | | X | |
| BLINCOURT | 125 | | X | |
| BOISSY FRESNOY | 999 | X | X | X |
| BONNEUIL EN VALOIS | 1 025 | X | | X |
| BONNEUIL LES EAUX | 805 | | X | |
| BONNIERES | 169 | | X | |
| BONVILLERS | 204 | | X | |
| BORAN SUR OISE | 2 135 | | X | |
| BOREST | 334 | | X | X |
| BORNEL | 4 832 | | X | |
| BOUBIERS | | | X | |
| BOUILLANCY | 382 | X | | |
| BOULLARRE | 223 | X | | |
| BOURSONNE | 300 | X | X | |
| BRAISNES SUR ARONDE | 174 | | X | |
| BREGY | 636 | X | | X |
| BRENOUILLE | 2 016 | | X | X |
| BRESLES | 4 032 | | X | |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| **Collectivités** | **Nb d'hab** | **FIBRE** | **CSD** | **ENT** |
| BRETEUIL | 4 189 | | X | |
| BROYES | 172 | | X | |
| BRUNVILLERS LA MOTTE | 348 | | X | |
| BUCAMPS | 209 | | X | |
| BULLES | 894 | | | X |
| BURY | 2 982 | | X | |
| BUSSY | 320 | | X | |
| CAMBRONNE LES RIBECOURT | 1 831 | X | | |
| CAMPEAUX | 485 | | | X |
| CANLY | 782 | | X | |
| CANNECTANCOURT | 510 | | X | |
| CARLEPONT | 1 514 | | X | X |
| CAUFFRY | 2 669 | | X | X |
| CAUVIGNY | 1 662 | | | X |
| CHAMANT | 910 | | | X |
| CHAMBLY | 9 909 | | X | X |
| CHANTILLY | 10 740 | | X | X |
| CHAUMONT EN VEXIN | 3 359 | | | X |
| CHELLES | 507 | | X | |
| CHEVINCOURT | 869 | X | X | |
| CHEVREVILLE | 425 | X | X | |
| CHEVRIERES | | | | X |
| CHIRY OURSCAMP | 1 199 | X | | X |
| CINQUEUX | 1 556 | | X | |
| CIRES LES MELLO | 3 997 | | X | X |
| CLERMONT | 10 704 | | X | |
| CORMEILLES | 421 | | X | |
| COUDUN | 1 062 | | | X |
| COULOISY | 541 | | X | |
| COYE LA FORET | 3 931 | | X | X |
| CRAMOISY | 809 | X | | X |
| CREIL | 36 494 | | | X |
| CREPY EN VALOIS | 15 090 | X | | X |
| CRESSONSACQ | | | X | |
| CREVECOEUR LE GRAND | 3 458 | | X | |
| CREVECOEUR LE PETIT | 147 | | X | |
| CRISOLLES | 935 | | | X |
| CROUY EN THELLE | 1 098 | | X | X |
| CUIGY EN BRAY | 943 | X | X | |
| CUISE LA MOTTE | 2 101 | | | X |
| CUVERGNON | 291 | X | | X |
| CUVILLY | 637 | | X | |
| CUY | 219 | | X | |
| DIEUDONNE | 818 | | X | X |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| **Collectivités** | **Nb d'hab** | **FIBRE** | **CSD** | **ENT** |
| DOMELIERS | 248 | | | X |
| DUVY | 445 | X | X | |
| ECUVILLY | 297 | | X | |
| EMEVILLE | 287 | X | | X |
| EPINEUSE | 244 | | X | |
| ERCUIS | 1 609 | | X | X |
| ERMENONVILLE | 1 007 | X | X | |
| ERQUINVILLERS | 183 | | X | |
| ESCHES | 1 573 | | | X |
| ESPAUBOURG | 505 | X | X | |
| ESSUILES | 505 | | X | |
| ESTREES SAINT DENIS | 3 660 | | | X |
| ETAVIGNY | 152 | X | | |
| ETOUY | 774 | | X | |
| EVE | 421 | X | | |
| FEIGNEUX | 427 | X | X | |
| FEUQUIERES | 1 404 | | X | |
| FLAVACOURT | 659 | X | | |
| FLEURINES | 1 907 | | | X |
| FLEURY | 598 | | X | |
| FONTAINE CHAALIS | 347 | | X | X |
| FONTAINE SAINT LUCIEN | | | X | |
| FORMERIE | 2 131 | | X | X |
| FOUQUEROLLES | | | X | |
| FRANCASTEL | 479 | | | X |
| FRESNE LEGUILLON | | | X | |
| FRESNOY EN THELLE | 915 | | | X |
| FRESNOY LA RIVIERE | 651 | X | | |
| FRESNOY LE LUAT | 503 | X | X | |
| GAUDECHART | 361 | | X | |
| GILOCOURT | 654 | X | X | |
| GLAIGNES | 372 | X | X | |
| GODENVILLERS | 228 | | X | |
| GOINCOURT | 1 500 | | X | X |
| GONDREVILLE | 206 | X | | |
| GOURNAY SUR ARONDE | 573 | | X | |
| GOUVIEUX | 9 069 | | | X |
| GRANDFRESNOY | 1 773 | | | X |
| GRANDVILLERS AU BOIS | | | X | |
| GRANDVILLIERS | 2 940 | | X | X |
| GUIGNECOURT | 381 | | X | |
| GUISCARD | 1 803 | | X | |
| HALLOY | 452 | | | X |
| HARDIVILLERS | 540 | | X | |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| **Collectivités** | **Nb d'hab** | **FIBRE** | **CSD** | **ENT** |
| HAUDIVILLERS | 812 | | X | |
| HEILLES | 623 | | | X |
| HENONVILLE | 827 | | | X |
| HERCHIES | 642 | | | X |
| HERMES | 2 498 | | X | X |
| HODENC EN BRAY | 490 | X | | |
| HODENC L EVEQUE | 248 | | X | |
| HONDAINVILLE | 708 | | X | |
| IVORS | 250 | X | | |
| JOUY SOUS THELLE | 1 028 | | X | |
| LA CHAPELLE AUX POTS | 1 620 | X | X | X |
| LA CHAPELLE EN SERVAL | 3 141 | | X | X |
| LA DRENNE | 1 001 | | X | |
| LA LANDELLE | 480 | X | | |
| LA NEUVILLE EN HEZ | 972 | | | X |
| LA NEUVILLE SAINT PIERRE | 158 | | X | |
| LA NEUVILLE VAULT | 191 | | X | |
| LA RUE SAINT PIERRE | 809 | | | X |
| LA VILLENEUVE SOUS THURY | 164 | X | | |
| LABOISSIERE EN THELLE | 1 347 | | X | |
| LABOSSE | 443 | X | X | |
| LABRUYERE | 691 | | X | |
| LACHAPELLE SAINT PIERRE | 919 | | | X |
| LACHELLE | 651 | X | | |
| LAGNY LE SEC | 2 043 | X | X | X |
| LAIGNEVILLE | 4 719 | | X | X |
| LALANDE EN SON | 653 | X | | |
| LAMORLAYE | 8 881 | | X | X |
| LARBROYE | | | X | |
| LAVERSINES | 1 168 | | | X |
| LAVILLETERTRE | | | X | |
| LE COUDRAY SAINT GERMER | 906 | X | X | |
| LE FRESTOY VAUX | 249 | | X | |
| LE MESNIL EN THELLE | | | X | X |
| LE PLESSIS BELLEVILLE | 3 408 | X | | X |
| LE PLESSIS BRION | 1 365 | X | | |
| LE QUESNEL AUBRY | 213 | | X | |
| LE VAUMAIN | 372 | X | X | |
| LE VAUROUX | 504 | X | | |
| LEGLANTIERS | 551 | | X | |
| LES AGEUX | 1 179 | | X | X |
| LEVIGNEN | 972 | X | X | X |
| LHERAULE | 189 | X | | |
| LIANCOURT | 6 880 | | X | X |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| **Collectivités** | **Nb d'hab** | **FIBRE** | **CSD** | **ENT** |
| LIEUVILLERS | | | X | |
| LITZ | 356 | | X | X |
| LOCONVILLE | | | X | |
| LONGUEIL ANNEL | 2 622 | | | X |
| LONGUEIL SAINTE MARIE | 1 919 | | | X |
| MACHEMONT | 718 | X | | X |
| MAIGNELAY MONTIGNY | 2 699 | | X | X |
| MAISONCELLE TUILERIE | 301 | | X | |
| MAREST SUR MATZ | 406 | X | | |
| MAREUIL LA MOTTE | 641 | | | X |
| MAREUIL SUR OURCQ | 1 613 | X | | X |
| MARGNY AUX CERISES | | | X | |
| MAROLLES | 680 | X | | X |
| MARSEILLE EN BEAUVAISIS | 1 482 | | | X |
| MAYSEL | 249 | X | X | |
| MELICOCQ | 740 | X | | |
| MELLO | | | X | X |
| MERY LA BATAILLE | 629 | | X | |
| MILLY SUR THERAIN | 1 708 | | X | |
| MOGNEVILLE | 1 515 | | X | X |
| MONCEAUX | 825 | | X | X |
| MONCHY SAINT ELOI | 2 214 | | | X |
| MONNEVILLE | 823 | | X | X |
| MONT L EVEQUE | 397 | | X | X |
| MONTAGNY EN VEXIN | 669 | | X | |
| MONTAGNY SAINTE FELICITE | 417 | X | X | |
| MONTATAIRE | 13 263 | | | X |
| MONTEPILLOY | | | X | |
| MONTGERAIN | | | X | |
| MONTIERS | | | X | |
| MONTMACQ | 1 082 | X | | X |
| MONTREUIL SUR BRECHE | | | X | |
| MONTREUIL SUR THERAIN | 245 | | X | |
| MORANGLES | 392 | | | X |
| MORIENVAL | 1 078 | X | X | |
| MORTEFONTAINE | 854 | | X | X |
| MORTEFONTAINE EN THELLE | 913 | | | X |
| MOULIN SOUS TOUVENT | | | X | |
| NANTEUIL LE HAUDOUIN | 4 296 | X | X | |
| NEUFCHELLES | 377 | X | X | |
| NEUILLY EN THELLE | 3 655 | | X | X |
| NEUVILLE BOSC | 510 | | | X |
| NOAILLES | 2 826 | | X | X |
| NOGENT SUR OISE | 20 033 | | | X |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| **Collectivités** | **Nb d'hab** | **FIBRE** | **CSD** | **ENT** |
| NOINTEL | 1 029 | | X | X |
| NOIREMONT | 179 | | X | |
| NOYERS SAINT MARTIN | 863 | | X | |
| NOYON | 13 519 | | | X |
| OGNES | 294 | X | X | |
| ONS EN BRAY | 1 399 | X | X | |
| ORMOY LE DAVIEN | 343 | X | | |
| ORMOY VILLERS | 644 | X | X | |
| ORROUY | 595 | X | | |
| ORRY LA VILLE | 3 345 | | X | X |
| OURSEL MAISON | 240 | | X | |
| PAILLART | 580 | | X | |
| PEROY LES GOMBRIES | 1 137 | X | X | X |
| PIERREFONDS | 1 808 | | | X |
| PIMPREZ | 868 | X | | X |
| PLAILLY | 1 787 | | X | |
| PLAINVAL | | | X | |
| PONCHON | 1 113 | | | X |
| PONT SAINTE MAXENCE | 12 209 | | | X |
| PONTARME | 817 | | X | |
| PONTOISE LES NOYON | 459 | | X | |
| PONTPOINT | | | X | X |
| PRECY SUR OISE | 3 205 | | X | X |
| PREVILLERS | | | X | |
| PUISEUX EN BRAY | 420 | X | X | |
| PUISEUX LE HAUBERGER | 851 | | X | X |
| PUITS LA VALLEE | 203 | | X | |
| RAINVILLERS | 927 | | X | X |
| RANTIGNY | 2 506 | | X | X |
| RARAY | | | X | |
| RAVENEL | 1 098 | | X | X |
| REEZ FOSSE MARTIN | 149 | X | | |
| REILLY | 126 | | X | |
| REMERANGLES | 216 | | X | |
| REMY | 1 836 | | X | |
| RETHONDES | 656 | | | X |
| RIBECOURT DRESLINCOURT | 3 809 | X | | X |
| RICQUECOURT | | | X | |
| RIEUX | 1 567 | | X | |
| ROBERVAL | | | X | |
| ROCQUEMONT | 121 | X | X | |
| ROSIERES | 137 | X | X | |
| ROSOY EN MULTIEN | 567 | X | | X |
| ROTHOIS | 226 | | X | X |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| **Collectivités** | **Nb d'hab** | **FIBRE** | **CSD** | **ENT** |
| ROUSSELOY | 314 | X | X | |
| ROUVILLE | 254 | X | | |
| ROUVILLERS | 276 | | X | |
| ROUVRES EN MULTIEN | 465 | X | | |
| ROYAUCOURT | 209 | | X | |
| RULLY | 720 | | | X |
| RUSSY BEMONT | 200 | X | | |
| SACY LE GRAND | 1 542 | | X | X |
| SACY LE PETIT | 552 | | X | |
| SAINT AUBIN EN BRAY | 1 140 | X | | |
| SAINT CREPIN IBOUVILLERS | | | X | |
| SAINT ETIENNE ROILAYE | | | | X |
| SAINT GERMER DE FLY | 1 712 | X | X | X |
| SAINT JUST EN CHAUSSEE | 6 013 | | | X |
| SAINT LEGER AUX BOIS | 795 | X | | |
| SAINT LEGER EN BRAY | 349 | | | X |
| SAINT LEU D ESSERENT | 4 576 | X | | X |
| SAINT MARTIN LE NOEUD | 1 040 | | X | X |
| SAINT MARTIN LONGUEAU | 1 492 | | X | |
| SAINT MAXIMIN | 2 938 | X | X | X |
| SAINT OMER EN CHAUSSEE | 1 172 | | | X |
| SAINT PAUL | 1 531 | | X | X |
| SAINT PIERRE ES CHAMPS | 712 | X | X | X |
| SAINT REMY EN L EAU | 416 | | X | |
| SAINT SAMSON LA POTERIE | 250 | | | X |
| SAINT THIBAULT | 298 | | | X |
| SAINT VAAST LES MELLO | 1 074 | X | | X |
| SAINTE EUSOYE | 321 | | X | |
| SAINTE GENEVIEVE | 3 230 | | | X |
| SAINTINES | 1 077 | | X | |
| SALENCY | 890 | | X | |
| SEMPIGNY | 789 | | X | X |
| SENLIS | 14 277 | | X | X |
| SERIFONTAINE | 2 755 | X | | |
| SERMAIZE | | | X | |
| SERY MAGNEVAL | 282 | X | | |
| SILLY LE LONG | 1 160 | X | X | X |
| SILLY TILLARD | 440 | | X | X |
| SUZOY | | | X | |
| TALMONTIERS | 683 | X | | |
| THERDONNE | 1 063 | | | X |
| THIBIVILLERS | | | X | |
| THIERS SUR THEVE | 1 059 | | X | X |
| THIVERNY | 1 065 | X | | |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_104-DE

| | | COMPETENCES | | |
|---|---|---|---|---|
| **Collectivités** | **Nb d'hab** | **FIBRE** | **CSD** | **ENT** |
| THOUROTTE | 4 558 | | | X |
| THURY EN VALOIS | 493 | X | | X |
| TILLE | 1 169 | | X | |
| TRACY LE VAL | 1 095 | X | X | |
| TROISSEREUX | 1 232 | | X | X |
| TROSLY BREUIL | 2 081 | | X | X |
| TRUMILLY | 528 | X | | |
| ULLY SAINT GEORGES | 1 869 | | | X |
| VALDAMPIERRE | 936 | | X | |
| VANDELICOURT | 276 | X | | |
| VARESNES | 368 | | X | |
| VARINFROY | 290 | X | X | |
| VAUCIENNES | 682 | X | X | X |
| VAUMOISE | 985 | X | X | X |
| VER SUR LAUNETTE | 1 159 | X | | |
| VERBERIE | 3 848 | | X | |
| VERNEUIL EN HALATTE | 4 650 | | X | X |
| VERSIGNY | 380 | X | X | |
| VEZ | 283 | X | | |
| VIEFVILLERS | 193 | | | X |
| VILLE | 762 | | X | |
| VILLEMBRAY | 256 | X | X | |
| VILLENEUVE SUR VERBERIE | 636 | | | X |
| VILLERS SAINT BARTHELEMY | 480 | X | | X |
| VILLERS SAINT FRAMBOURG OGNON | 714 | | X | X |
| VILLERS SAINT GENEST | 389 | X | | |
| VILLERS SAINT PAUL | 6 422 | | X | X |
| VILLERS SAINT SEPULCRE | 1 002 | | X | |
| VILLERS SOUS SAINT LEU | 2 335 | | X | X |
| VILLERS SUR AUCHY | 374 | X | | |
| VILLERS SUR COUDUN | 1 407 | | X | |
| VINEUIL SAINT FIRMIN | 1 413 | | X | X |
| WARLUIS | 1 157 | | X | |
| WAVIGNIES | 1 212 | | X | X |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_105-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : Thomas IRACABAL, Patrice MARCHAND.

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE.

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *32* | *7* | *39* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_105-DE

# DELIBERATION N°2026 / 105

***ADMINISTRATION GENERALE***

## MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EXPLOITATION DES CHAMPS CAPTANTS D'ASNIERES-SUR-OISE (SIECCAO)

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu les statuts en vigueur de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

Vu la délibération du Conseil Syndical du Syndicat intercommunal d'exploitation des champs captants d'Asnières-sur-Oise (SIECCAO) en date du 2 juillet 2026, approuvant la modification de ses statuts,

Vu les statuts modifiés du SIECCAO,

**Considérant ce qui suit :**

Depuis le 1er janvier 2025, la CCAC est membre du Syndicat intercommunal d'exploitation des champs captants d'Asnières-sur-Oise (SIECCAO), compétent en matière d'eau potable, pour la partie de son territoire correspondant à Coye-la-Forêt, La Chapelle-en-Serval, Orry-la-Ville, Plailly et Mortefontaine.

Elle y est à cet égard représentée au sein du Comité syndical à raison de 2 membres par commune, soit 10 membres titulaires (et autant de suppléants).

Par délibération en date du 2 juillet 2026, le Conseil syndical du SIECCAO a approuvé une modification de ses statuts ayant trait à la création d'une 3e poste de Vice-président.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT), cette modification statutaire doit être soumise aux collectivités membres du syndicat, en vue de recueillir la majorité qualifiée nécessaire pour qu'elle puisse être adoptée.

Le conseil communautaire est donc appelé à se prononcer sur cette modification statutaire.

A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** la modification des statuts du SIECCAO, tels qu'annexés à la présente délibération,

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_105-DE

- **AUTORISE** le Président à prendre toute disposition nécessaire pou… délibération.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_105-DE

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EXPLOITATION DES CHAMPS CAPTANTS D'ASNIERES-SUR-OISE**

# STATUTS

## TITRE 1. – OBJET, SIEGE, DUREE

### Article 1 - Périmètre

En application des articles L.5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé un Syndicat mixte entre les collectivités ci-après désignées :

- Commune d'ASNIERES-SUR-OISE
- Commune de CHAUMONTEL
- Commune de LUZARCHES
- Commune de NOISY-SUR-OISE
- Commune de SEUGY
- Commune de VIARMES
- La COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AIRE CANTILIENNE pour les communes de COYE-LA-FORET, ORRY-LA-VILLE, LA-CHAPELLE-EN-SERVAL, PLAILLY et MORTEFONTAINE
- La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE en représentation-substitution des communes de SAINT-WITZ, SURVILLIERS, ET VILLERON.
- La COMMUNAUTES DES COMMUNES SENLIS-SUD-OISE en représentation-substitution des communes de PONTARME et THIERS-SUR-THEVE

Le syndicat est dénommé « SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EXPLOITATION DES CHAMPS CAPTANTS D'ASNIERES SUR OISE ».

Ce syndicat pourra comprendre également les communes, syndicats intercommunaux et d'établissements publics de coopération intercommunale à l'issue d'une procédure d'adhésion dans les conditions fixées par l'article L. 5211-18 du CGCT.

Accusé de réception en préfecture
095-200092054-20260702-D1-06-2026-DE
Date de télétransmission : 10/07/2026
Date de réception préfecture : 10/07/2026

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_105-DE

**Article 2 - Compétences du Syndicat**

Le Syndicat exerce en lieu et place des communes membres l'intégralité de la compétence « eau potable » telle que définie à l'article L.2224-7 du Code général des collectivités territoriale, cette compétence comprenant :

- La production d'eau potable, et notamment l'étude des possibilités des nappes d'eau souterraines, la conception, la réalisation et l'exploitation des ouvrages de production d'eau potable (forages, équipement de pompage des eaux...) ;
- La gestion et la préservation de la ressource en eau, et notamment la protection des bassins d'alimentation des aires de captage contre toute forme de pollution ;
- Le traitement de l'eau brute issue des forages ;
- Le transport et le stockage d'eau potable (réseau d'adduction constitué par toute canalisation dont l'extrémité correspond à une unité de production et un ouvrage de stockage), et notamment la conception, la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de transport, d'interconnexion et de stockage d'eau potable ;
- La distribution d'eau potable jusqu'à l'usager dans les conditions prévues par le schéma de distribution d'eau potable du SIECCAO, et notamment la conception, la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de distribution d'eau potable ;
- La sécurisation de l'approvisionnement en eau de ses membres des communes notamment par la réalisation de réseaux d'interconnexion,
- L'achat et la vente d'eau en gros à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire.

Régime de propriété : les canalisations et les équipements associés, réalisés pour l'alimentation en eau potable des abonnés, sous maîtrise d'ouvrage syndicale ou remise gratuitement au Syndicat, appartiennent en pleine propriété au Syndicat, quelle que soit la localisation (sous domaine public ou privé) ou la nature du financement.

**Article 3 - Prestations de service**

Le Syndicat peut, à la demande d'une commune membre, d'une autre collectivité ou d'un autre établissement public de coopération intercommunale, assurer des prestations de services se rattachant à son objet, dans les conditions prévues à l'article L.5211-56 du Code général des collectivités territoriales.

Ila la possibilité de piloter un groupement de commandes pour le compte des communes adhérentes.

Accusé de réception en préfecture
095-200092054-20260702-D1-06-2026-DE
Date de télétransmission : 10/07/2026
Date de réception préfecture : 10/07/2026

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_105-DE

**Article 4 - Siège du Syndicat**

Le siège du Syndicat est Village d'entreprises Morantin, Chemin de Coye-la-Forêt, 95270 Chaumontel.

**Article 5 - Durée du Syndicat**

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée et ne pourra être dissous que dans les conditions prévues au CGCT.

## TITRE 2. ADMINISTRATION

**Article 6 - Comité Syndical**

Le Syndicat est administré par un Comité composé de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants pour chaque commune, élus par les assemblées délibérantes des collectivités membres en application de l'article 5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres du Syndicat disposent de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants pour chacune des communes qu'ils représentent.

En cas de carence d'un délégué titulaire ou suppléant, par suite de décès, démission, empêchement définitif ou toute autre cause, l'assemblée délibérante concernée pourvoit à son remplacement dans un délai de deux mois.

Les délégués des assemblées délibérantes suivent le sort de ces assemblées quant à la durée de leur mandat.

Le Comité tient chaque trimestre une session ordinaire. Il est en outre convoqué par le Président dans les conditions prévues au Code général des collectivités territoriales.

**Article 7 - Bureau Syndical**

Le Comité élit parmi ses membres un Bureau composé de :

- Un Président
- Un 1er Vice-Président issu du Département dont n'est pas issu le Président ;
- Un 2ème Vice-Président issu du Département dont est issu le Président ;
- Un 3ème Vice-Président issu du Département dont n'est pas issu le Président.

Accusé de réception en préfecture
095-200092054-20260702-D1-06-2026-DE
Date de télétransmission : 10/07/2026
Date de réception préfecture : 10/07/2026

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_105-DE

- Un Secrétaire
- Quatre Membres

Le mandat de membre du Bureau prend fin en même temps que celui du Comité.

**Article 8 - Président**

Le président est l'organe exécutif du Syndicat. Il exerce les attributions définies par le code général des collectivités territoriales.

**Article 9 - Règlement intérieur**

Le comité syndical établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

**Article 10 - Indemnités de fonction**

Les indemnités de fonction du Président et des Vice-Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale sont fixées par délibération selon l'article L5211-12 du Code général des collectivités territoriales.

**TITRE 3. DISPOSITIONS FINANCIERES**

**Article 11 - Budget du SIECCAO**

Le Syndicat pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission et notamment aux dépenses suivantes :

- Etude des projets ;
- Rachat des concessions existantes ;
- Exécution des travaux ;
- Frais d'entretien et de fonctionnement des ouvrages construits ou acquis ;
- Indemnité du Receveur ;
- Traitement du personnel technique ou administratif nécessaire au fonctionnement du Syndicat et à la surveillance des travaux.

**Article 12 - Recettes du SIECCAO**

Les recettes sont celles prévues à l'article L.5212 du CGCT et comprennent notamment :

- Le produit des surtaxes et redevances et d'une manière générale des produits perçus en échange des services rendus ;
- Les contributions des membres à titre dérogatoire ;
- Le produit des subventions ;
- Le produit des offres de concours ;

Accusé de réception en préfecture
095-200092054-20260702-D1-06-2026-DE
Date de télétransmission : 10/07/2026
Date de réception préfecture : 10/07/2026

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_105-DE

- Le produit des dons et legs ;
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles ;
- Le produit des emprunts.

**Article 13 - Dépenses du Syndical**

Les dépenses qui sont mises à la charge des communes par le Syndicat pour l'accomplissement de sa mission sont des dépenses obligatoires pour les communes et peuvent, le cas échéant, être inscrites d'office aux budgets communaux.

**Article 14 - Dissolution du Syndicat**

En cas de dissolution du Syndicat, les communes syndiquées seront subrogées à cet organisme dans tous ses droits et obligations. L'imputation à chacune d'elles des soldes des comptes entre le Syndicat et ses créanciers ou débiteurs sera faite sur la base des opérations qui auront été effectuées pour ou par chaque commune.

**Article 15 - Comptable**

Les fonctions de Receveur du Syndicat seront exercées par le PERCEPTEUR rattaché au siège social du SIECCAO.

Le Président

Accusé de réception en préfecture
095-200092054-20260702-D1-06-2026-DE
Date de télétransmission : 10/07/2026
Date de réception préfecture : 10/07/2026

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

## CERTIFICAT DE PUBLICITE

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

**DELIBERATION N°2026 / 106**

***ADMINISTRATION GENERALE***

# PASSATION D'UNE CONVENTION AVEC LE PARC NATUREL REGIONAL- « OISE-PAYS DE FRANCE » POUR LA MISE A DISPOSITION DU LOGICIEL RELATIF AUX ACTES D'URBANISME CART'ADS

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le projet de convention à conclure avec le Parc Naturel Régional (PNR) « Oise-Pays de France »,

**Considérant ce qui suit :**

Le service instructeur de la Communauté de communes a été créé en 2015. Il instruit les actes d'urbanisme pour le compte des 11 communes de l'Aires Cantilienne.

Pour l'exercice de cette mission d'instruction, le service dispose, depuis sa création, d'un logiciel spécifique OXALIS, dans le cadre d'une démarche mutualisée conduite par le Parc Naturel Régional (PNR) « Oise-Pays de France », qui met depuis 2015 ce progiciel à disposition de la Communauté de

Suite à une consultation organisée par le parc pour renouveler ce progiciel et disposer d'une solution plus récente, le logiciel CART'ADS édité par la société NEXPUBLICA a été retenu.

Dans ce cadre, une nouvelle convention, destinée à définir les conditions d'utilisation de CART'ADS par le service instructeur de l'Aire Cantilienne, ainsi que les engagements du PNR Oise-Pays-de-France, est à passer.

Ele fixe notamment une clé de répartition, basée sur la population légale du territoire couvert par l'utilisation du logiciel par chaque structure bénéficiaire (et leurs communes associées), permettant la participation aux coûts d'investissement et de fonctionnement des structures partenaires.

Pour l'Aire Cantilienne, cette clé est fixée à 33,53 % ; ce qui induit une participation financière à la mise en place puis au fonctionnement comme suit :

| En € H.T. | Montant total | **Part CCAC (33,53 % suiv. clés de répartition)** |
|---|---|---|
| Installation et mise en place | 27.000 € | **9.053 €** |
| Fonctionnement annuel | 26.685 € | **8.947 €** |

**Entendu le rapport présenté par Monsieur MOULA,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

- **APPROUVE** la passation d'une convention avec le PNR « Oise-Pays de France » pour la mise à disposition de l'outil Web de gestion des actes d'urbanisme CART'ADS pour le service instructeur de l'Aire Cantilienne, et **AUTORISE** sa signature par le Président,

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

# Convention de mise à disposition de l'outil web de gestion des actes d'urbanisme CART'ADS

Entre le **PNR naturel régional Oise - Pays de France (« le PNR »)**, dont le siège est situé au Château de la Borne blanche à Orry la Ville, représenté par son Président, M. Patrice MARCHAND,

La **Communauté de communes de l'Aire cantilienne** dont le siège est situé 7 rue Guilleminot, 60500 Chantilly représentée par son Président, M. Nathanaël ROSENFELD, et nommée ci-après « **la structure bénéficiaire** »

Il est convenu :

**Préambule**

## 1. *Rappel du contexte :*

Depuis 2015, le PNR met à la disposition des centres instructeurs un logiciel de gestion des actes d'urbanisme associé au WEBSIG.
Jusqu'en 2026, le PNR assure l'hébergement et la maintenance du logiciel, ainsi que la mise à jour des données utiles à l'instruction : données cadastrales, zonages des PLU, servitudes, etc.

La fin annoncée du logiciel Oxalis est l'occasion de moderniser la solution technique proposée et de réaffirmer la collaboration entre le PNR et les structures bénéficiaires.

Un comité technique regroupant l'ensemble des instructeurs concernés a été mis en place début 2026 pour choisir collégialement la nouvelle solution retenue : c'est le logiciel CART'ADS qui a été sélectionné à l'unanimité le 27 mars 2026.

## 2. *Objet de la convention :*

La présente convention vise à définir les conditions d'utilisation de CART'ADS par la structure bénéficiaire, ainsi que les engagements du Parc naturel régional Oise-Pays de France en matière de qualité de service, de fiabilité et de confidentialité.
Elle abroge la convention précédente, liée à l'utilisation du logiciel Oxalis, ainsi que tous ses avenants.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

## A. Rôle et responsabilités du PNR

### 3. *L'administration générale et hébergement de l'outil*

La mise à disposition du logiciel aux bénéficiaires se fait en mode SaaS (Software as a Service) : cela signifie que l'administration générale et l'hébergement de l'outil relèvent de la responsabilité de l'éditeur du logiciel, NexPublica.

Le PNR n'est donc pas responsable de la qualité de service ni de la disponibilité du logiciel.

Les structures bénéficiaires devront s'adresser directement à l'éditeur pour tout problème lié au fonctionnement ou à la disponibilité du logiciel.

Toutefois, le PNR reste en appui des structures bénéficiaires en cas de problèmes persistants ou récurrents et pourra intervenir auprès de l'éditeur au nom de tous les bénéficiaires.

Le PNR reste l'interlocuteur principal de l'éditeur, notamment pour ce qui concerne la facturation et les évolutions du logiciel.
Il ne peut cependant pas être tenu de pallier les défaillances éventuelles de l'éditeur, ni de fournir des fonctionnalités non prises en charge par l'outil.

La structure bénéficiaire ne peut en aucun cas réclamer des indemnités de quelle que nature que ce soit en cas de mauvais fonctionnement de l'outil, et le PNR ne peut être tenu responsable des conséquences résultant d'un éventuel dysfonctionnement de celui-ci.

### 4. *Mise à disposition des données utiles à l'instruction des dossiers*

Le PNR assure la liaison entre le logiciel de gestion des actes ADS et le WEBSIG : il s'assure que les données utiles à l'instruction proposées en consultation sur le WEBSIG soient accessibles via le logiciel pour faciliter au mieux l'instruction des dossiers.

### 5. *Propriété et confidentialité des données liées à la gestion des actes d'urbanisme*

L'ensemble des données créées par la structure bénéficiaire dans le cadre de la gestion de ses dossiers d'urbanisme reste la propriété pleine et entière de celle-ci.
Le PNR, en tant qu'administrateur général, a un accès complet à ces données mais s'engage à ne pas les diffuser à des tiers, ni les détruire ou les altérer sans l'accord exprès de la structure bénéficiaire.

Le PNR s'engage à ce que la structure bénéficiaire puisse récupérer l'intégralité des données collectées par celle-ci, sous forme de fichiers informatiques de type tableur ou dump, dans le cas où la structure bénéficiaire ne souhaite plus utiliser la solution proposée (voir article 13).

La structure bénéficiaire a aussi la possibilité de récupérer elle-même ses fichiers (courriers et pièces administratives), ainsi que ses données sous forme de tableur, à tout moment via l'outil.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

Le PNR et la structure bénéficiaire portent une attention particulière au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel par leurs agents respectifs lors de l'utilisation du logiciel (voir article 12).

### 6. *Personnalisation du logiciel*

Le PNR ne prend pas en charge la personnalisation du logiciel, notamment celle des courriers proposés : cette personnalisation, étant optionnelle, relève de la responsabilité de la structure bénéficiaire, qui devra en assumer les coûts financiers éventuels.
La structure bénéficiaire devra traiter directement avec l'éditeur. Le PNR ne peut être tenu responsable des problèmes ou des limites d'intégration éventuellement rencontrés.

### 7. *La formation initiale du personnel de la structure bénéficiaire et de ses communes adhérentes*

Le PNR prend en charge l'organisation de la formation initiale du personnel de la structure bénéficiaire lors de la mise en place du logiciel (en 2026).
Les coûts financiers sont assumés par les structures bénéficiaires, au prorata du nombre de personnes formées pour chaque structure (sur la base des inscriptions aux différentes sessions).

Ultérieurement à cette première vague de formations des instructeurs et pré-instructeurs, de nouvelles sessions pourront éventuellement être proposées par le PNR, mais avec une fréquence non définie pour l'instant.
En aucun cas la formation des nouveaux agents ne doit être considérée comme une obligation de service du PNR envers la structure bénéficiaire. Celle-ci aura la responsabilité de veiller au bon niveau de compétence de ses agents et sera responsable des mauvaises manipulations de ceux-ci, le cas échéant.

Dans le cas où la structure bénéficiaire souhaite que les communes adhérentes participent à la pré-instruction, voire à l'instruction, de certains actes d'urbanisme, elle peut organiser, sous sa propre responsabilité, des sessions de formation à destination des pré-instructeurs communaux. La structure bénéficiaire en assure à la fois l'organisation et le financement.
Elle s'assure également que toute personne ayant un accès au logiciel en son nom ou au nom d'une des communes adhérentes ait bénéficié d'un niveau d'information suffisant pour manipuler le logiciel, notamment lors de l'arrivée de nouveaux agents.

Toutes les questions relatives à la bonne utilisation de l'outil, aux problèmes de gestion des dossiers d'urbanisme ou aux bugs mineurs de l'outil sont à traiter directement auprès de l'éditeur, via la hotline ou la documentation en ligne.

Le PNR bénéficie lui-même d'une maintenance auprès de l'éditeur pour gérer les problèmes majeurs du logiciel et reste à la disposition de la structure bénéficiaire en cas de bugs majeurs, mais n'a pas vocation à assurer la hotline pour les utilisateurs de la solution.

Le PNR ne peut être tenu responsable des erreurs commises par les agents de la structure bénéficiaire ou de ses communes adhérentes, ni des conséquences de ces erreurs.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

L'administrateur général se réserve le droit de suspendre les droits d'accès des personnes n'ayant manifestement pas le niveau de formation nécessaire, et ce dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'outil et des autres utilisateurs.

## B. Responsabilités de la structure bénéficiaire

### 8. *Participation au financement de la solution*

L'ensemble des structures bénéficiaires participent au financement de la solution mise en place, selon une clé de répartition basée sur la population légale du territoire couvert par l'utilisation du logiciel par chaque structure bénéficiaire (et leurs communes associées).

Cette clé de financement sera recalculée chaque année sur la base des derniers chiffres de population légale fournis par l'INSEE.

En cas de changement significatif du territoire d'une des structures bénéficiaires (ajout ou suppression d'une ou plusieurs communes associées), ou de départ de celle-ci de la communauté, un avenant sera établi avec la nouvelle clé de financement.

En 2026, la clé de répartition est la suivante :

| | Population | repartition |
|---|---|---|
| | | |
| CCAC | 44820 | 33,53% |
| C3PF | 33539 | 25,09% |
| Pont Ste-Maxence | 20747 | 15,52% |
| Senlis | 15359 | 11,49% |
| CCSSO | 8410 | 6,29% |
| Saint-Maximin | 6027 | 4,51% |
| Verneuil-en-Halatte | 4775 | 3,57% |
| | | |
| pop totale | 133677 | hbts |

Cette répartition s'applique aux frais de mise en place de la solution, à l'exception des frais de formation, ainsi qu'aux frais annuels (SaaS).

**Mise en place de la solution :**

Les coûts de mise en place de la solution, valables uniquement la première année, s'élèvent à environ **9 000 € HT** et sont à répartir entre les structures bénéficiaires selon la clé mentionnée ci-dessus. Les titres de recette émis par le PNR seront établis sur la base des factures réellement payées dans le cadre de cette mise en place.

Les coûts de formation des utilisateurs (instructeurs, pré-instructeurs et administrateurs) s'élèvent à environ **17 000 € HT** et sont à répartir entre les structures bénéficiaires, au prorata du nombre de personnes formées pour chaque structure (sur la base des inscriptions aux différentes sessions proposées).

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

**Coût annuel :**

Les coûts de fonctionnement annuels comprennent : la licence SaaS du logiciel, l'hébergement, la maintenance (incluant les évolutions du logiciel), la hotline, ainsi que l'accès à la plateforme de formation en ligne.

En 2026, le coût de fonctionnement annuel est de **26 685 € HT,** à répartir entre les structures bénéficiaires selon la clé de financement mentionnée ci-dessus et payable dès la première année.
Ce montant est susceptible de varier d'une année à l'autre, en fonction de l'évolution de l'index Syntec.

Les titres de recette émis par le PNR seront établis sur la base des factures réellement payées dans le cadre de cette collaboration.

## 9. *L'identification et la formation des agents, et désignation d'un administrateur local*

La structure bénéficiaire s'engage à former et à accompagner les agents qui utiliseront le logiciel CART'ADS pour son compte. À ce titre, elle nomme et forme un « administrateur local », qui sera l'interlocuteur privilégié de l'administrateur général et de l'éditeur.

Cet administrateur local pourra créer ou supprimer les comptes utilisateurs au fur et à mesure des arrivées ou des départs, et veiller au bon usage du logiciel par les agents.
En cas de changement de personnel, la structure bénéficiaire doit assurer la formation des nouveaux agents de la manière la plus appropriée (par exemple en payant une formation complète auprès de l'éditeur du logiciel ou d'un organisme compétent).

En l'absence d'administrateur local au sein de la structure bénéficiaire, le PNR est seul habilité à créer les comptes utilisateurs (l'éditeur pouvant également le faire sur demande expresse de la structure bénéficiaire). Il reviendra donc à la structure bénéficiaire de transmettre au PNR la liste des agents auxquels elle souhaite donner accès à ses données, en précisant le type d'accès souhaité (consultation simple, pré-instruction seule, instruction complète des dossiers).

En aucun cas le PNR ne pourra être tenu responsable des conséquences de l'utilisation de l'outil par un ancien agent de la structure bénéficiaire dont celle-ci aurait omis de demander la suppression du compte.

## 10. *Utilisation de CART'ADS et validité des données géographiques*

L'un des intérêts de CART'ADS est de permettre aux structures bénéficiaires d'établir une relation géographique entre leurs actes d'urbanisme et les enjeux du territoire à prendre en compte pour l'instruction des dossiers. Cette relation s'effectue par croisement géographique entre les données cadastrales (chaque dossier étant relié à une parcelle cadastrale) et les autres données géographiques mises à disposition par le PNR (SUP, zonages d'urbanisme, etc.).

Bien que très pratique pour l'instruction des dossiers, et malgré le soin apporté par le PNR pour disposer des données les plus fiables et à jour possible, cette relation géographique doit toujours être considérée pour ce qu'elle est : une aide à la décision et à l'instruction, mais en aucun cas une validation des dossiers à instruire.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

L'utilisation de CART'ADS ne dédouane pas la structure bénéficiaire de vérifier les enjeux et contraintes réglementaires concernés par le dossier en instruction.
Le PNR ne pourra être tenu responsable des conséquences d'une instruction basée sur des données erronées issues du WEBSIG.
Le PNR s'engage à rectifier toutes les erreurs signalées par la structure bénéficiaire dans les plus brefs délais. Il est cependant précisé que les données cadastrales (données parcellaires ou données propriétaires) relèvent de la seule responsabilité des services fiscaux, et qu'aucun changement ne pourra être réalisé par le PNR sur ces fichiers.

Le PNR engage les structures bénéficiaires utilisatrices à faire remonter l'ensemble des erreurs dont elles ont connaissance sur les autres données géographiques mises à disposition, et à lui transmettre les dernières versions de leurs documents d'urbanisme dès leur approbation, afin de bénéficier des données les plus à jour et les plus fiables.

Enfin, le WEBSIG permet aux structures bénéficiaires de mettre à jour leurs propres données géographiques (éclairage, réseaux, points d'apport volontaire, etc.). Toutes les structures bénéficiaires peuvent solliciter le PNR pour mettre en place les outils de création et de publication de ces données, auquel cas le PNR répondra au mieux aux besoins exprimés, dans la limite de ses moyens humains et financiers.
Le PNR n'est en aucun cas responsable de la validité et de la bonne utilisation des données ainsi collectées.

## C. Règlement des litiges

### *11. Responsabilités des parties*

Chaque signataire reconnaît sa pleine responsabilité dans le bon usage de l'outil par ses agents.
L'administrateur général pourra suspendre les droits d'accès de toute personne ne respectant pas la déontologie sur l'utilisation de l'outil ou des données mises à disposition.

En aucun cas le PNR ne pourra être tenu responsable des conséquences liées à l'utilisation d'une information erronée mise à disposition dans l'outil.

### *12. Règlement des litiges*

Le PNR et la structure bénéficiaire chercheront à régler à l'amiable les litiges liés à l'utilisation de l'outil.
En cas d'impossibilité d'entente à l'amiable entre les parties, les litiges seront portés devant le tribunal administratif compétent.

Le PNR se réserve le droit de suspendre les droits d'utilisation de CART'ADS pour la structure bénéficiaire en cas de négligence manifeste et grave dans la gestion des données ou des droits d'accès (non-respect des recommandations de la CNIL sur la protection des données à caractère personnel issues des fichiers cadastraux, par exemple), ou en cas d'incompétence technique manifeste des utilisateurs.
La suspension des droits d'utilisation sera notifiée à la structure bénéficiaire par courrier recommandé.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

Cette suspension ne remet pas en cause la propriété pleine et entière de la structure bénéficiaire sur ses données issues de l'utilisation de CART'ADS, et le PNR s'engage à lui fournir ces données dans les plus brefs délais, sous la forme la plus adaptée possible.
En cas de litige avec un tiers (pétitionnaires, etc.), lié notamment au non-respect de la vie privée par l'un des signataires de la présente convention, seul le signataire responsable du tort causé sera tenu d'en assumer les conséquences juridiques ou financières.

### *13. Propriétés et droits d'accès aux données*

Le PNR et la structure bénéficiaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (ci-après, « le RGPD »).

Les différents utilisateurs qui disposent d'un accès sécurisé sont autorisés à traiter, pour le compte de leur structure, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services prévus par le logiciel.

Le PNR et la structure bénéficiaire s'engagent notamment à :
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
  - Soient informées des conditions d'utilisation du logiciel et des données mises à disposition, et averties des risques encourus en cas de manquement ou d'utilisation non appropriée des données ;
  - Aient les compétences nécessaires pour utiliser l'outil, afin d'en garantir la bonne utilisation et la protection des informations collectées.

Toutes les données collectées dans le cadre du suivi des dossiers d'urbanisme sont la propriété exclusive de la structure bénéficiaire (et, le cas échéant, de la commune concernée). Le PNR s'engage à en respecter la confidentialité, y compris envers ses propres agents.

La licence d'utilisation de CART'ADS est la propriété exclusive du PNR.

## D. Résiliation de la convention

### *14. Résiliation par la structure bénéficiaire*

Dans le cas où la structure bénéficiaire ne souhaite plus utiliser CART'ADS, elle doit en informer le PNR par courrier recommandé. Elle peut demander la remise de ses données sous forme de fichiers informatiques (tableur ou dump) afin de pouvoir les reprendre dans une application tierce.

La reprise des données fournies dans le nouveau logiciel de la structure bénéficiaire est à la charge de cette dernière, et aucun traitement particulier ne sera réalisé par le PNR sur les fichiers issus de CART'ADS. Le PNR ne peut être tenu responsable des coûts liés à leur reprise.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_106-DE

Par ailleurs, la récupération des fichiers associés aux dossiers d'urbanisme, notamment l'ensemble des courriers édités, nécessitera une intervention spécifique de l'éditeur : cette intervention sera également à la charge de la structure bénéficiaire.
Enfin, une fois la reprise assurée, le PNR procédera à la suppression de l'ensemble des données CART'ADS de la structure bénéficiaire.

La résiliation de la présente convention ne remet pas en cause l'utilisation des autres services du WEBSIG par la structure bénéficiaire (GEO).

La résiliation prendra effet à la date anniversaire de la mise en place du logiciel (date de première facturation). La structure bénéficiaire devra s'acquitter de l'ensemble des coûts engagés pour l'année en cours, selon la clé de financement en vigueur.

### *15. Résiliation par le PNR*

Si le PNR n'est plus en capacité de maintenir la collaboration autour du logiciel CART'ADS, il en informera la structure bénéficiaire par courrier recommandé, au moins trois mois avant l'arrêt du service (à la date anniversaire de la mise en place), afin de lui permettre de prendre toutes les dispositions nécessaires à la reprise des données.

Le PNR veillera à faciliter, autant que possible (et dans la limite de ses moyens humains et techniques), la reprise des données par la structure bénéficiaire, en lui fournissant l'ensemble des données sous la forme la plus adaptée possible.

Le PNR ne peut être tenu responsable des coûts liés à leur reprise par une application tierce.

Fait à Orry-la-Ville, le 30/06/26
En deux exemplaires originaux.

| Le Président du Parc naturel régional Oise – Pays de France, Patrice MARCHAND | Le Président de la Communauté de Communes de l'Aire cantilienne Nathanaël ROSENFELD |
|---|---|

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

**DELIBERATION N°2026 / 107**

***ADMINISTRATION GENERALE***

# ADHESION A L'ASSOCIATION DU PASSEPORT DU CIVISME

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts et le règlement intérieur de l'association du Passeport du Civisme,

**Considérant ce qui suit :**

Le Passeport du Civisme est un dispositif pédagogique destiné à transmettre aux jeunes les valeurs du civisme au moyen d'actions concrètes réalisées pendant l'année scolaire. Il s'adresse prioritairement aux élèves de CM2 et peut être adapté, notamment, aux classes de CM1-CM2.

L'Association du Passeport du Civisme, régie par la loi du 1er juillet 1901, a pour objet de fédérer les collectivités et les acteurs qui souhaitent défendre, porter et transmettre concrètement les valeurs du civisme sur leur territoire. Elle accompagne ses membres dans la mise en œuvre du dispositif et met à leur disposition des ressources et des supports.

La Communauté de communes de l'Aire Cantilienne souhaite coordonner le déploiement du Passeport du Civisme avec les communes intéressées de son territoire. Plusieurs d'entre elles ont déjà désigné leurs référents et disposent d'un accès à l'outil de création des livrets. Un espace a également été ouvert pour la Communauté de communes afin qu'elle puisse accompagner les communes dans leurs démarches.

Dans ce contexte, une adhésion de l'Aire Cantilienne à l'Association du Passeport du Civisme est nécessaire.

À l'échelle de l'Aire Cantilienne, l'organisation proposée est la suivante :

- la Communauté de Communes adhère à l'association, coordonne le dispositif et accompagne les communes participantes ;
- chaque commune définit son contenu local, choisit ses actions et ses ambassadeurs, et mobilise les écoles et les partenaires de proximité ;
- l'association accompagne la construction des passeports et réalise la conception et la personnalisation graphiques des livrets à partir des éléments transmis ;
- les frais de conception et d'impression des passeports sont pris en charge par la communauté de communes ;
- les modalités de financement des éventuelles récompenses et des cérémonies sont arrêtées séparément avec les communes participantes.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

Le paiement de la cotisation annuelle confère à la Communauté de communes la qualité de membre adhérent de l'association. Cette cotisation fait l'objet d'un appel annuel.

Conformément au règlement intérieur, la collectivité est représentée par son Président et/ou par un autre élu désigné par l'assemblée délibérante. Deux représentants peuvent être désignés, la collectivité ne disposant toutefois que d'une voix lors des assemblées générales.

L'adhésion implique l'approbation des statuts de l'association et le respect de son règlement intérieur, de la Charte du civisme et du cahier des charges du Passeport du Civisme.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur FABRE,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** l'adhésion de l'Aire Cantilienne à l'Association du Passeport du Civisme, induisant l'acquittement de la cotisation annuelle, la prise en charge des frais de conception et d'impression des passeports,

- **APPROUVE** la désignation de MM. Nathanaël ROSENFELD et Jacques FABRE en qualité de représentants de la Communauté de communes auprès de l'association,

- **DECIDE D'INSCRIRE** les crédits correspondants au budget communautaire,

- **AUTORISE** le Président à prendre tout mesure pour l'exécution de présente la délibération.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

# ASSOCIATION DU PASSEPORT DU CIVISME

**3 rue de l'Hôtel de Ville,**
**85440 TALMONT-SAINT-HILAIRE**
**N° SIREN 877 823 310**

**Numéro de dossier : W853004364**

## STATUTS MIS À JOUR
## PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
## du MERCREDI 2 OCTOBRE 2024

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

**ARTICLE PREMIER - NOM DE L'ASSOCIATION**

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : « Passeport du Civisme », ci- après dénommée « l'Association ».

**ARTICLE 2 - OBJET**

Cette association a pour objet de fédérer toutes celles et ceux qui souhaitent défendre, porter et transmettre de façon concrète les valeurs du civisme sur leur territoire.

Afin de contribuer à la réalisation de cet objet et sans prétendre à l'exhaustivité, l'association pourra, de façon habituelle et selon les modalités qu'elle souhaite, fournir les services suivants :

- Accompagnement et conseil de ses membres dans la mise en œuvre d'actions concrètes : organisation d'interventions, de journées d'étude, de réunions, etc.
- Réalisation et mise à disposition de supports de communication (livret de présentation, présentation PowerPoint, vidéos, brochures, etc.).

**ARTICLE 3 - SIÈGE**

Le siège social est fixé à la mairie de Talmont-Saint-Hilaire en Vendée (3 Rue de l'Hôtel de ville, 85440 Talmont-Saint-Hilaire).

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

**ARTICLE 4 - DURÉE**

La durée de l'association est illimitée.

**ARTICLE 5 - COMPOSITION**

L'Association rassemble toutes les personnes qui adhèrent à l'objet de l'Association, remplissent les conditions fixées à l'article 6 et sont à jour du paiement de leur cotisation telle que prévue à l'article 7.

L'Association se compose de membres adhérents, de membres bienfaiteurs, de membres d'honneur, de membres fondateurs et de membres ambassadeurs :

A. « **Membres adhérents** » : peuvent adhérer les communes, les communautés de communes, les départements, les EPCI à fiscalité propre, les établissements publics et les collectivités à statut particulier. Ils sont représentés par les personnes désignées lors de l'adhésion dans les conditions prévues par le règlement intérieur. Ils s'engagent à participer régulièrement au fonctionnement et aux activités de l'association.

B. « **Membres bienfaiteurs** » : suite à un don financier de la part d'une personne morale ou physique, et sous réserve d'une décision du bureau, cette personne morale ou physique peut être désignée membre bienfaiteur de l'association.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

C. « **Membres d'honneur** » : considérant la personnalité particulière d'une personne morale ou physique qui s'inscrit en cohérence avec l'objet de l'association, et sous réserve d'une décision du bureau, cette personne morale ou physique peut être désignée membre d'honneur de l'association.

D. « **Membres fondateurs** » : sont considérés comme tels Maxence de RUGY, maire de Talmont-Saint- Hilaire et Jérôme Orgeas, maire honoraire.

E. « **Membres ambassadeurs** » : sous réserve d'une décision du bureau, une personne physique, choisie parmi les autres catégories de membres, peut être nommée membre ambassadeur de l'association et aura pour rôle de représenter l'association au sein de sa région.

Seuls les membres adhérents ou fondateurs disposent du droit de vote lors des assemblées générales ainsi que du droit de siéger au Conseil d'Administration et au Bureau.

Les membres bienfaiteurs, les membres d'honneur et les membres ambassadeurs peuvent participer aux assemblées générales et doivent être à jour de leur cotisation.

Les membres fondateurs à jour de leur cotisation sont membres de droit du conseil d'administration. Ils y disposent d'un droit de vote et participent aux délibérations.

**ARTICLE 6 - ADMISSION**

Le statut de membre adhérent est ouvert à toutes les communes, les communautés de communes, les départements, les EPCI à fiscalité propre, les établissements publics et les collectivités à statut particulier qui en font la demande dans les conditions prévues à l'article 5 dès lors qu'elles s'engagent à respecter les statuts, le règlement intérieur, la Charte du Civisme de l'Association et le cahier des charges.

**ARTICLE 7 - COTISATIONS**

Les membres de l'Association contribuent à la vie matérielle de celle-ci par le versement d'une cotisation dont le montant est fixé par le règlement intérieur.

**ARTICLE 8 - RADIATIONS**

La qualité de membre adhérent se perd :

1. De fait, en cas de non-paiement de la cotisation décrite à l'article 7, après un rappel resté infructueux.

2. Par retrait, lequel doit être signifié par écrit (par mail ou courrier postal) au Président de l'Association.

3. Par exclusion prononcée par le conseil d'administration pour infraction aux présents statuts, non-respect du règlement intérieur, de la Charte du Civisme, du cahier des charge, l'intéressé ayant été invité à fournir des explications devant le conseil d'administration.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

S'il le juge opportun, le conseil d'administration peut, au lieu de l'exclusion, prononcer la suspension temporaire d'un membre. Cette décision prive, pendant la durée de l'interdit, du droit de participer, de quelque façon que ce soit, à la vie associative.

Sur simple décision du Conseil d'Administration, le statut de membre d'honneur, de membre bienfaiteur ou de membre ambassadeur peut être retiré.

## ARTICLE 9 - AFFILIATION ET PARTENARIATS

Par décision simple du Bureau, la présente Association peut, pour un but concourant à la réalisation de son objet, adhérer à d'autres associations, unions ou regroupements et établir des partenariats avec toute personne physique ou morale, publique ou privée.

## ARTICLE 10 - RESSOURCES

Les ressources de l'Association comprennent :

a) Le produit des cotisations,
b) Les subventions publiques ou privées,
c) Les dons manuels et aides privées que l'association peut recevoir
d) Les revenus de ses biens et activités
e) Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 11 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale ordinaire comprend tous les membres de l'Association à jour du paiement de leur cotisation à la date de la convocation, les membres bienfaiteurs, les membres d'honneur, les membres fondateurs et les membres ambassadeurs.

Elle se réunit au moins une fois chaque année sur convocation du Président, ou sur la demande de la moitié plus un des membres adhérents. Les convocations sont adressées dix jours au moins avant la réunion par courrier, courriel ou par voie dématérialisée.

L'ordre du jour figure sur les convocations.

Le Président, assisté des membres du Bureau, du Conseil d'Administration, préside l'assemblée et expose la situation morale et l'activité de l'Association.

Le Trésorier les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) à l'approbation de l'assemblée.

Les amendements éventuels du Règlement Intérieur et de la Charte du Civisme sont portés à la connaissance de l'Assemblée Générale.

Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, à main levée ou par voie de dématérialisation.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

Un membre adhérent ne pouvant être présent à l'Assemblée Générale peut être représenté selon les conditions prévues dans le règlement intérieur.

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur le registre des délibérations de l'Association et signés par le Président et le Secrétaire. Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du Conseil d'Administration.

Les décisions des Assemblées Générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

## ARTICLE 12 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres adhérents, le Président peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts ou la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles.

L'Assemblée ne délibère valablement que si 1/10ème des membres qui la composent sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est convoquée, avec le même ordre du jour, au moins 15 jours après la première réunion. Lors de cette seconde réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'Assemblée Générale ordinaire. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur le registre des délibérations de l'Association et signés par le Président et le Secrétaire.

## ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Composition : L'Association est administrée par un Conseil d'Administration d'au moins 5 membres et/ou partenaire, élus pour trois ans par l'Assemblée Générale. Les membres sont rééligibles. En cas de vacances, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration du mandat des membres remplacés.

2. Réunion : Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Président, ou à la demande de l'un de ses membres. Le Président en fixe l'ordre du jour. Les convocations sont adressées au moins dix jours avant la réunion par courrier, courriel ou par voie dématérialisée.

   Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présent ou représenté. Les décisions sont prises à la majorité des membres du conseil d'administration présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Tout membre du conseil qui, sans excuse n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire.

   Le vote par procuration est autorisé sans limitation de mandat, les pouvoirs en blanc étant attribués au Président.

   Le vote par correspondance, mais également le vote par voie dématérialisée est autorisé pour toutes les instances.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

Le conseil d'administration peut déléguer tel ou tel de ses pouvoirs pour une durée déterminée, à un ou plusieurs de ses membres (signature des baux) ou à des salariés de l'association.

À son initiative ou sur proposition de l'Assemblée Générale ou du Bureau, le Conseil d'Administration peut décider de la création de commissions chargées de l'examen ou de l'étude de dossiers spécifiques dont le rôle et les modalités de fonctionnement sont décrits aux termes du règlement intérieur. Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur le registre des délibérations de l'association et signés par le Président et le Secrétaire.

3. Attributions et prérogatives : Le Conseil d'Administration est chargé de mettre en œuvre les décisions et la politique définies par l'Assemblée Générale et le Bureau et ne dispose d'aucun pouvoir décisionnel.

   Le Conseil d'Administration peut déléguer une fraction de ses attributions au Président.

   Le Conseil d'Administration élit le Bureau.

   Les membres du Conseil d'Administration et du Bureau ne contractent, en raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements et opérations de l'Association.

   Ils ne répondent que de leur mandat.

## ARTICLE 14 - LE BUREAU

1. Composition : Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, un Bureau composé au minimum de trois personnes :
   - Un(e) Président(e) ;
   - Un(e) Secrétaire ;
   - Un(e) Trésorier(e),

2. Réunion : Le Bureau se réunit tous les ans ou sur convocation du Président chaque fois que nécessaire. Le Bureau peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes susceptibles de l'éclairer particulièrement sur un sujet mis à l'ordre du jour.

   Il est dressé un procès-verbal des réunions, signé par le Président et le Secrétaire.

3. Attributions et prérogatives : Le Bureau a pour fonction d'assister le Président dans la gestion de l'Association. Il reçoit en tant que tel, délégation permanente pour assurer tous les actes de gestion courante, pour assurer l'animation de l'Association et organiser toutes les manifestations nécessaires à la vie de l'Association.

   Le Bureau dispose de tous les pouvoirs qui ne sont pas statutairement réservés à l'Assemblée Générale pour gérer, diriger et administrer l'Association en toutes circonstances.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

A ) Le Président

Le Président est chargé d'exécuter les décisions du Bureau et d'assurer le bon fonctionnement de l'Association.

Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet.
Il a notamment qualité pour agir en justice au nom de l'Association, tant en demande qu'en défense, et consentir toutes transactions.

Il peut, par délibération du Bureau, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à la Direction générale.

Il ne peut transiger qu'avec l'autorisation du Bureau.
Le Président convoque l'Assemblée Générale, le Bureau et le Conseil d'Administration.
Il préside toutes les assemblées et réunions.

En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé, notamment pour réaliser les convocations, par le Secrétaire et en cas d'empêchement de ces derniers, par l'administrateur le plus ancien ou par tout autre administrateur spécialement délégué par le Bureau.

Il fait ouvrir et fonctionner au nom de l'Association, auprès de toute banque ou tout établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe, accepte, endosse et acquitte tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement des comptes.

B) Le Secrétaire :
Le Secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Il rédige les procès-verbaux de toutes réunions et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'Association, à l'exception de celles qui concernent la comptabilité.

C) Le Trésorier :
Le Trésorier est chargé de la gestion de l'Association, perçoit les recettes, effectue les paiements, sous le contrôle du Président. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations et rend compte au Conseil d'Administration, chaque année, les comptes, le bilan de l'exercice écoulé et le projet de budget de l'exercice en cours. Le Trésorier assume également les fonctions de gestion des Ressources Humaines de l'Association ; recherches, monitorage, recrutement, management …

**ARTICLE 15 - INDEMNITÉS**

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du Conseil d'Administration et du Bureau, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat ou de leur statut de membre peuvent être remboursés sur justificatifs.

Le Bureau fixe par année le budget maximum alloué par catégorie de dépenses.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

**ARTICLE 16 - RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

Le règlement intérieur est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'Association.

Le règlement intérieur, ainsi que les éventuels amendements à venir, sont préparés par le Bureau et approuvés par le Conseil d'Administration.

Ils sont portés à la connaissance de l'Assemblée Générale.

**ARTICLE 17 - CHARTE DU CIVISME**

En adhérant à l'association, les membres s'engagent à respecter la Charte du Civisme, constitutive de l'Association.

Les amendements éventuels des deux documents sont préparés par le directeur général et approuvés par le Bureau. Ils sont portés à la connaissance du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

**ARTICLE 18 - DISSOLUTION**

En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues à l'article 12, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément aux décisions de l'Assemblée Générale extraordinaire qui statue sur la dissolution.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_107-DE

# Charte du civisme

## de l'Association du Passeport du Civisme

Je soussigné(e), , Maire de la commune de , m'engage à respecter les valeurs fondatrices de l'Association du Passeport du Civisme.

Parce que le civisme est notre patrimoine commun, je m'engage à transmettre les valeurs du civisme, notamment auprès des plus jeunes.

Parce que le civisme s'enracine dans des actions de tous les jours, je m'engage à favoriser les initiatives concrètes.

Parce que le civisme s'incarne dans un territoire, je m'engage à valoriser les richesses locales - qu'elles soient humaines, patrimoniales ou environnementales.

Parce que le civisme est ce qui nous rassemble, je m'engage à le faire vivre dans le respect de nos institutions et des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité.

Parce que le civisme n'appartient à personne, je m'engage à ne pas utiliser l'association à des fins partisanes ou idéologiques et à respecter le cahier des charges de l'association.

Parce que le civisme ne se décrète pas, je m'engage à devenir force de proposition au sein de l'Association.

Fait à , le .

**Maxence de RUGY**

Fondateur du
Passeport du Civisme

Maire de la commune
de

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_108-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_108-DE

# DELIBERATION N°2026 / 108

***EAU POTABLE*** **APPROBATION DE LA REPARTITION COMPTABLE SUITE A LA DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION EN EAU POTABLE (SIAEP) D'AVILLY-SAINT-LEONARD-COURTEUIL**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2026 portant dissolution du Syndicat intercommunal d'adduction en eau potable (SIAEP) d'Avilly-Saint-Léonard / Courteuil,

Vu le projet de répartition comptable à opérer entre les Communautés de communes de l'Aire Cantilienne et de Senlis Sud Oise,

**Considérant ce qui suit :**

Le transfert de la compétence « Eau potable » au profit de l'Aire Cantilienne, intervenu le 1er janvier 2025, et de Senlis Sud Oise, depuis le 1er janvier 2026, ont entrainé la dissolution du SIAEP d'Avilly-Saint-Léonard / Courteuil, prononcée par un arrêté préfectoral du 26 janvier 2026.

La dissolution du syndicat induit, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui régit ce type de procédure, sa liquidation sur le plan financier : dans ce cadre, les quotes-parts d'actif, de passif et de résultats sont réparties entre la Senlis Sud Oise (pour la commune de Courteuil) et de l'Aire Cantilienne (pour la commune d'Avilly-Saint-Léonard), en ce qui concerne la compétence eau potable, conformément aux éléments fournis dans le document annexé à la présente délibération.

Les quotes-parts d'actif, de passif et de résultats liées à l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) sont conservées par les deux communes qui exercent cette compétence en direct.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur LAFFITTE,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

- **APPROUVE** la répartition comptable, telle que présentée en annexe, suite à la dissolution du SIAEP d'Avilly-Saint-Léonard / Courteuil,

- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à cette affaire,

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_108-DE

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à [illegible] délibération.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

# RÉPARTITION COMPTABLE

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_108-DE

## SYNDICAT DES EAUX AVILLY COURTEUIL

| SYNDICAT DES EAUX AVILLY-COURTEUIL | | |
|---|---|---|
| COMPTES | DÉBIT | CRÉDIT |
| 1021 | | 135 692,70 |
| 10222 | | 65 916,55 |
| 10228 | | 9 984,04 |
| 1318 | | 54 163,82 |
| 13918 | 41 912,40 | |
| 1068 | | 572 105,07 |
| 110 | | 30 902,66 |
| | | |
| total cl 1 | 41 912,40 | 868 764,84 |
| | | |
| 213 | 634,17 | |
| 2156 | 131 859,10 | |
| 2158 | 721 302,46 | |
| 218 | 2 881,95 | |
| 261 | 900,00 | |
| 2813 | | 634,17 |
| 28156 | | 16 933,00 |
| 28158 | | 141 354,12 |
| 2818 | | 288,00 |
| | | |
| total cl 2 | 857 577,68 | 159 209,29 |
| | | |
| 515 | 128 484,05 | |
| | | |
| total cl 4 | 128 484,05 | 0,00 |
| | | |
| total global | 1 027 974,13 | 1 027 974,13 |
| | | |
| **Résultat investissement** | | 97 581,39 |
| **Résultat fonctionnement** | | 30 902,66 |
| **Total** | | 128 484,05 |

| COURTEUIL | | |
|---|---|---|
| **Clé de répartition** | | 0,40 |
| COMPTES | DÉBIT | CRÉDIT |
| 1021 | | 54 277,08 |
| 10222 | | 26 366,62 |
| 10228 | | 3 993,62 |
| 1318 | | 21 665,53 |
| 13918 | 16 081,20 | |
| 1068 | | 201 098,77 |
| 110 | | 12 361,06 |
| | | |
| total cl 1 | 16 081,20 | 319 762,68 |
| | | |
| 213 | 634,17 | |
| 2156 | 52 694,84 | |
| 2158 | 249 186,19 | |
| 218 | 2 881,95 | |
| 261 | 450,00 | |
| 2813 | | 634,17 |
| 28156 | | 6 476,00 |
| 28158 | | 46 161,12 |
| 2818 | | 288,00 |
| | | |
| total cl 2 | 305 847,15 | 53 559,29 |
| | | |
| 515 | 51 393,62 | |
| | | |
| total cl 4 | 51 393,62 | 0,00 |
| | | |
| total global | 373 321,97 | 373 321,97 |
| | | |
| **Résultat investissement** | | 39 032,56 |
| **Résultat fonctionnement** | | 12 361,06 |
| **Total** | | 51 393,62 |

| AVILLY ST LEONARD | | |
|---|---|---|
| **Clé de répartition** | | 0,60 |
| COMPTES | DÉBIT | CRÉDIT |
| 1021 | | 81 415,62 |
| 10222 | | 39 549,93 |
| 10228 | | 5 990,42 |
| 1318 | | 32 498,29 |
| 13918 | 25 831,20 | |
| 1068 | | 371 006,30 |
| 110 | | 18 541,60 |
| | | |
| total cl 1 | 25 831,20 | 549 002,16 |
| | | |
| 213 | 0,00 | |
| 2156 | 79 164,26 | |
| 2158 | 472 116,27 | |
| 218 | 0,00 | |
| 261 | 450,00 | |
| 2813 | | 0,00 |
| 28156 | | 10 457,00 |
| 28158 | | 95 193,00 |
| 2818 | | 0,00 |
| | | |
| total cl 2 | 551 730,53 | 105 650,00 |
| | | |
| 515 | 77 090,43 | |
| | | |
| total cl 4 | 77 090,43 | 0,00 |
| | | |
| total global | 654 652,16 | 654 652,16 |
| | | |
| **Résultat investissement** | | 58 548,83 |
| **Résultat fonctionnement** | | 18 541,60 |
| **Total** | | 77 090,43 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_108-DE



**SYNDICAT EAUX AVILLY COURTEUIL- ETAT de l'ACTIF- Année 2025**

# RÉPARTITION DÉFINITIVE

| ANNÉE D'ACQUI | COMPTE | LIBELLE | NUMÉRO INVENTAIRE | DURÉE D'AMORTIS. | VALEUR D'ORIGINE | AMORTISSEMENTS | RESTE A AMORTIR | 0,40 COURTEUIL BIENS | 0,40 COURTEUIL AMORTISSEMENTS | 0,60 AVILLY BIENS | 0,60 AVILLY AMORTISSEMENTS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1993 | 213 | **Travaux sur bâtiment** | 1993/2313/1 | 60 | 634,17 | 634,17 | 0,00 | 634,17 | 634,17 | | | |
| | **2813** | | | | **634,17** | **634,17** | **0,00** | **634,17** | **634,17** | **0,00** | **0,00** | |
| 1999 | 2156 | **Borne incendie rue du marais Courteuil** | **1999/215-1** | 40 | 5 153,08 | 640,00 | 4 513,08 | 5 153,08 | 640,00 | | | Reste dans la commune |
| 2017 | 2156 | **Branchements plomb** | **90005735964311** | 40 | 52 139,05 | 10 204,00 | 41 935,05 | 20 855,62 | 4 081,60 | 31 283,43 | 6 122,40 | |
| 2019 | 2156 | **Remplct 15 branchements plomb Facture no5056909 sur les 2 communes** | **90006864557611** | 40 | 29 255,70 | 4 386,00 | 24 869,70 | 11 702,28 | 1 754,40 | 17553,42 | 2631,60 | |
| 2020 | 2156 | **Changement canalisation Rue de la Croix Verte/Avilly** | **2020-01** | 40 | 13 206,77 | 1 650,00 | 11 556,77 | | | 13206,77 | 1650,00 | |
| 2025 | 2156 | **Pose 2 débitmètres de sectorisation entre les 2 communes** | **2025-01** | 40 | 29 967,72 | 0,00 | 29 967,72 | 14 983,86 | 0,00 | 14983,86 | 0,00 | |
| 2025 | 2156 | **Branchements plomb F302405967 Rue du fossé du Prince Avilly** | **2025-01** | 40 | 2 136,78 | 53,00 | 2 083,78 | | | 2136,78 | 53,00 | |
| | 28156 | | | | **131 859,10** | **16 933,00** | **114 926,10** | **52 694,84** | **6 476,00** | **79 164,26** | **10 457,00** | |
| 1988 | 2158 | TRAVX RESEAUX ADDUCTION EAU | 1988/2315/1 | 60 | 326 403,60 | 54 399,00 | 272 004,60 | 130 561,44 | 21 759,60 | 195 842,16 | 32 639,40 | |
| 1989 | 2158 | VOIES ET RESEAUX | 1989/215/1 | 60 | 76 220,56 | 13 970,34 | 62 250,22 | 30 488,22 | 5 588,14 | 45 732,34 | 8 382,20 | |
| 1989 | 2158 | TRAVX RESEAUX ADDUCTION EAU | 1989/2315/1 | 60 | 3 524,97 | 582,00 | 2 942,97 | 1 409,99 | 232,80 | 2 114,98 | 349,20 | |
| 1991 | 2158 | TRAVX RESEAUX ADDUCTION EAU | 1991/2315/1 | 60 | 35 781,97 | 5 954,00 | 29 827,97 | 14 312,79 | 2 381,60 | 21 469,18 | 3 572,40 | |
| 1992 | 2158 | TRAVX RESEAUX ADDUCTION EAU | 1992/2315/1 | 60 | 440,62 | 70,00 | 370,62 | 176,25 | 28,00 | 264,37 | 42,00 | |
| 1999 | 2158 | REMPLACEMENT POTEAU INCENDIE COURTEUIL | 1999/215/1 | 60 | 1 887,85 | 1 054,78 | 833,07 | 1 887,85 | 1 054,78 | | | Reste dans la commune |
| 2000 | 2158 | DEMOLITION DU CHATEAU EAU COURTEUIL | 2000/215/1 | 60 | 11 851,39 | 1 385,00 | 10 466,39 | 11 851,39 | 1 385,00 | | | Reste dans la commune |
| 2000 | 2158 | POSE REPERE DE NIVELLEMENT | 2000/215/2 | 60 | 452,18 | 72,00 | 380,18 | 180,87 | 28,80 | 271,31 | 43,20 | |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_108-DE

ACTIF

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2009 | 2158 | Poteau incendie rue du calvaire Courteuil | 2009/2158-1 | 60 | 2 252,37 | 372,00 | 1 880,37 | 2 252,37 | 372,00 | | | Reste dans la commune |
| 2010 | 2158 | POTEAU 24 RUE FOSSE DU PRINCE AVILLY ST LEONARD | 2010/2158/1 | 60 | 2 700,68 | 268,00 | 2 432,68 | | | 2700,68 | 268,00 | Reste dans la commune |
| 2012 | 2158 | renouvellement branchement plombs Avilly St léonard | 2012/2158/1 | 60 | 119 623,73 | 29 901,00 | 89 722,73 | | | 119623,73 | 29901,00 | |
| 2014 | 2158 | Branchements plombs Mandat 4/2014 | 2014/2158/1 | 60 | 71 956,64 | 17 981,00 | 53 975,64 | 28 782,66 | 7 192,40 | 43 173,98 | 10 788,60 | |
| 2015 | 2158 | FA 5047505 BRANCHPLOMB 2015 | 2158/2015/01 | 60 | 68 205,90 | 15 345,00 | 52 860,90 | 27 282,36 | 6 138,00 | 40 923,54 | 9 207,00 | |
| | 28158 | | | | **721 302,46** | **141 354,12** | **579 948,34** | **249 186,19** | **46 161,12** | **472 116,27** | **95 193,00** | |
| 2012 | 218 | **Poteau incendie RD 924 Courteuil** | **90003846023711** | 5 | 2 881,95 | 288,00 | 2 593,95 | 2 881,95 | 288,00 | | | Reste dans la commune |
| | **2818** | | | | **2 881,95** | **288,00** | **2 593,95** | **2 881,95** | **288,00** | **0,00** | **0,00** | |
| 2013 | 261 | **6 ACTIONS SAO-ADTO DE 150€ L'Unité** | 2017-01 | | 900,00 | | 900,00 | 450,00 | | 450,00 | | |
| | 261 | | | | **900,00** | | **900,00** | **450,00** | **0,00** | **450,00** | **0,00** | |
| | | | | ***Sommes à répartir*** | ***857 577,68*** | ***159 209,29*** | ***698 368,39*** | ***305 847,15*** | ***53 559,29*** | ***551 730,53*** | ***105 650,00*** | |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_108-DE



**SYNDICAT EAUX AVILLY COURTEUIL- ÉTAT de l'ACTIF- Année 2025**

# RÉPARTITION DÉFINITIVE

| ANNÉE de réception | COMPTE | LIBELLE | Numéro | DURÉE de Reprise | Montant D'ORIGINE | REPRISE SUBVENTION | RESTE A REPRENDRE | COURTEUIL | | AVILLY | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | SUBVENTION | REPRISE | SUBVENTION | REPRISE |
| | | | | | | | | COMPTE 131 | COMPTE 1391 | COMPTE 131 | COMPTE 1391 |
| **2016** | **131** | **DETR 2015 (Titre 5-2016)** | **2016/131/1** | **10** | **22 735,30** | **20 457,00** | **2 278,30** | 9 877,75 | 8 182,80 | 12 857,55 | 12 274,20 |
| **2017** | **131** | **DETR 2016 (Titre 5-2017)** | **2017/131/1** | **10** | **17 379,68** | **13 896,00** | **3 483,68** | 7 550,90 | 5 558,40 | 9 828,78 | 8 337,60 |
| **2019** | **1318** | **DETR 2018 (Titre 6-2019)** | **131/2019** | **10** | **9 751,90** | **5 850,00** | **3 901,90** | 4 236,88 | 2 340,00 | 5 515,02 | 3 510,00 |
| **2022** | **131** | **DETR 2020 (Canalisation Croix verte) (titre 2-2022)** | **131/2022/2** | **10** | **4 296,94** | **1 709,40** | **2 587,54** | | | 4 296,94 | 1 709,40 |
| | | | | | 54 163,82 | 41 912,40 | **12 251,42** | **21 665,53** | **16 081,20** | **32 498,29** | **25 831,20** |
| **Sommes à répartir** | | | | | **54 163,82** | **41 912,40** | **12 251,42** | **21 665,53** | **16 081,20** | **32 498,29** | **25 831,20** |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# DELIBERATION N°2026 / 109

***EAU POTABLE*** **RAPPORTS ANNUELS 2025 DES DELEGATAIRES EN MATIERE D'EAU POTABLE**

Vu le Code de la commande publique, notamment l'article L 3131-5,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

Vu les contrats de délégation de service public du service d'eau potable des communes d'Apremont, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye, Vineuil-Saint-Firmin et du Syndicat intercommunal d'adduction en eau potable (SIAEP) d'Avilly-Saint-Léonard / Courteuil,

Vu l'avis de la commission Travaux, Eau et Assainissement en date du jeudi 10 septembre 2026,

**Considérant ce qui suit :**

L'article L 3131-5 du Code de la commande publique dispose que « *Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est concédée, y compris dans le cas prévu à l'article L 1121-4, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public* ».

Le Rapport Annuel du Délégataire (RAD) vise donc à permettre à l'autorité concédante d'exercer son contrôle sur l'exécution de la délégation de service public.

Vu les document de synthèse exposés en séance,

**Entendu le rapport présenté par Monsieur LAFFITE,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **PREND ACTE** des rapports annuels 2025 des délégataires d'eau potable pour les communes d'Apremont, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye, Vineuil-Saint-Firmin et du SIAEP d'Avilly-Saint-Léonard / Courteuil,

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

VEOLIA

# SYNTHÈSE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

## Service public d'eau potable de Commune de Vineuil Saint Firmin_Eau Potable



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# SOMMAIRE

1. CONTEXTE CONTRACTUEL

2. ORGANISATION LOCALE

3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE
Couverture
Exploitation
Consommateurs

4. FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

5. VIE DU SERVICE
Exploitation
Consommateurs

6. ÉCONOMIE DU CONTRAT

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 1 CONTEXTE CONTRACTUEL

**Contractant**

**COMMUNE DE VINEUIL SAINT FIRMIN - MAIRIE**

**Périmètre du service**

**VINEUIL SAINT FIRMIN**

**Dates du contrat**

**Début :** 05/12/2020
**Fin :** 04/12/2032

**Délégataire**

**Sté des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise**

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 2. ORGANISATION LOCALE

**Directeur de Territoire**



Philippe Forey

**Directrice Développement**



Fahra FEDDAL

**Directeur des Opérations**



Sébastien VANDEPUTTE

**Manager Service Local Eau Production**



Benoît ALVAREZ

**Manager Service Local Eau Réseau**



Jérôme LOPEZ

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE

## Consommateurs

| | |
|---|---|
| HABITANTS DESSERVIS | 1 450 |
| ABONNÉS | 731 |
| CONSOMMATION MOYENNE | 187 l/hab/j |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE

## Exploitation

### Ouvrages

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| NOMBRE D'INSTALLATIONS DE PRODUCTION | | NOMBRE DE RÉSERVOIRS | d'une capacité totale de $m^3$ | STATIONS DE POMPAGE ET DE SURPRESSION | 0 |
| CANALISATIONS DE DISTRIBUTION | 21 km | NOMBRE DE BRANCHEMENTS | 693 | NOMBRE DE COMPTEURS | 757 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE

## Exploitation

### Indicateurs clés



**RENDEMENT**
**du réseau de distribution**

Objectif Grenelle 2 : 71,01 %

87,6 %

91,9 % en 2024

**INDICE**
**DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE**
**sur une échelle de 0 à 120**

94

94 en *2024*

**INDICE**
**LINÉAIRE DE PERTES**
**(ILP)**

4,26 $m^3/j/km$

2,32 $m^3/j/km$ en *2024*

**TAUX**
**d'interruption de service non programmé**

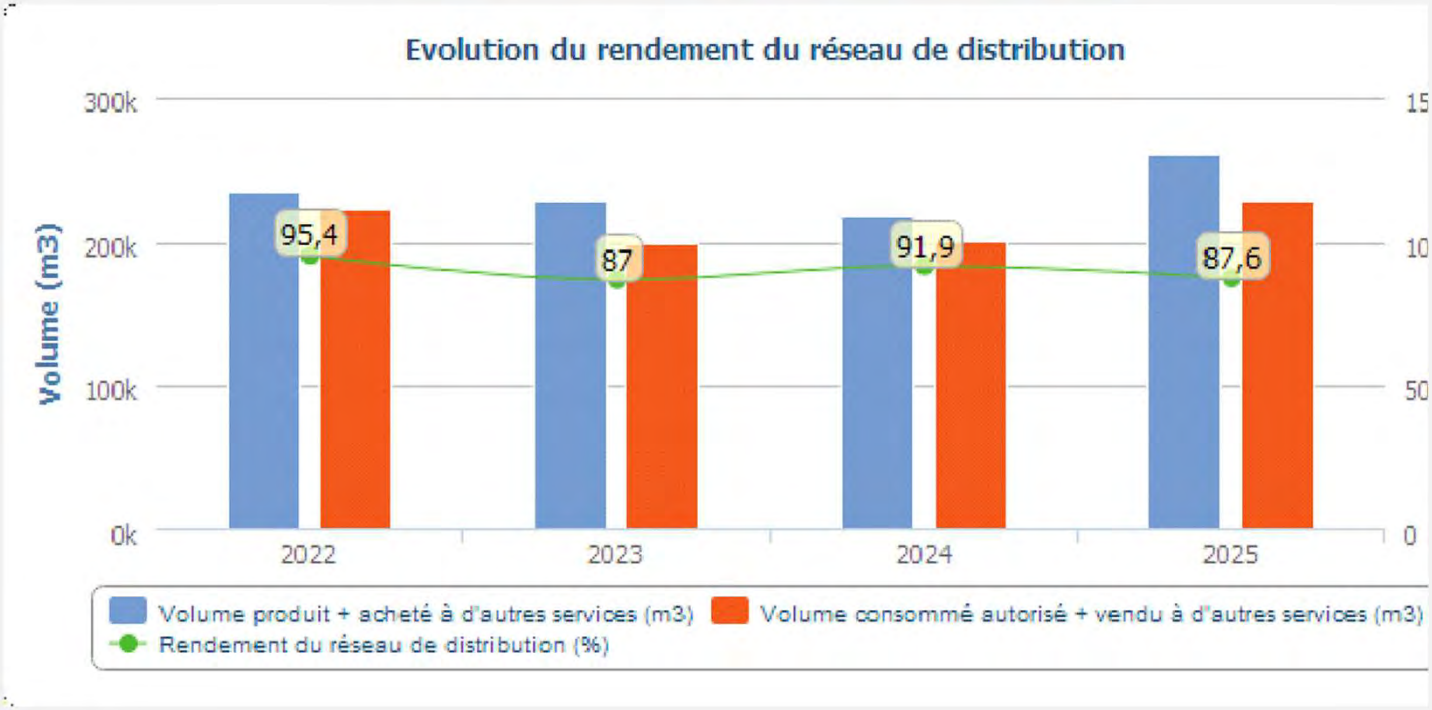
0,00 %

0,00 en 2024

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE

## Exploitation

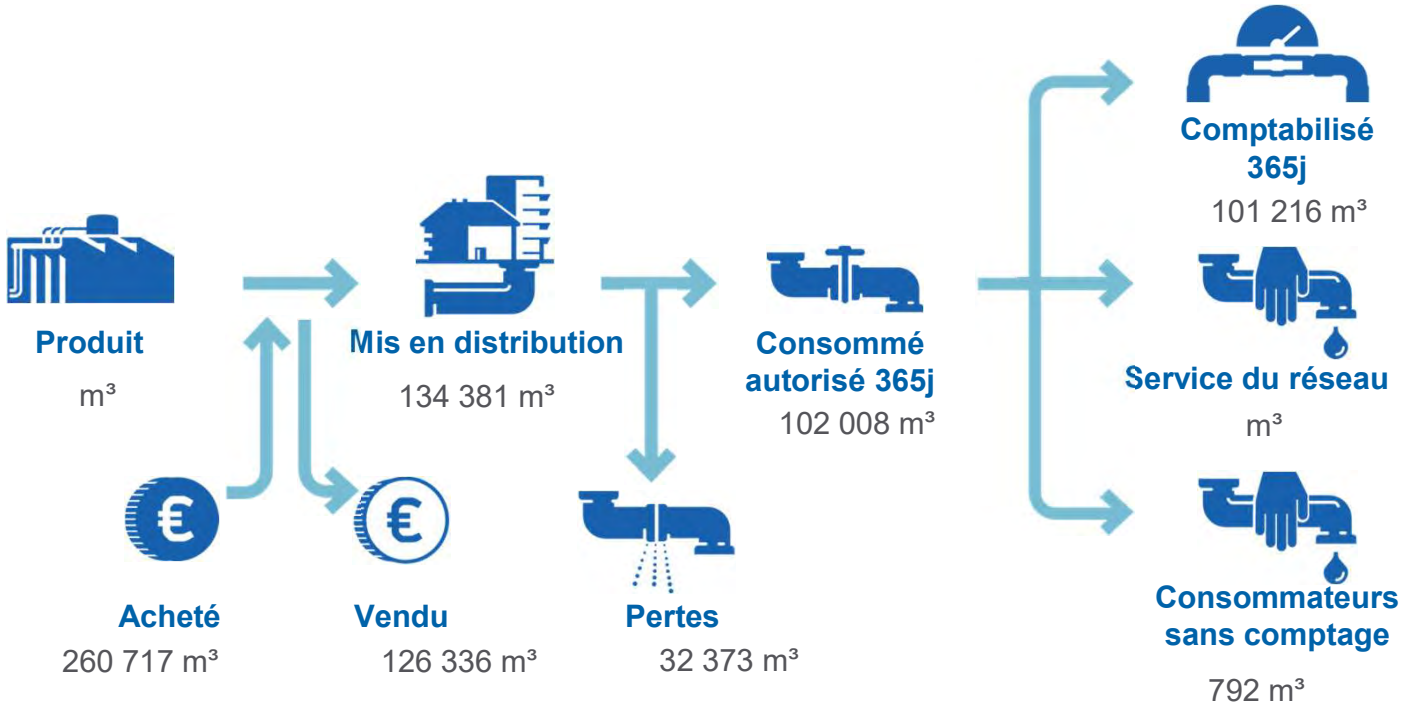


Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE

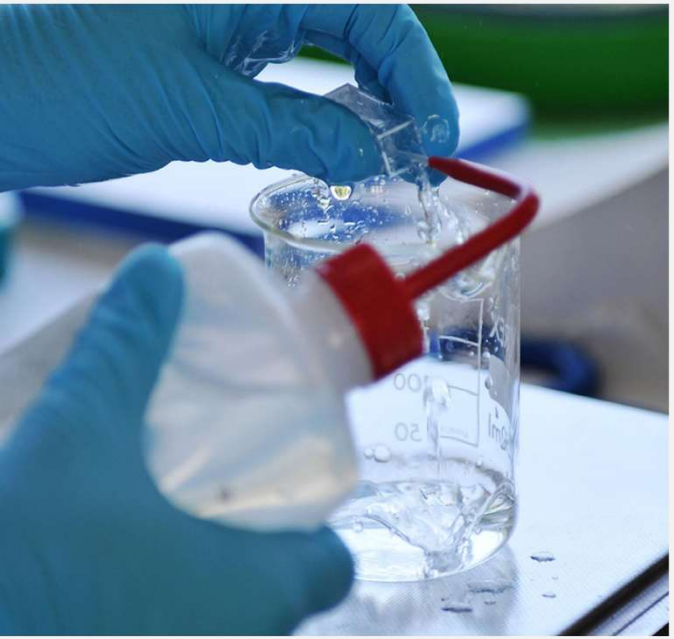
## Exploitation

### Volumes



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE
## Exploitation



**ANALYSES MICROBIOLOGIQUES***

100,0 %

100,0% en 2024

**ANALYSES PHYSICOCHIMIQUES***

100,0 %

100,0% en 2024

*Conformes aux normes du Ministère de la Santé

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE

## Prix du Service



**PRIX DE L'EAU**
**(pour une consommation annuelle de 120m³)**

2,04 €/m³

2,14 €/m3 en 2024

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 3. CHIFFRES CLÉ DU SERVICE

## Prix du Service

| VINEUIL SAINT FIRMIN<br>Prix du service de l'eau potable | Volume | Prix Au 01/01/2026 | Montant Au 01/01/2025 | Montant Au 01/01/2026 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Part délégataire** | | | **158,77** | **150,33** | **-5,32%** |
| Abonnement | | | 37,10 | 35,12 | -5,34% |
| Consommation | 120 | 0,9601 | 121,67 | 115,21 | -5,31% |
| **Part communale** | | | **19,44** | **19,44** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,1620 | 19,44 | 19,44 | 0,00% |
| **Organismes publics** | | | **65,16** | **62,58** | **-3,96%** |
| Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0900 | 7,92 | 10,80 | 36,36% |
| Consommation d'eau Potable | 120 | 0,3400 | 55,20 | 40,80 | -26,09% |
| Performance des réseaux d'eau Potable | 120 | 0,0915 | 2,04 | 10,98 | 438,24% |
| **Total € HT** | | | **243,37** | **232,35** | **-4,53%** |
| TVA | | | 13,39 | 12,78 | -4,56% |
| **Total TTC** | | | **256,76** | **245,13** | **-4,53%** |
| **Prix TTC du service au m3 pour 120 m3** | | | **2,14** | **2,04** | -4,67% |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 4. FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

## Événements clés

- Installations de notre télégestion sur les débitmètres.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 5. VIE DU SERVICE
## Exploitation

### Gestion du patrimoine

**NOMBRE DE BRANCHEMENTS RENOUVELÉS**

**DONT :**

| par le délégataire | branchements en plomb renouvelés | branchements restant à fin 2025 |
|---|---|---|
| | 0 | 0 |

**LONGUEUR DE CANALISATIONS RENOUVELÉES**

0 m

**NOMBRE DE COMPTEURS REMPLACÉS**

13

**TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX**

0,00 %
sur les 5 dernières années

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 5. VIE DU SERVICE

## Exploitation

### Nombre de fuites



| | | | |
|---|---|---|---|
| SUR CANALISATION | 8 | SUR BRANCHEMENTS | 8 |
| SUR COMPTEURS | 7 | LINÉAIRE SOUMIS À RECHERCHE DE FUITE | 690 m |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 5. VIE DU SERVICE
## Consommateurs



**TAUX D'IMPAYÉS**

**0,62 %**

0,92 % en 2024



**TAUX DE RÉCLAMATIONS ÉCRITES**
**pour 1 000 clients**

**0,00**

2,72 en 2024



**TAUX DE RESPECT DU DÉLAI D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS**

**100,00 %**

100,00 % en 2024

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# 6. L'ÉCONOMIE DU CONTRAT

**STE DES EAUX ET ASSAINISSEMENT DE L'OISE** — **Version Finale**

## Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
## Année 2025
## (en application du décret du 14 mars 2005)

**Collectivité: Q0850 - Vineuil Saint Firmin DSP-Eau** — **Eau**

| LIBELLE | 2024 | 2025 | Ecart % |
|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | **197 075** | **216 176** | **9,69 %** |
| Exploitation du service | 121 096 | 130 607 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 62 373 | 74 842 | |
| Travaux attribués à titre exclusif | 5 586 | 1 639 | |
| Produits accessoires | 8 020 | 9 088 | |
| **CHARGES** | **209 622** | **231 212** | **10,30 %** |
| Personnel | 16 124 | 20 668 | |
| Achats d'eau | 93 820 | 98 884 | |
| Analyses | 859 | 568 | |
| Sous-traitance, matièreset fournitures | 15 136 | 17 493 | |
| Impôts locaux et taxes | 191 | 177 | |
| Autres dépenses d'exploitation | 16 989 | 12 802 | |
| *télécommunications, poste et telegestion* | *774* | *1 613* | |
| *engins et véhicules* | *3 351* | *6 616* | |
| *informatique* | *3 093* | *3 656* | |
| *assurances* | *5 659* | *529* | |
| *locaux* | *900* | *1 144* | |
| *autres* | *3 213* | *- 757* | |
| Contribution des services centraux et recherche | 2 678 | 3 112 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 62 373 | 74 842 | |
| Charges relatives aux renouvellements | 0 | 134 | |
| *pour garantie de continuité du service* | *0* | *134* | |
| Charges relatives aux compteurs du domaine privé | 663 | 1 038 | |
| Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement | 789 | 1 494 | |
| **RESULTAT AVANT IMPOT** | **- 12 547** | **- 15 036** | **-19,84 %** |
| **RESULTAT** | **- 12 546** | **- 15 035** | **-19,84 %** |

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 — 03/03/2026

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Rapports Annuels du Délégataire 2025

## Eau Potable

**APREMONT**
**CHANTILLY**
**GOUVIEUX**
**LAMORLAYE**
**SIPAREP**



prêts pour la révolution de la ressource

SUEZ

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

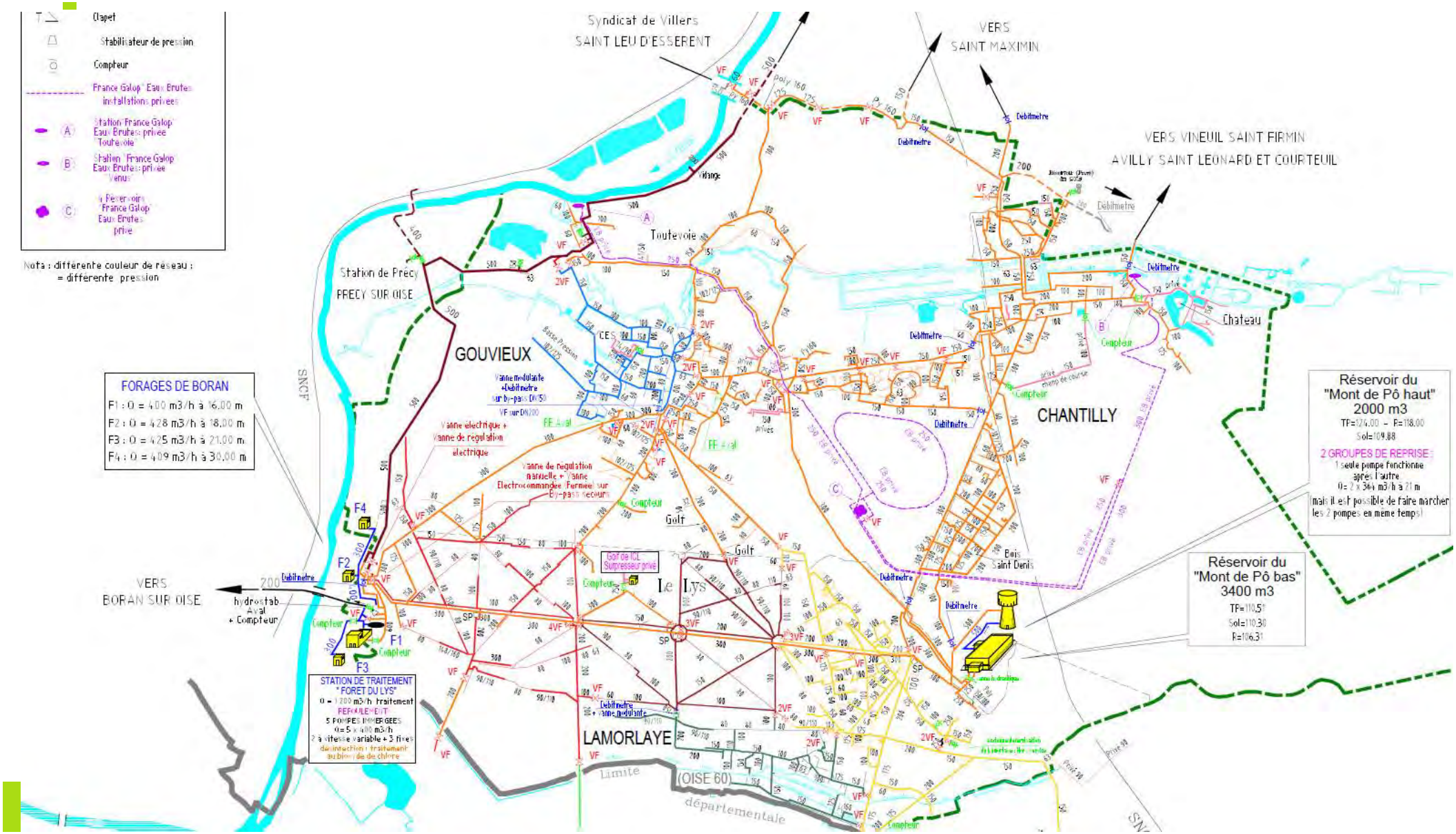
# Les contrats de délégation de service public

## Les contrats et leurs avenants

| Contrat | Désignation | Date de prise d'effet | Date d'échéance | Objet |
|---|---|---|---|---|
| Apremont | Contrat | 16/04/2024 | 31/03/2036 | Affermage |
| Apremont | Avenant n°01 | 20/09/2024 | 31/03/2036 | Régénération du forage existant, remise en activité du forage Chemin du Bosquet et télérelève |
| SIAEP Avilly Saint Leonard - Courteuil | Contrat | 01/01/2018 | 31/12/2027 | Concession |
| Chantilly | Contrat | 01/02/2021 | 31/01/2032 | Concession |
| Chantilly | Avenant n°01 | 01/02/2026 | 31/01/2032 | Intégration à la DSP de Chantilly de la gestion des moyens de stockage de l'eau potable de l'ex SIPAREP et modification de la répartition des dotations pour renouvellement |
| Gouvieux | Contrat | 01/01/2018 | 31/12/2029 | Affermage |
| Lamorlaye | Contrat | 01/07/2019 | 30/06/2031 | Concession |
| Lamorlaye | Avenant n°01 | 01/01/2023 | 30/06/2031 | Intégration de la nouvelle convention de fourniture d'eau d'arrosage au Golf du Lys - Chantilly |
| SIPAREP | Contrat | 29/12/2012 | 31/12/2025 | Affermage |
| SIPAREP | Avenant n°01 | 10/12/2024 | 31/12/2025 | Prolongation du contrat jusqu'au 31 décembre 2025 |

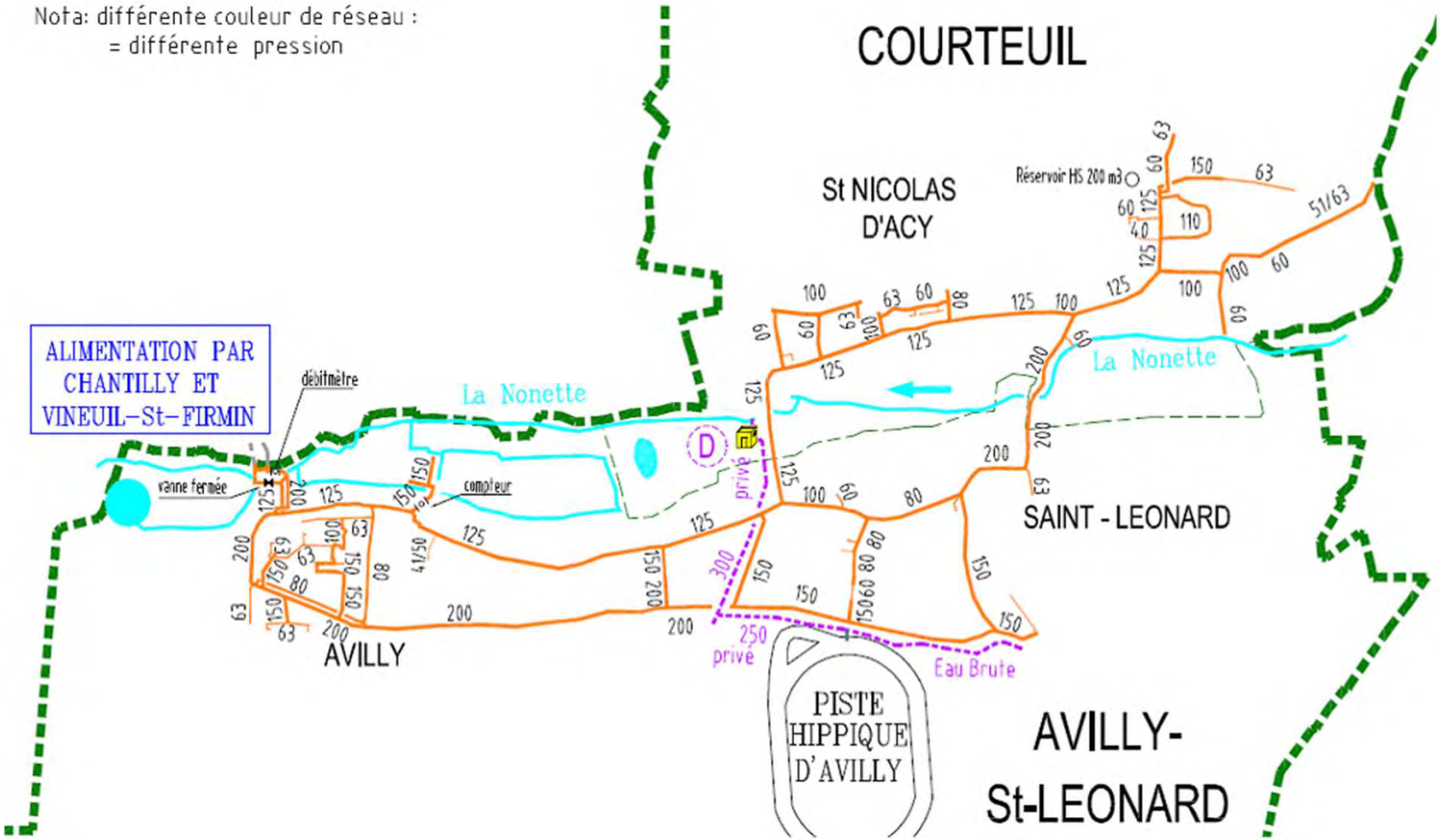
Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Système d'alimentation Chantilly - Gouvieux – Lamorlaye



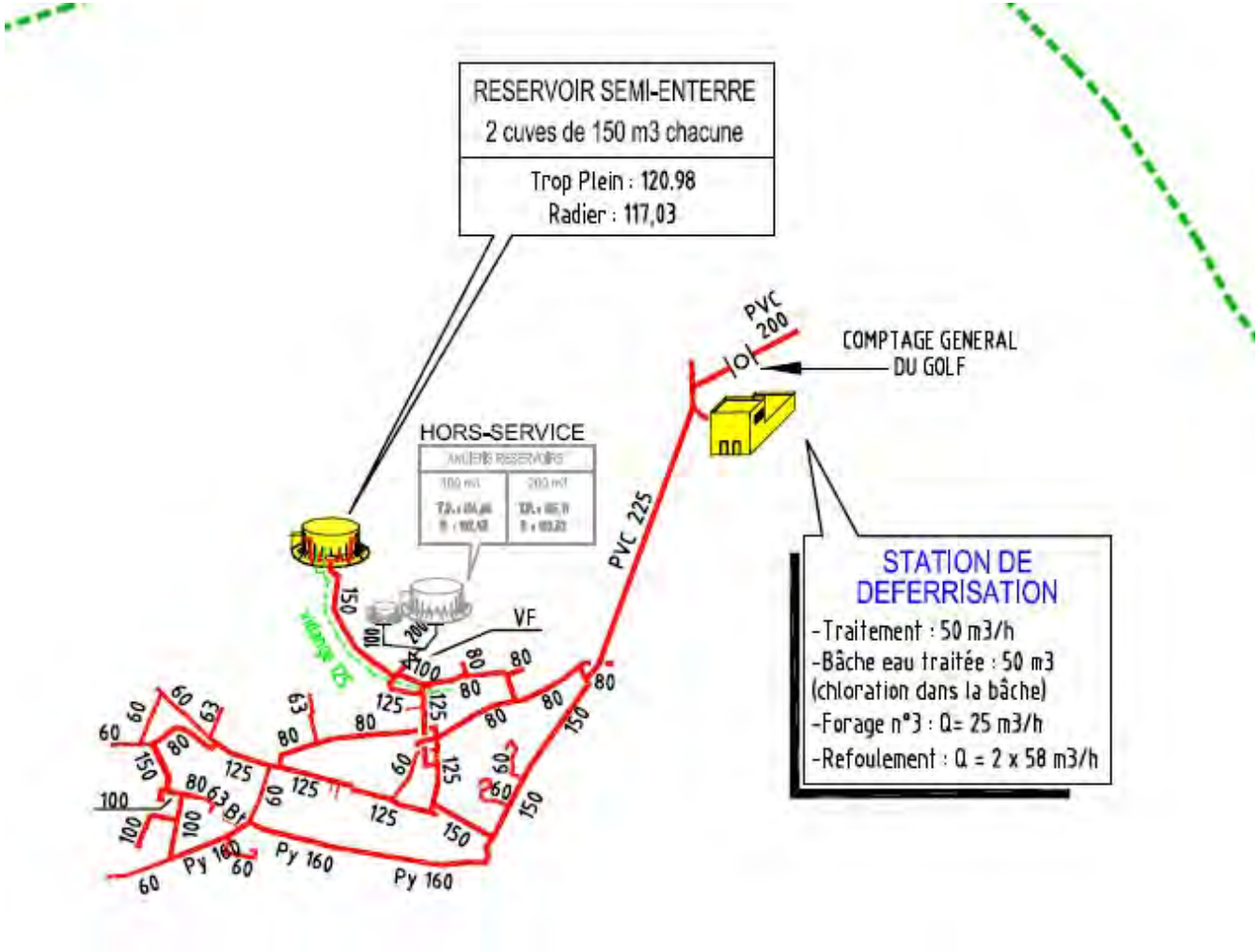
Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Système d'alimentation SIAEP Avilly Saint Leonard - Courteuil



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Système d'alimentation Apremont



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Le patrimoine des différents services

| Inventaire des installations de production/traitement | |
|---|---|
| **Commune** | **Site** |
| APREMONT | Apremont / Station de déferrisation |

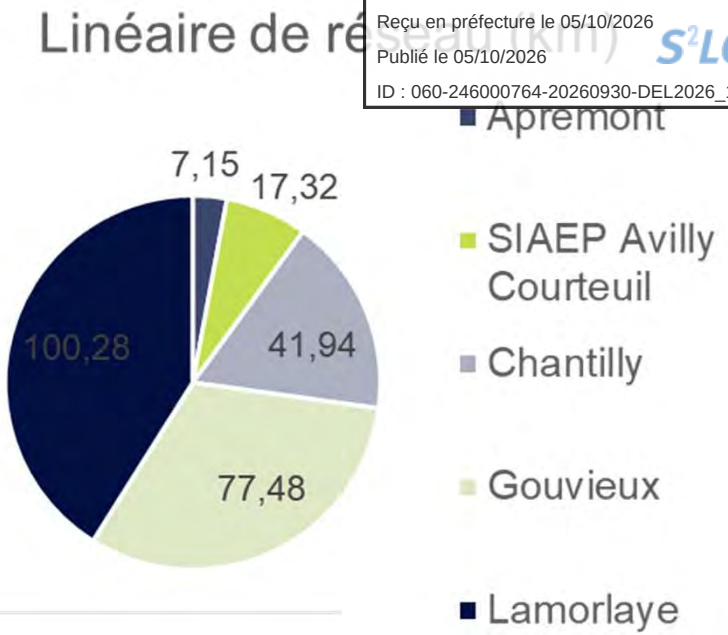
| Inventaire des réservoirs | |
|---|---|
| **Commune** | **Site** |
| APREMONT | Apremont /Réservoir |

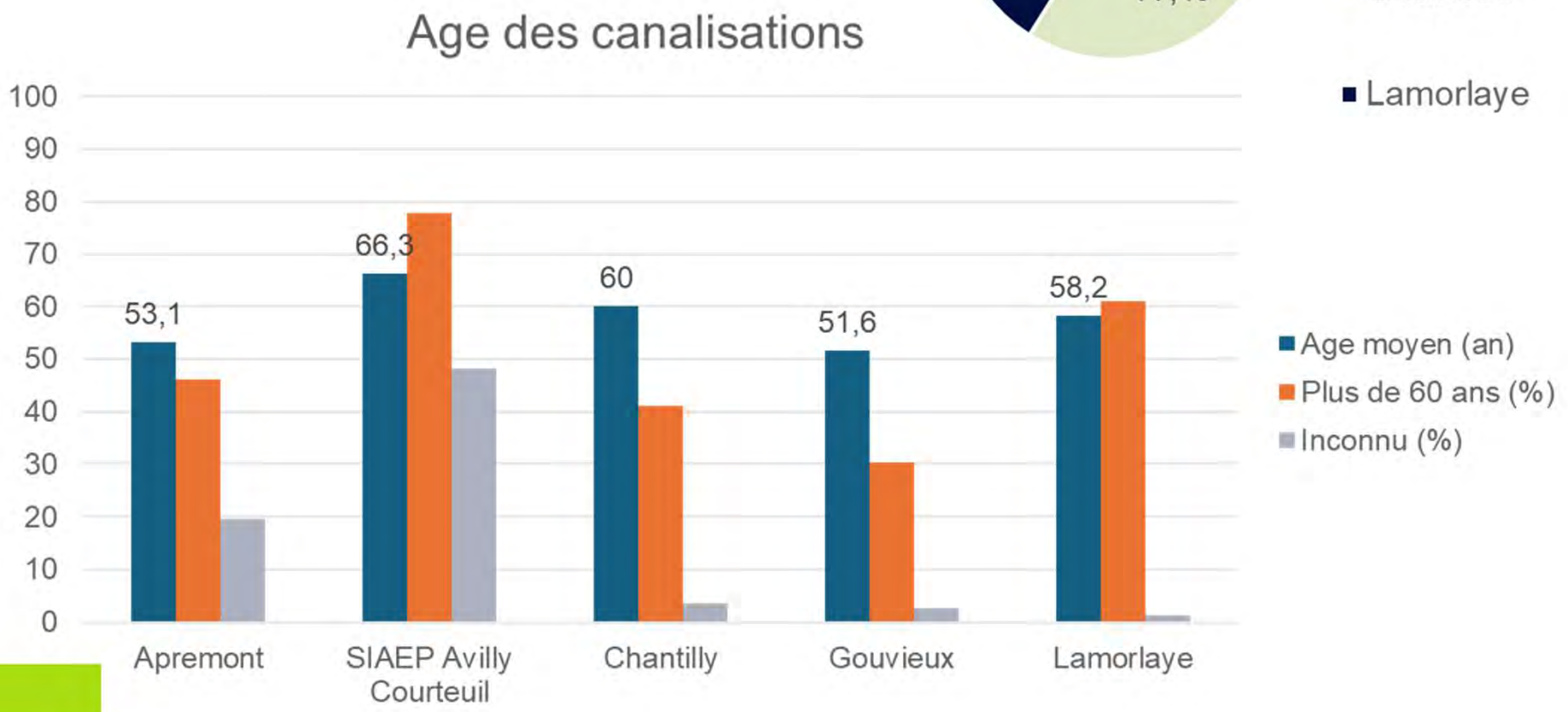
**Inventaire des réservoirs**

| Commune | Site | Année de mise en service | Volume utile | Unité |
|---|---|---|---|---|
| CHANTILLY | Chantilly / Réservoir et relais Mont de Pô haut | 1982 | 2 000 | m³ |
| CHANTILLY | Chantilly / Réservoir Mont de Pô bas | 1895 | 3 400 | m³ |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Le patrimoine enterré des différents services



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Le patrimoine des différents services



## Nombre de branchements :

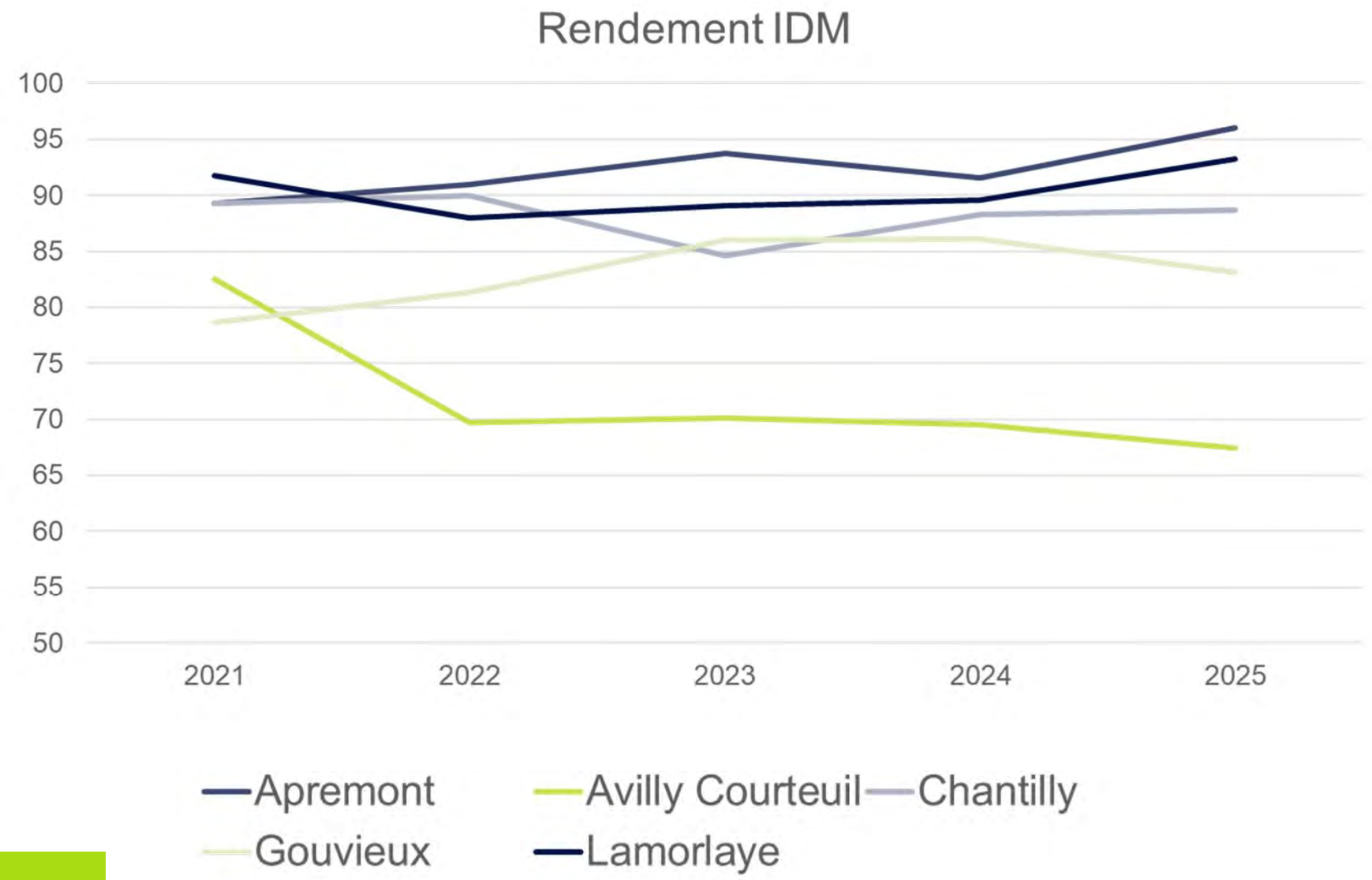
- Apremont : 388
- SIAEP Avilly Courteuil : 746
- Chantilly : 2532
- Gouvieux : 3334
- Lamorlaye : 3618

## Nombre de compteurs :

- Apremont : 389 dont 273 compteurs connectés
- SIAEP Avilly Courteuil : 746
- Chantilly : 3639 dont 3373 compteurs connectés
- Gouvieux : 3872
- Lamorlaye : 3822

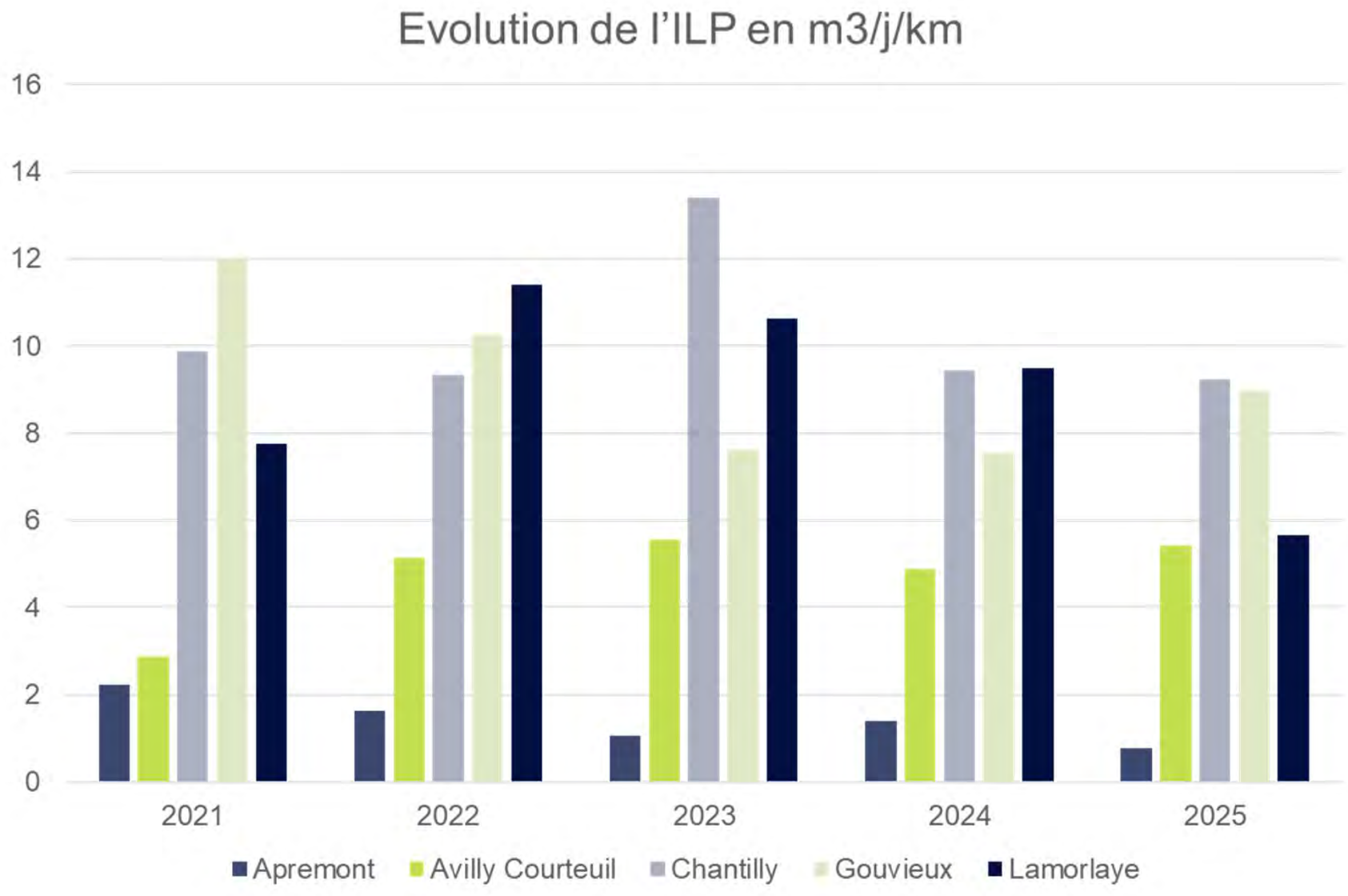
Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Bilan hydraulique – Rendement de réseau



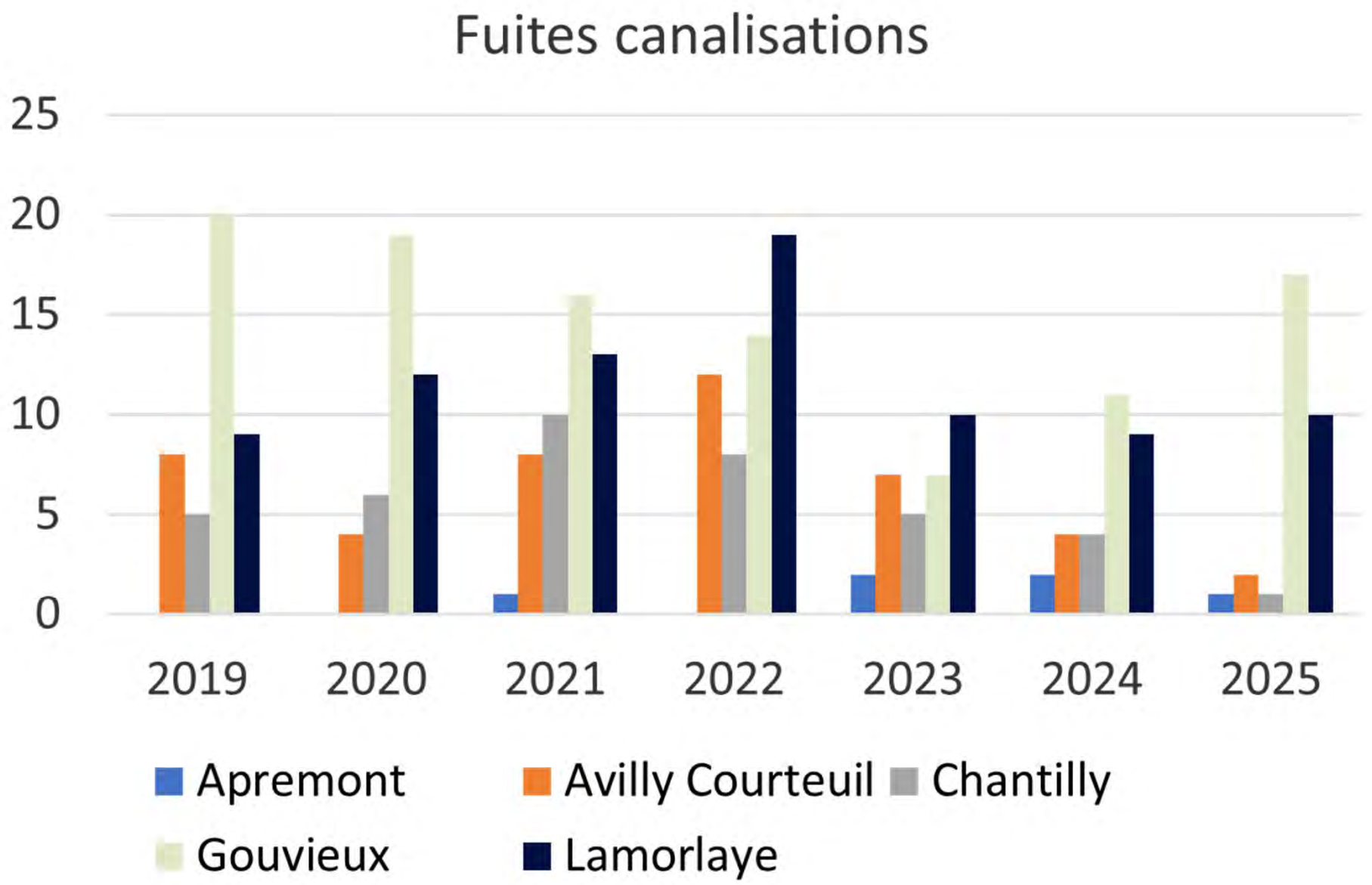
# Bilan hydraulique – Indice linéaire de pertes

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE



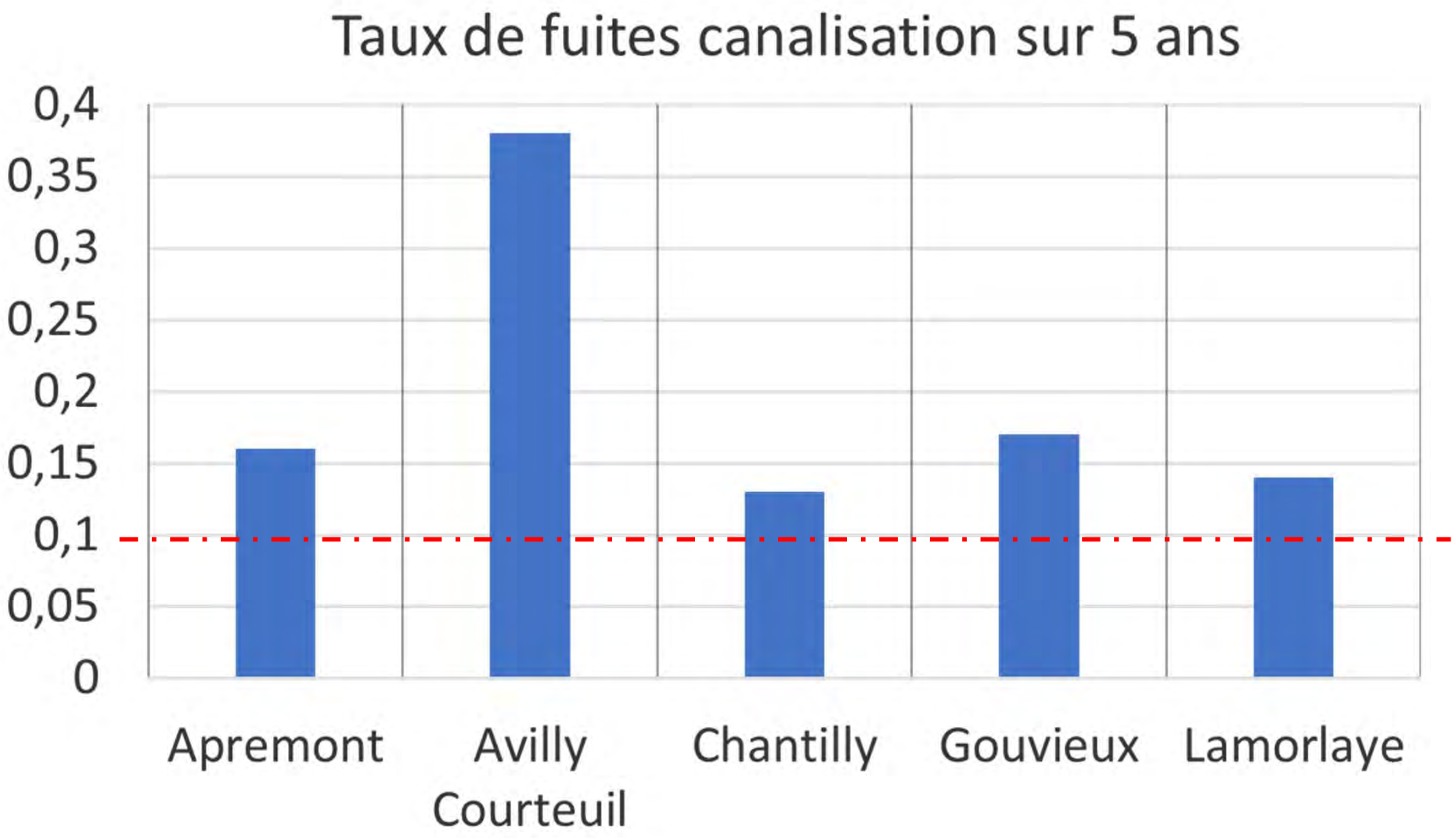
Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Réparation de fuites sur canalisation



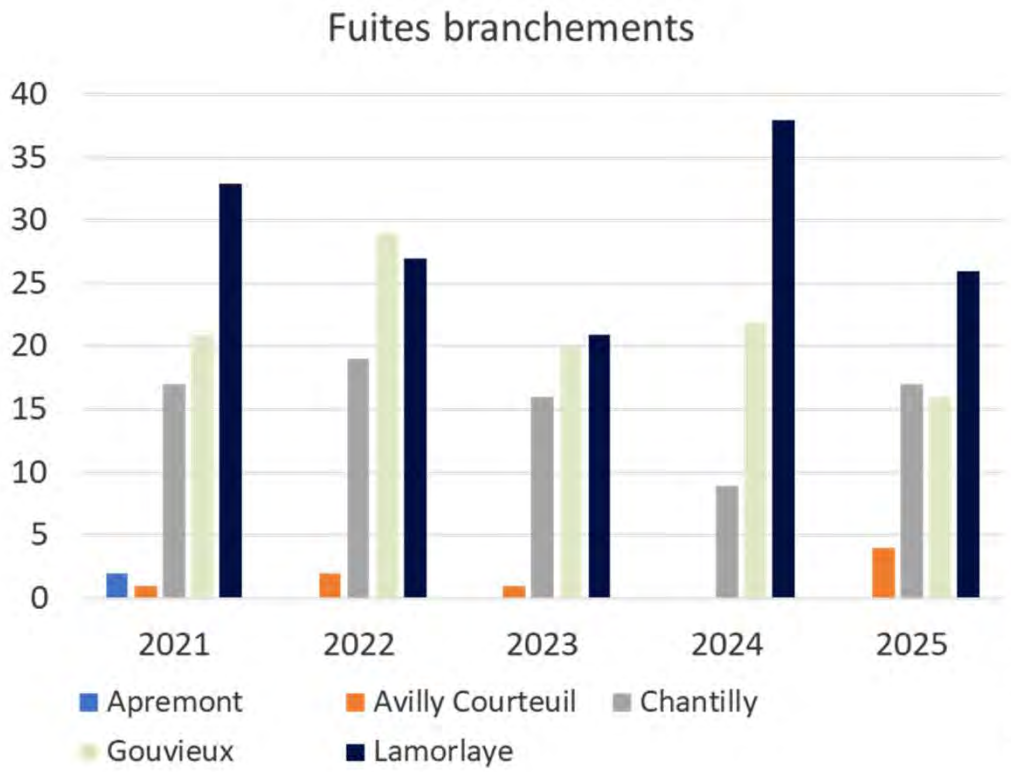
Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

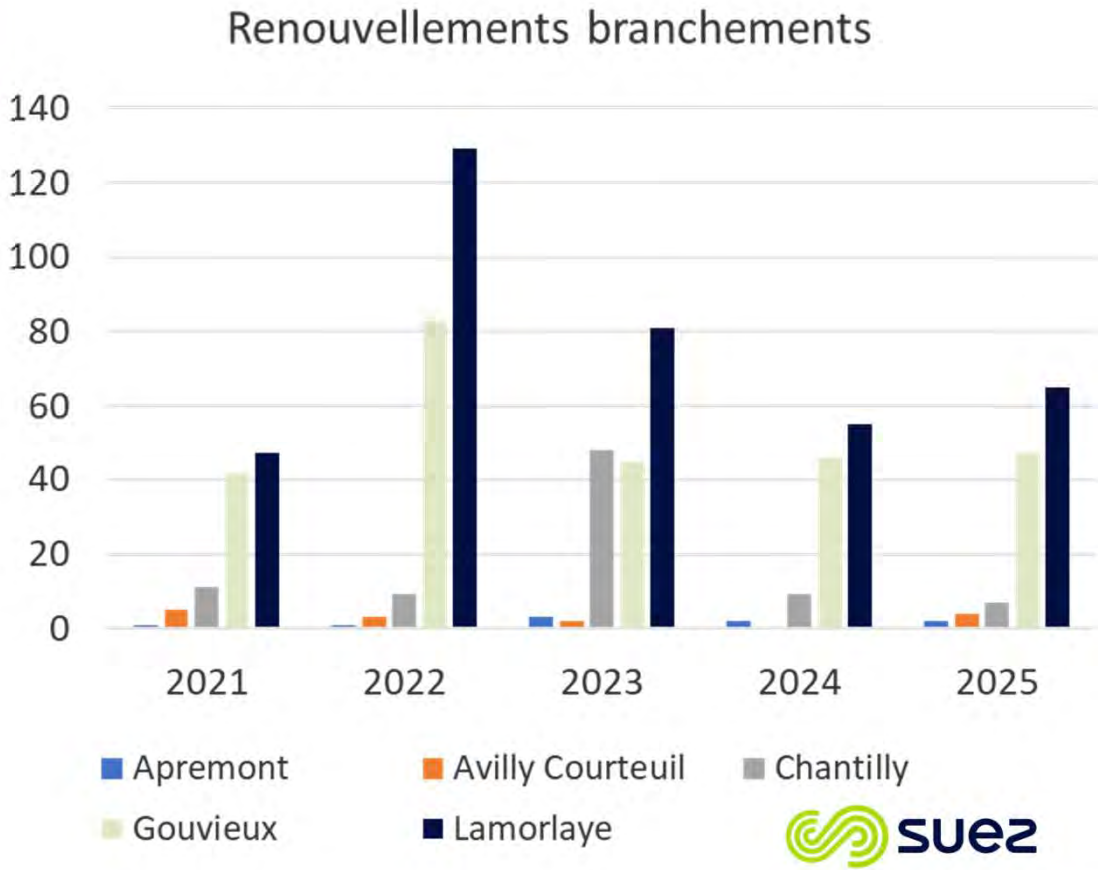
# Réparation de fuites sur canalisation



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Réparation et renouvellements de branchements

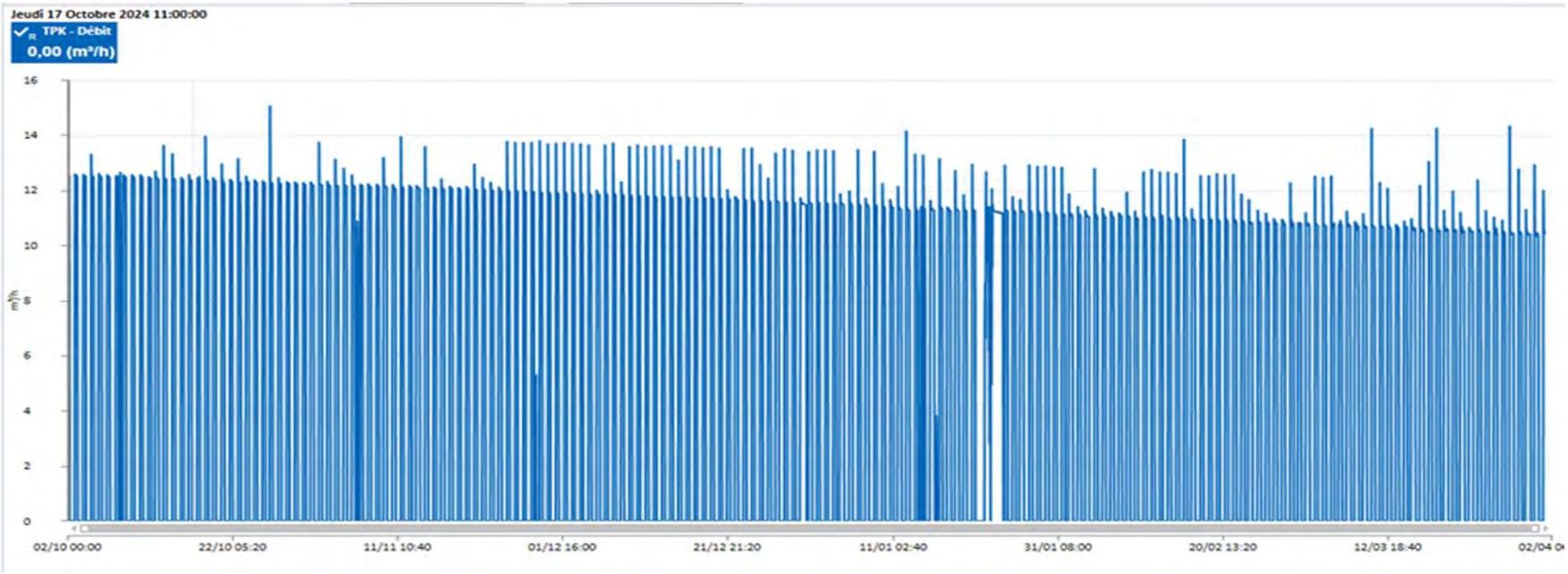


Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Forages d'Apremont

## Forage F2







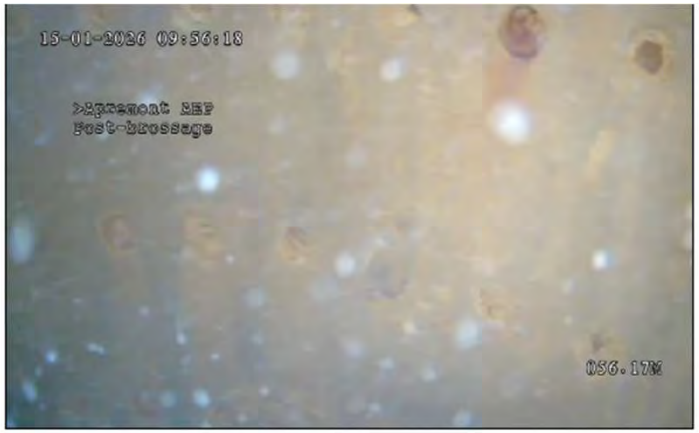


Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Forages d'Apremont

## Forage F2 : régénération en janvier 2026

Présence de fer importante obstruant 100% des trous







Entrée dans le 2nd filtre CUAU
Encore plus colmaté que le 1er

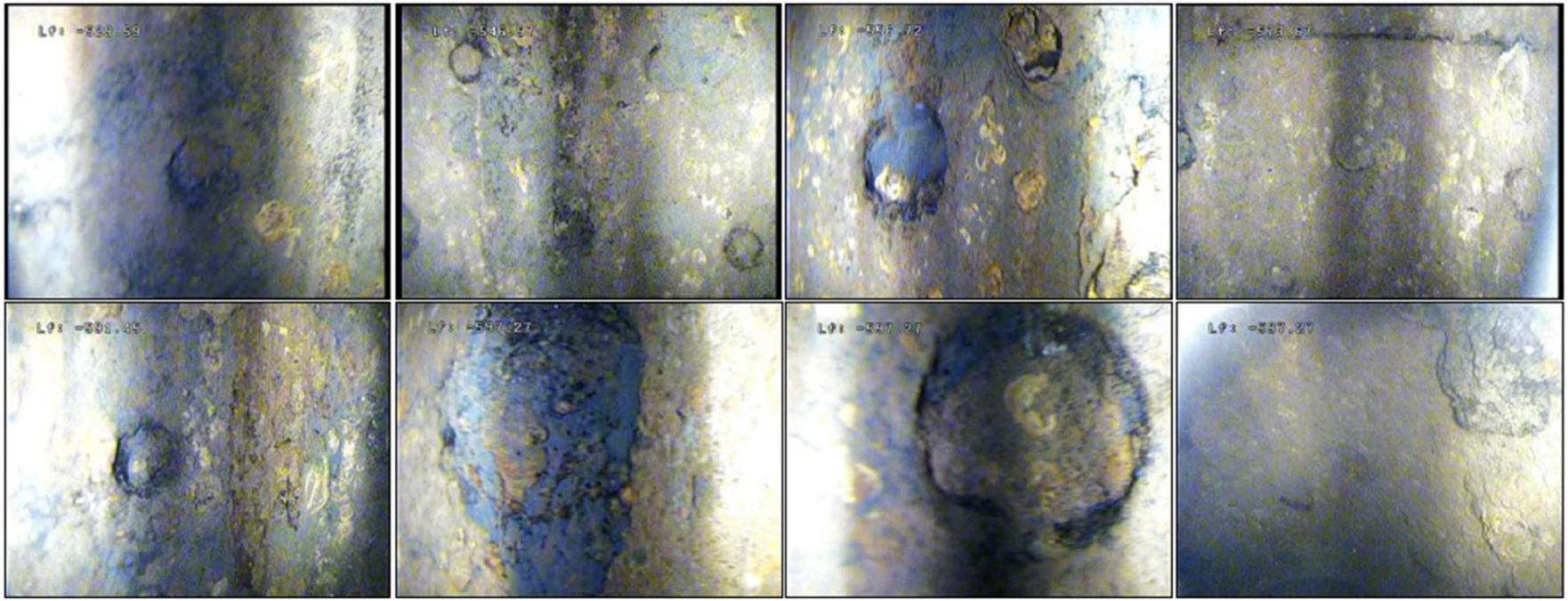


Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Forages d'Apremont

## Inspection télévisée forage du puits du Bosquet en avril

| De | A | Diamètre | Tubage / Espace annulaire |
|---|---|---|---|
| 0, | -1,5 m/TN | ø 1350 mm | Avant puits en briques |
| -1,5 | -6,0 m/TN | ø 600 mm | Tube en acier |
| -6,0 | -54,0 m/TN | ø 350 mm | Tube en acier |
| -54,0 | -65,0 m/TN | ø 350 mm | Crépine à trous ronds en acier |



# Qualité eau

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

## ZONE DE DISTRIBUTION : APREMONT

### Conclusion sanitaire

**2025** L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous.

**A**
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : A

### Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par un captage : APREMONT F3. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement.

Votre réseau alimente de façon permanente 638 personnes sur 1 commune (APREMONT). Le responsable des installations est : « CC DE L'AIRE CANTILIENNE ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « SUEZ » qui assure l'exploitation du réseau.

### Quelques conseils




Pour éliminer le goût de chlore, mettez l'eau dans un récipient ouvert quelques heures au frigo, sans excéder 24 heures.




Si vous possédez un adoucisseur, assurez-vous qu'il alimente uniquement le réseau d'eau chaude et entretenez-le régulièrement.




Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.




Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

### Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

## PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

### BACTÉRIOLOGIE — A — Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **17**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**
Années prises en compte : **2024, 2025**

### NITRATES — A — Très bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **3**
Valeur moyenne : **0,7 mg/L**
Valeur maxi : **0,8 mg/L**

### PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS — A — Très bonne qualité

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **1**
Conformité : **100 %**
Nombre de substances recherchées : **201**
Valeur maxi : **0 microgramme/L**

### FLUOR — A — Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **0,265 mg/L**
Valeur maxi : **0,265 mg/L**

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### PERCHLORATES — Très bonne qualité

Eléments d'origine industrielle, agricole (usage ancien) ou militaire (zones de combats). Il n'y a pas de limite réglementaire. Par précaution, il est recommandé de ne pas consommer une eau contenant plus de 4 microgramme/L de perchlorates pour les nourrissons et de plus de 15 microgramme/L pour les femmes enceintes et allaitantes.

Nombre de prélèvements : **1**
Valeur moyenne : **0 microgramme/L**
Valeur maxi : **0 microgramme/L**

### DURETÉ — Eau très dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **35,8 °f**
Valeur maxi : **36,4 °f**

# Qualité eau

## ZONE DE DISTRIBUTION : GOUVIEUX

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

### Conclusion sanitaire

**2025**

L'eau distribuée est de bonne qualité. Cependant, elle ne respecte pas les recommandations en ions perchlorates (paramètre sans limite réglementaire). Par précaution, il est recommandé de ne pas consommer une eau contenant plus de 4 microgrammes par litre de perchlorates pour les nourrissons de moins de 6 mois.

**C**

- B : Eau de qualité convenable
- C : Eau de qualité insuffisante
- D : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2024 : C

### Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par les captages : BORAN SUR OISE F1, BORAN SUR OISE F2, BORAN SUR OISE F3, BORAN SUR OISE F4. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement.

Votre réseau alimente de façon permanente 8934 personnes sur 1 commune (GOUVIEUX). Le responsable des installations est : « CC DE L'AIRE CANTILIENNE ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter «SUEZ» qui assure l'exploitation du réseau.

### Quelques conseils

**CHLORE** — Pour éliminer le goût de chlore, mettez l'eau dans un récipient ouvert quelques heures au frigo, sans excéder 24 heures.

**ADOUCISSEUR** — Si vous possédez un adoucisseur, assurez-vous qu'il alimente uniquement le réseau d'eau chaude et entretenez-le régulièrement.

**RÉSEAU PRIVÉ** — Pour éviter tout risque de contamination, il ne doit jamais y avoir de connexion entre les canalisations d'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau pluviale et celles du réseau public.

**ABSENCE** — Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

### Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

### PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

#### BACTÉRIOLOGIE — A — Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **12**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**

#### NITRATES — A — Bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **16**
Valeur moyenne : **31,9 mg/L**
Valeur maxi : **36,4 mg/L**

#### PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS — A — Bonne qualité

Le terme "pesticides" regroupe des centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau est consommable sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **2**
Conformité : **100 %**
Nombre de substances recherchées : **202**
Valeur maxi : **0,046 microgramme/L**

#### FLUOR — A — Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **0,264 mg/L**
Valeur maxi : **0,272 mg/L**

### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

#### PERCHLORATES — Présence en quantité notable

Eléments d'origine industrielle, agricole (usage ancien) ou militaire (zones de combats). Il n'y a pas de limite réglementaire. Par précaution, il est recommandé de ne pas consommer une eau contenant plus de 4 microgramme/L de perchlorates pour les nourrissons et de plus de 15 microgramme/L pour les femmes enceintes et allaitantes.

Nombre de prélèvements : **2**
Valeur moyenne : **4,2 microgramme/L**
Valeur maxi : **4,6 microgramme/L**

#### DURETÉ — Eau très dure

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **12**
Valeur moyenne : **34,5 °f**
Valeur maxi : **39,4 °f**

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Les travaux de renouvellement

| Renouvellement de l'année - Apremont | |
|---|---|
| **Opération** | **Dépenses comptabilisées (€)** |
| Installations | 28 744,9 |
| Réseaux | 0 |
| Branchements | 5 577,86 |
| Compteurs | 8 023,6 |
| Total | 42 346,36 |

| Renouvellement de l'année - Avilly Saint Leonard - Courteuil | |
|---|---|
| **Opération** | **Dépenses comptabilisées (€)** |
| Installations | 5 593,95 |
| Réseaux | 0 |
| Branchements | 5 625,02 |
| Compteurs | 1 413,16 |
| Total | 12 632,13 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Les travaux de renouvellement

| Renouvellement de l'année - Chantilly | |
|---|---|
| **Opération** | **Dépenses comptabilisées (€)** |
| Installations | 0 |
| Réseaux | 38 229,34 |
| Branchements | 46 790,16 |
| Compteurs | 15 481,40 |
| Total | 100 500,90 |

| Renouvellement de l'année - Gouvieux | |
|---|---|
| **Opération** | **Dépenses comptabilisées (€)** |
| Réseaux | 128 138,42 |
| Branchements | 53 908,36 |
| Compteurs | 18 063,26 |
| Total | 200 110,04 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Les travaux de renouvellement

| Renouvellement de l'année - Lamorlaye | |
|---|---|
| **Opération** | **Dépenses comptabilisées (€)** |
| Installations | 8 753,95 |
| Réseaux | 156 727,46 |
| Branchements | 105 041,89 |
| Compteurs | 12 460,95 |
| Total | 282 984,25 |

| Renouvellement de l'année - SIPAREP | |
|---|---|
| **Opération** | **Dépenses comptabilisées (€)** |
| Installations | 43 106,32 |
| Total | 43 106,32 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Les travaux neufs contractuels

| Travaux neufs effectués sur les installations | |
|---|---|
| **Opération** | **Dépenses comptabilisées (€)** |
| APREMONT-Apremont / Station de déferrisation-TN-Etude forage chemin du puits du bosquet | 23 334,13 |
| APREMONT-Apremont / Station de déferrisation-TN-Well Watch | 4 370,17 |
| APREMONT-Apremont / Station de déferrisation-TN-Régénération forage | 111 125,92 |
| Total | 138 830,22 |

| Travaux neufs effectués sur les équipements de télérelève | |
|---|---|
| **Désignation** | **Dépenses comptabilisées (€)** |
| Télérelèves | 26 843 |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Bilan clientèle

- **Nombre d'abonnés :**
  - Apremont : 365 (+0,8%/2024)
  - Avilly – Courteuil : 719 (+0,7 %/2024)
  - Chantilly : 3389 (-0,5%/2024)
  - Gouvieux : 3671 (+0,2%/2024)
  - Lamorlaye : 3651 (+0,1%/2024)
- **Volumes facturés :**
  - Apremont : 63 357 m3 (+66%/2024)
  - Avilly – Courteuil : 69 334 m3 (+0,3 %/2024)
  - Chantilly : 605 135 (+3,4%/2024)
  - Gouvieux : 556 694 m3 (-6,5 %/2024)
  - Lamorlaye : 591 186 m3 (-4,1%/2024)
- **Ratio de consommation abonnés particuliers**
  - Apremont : 89 m3/ab/an
  - Avilly – Courteuil : 88 m3/ab/an
  - Chantilly : 129 m3 /ab/an
  - Gouvieux : 97 m3 /ab/an
  - Lamorlaye : 124 m3 /ab/an
- **Volumes dégrévés :**
  - Apremont : 939 m3 (216 m3 en 2024)
  - Avilly Courteuil : 1124 m3 (310 m3 en 2024)
  - Chantilly : 6796 m3 (11 083 m3 en 2024)
  - Gouvieux : 57 028 m3 (75 514 m3 en 2024)
  - Lamorlaye : 66 583 m3 (76 850 m3 en 2024)
- **Taux d'impayés :**
  - Apremont : 2,11% (4,63 % en 2024)
  - Avilly Courteuil : 0,57% ( 0,34 % en 2024)
  - Chantilly : 2,46% (2,41% en 2024)
  - Gouvieux : 2,45 % (2,23% en 2024)
  - Lamorlaye : 2,97% (2,79% en 2024)

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_109-DE

# Prix de l'eau

| EAU POTABLE | | Gouvieux | | Chantilly | | Lamorlaye | | Apremont | | Avilly Courteuil | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Libellé | Quantité | Prix au 01/01/2025 | Montant 120 m3 | Prix au 01/01/2025 | Montant 120 m3 | Prix au 01/01/2025 | Montant 120 m3 | Prix au 01/01/2025 | Montant 120 m3 | Prix au 01/01/2026 | Montant 120 m4 |
| Part fixe | 1 | 48,37 € | 48,37 € | 51,48 € | 51,48 € | 59,20 € | 59,20 € | 34,30 € | 34,30 € | 54,16 € | 54,16 € |
| Consommation | 120 | 1,4556 € | 174,67 € | 1,41 € | 169,10 € | 1,87 € | 224,14 € | 2,39 € | 286,69 € | 1,18 € | 141,34 € |
| Collectivité | | | | | | | | | | | |
| Consommation Réseau | 120 | 0,2703 € | 32,44 € | 0,10 € | 12,00 € | 0,06 € | 6,61 € | 0,61 € | 72,88 € | - € | - € |
| Consommation Réservoir | 120 | 0,1159 € | 13,91 € | 0,12 € | 13,91 € | 0,12 € | 13,91 € | | - € | | - € |
| Organisme public | | | | | | | | | | | |
| Préservation des ressources | 120 | 0,1000 € | 12,0000 € | 0,1000 € | 12,0000 € | 0,1000 € | 12,0000 € | 0,0900 € | 10,8000 € | 0,0900 € | 10,8000 € |
| Redevance consommation eau potable | 120 | 0,3400 € | 40,8000 € | 0,3400 € | 40,8000 € | 0,3400 € | 40,8000 € | 0,3400 € | 40,8000 € | 0,3400 € | 40,8000 € |
| Redevance performance eau potable | 120 | 0,0915 € | 10,9800 € | 0,0915 € | 10,9800 € | 0,0915 € | 10,9800 € | 0,0915 € | 10,9800 € | 0,1006 € | 12,0768 € |
| TOTAL HT | | | 333,1660 € | | 310,2720 € | | 367,6360 € | | 456,4480 € | | 259,1728 € |
| TVA 5,5% | | | 18,3241 € | | 17,0650 € | | 20,2200 € | | 25,1046 € | | 14,2545 € |
| TOTAL TTC | | | 351,49 € | | 327,34 € | | 387,86 € | | 481,6 € | | 273,427 € |
| Prix TTC au m3 | | | **2,93 €** | | **2,73 €** | | **3,23 €** | | **4,01 €** | | **2,28 €** |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# DELIBERATION N°2026 / 110

***EAU POTABLE*** **RAPPORTS SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE D'EAU POTABLE POUR L'ANNEE 2025**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-5 et D 2224-7,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L 213-2,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

Vu les contrats de délégation de service public du service d'eau potable des communes d'Apremont, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye et de Vineuil-Saint-Firmin,

Vu l'avis de la commission Travaux, Eau et Assainissement en date du jeudi 10 septembre 2026,

Vu les Rapports sur le prix et la qualité du service (RPQS) concernant des communes d'Apremont, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye et de Vineuil-Saint-Firmin, annexés à la présente délibération,

**Considérant ce qui suit :**

Le Code général des collectivités territoriales (CGCT) fait obligation (Art. L 2224-5) d'établir un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable. Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

En application de l'article D 2224-7 du CGCT, ce rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du Code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr). Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Vu les RPQS concernant des communes d'Apremont, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye et de Vineuil-Saint-Firmin, annexés à la présente délibération,

**Entendu le rapport présenté par Monsieur LAFFITTE,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

- **ADOPTE** les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable sur l'année 2025 pour les communes d'Apremont, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye et Vineuil Saint Firmin,
- **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération,
- **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr,
- **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA,
- **AUTORISE** le Président à prendre toute mesure pour l'exécution de la présente délibération.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

Unité de Distribution d'Apremont

# *Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable*

# Exercice 2025

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Table des matières*

Tableau récapitulatif des indicateurs ..... **Erreur ! Signet non défini.**

1. Caractérisation technique du service ..... 3
   - 1.1. Présentation du territoire desservi ..... 3
   - 1.2. Mode de gestion du service ..... 3
   - 1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) ..... 4
   - 1.4. Nombre d'abonnés ..... 4
   - 1.5. Eaux brutes ..... 5
     - 1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau ..... 5
     - 1.5.2. Achats d'eaux brutes ..... 5
   - 1.6. Eaux traitées ..... 5
     - 1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025 ..... 5
     - 1.6.2. Production ..... 6
     - 1.6.3. Achats d'eaux traitées ..... 6
     - 1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice ..... 6
     - 1.6.5. Autres volumes ..... 6
     - **1.6.6. Volume consommé autorisé** ..... 7
   - 1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) ..... 7
2. Tarification de l'eau et recettes du service ..... 8
   - 2.1. Modalités de tarification ..... 8
   - 2.2. Facture d'eau type (D102.0) ..... **Erreur ! Signet non défini.**
   - 2.3. Recettes ..... 8
3. Indicateurs de performance ..... 9
   - 3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) ..... 9
   - 3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) ..... 9
   - 3.3. Indicateurs de performance du réseau ..... 11
     - **3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)** ..... 11
     - **3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)** ..... 11
     - **3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)** ..... 12
     - **3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)** ..... 13
   - 3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) ..... 13
   - 3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) ..... 13
   - 3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) ..... 14
   - 3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) ..... 14
   - 3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) ..... 15
   - 3.9. Taux de réclamations (P155.1) ..... 15
4. Financement des investissements ..... 16
   - 4.1. Branchements en plomb ..... **Erreur ! Signet non défini.**
   - 4.2. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service ..... 16
5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau **Erreur ! Signet non défini.**
   - 5.1. Abandons de c1réance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) ..... 17

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Aire Cantilienne
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : Apremont
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté de communes
- Compétences liées au service :

| | Oui | Non |
|---|---|---|
| Production | ☑ | ☐ |
| Protection de l'ouvrage de prélèvement (1) | ☐ | ☐ |
| Traitement (1) | ☐ | ☐ |
| Transfert | ☑ | ☐ |
| Stockage (1) | ☐ | ☐ |
| Distribution | ☑ | ☐ |

**(1) A compléter**

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Apremont
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☑ Non
- Existence d'un schéma directeur ☑ Oui, ☐ Non

## 1.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en ☑☐ **Délégation par Entreprise privée**

*Nature du contrat :*

- Nom du prestataire : SUEZ
- Date de début de contrat :
- Date de fin de contrat initial : 01/01/2036
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 01/01/2036
- Nombre d'avenants et nature des avenants :1

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'eau potable dessert 653 habitants au 31/12/2025 (653 au 31/12/2024).

## 1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 365 abonnés au 31/12/2025 (362 au 31/12/2024).

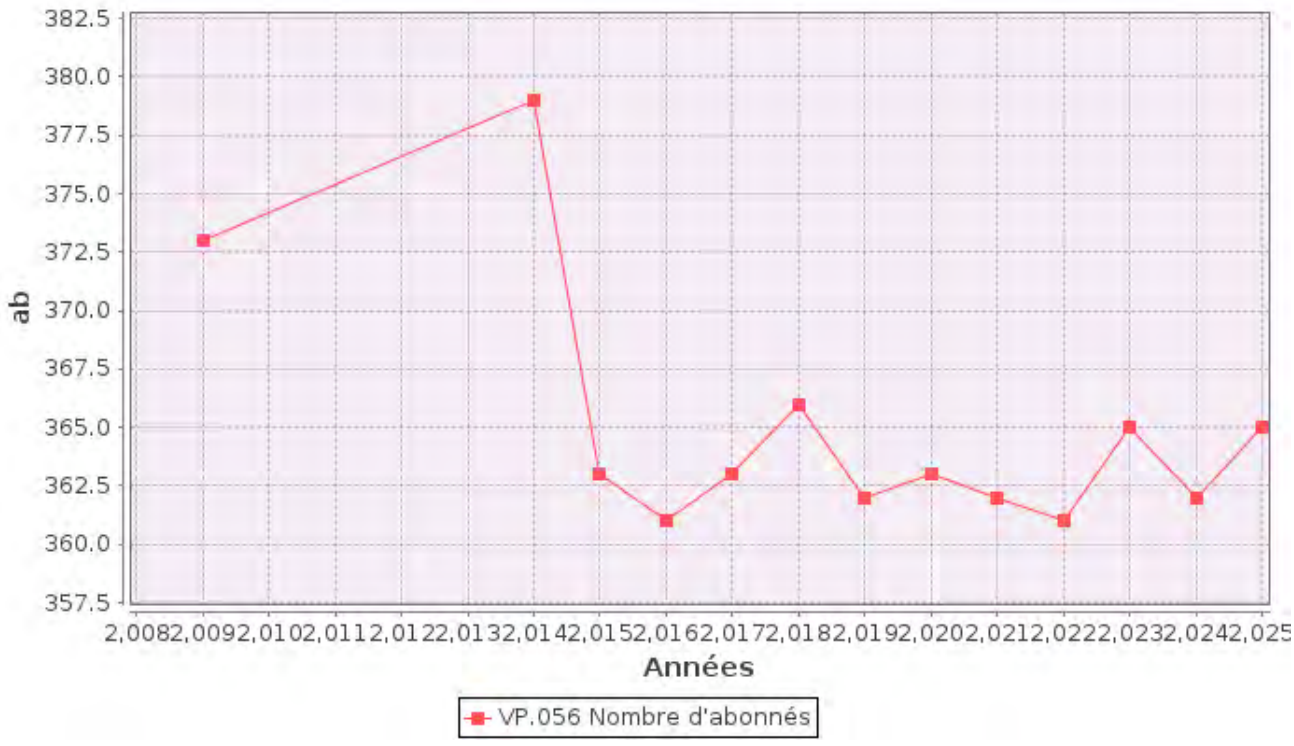
La répartition des abonnés par commune est la suivante :

| Commune | Nombre total d'abonnés 31/12/2024 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2025 | Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2025 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2025 | Variation en % |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | **362** | | | **365** | **0.8%** |

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 51,05 abonnés/km au 31/12/2025 (50,63 abonnés/km au 31/12/2024).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,79 habitants/abonné au 31/12/2025 (1,8 habitants/abonné au 31/12/2024).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 128,41 m³/abonné au 31/12/2025. (106,01 m³/abonné au 31/12/2024).



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 1.5. Eaux brutes

### 1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 50 938 m³ pour l'exercice 2025 (44 145 pour l'exercice 2024).

| Ressource et implantation | Nature de la ressource | Débits nominaux (1) | Volume prélevé durant l'exercice 2024 en m³ | Volume prélevé durant l'exercice 2025 en m³ | Variation en % |
|---|---|---|---|---|---|
| Forage n° 3 dit "du Golf" BRGM n° 128-1-142 | | | 44 145 | 50 938 | **13.6%** |

**(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)**

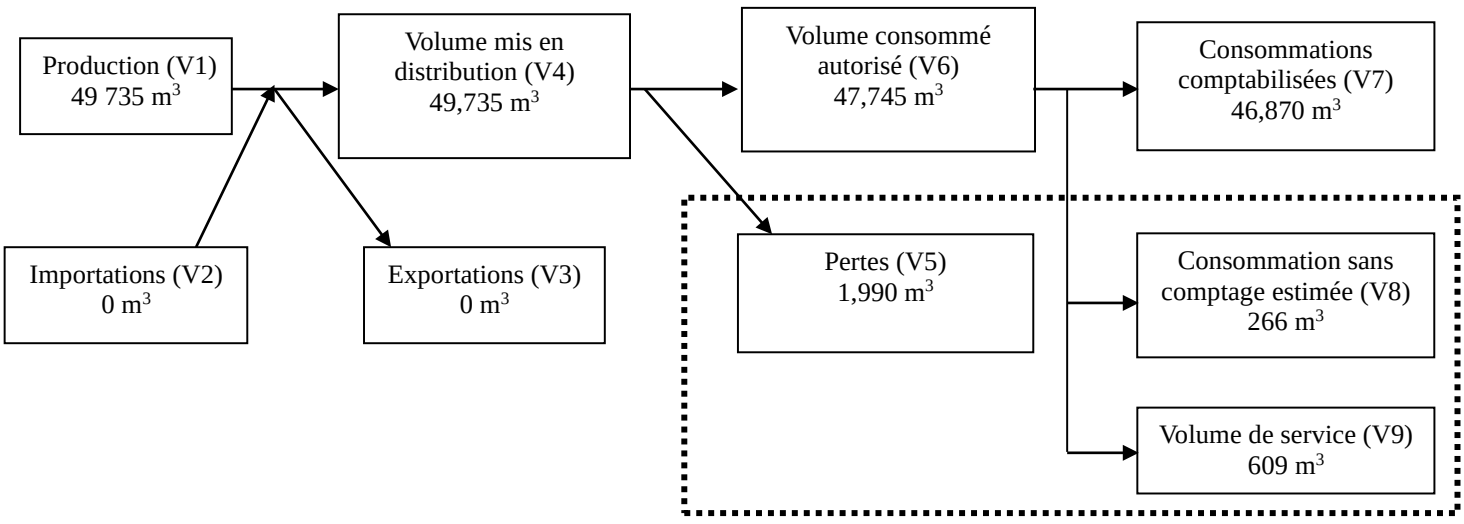
Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

### 1.5.2. Achats d'eaux brutes

*Non concerné.*

## 1.6. Eaux traitées

### 1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 1.6.2. *Production*

L'eau est traitée par le biais d'une station de déferrisation.

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

| Ressource | Volume produit durant l'exercice 2024 en m³ | Volume produit durant l'exercice 2025 en m³ | Variation des volumes produits en % | Indice de protection de la ressource exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Forage n° 3 dit "du Golf" BRGM n° 128-1-142 | 42 977 | 49 735 | 16.7% | 80 |

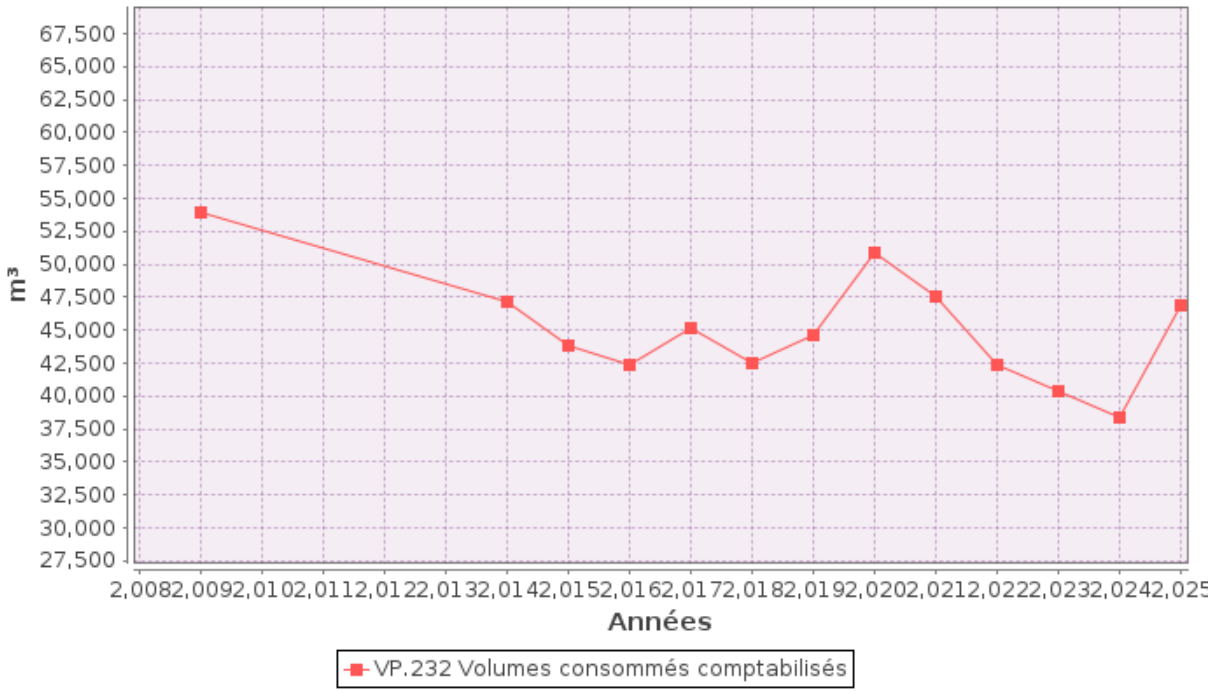
### 1.6.3. *Achats d'eaux traitées*

*Non concerné.*

### 1.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

| Acheteurs | Volumes vendus durant l'exercice 2024 en m³ | Volumes vendus durant l'exercice 2025 en m³ | Variation en % |
|---|---|---|---|
| Abonnés domestiques(1) | 38 377 | 46 870 | 21.1% |
| Abonnés non domestiques | 0 | 0 | ____% |
| **Total vendu aux abonnés ($V_7$)** | **38 377** | **46 870** | **21.1%** |
| **Total vendu à d'autres services ($V_3$)** | **0** | **0** | **____%** |

**(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.**




### 1.6.5. A

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

*Autres volumes*

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommation sans comptage (V8)** | **331** | **266** | **-19.6%** |
| **Volume de service (V9)** | **620** | **609** | **-1.8%** |

### 1.6.6. Volume consommé autorisé

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommé autorisé (V6)** | **39,328** | **47,745** | **21.4%** |

## 1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 7,15 kilomètres au 31/12/2025 (7,15 au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 2. Tarification de l'eau et recettes du service

## 2.1. Modalités de tarification



La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, et

**TARIFS EAU**
**Facture de 120 m3**

**Evolution P/P-1**
(tarifs et montants en euros)

*Les factures adressées aux usagers sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur fixées par l'arrêté du 10 Juillet 1996.*

| DISTRIBUTION DE L'EAU | M3 | Prix unitaire au 01/01/2025 | Prix unitaire au 01/01/2026 | Prix annuel P - 1 | Prix annuel P | Evolution P/P-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Part du délégataire** | | | | | | |
| Abonnement annuel diam 15 | | **34,40** | **34,30** | 34,40 | 34,30 | -0,3% |
| Consommation | 120 | **2,3958** | **2,3891** | 287,50 | 286,69 | -0,3% |
| **Part de la Collectivité** | | | | | | |
| Abonnement annuel | | | | | | |
| Consommation | 120 | **0,6073** | **0,6073** | 72,88 | 72,88 | 0,0% |
| **Organismes publics** | | | | | | |
| Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) | 120 | **0,0780** | **0,0900** | 9,36 | 10,80 | 15,4% |
| Redevance consommation d'eau potable | 120 | **0,4600** | **0,3400** | 55,20 | 40,80 | -26,1% |
| Redevance performance eau potable | 120 | **0,0170** | **0,0915** | 2,04 | 10,98 | 438,2% |
| **Sous total "eau" hors TVA en euros** | | | | **461,37** | **456,45** | **-1,1%** |
| **TVA à 5,5 %** | | | | 25,38 | 25,10 | -1,1% |
| **TVA à 7 %** | | | | 0,00 | 0,00 | |
| **Total 120 m3 TTC en euros** | | | | **486,75** | **481,55** | **-1,1%** |
| **Soit le m3 TTC en euros** | | | | **4,056** | **4,013** | **-1,1%** |
| **Prix au litre €/l** | | | | **0,0041** | **0,0040** | **-1,1%** |

| Répartition du prix de l'eau pour 120 m3 en partie | FIXE | VARIABLE | % |
|---|---|---|---|
| Part du délégataire | 34,30 | 286,69 | |
| Part de la Collectivité | | 72,88 | |
| TOTAL HT du PRIX DU SERVICE | **34,30** | **359,57** | |
| % de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) | | | 8,7% |

## Recettes

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2025 : 184,970 € (131,624 € au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 3. Indicateurs de performance

## 3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

| Analyses | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2024 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2024 | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2025 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Microbiologie | 9 | 0 | 8 | 0 |
| Paramètres physico-chimiques | 12 | 0 | 10 | 0 |

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 $m^3$/jour.

| Analyses | Taux de conformité exercice 2024 | Taux de conformité exercice 2025 |
|---|---|---|
| Microbiologie (P101.1) | 100% | 100% |
| Paramètres physico-chimiques (P102.1) | 100% | 100% |

## 3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

| | nombre de points | Valeur | points potentiels |
|---|---|---|---|
| **PARTIE A : PLAN DES RESEAUX**<br>(15 points) | | | |
| VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points<br>non : 0 point | Oui | 5 |
| **PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX**<br>(30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A) | | | |
| VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques | 0 à 15 points sous conditions *(1)* | Oui | 15 |
| VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) | | Oui | |
| VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres | | 99,95% | |
| VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose | 0 à 15 points sous conditions *(2)* | 80,52% | 13 |
| **PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX**<br>(75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B) | | | |
| VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)* | oui : 10 points<br>non : 0 point | Non | 0 |
| VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)* | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux | oui : 5 points<br>non : 0 point | Oui | 5 |
| **TOTAL (indicateur P103.2B)** | **120** | - | 108 |

*(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution*

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 3.3. Indicateurs de performance du réseau

### 3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)



Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Rendement du réseau | 91,5 % | 96 % |
| Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km] | 15,07 | 18,29 |
| Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire) | 90.5 % | 93.9 % |

### 3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)



Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 1,1 m$^3$/j/km (1,8 en 2024).

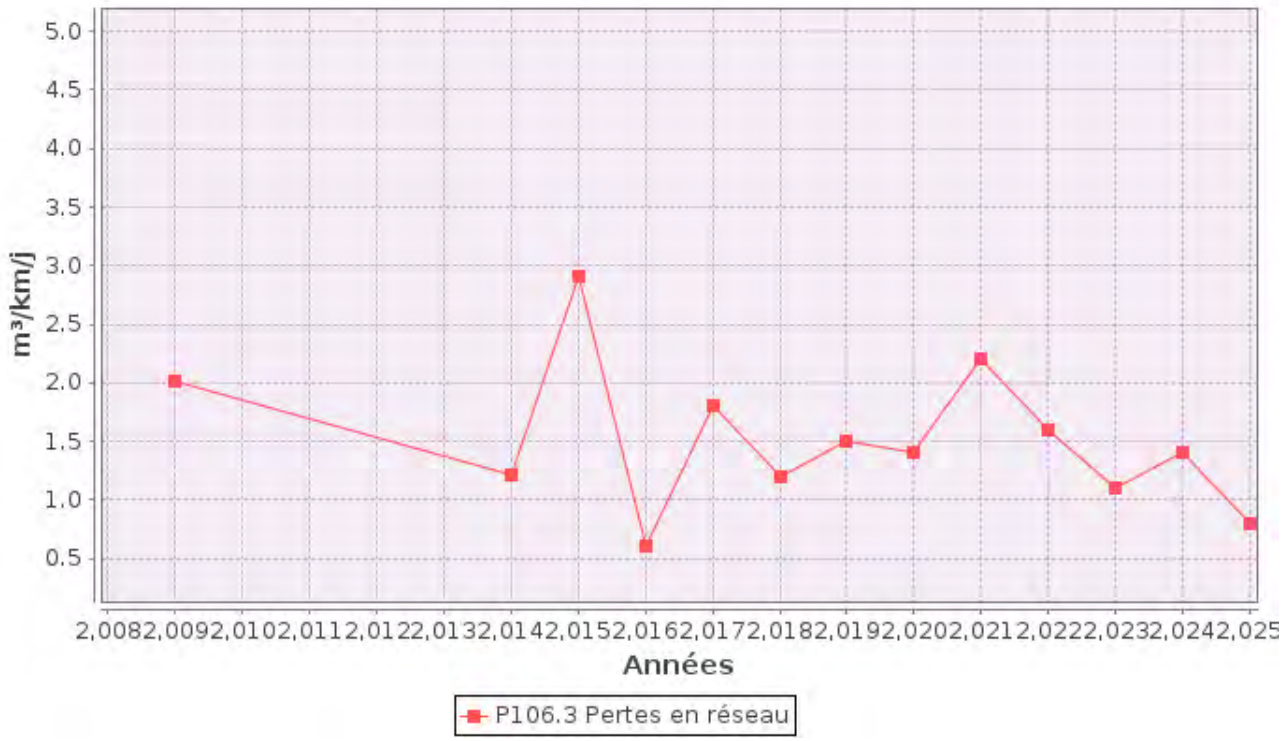
Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des pertes est de 0,8 m³/j/km (1,4 en 2024).



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Au cours des 5 dernières années, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

## 3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

| | |
|---|---|
| 0% | Aucune action de protection |
| 20% | Études environnementales et hydrogéologiques en cours |
| 40% | Avis de l'hydrogéologue rendu |
| 50% | Dossier déposé en préfecture |
| 60% | Arrêté préfectoral |
| 80% | Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.) |
| 100% | Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application |

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2025, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2024).

## 3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2025, 2,74 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (2 en 2024), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 7,51 pour 1 000 abonnés (5,52 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2025, le taux de respect de ce délai est de 95,8% (100% en 2024).

## 3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

**En 2025, cet indicateur correspond à l'ensemble de la CCAC nord : budget Annexe global pour les communes d'Apremont, Avilly Saint Léonard, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye, Vineuil Saint Firmin.**
**Soit une dette totale (intérêt et capital) de 69 227 € et un résultat global de 326 203,57 € sur l'ensemble de ces communes. Pas de donnée ciblée communale.**

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2025 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montant d'impayés en € au titre de l'année 2024 tel que connu au 31/12/2025 | 5 431,38 | 2 726,59 |
| Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2024 | 117 241,43 | 129 312,05 |
| Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2024 | 4,63 | 2,11 |

Pour l'année 2025, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2024 est de 2,11% (4,63 en 2024).

## 3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 5

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2025, le taux de réclamations est de 13,7 pour 1000 abonnés (0 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 4. Financement des investissements

## 4.1. Présentation des projets à l'étude



L'Aire Cantilienne souhaite prioriser dans ses investissements la sécurisation en eau potable pour la commune d'Apremont. Pour donner suite aux études réalisées dans le cadre du Schéma Directeur en Alimentation en eau Potable, différents scénarios ont été étudiés. **Il a été retenu la création d'une Interconnexion avec l'UDI de la Forêt du Lys via la commune de Vineuil Saint Firmin**.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 5. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

29,92 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0,0006 €/m$^3$ pour l'année 2025 (0,1189 €/m$^3$ en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

Unité de Distribution de la Forêt du Lys
(*hors SIAEP Avilly-Courteuil)*

# *Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable*

# Exercice 2025

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Commune de Chantilly*

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Table des matières*

1. Caractérisation technique du service ..... 4
1.1. Présentation du territoire desservi ..... 4
1.2. Mode de gestion du service ..... 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) ..... 5
1.4. Nombre d'abonnés ..... 5
1.5. Eaux brutes ..... 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau ..... 6
1.5.1. Achat eaux brutes ..... 6
1.6. Eaux traitées ..... 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025 ..... 6
1.6.2. Production ..... 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées ..... 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice ..... 7
1.6.5. Autres volumes ..... 8
**1.6.6. Volume consommé autorisé** ..... 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) ..... 8
1.8. Modalités de tarification ..... 9
2. Indicateurs de performance ..... 11
2.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) ..... 11
2.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) ..... 11
2.3. Indicateurs de performance du réseau ..... 13
**2.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)** ..... 13
**2.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)** ..... 14
**2.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)** ..... 14
**2.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)** ..... 15
2.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) ..... 15
2.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) ..... 16
2.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) ..... 16
2.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) ..... 17
2.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) ..... 17
2.9. Taux de réclamations (P155.1) ..... 18
Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) ..... 18

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Aire cantilienne
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : Chantilly
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté de communes
- Compétences liées au service :

| | Oui | Non |
|---|---|---|
| Production | ☐ | ☑ |
| Protection de l'ouvrage de prélèvement (1) | ☐ | ☐ |
| Traitement (1) | ☐ | ☐ |
| Transfert | ☑ | ☐ |
| Stockage (1) | ☐ | ☐ |
| Distribution | ☑ | ☐ |

**(1) A compléter**

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Chantilly
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☑ Non
- Existence d'un schéma de distribution au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non
- Existence d'un schéma directeur ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non

## 1.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en ☑☐ **Délégation par Entreprise privée**

* Approbation en assemblée délibérante

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

*Nature du contrat :*

- Nom du prestataire : SUEZ
- Date de début de contrat :
- Date de fin de contrat initial :
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : ____
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

## 1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'eau potable dessert 10 976 habitants au 31/12/2025 (10 976 au 31/12/2024).

## 1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 3 389 abonnés au 31/12/2025 (3 406 au 31/12/2024).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

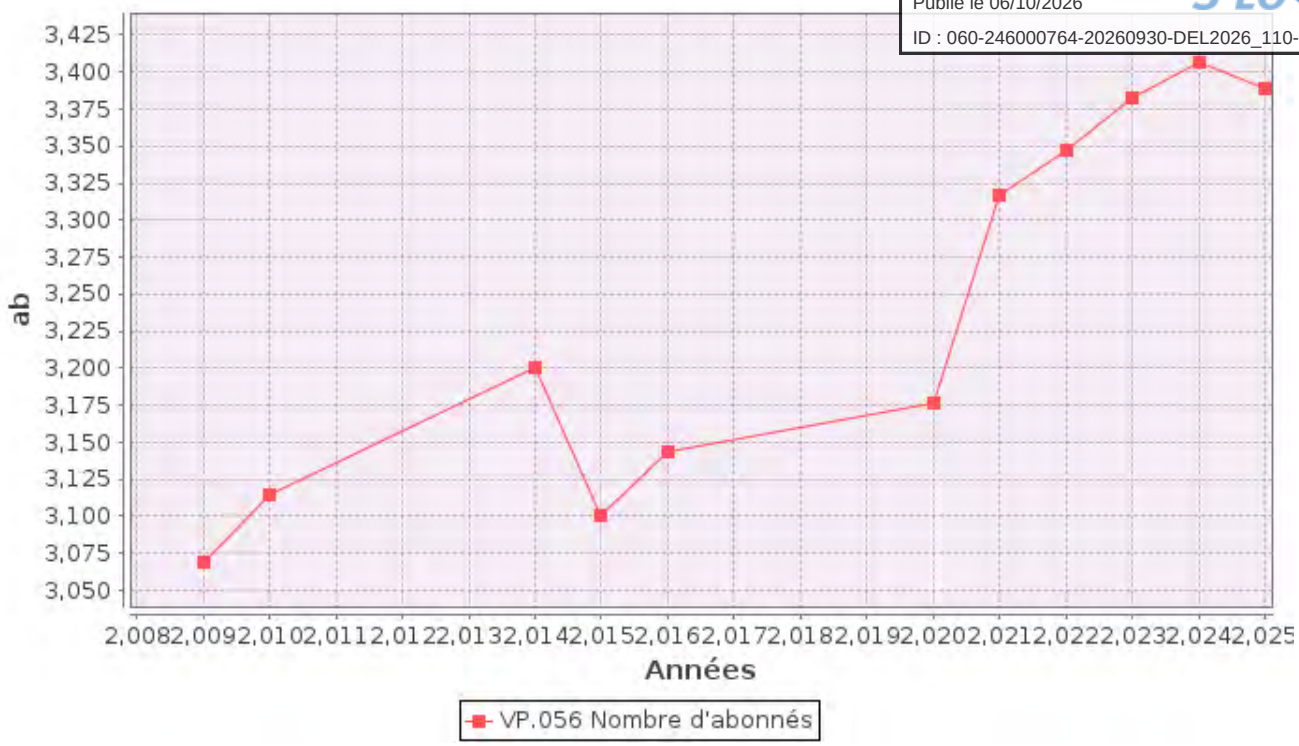
| Commune | Nombre total d'abonnés 31/12/2024 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2025 | Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2025 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2025 | Variation en % |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | **3 406** | | | **3 389** | **0%** |

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 80,81 abonnés/km au 31/12/2025 (84,47 abonnés/km au 31/12/2024).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 3,24 habitants/abonné au 31/12/2025 (3,22 habitants/abonné au 31/12/2024).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 196,83 $m^3$/abonné au 31/12/2025. (189,11 $m^3$/abonné au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE




## 1.5. Eaux brutes

### 1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Non concerné

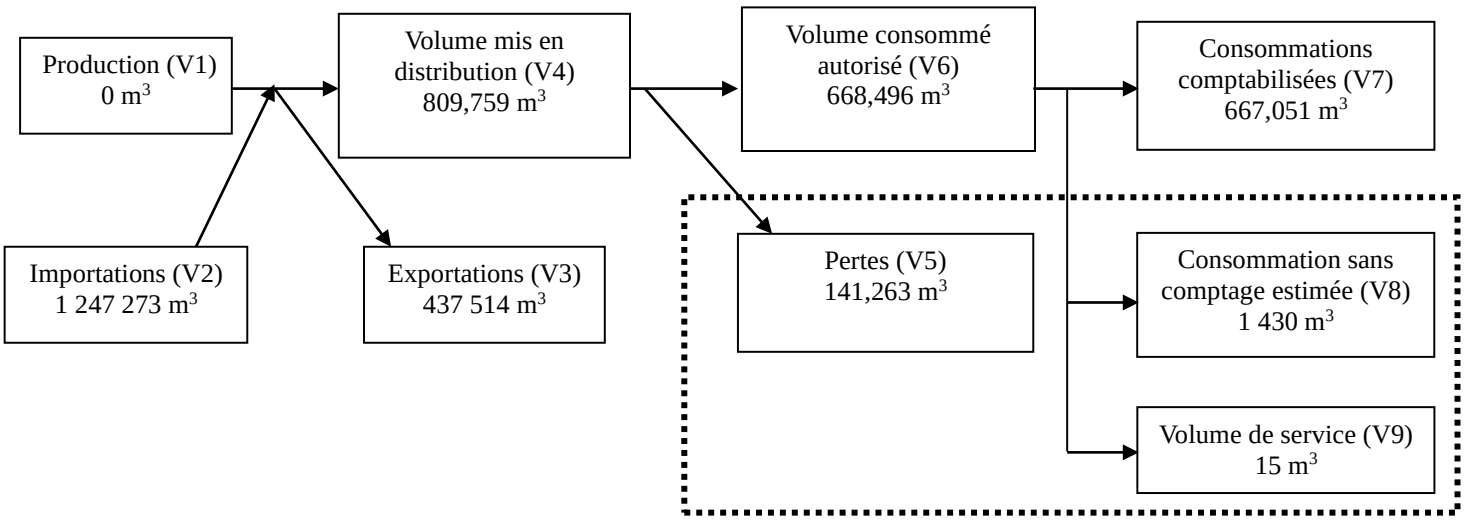
Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

### 1.5.1. Achat eaux brutes

Non concerné

## 1.6. Eaux traitées

### 1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### *1.6.2. Production*

Le service a ___0__ stations de traitement.

### *1.6.3. Achats d'eaux traitées*

**L'eau traitée est achetée auprès de la station de traitement de la Forêt du Lys de Suez.**

| Fournisseur | Volume acheté durant l'exercice 2024 en m³ | Volume acheté durant l'exercice 2025 en m³ | Variation des volumes achetés en % | Indice de protection de la ressource exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| **Total d'eaux traitées achetées (V2)** | **1 188 410** | **1 247 273** | **0%** | **80** |

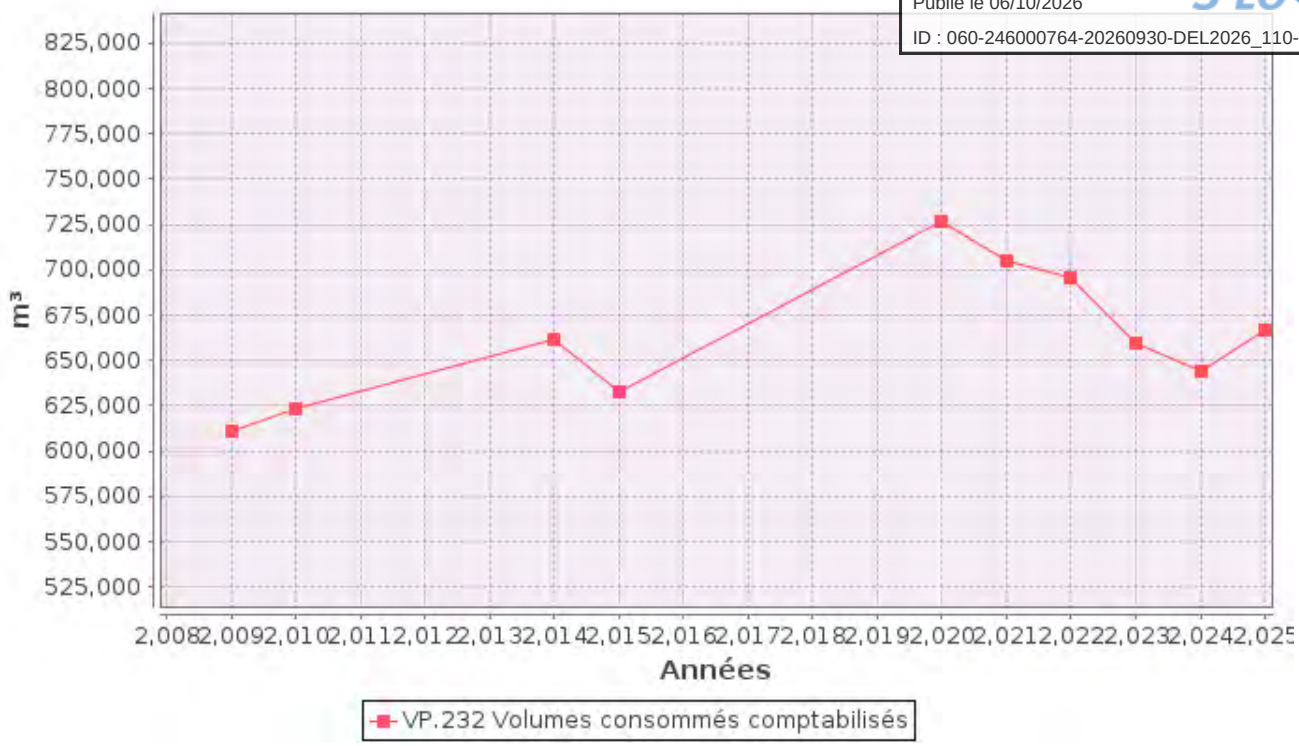
### *1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice*

| Acheteurs | Volumes vendus durant l'exercice 2024 en m³ | Volumes vendus durant l'exercice 2025 en m³ | Variation en % |
|---|---|---|---|
| Abonnés domestiques(1) | 644 094 | 667 051 | 3.6% |
| Abonnés non domestiques | 0 | 0 | ____% |
| **Total vendu aux abonnés ($V_7$)** | **644 094** | **667 051** | **3.6%** |
| Service de (2) | | | |
| Service de (2) | | | |
| **Total vendu à d'autres services ($V_3$)** | **402 811** | **437 514** | **8.7%** |

**(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.**

**(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.**

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE




### *1.6.5. Autres volumes*

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommation sans comptage (V8)** | **1 833** | **1 430** | **0%** |
| **Volume de service (V9)** | **549** | **15** | **-97.3%** |

### 1.6.6. Volume consommé autorisé

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommé autorisé (V6)** | **646,476** | **668,496** | **3.4%** |

## 1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 41,94 kilomètres au 31/12/2025 (40,32 au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 1.8. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur..)

**TARIFS EAU**
**Facture de 120 m3**

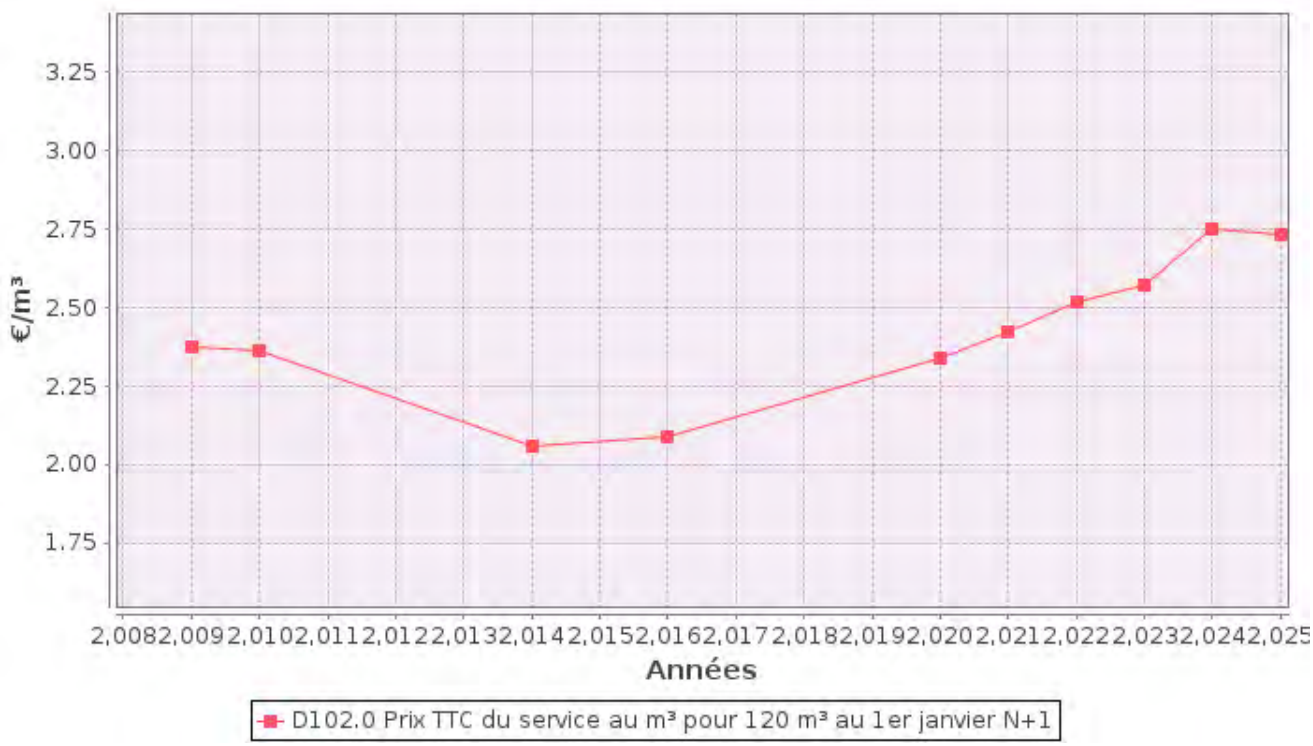
**Evolution P/P-1**
(tarifs et montants en euros)

*Les factures adressées aux usagers sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur fixées par l'arrêté du 10 Juillet 1996.*

| DISTRIBUTION DE L'EAU | M3 | Prix unitaire au 01/01/2025 | Prix unitaire au 01/01/2026 | Prix annuel P - 1 | Prix annuel P | Evolution P/P-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Part du délégataire** | | | | | | |
| Abonnement annuel | | **52,86** | **51,48** | 52,86 | 51,48 | -2,6% |
| Consommation | 120 | **1,3981** | **1,4092** | 167,77 | 169,11 | 0,8% |
| **Part de la Collectivité** | | | | | | |
| Abonnement annuel | | | | | | |
| Consommation réseau | 120 | **0,1000** | **0,1000** | 12,00 | 12,00 | 0,0% |
| Consommation réservoir | 120 | **0,1159** | **0,1159** | 13,91 | 13,91 | 0,0% |
| **Organismes publics** | | | | | | |
| Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) | 120 | **0,0759** | **0,1000** | 9,11 | 12,00 | 31,8% |
| Redevance Consommation Eau Potable | 120 | **0,4600** | **0,3400** | 55,20 | 40,80 | -26,1% |
| Redevance Performance Eau | 120 | **0,0170** | **0,0915** | 2,04 | 10,98 | 438,2% |
| **Sous total "eau" hors TVA en euros** | | | | **312,89** | **310,27** | **-0,8%** |
| TVA à 5,5 % | | | | 17,21 | 17,07 | -0,8% |
| TVA à 10 % | | | | | | |
| **Total 120 m3 TTC en euros** | | | | **330,10** | **327,34** | **-0,8%** |
| **Soit le m3 TTC en euros** | | | | **2,751** | **2,728** | **-0,8%** |
| **Prix au litre €/l** | | | | **0,0028** | **0,0027** | **-0,8%** |

| Répartition du prix de l'eau pour 120 m3 en partie | FIXE | VARIABLE | % |
|---|---|---|---|
| Part du délégataire | 51,48 | 169,11 | |
| Part de la Collectivité | | 12,00 | |
| TOTAL HT du PRIX DU SERVICE | 51,48 | 181,11 | |
| % de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) | | | 22,1% |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE




***ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.***

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2025 : 1,400,422 € (1,254,073 € au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 2. Indicateurs de performance

## 2.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)



Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

| Analyses | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2024 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2024 | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2025 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Microbiologie | 15 | 0 | 19 | 0 |
| Paramètres physico-chimiques | 39 | 1 | 48 | 0 |

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 $m^3$/jour.

| Analyses | Taux de conformité exercice 2024 | Taux de conformité exercice 2025 |
|---|---|---|
| Microbiologie (P101.1) | 100% | 100% |
| Paramètres physico-chimiques (P102.1) | 97,4% | 100% |

## 2.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

| | nombre de points | Valeur | points potentiels |
|---|---|---|---|
| **PARTIE A : PLAN DES RESEAUX** (15 points) | | | |
| VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points non : 0 point | Oui | 5 |
| **PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX** (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A) | | | |
| VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques | 0 à 15 points sous conditions *(1)* | Oui | 15 |
| VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) | | Oui | |
| VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres | | 99,35% | |
| VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose | 0 à 15 points sous conditions *(2)* | 96,48% | 15 |
| **PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX** (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B) | | | |
| VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)* | oui : 10 points non : 0 point | Non | 0 |
| VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)* | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux | oui : 5 points non : 0 point | Oui | 5 |
| **TOTAL (indicateur P103.2B)** | **120** | - | 110 |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

*(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50% des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution*

## 2.3. Indicateurs de performance du réseau

### 2.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)



Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

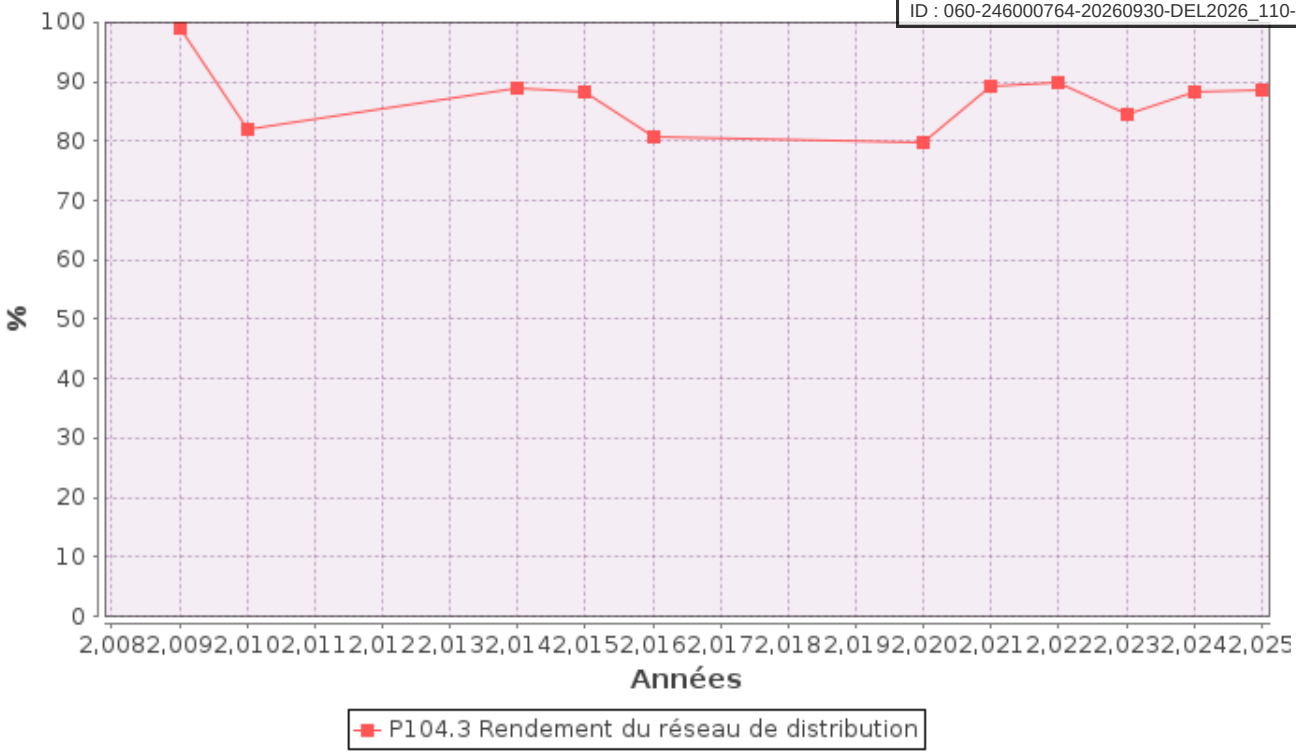
$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Rendement du réseau | 88,3 % | 88,7 % |
| Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km] | 71,3 | 72,25 |
| Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire) | -160.6 % | -153 % |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE




### 2.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 9,3 m$^3$/j/km (9,6 en 2024).

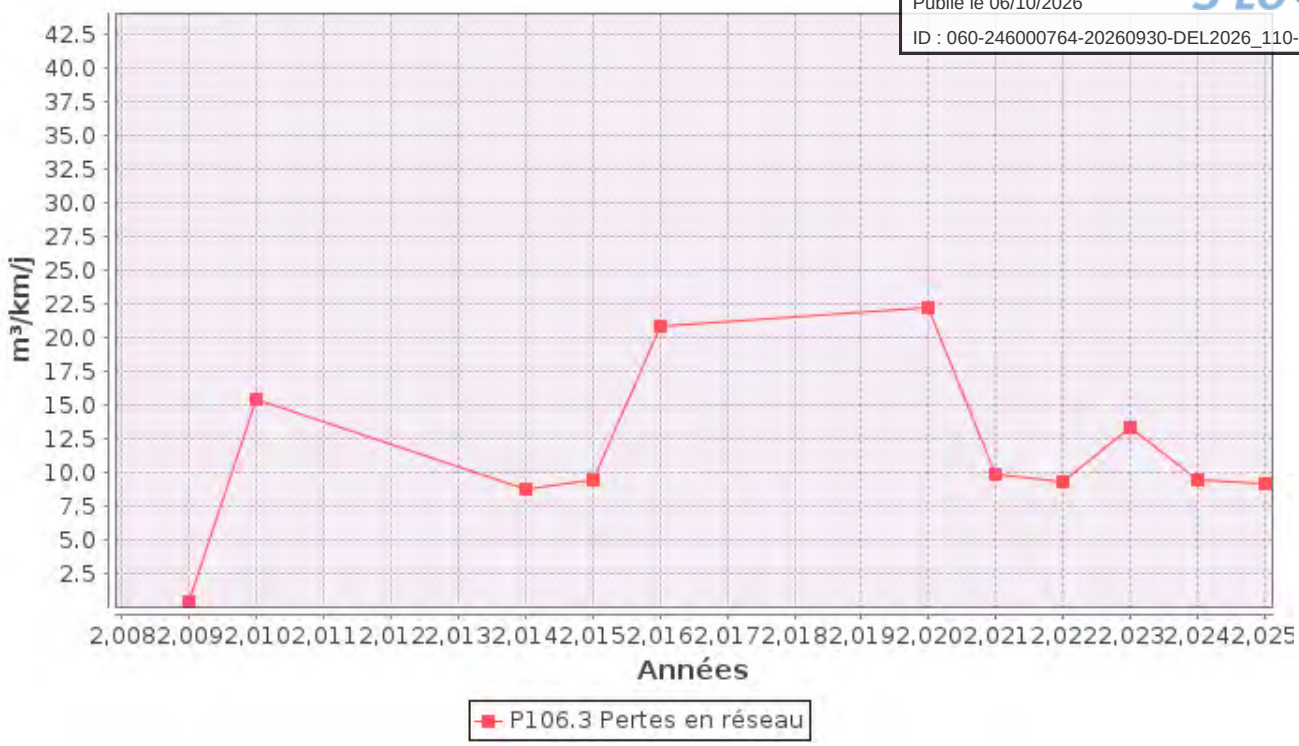
### 2.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des pertes est de 9,2 m$^3$/j/km (9,5 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE




### 2.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

| Exercice | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | 0,65% | 0,44% | 0,48% | 0% | 0,45% |

Au cours des 5 dernières années, 0,94 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2025, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 0,45% (0 en 2024).

## 2.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0% Aucune action de protection

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

| | |
|---|---|
| 20% | Études environnementales et hydrogéologiques en cours |
| 40% | Avis de l'hydrogéologue rendu |
| 50% | Dossier déposé en préfecture |
| 60% | Arrêté préfectoral |
| 80% | Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.) |
| 100% | Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application |

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2025, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2024).

## 2.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2025, 0,3 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (4 en 2024), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0,09 pour 1 000 abonnés (1,17 en 2024).

## 2.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2025, le taux de respect de ce délai est de 79,8% (99,2% en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 2.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

**En 2025, cet indicateur correspond à l'ensemble de la CCAC nord : budget Annexe global pour les communes d'Apremont, Avilly Saint Léonard, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye, Vineuil Saint Firmin.**
**Soit une dette totale (intérêt et capital) de 69 227 € et un résultat global de 326 203,57 € sur l'ensemble de ces communes. Pas de donnée ciblée communale.**

## 2.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2025 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montant d'impayés en € au titre de l'année 2024 tel que connu au 31/12/2025 | 31 936,12 | 34 862,1 |
| Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2024 | 1 326 639,79 | 1 419 898,99 |
| Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2024 | 2,41 | 2,46 |

Pour l'année 2025, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2024 est de 2,46% (2,41 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 2.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 58

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 2

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2025, le taux de réclamations est de 17,7 pour 1000 abonnés (1,17 en 2024).

# Montants financiers

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 0 | 112,520.6 |
| Montants des subventions en € | | |
| Montants des contributions du budget général en € | | |

## Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2025, le service a reçu _____ demandes d'abandon de créance et en a accordé _____.
15 801,23 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0,0237 €/m$^3$ pour l'année 2025 (0,0468 €/m$^3$ en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Commune de Gouvieux*

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Table des matières*

3. Caractérisation technique du service ..... 21
3.1. Présentation du territoire desservi ..... 21
3.2. Mode de gestion du service ..... 21
3.3. Estimation de la population desservie (D101.1) ..... 22
3.4. Nombre d'abonnés ..... 22
3.5. Eaux brutes ..... 23
3.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau ..... 23
3.5.2. Achats d'eaux brutes ..... 23
3.6. Eaux traitées ..... 23
3.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025 ..... 23
3.6.2. Production ..... 23
3.6.3. Achats d'eaux traitées ..... 23
3.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice ..... 24
3.6.5. Autres volumes ..... 24
**3.6.6. Volume consommé autorisé** ..... 25
3.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) ..... 25
4. Tarification de l'eau et recettes du service ..... 26
4.1. Modalités de tarification ..... 26
4.2. Recettes ..... 27
5. Indicateurs de performance ..... 28
5.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) ..... 28
5.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) ..... 28
5.3. Indicateurs de performance du réseau ..... 30
**5.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)** ..... 30
**5.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)** ..... 30
**5.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)** ..... 31
**5.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)** ..... 31
5.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) ..... 32
5.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) ..... 32
5.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) ..... 32
5.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) ..... 32
5.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) ..... 32
5.9. Taux de réclamations (P155.1) ..... 33
Montants financiers ..... 33

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 3. Caractérisation technique du service

## 3.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Aire cantilienne
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : Gouvieux
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté de communes
- Compétences liées au service :

| | Oui | Non |
|---|---|---|
| Production | ☐ | ☑ |
| Protection de l'ouvrage de prélèvement (1) | ☐ | ☐ |
| Traitement (1) | ☐ | ☐ |
| Transfert | ☑ | ☐ |
| Stockage (1) | ☐ | ☐ |
| Distribution | ☑ | ☐ |

**(2) A compléter**

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Gouvieux
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☑ Non
- Existence d'un schéma de distribution au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non
- Existence d'un schéma directeur ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non

## 3.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en ☑☐ **Délégation par Entreprise privée**

* Approbation en assemblée délibérante

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

*Nature du contrat :*

- Nom du prestataire : SUEZ
- Date de début de contrat :
- Date de fin de contrat initial :
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : ____
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

## 3.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'eau potable dessert 9 323 habitants au 31/12/2025 (9 323 au 31/12/2024).

## 3.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 3 671 abonnés au 31/12/2025 (3 663 au 31/12/2024).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

| Commune | Nombre total d'abonnés 31/12/2024 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2025 | Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2025 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2025 | Variation en % |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | **3 663** | | | **3 671** | **0%** |

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 47,38 abonnés/km au 31/12/2025 (47,47 abonnés/km au 31/12/2024).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 2,54 habitants/abonné au 31/12/2025 (2,55 habitants/abonné au 31/12/2024).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 153,08 $m^3$/abonné au 31/12/2025. (167,47 $m^3$/abonné au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 3.5. Eaux brutes

### 3.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

**Non concerné**

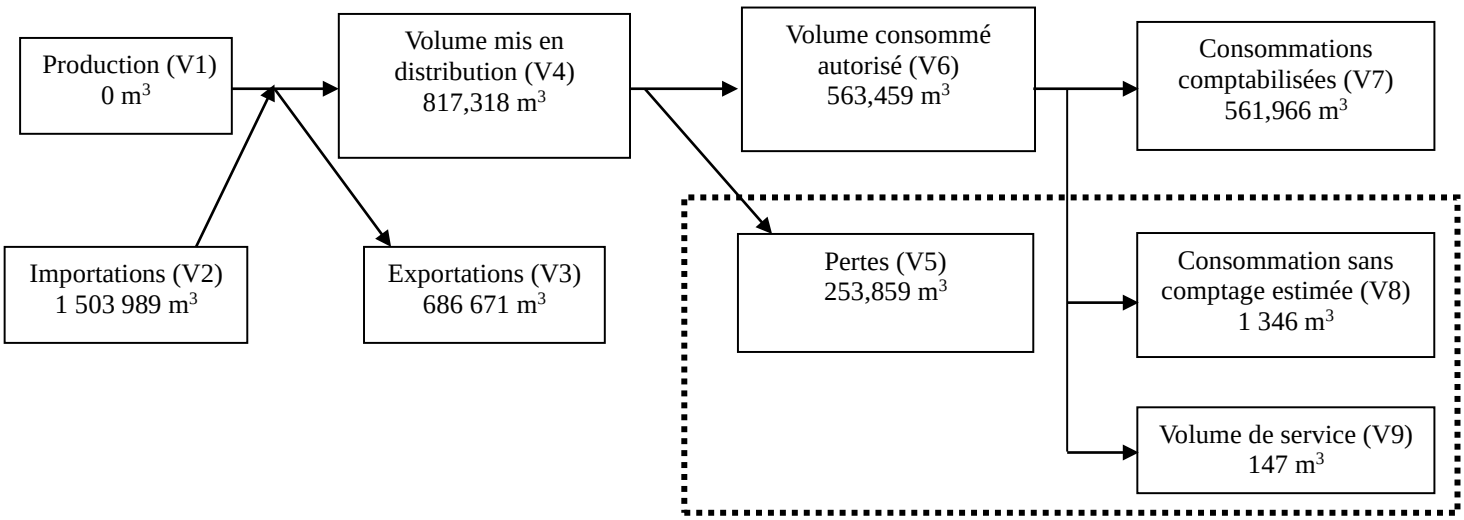
Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

### 3.5.2. Achats d'eaux brutes

**Non concerné**

## 3.6. Eaux traitées

### 3.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025




### 3.6.2. Production

Le service a ___0__ stations de traitement.

### 3.6.3. Achats d'eaux traitées

| Fournisseur | Volume acheté durant l'exercice 2024 en m³ | Volume acheté durant l'exercice 2025 en m³ | Variation des volumes achetés en % | Indice de protection de la ressource exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| **Total d'eaux traitées achetées (V2)** | **1 530 320** | **1 503 989** | **0%** | **80** |

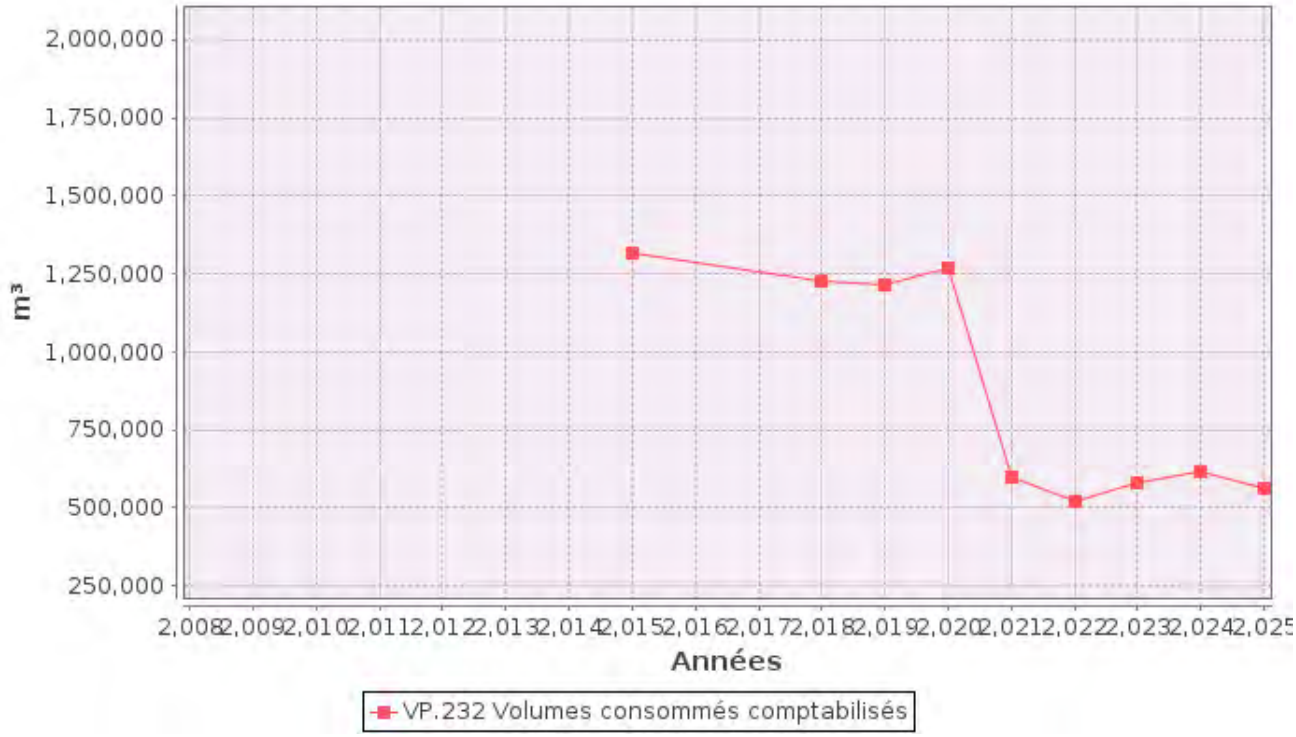
Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 3.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

| Acheteurs | Volumes vendus durant l'exercice 2024 en m³ | Volumes vendus durant l'exercice 2025 en m³ | Variation en % |
|---|---|---|---|
| Abonnés domestiques[1] | 613 442 | 561 966 | -8.5% |
| Abonnés non domestiques | 0 | 0 | ____% |
| **Total vendu aux abonnés ($V_7$)** | **613 442** | **561 966** | **-8.5%** |
| Service de [2] | | | |
| Service de [2] | | | |
| **Total vendu à d'autres services ($V_3$)** | **702 045** | **686 671** | **-2.3%** |

**(3) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.**

**(4) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.**




### 3.6.5. *Autres volumes*

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommation sans comptage (V8)** | **1 446** | **1 346** | **0%** |
| **Volume de service (V9)** | **142** | **147** | **3.5%** |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 3.6.6. Volume consommé autorisé

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommé autorisé (V6)** | **615,030** | **563,459** | **-8.4%** |

## 3.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 77,48 kilomètres au 31/12/2025 (77,17 au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 4. Tarification de l'eau et recettes du service

## 4.1. Modalités de tarification



La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

**TARIFS EAU**
**Facture de 120 m3**

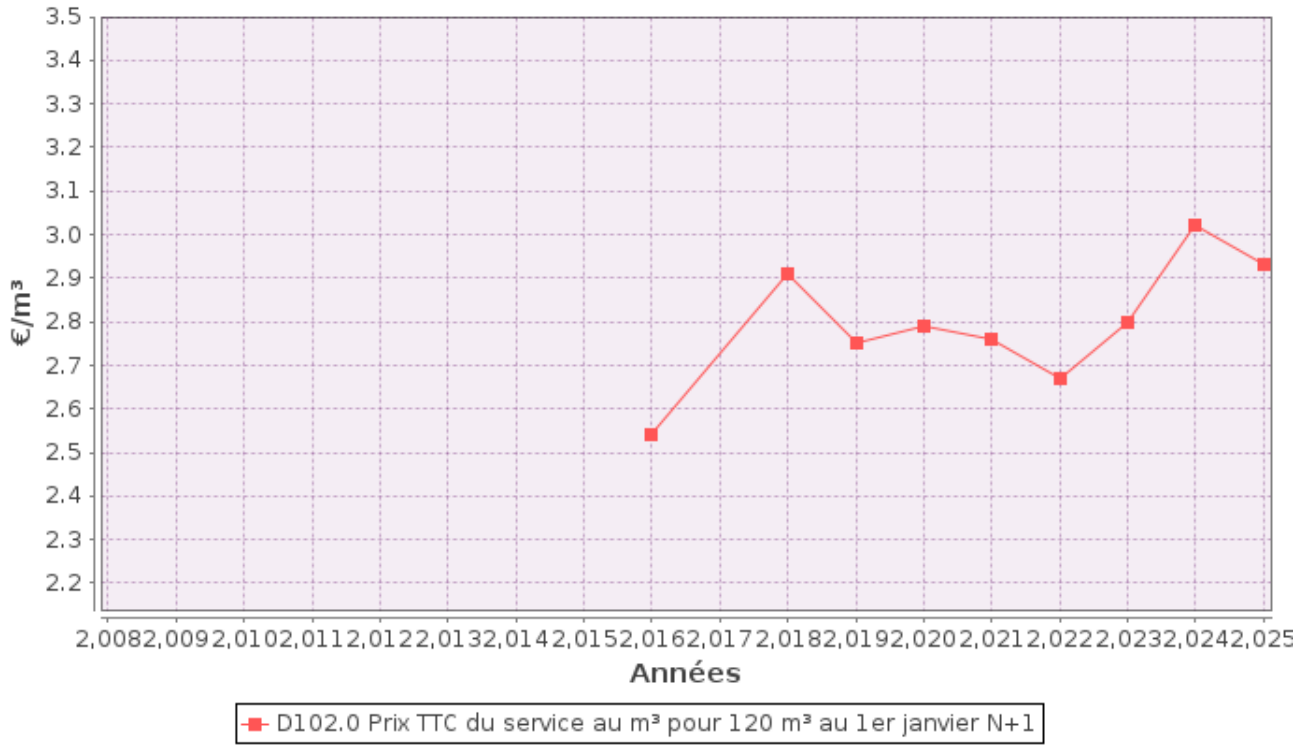
**Evolution P/P-1**
(tarifs et montants en euros)

*Les factures adressées aux usagers sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur fixées par l'arrêté du 10 Juillet 1996.*

| DISTRIBUTION DE L'EAU | M3 | Prix unitaire au 01/01/2025 | Prix unitaire au 01/01/2026 | Prix annuel P - 1 | Prix annuel P | Evolution P/P-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Part du délégataire** | | | | | | |
| Abonnement annuel | | **49,68** | **48,37** | 49,68 | 48,37 | -2,6% |
| Consommation | 120 | **1,5059** | **1,4556** | 180,71 | 174,67 | -3,3% |
| **Part de la Collectivité** | | | | | | |
| Abonnement annuel | | | | | | |
| Consommation réseau | 120 | **0,2703** | **0,2703** | 32,44 | 32,44 | 0,0% |
| Consommation réservoir | 120 | **0,1159** | **0,1159** | 13,91 | 13,91 | 0,0% |
| **Organismes publics** | | | | | | |
| Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) | 120 | **0,0759** | **0,1000** | 9,11 | 12,00 | 31,8% |
| Redevance consommation eau potable | 120 | **0,4600** | **0,3400** | 55,20 | 40,80 | -26,1% |
| Redevance performance eau potable | 120 | **0,0170** | **0,0915** | 2,04 | 10,98 | 438,2% |
| **Sous total "eau" hors TVA en euros** | | | | **343,08** | **333,17** | **-2,9%** |
| **TVA à 5,5 %** | | | | 18,10 | 17,56 | -3,0% |
| **TVA à 7 %** | | | | 0,00 | 0,00 | |
| **Total 120 m3 TTC en euros** | | | | **361,18** | **350,73** | **-2,9%** |
| **Soit le m3 TTC en euros** | | | | **3,010** | **2,923** | **-2,9%** |
| **Prix au litre €/l** | | | | **0,0030** | **0,0029** | **-2,9%** |

| Répartition du prix de l'eau pour 120 m3 en partie | FIXE | VARIABLE | % |
|---|---|---|---|
| Part du délégataire | 48,37 | 174,67 | |
| Part de la Collectivité | | 32,44 | |
| TOTAL HT du PRIX DU SERVICE | 48,37 | 207,11 | |
| % de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) | | | 18,9% |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE




***ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.***

## 4.2. Recettes

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2025 : 1,476,583 € (1,576,554 € au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 5. Indicateurs de performance

## 5.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)



Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

| Analyses | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2024 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2024 | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2025 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Microbiologie | 9 | 0 | 12 | 0 |
| Paramètres physico-chimiques | 34 | 1 | 41 | 0 |

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 $m^3$/jour.

| Analyses | Taux de conformité exercice 2024 | Taux de conformité exercice 2025 |
|---|---|---|
| Microbiologie (P101.1) | 100% | 100% |
| Paramètres physico-chimiques (P102.1) | 97,1% | 100% |

## 5.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)



**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

| | nombre de points | Valeur | points potentiels |
|---|---|---|---|
| **PARTIE A : PLAN DES RESEAUX** (15 points) | | | |
| VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points<br>non : 0 point | Oui | 5 |
| **PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX**<br>(30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A) | | | |
| VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques | 0 à 15 points sous conditions *(1)* | Oui | 15 |
| VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) | | Oui | |
| VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres | | 99,98% | |
| VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose | 0 à 15 points sous conditions *(2)* | 97,41% | 15 |
| **PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX**<br>(75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B) | | | |
| VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)* | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)* | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) | oui : 10 points<br>non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux | oui : 5 points<br>non : 0 point | Oui | 5 |
| **TOTAL (indicateur P103.2B)** | **120** | - | 120 |

*(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution*

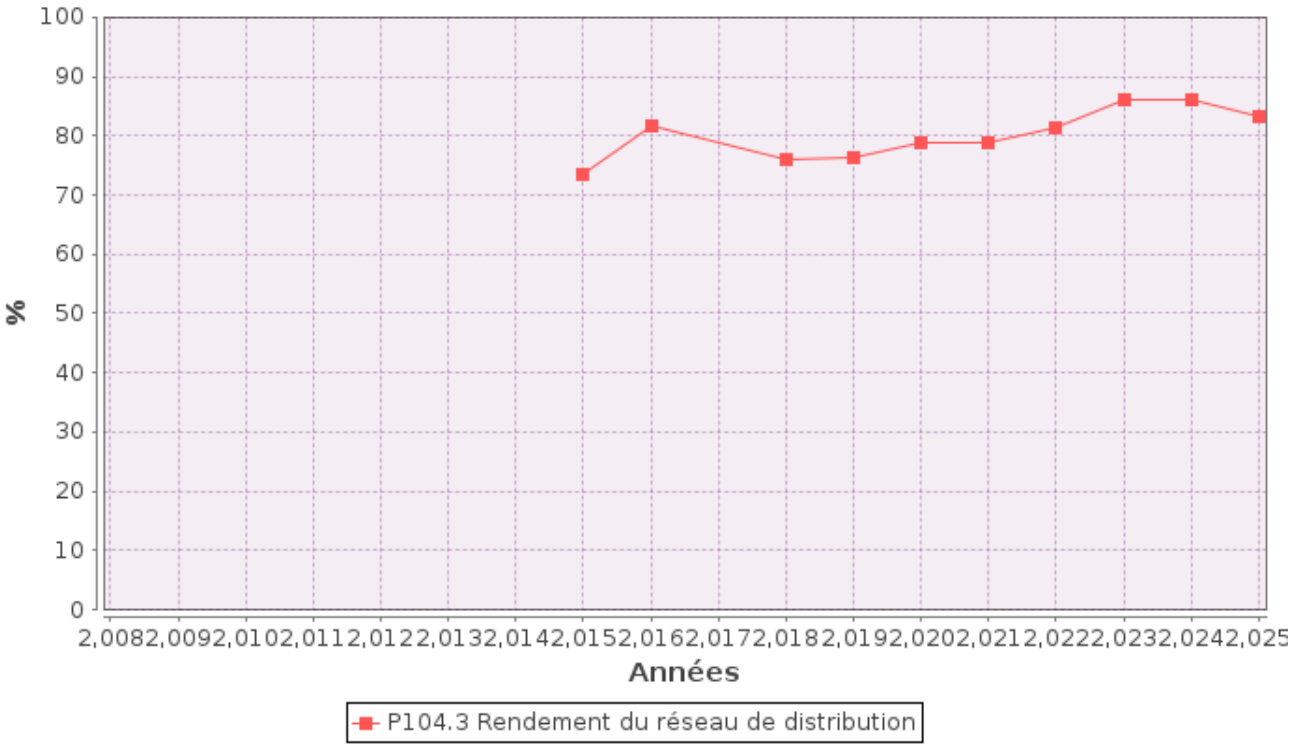
Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 5.3. Indicateurs de performance du réseau

### 5.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Rendement du réseau | 86,1 % | 83,1 % |
| Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km] | 46,76 | 44,21 |
| Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire) | -87.4 % | -81.9 % |




### 5.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

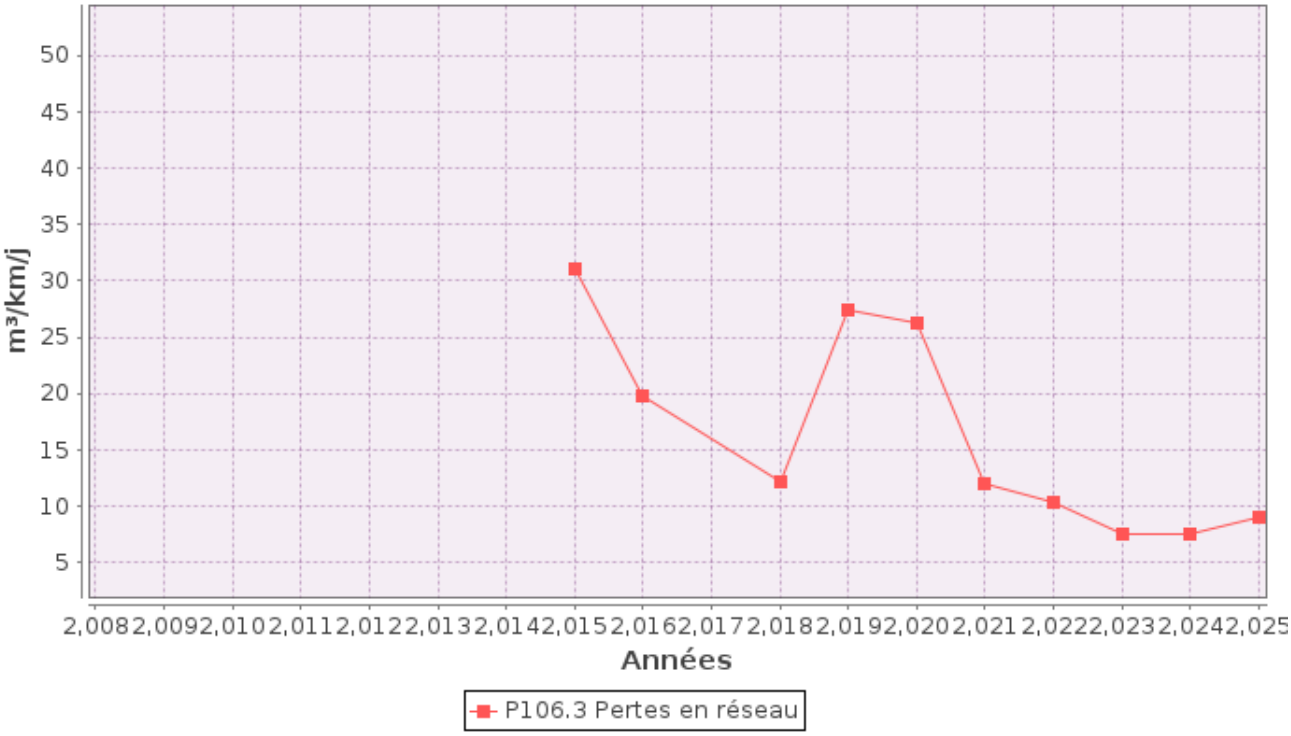
Pour l'année 2025, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 9 m³/j/km (7,6 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 5.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des pertes est de 9 m³/j/km (7,6 en 2024).




### 5.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

| Exercice | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | 0,43% | 0,51% | ____% | 0,46% | 0,59% |

Au cours des 5 dernières années, 2,27 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2025, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 0,59% (0,46 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 5.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2025, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2024).

## 5.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

Pour l'année 2025, 4,6 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (11 en 2024), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 1,25 pour 1 000 abonnés (3 en 2024).

## 5.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 2 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

Pour l'année 2025, le taux de respect de ce délai est de 93,8% (96% en 2024).

## 5.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

**En 2025, cet indicateur correspond à l'ensemble de la CCAC nord : budget Annexe global pour les communes d'Apremont, Avilly Saint Léonard, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye, Vineuil Saint Firmin.**
**Soit une dette totale (intérêt et capital) de 69 227 € et un résultat global de 326 203,57 € sur l'ensemble de ces communes. Pas de donnée ciblée communale.**

## 5.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

(par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2025 est comptabilisée, quelque soit le motif du non paiement.

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montant d'impayés en € au titre de l'année 2024 tel que connu au 31/12/2025 | 37 052,9 | 41 524,26 |
| Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2024 | 1 664 799,27 | 1 693 558,07 |
| Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2024 | 2,23 | 2,45 |

Pour l'année 2025, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2024 est de 2,45% (2,23 en 2024).

## 5.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 52

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

Pour l'année 2025, le taux de réclamations est de 14,17 pour 1000 abonnés (3,28 en 2024).

## Montants financiers

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 96,821.6 | 126,680.3 |
| Montants des subventions en € | | |
| Montants des contributions du budget général en € | | |

# Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2025, le service a reçu _____ demandes d'abandon de créance et en a accordé _____.
24 323 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0,0433 €/$m^3$ pour l'année 2025 (0,0666 €/$m^3$en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Commune de Lamorlaye*

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Table des matières*

6. Caractérisation technique du service ..... 36
6.1. Présentation du territoire desservi ..... 36
6.2. Mode de gestion du service ..... 36
6.3. Estimation de la population desservie (D101.1) ..... 37
6.4. Nombre d'abonnés ..... 37
6.5. Eaux brutes ..... 38
6.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau ..... 38
6.5.2. Achats d'eaux brutes ..... 38
6.6. Eaux traitées ..... 38
6.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025 ..... 38
6.6.2. Production ..... 38
6.6.3. Achats d'eaux traitées ..... 39
6.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice ..... 39
6.6.5. Autres volumes ..... 40
**6.6.6. Volume consommé autorisé** ..... 40
6.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) ..... 40
7. Tarification de l'eau et recettes du service ..... 41
7.1. Modalités de tarification ..... 41
7.2. Recettes ..... 42
8. Indicateurs de performance ..... 43
8.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) ..... 43
8.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) ..... 43
8.3. Indicateurs de performance du réseau ..... 45
**8.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)** ..... 45
**8.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)** ..... 45
**8.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)** ..... 46
**8.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)** ..... 46
8.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) ..... 47
8.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) ..... 47
8.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) ..... 47
8.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) ..... 47
8.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) ..... 48
8.9. Taux de réclamations (P155.1) ..... 48
Montants financiers ..... 48
Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) ..... 49

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 6. Caractérisation technique du service

## 6.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Aire cantilienne
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : Lamorlaye
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté de communes
- Compétences liées au service :

| | Oui | Non |
|---|---|---|
| Production | ☐ | ☑ |
| Protection de l'ouvrage de prélèvement (1) | ☐ | ☐ |
| Traitement (1) | ☐ | ☐ |
| Transfert | ☑ | ☐ |
| Stockage (1) | ☐ | ☐ |
| Distribution | ☑ | ☐ |

**(3) A compléter**

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Lamorlaye
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☑ Non
- Existence d'un schéma de distribution au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non
- Existence d'un schéma directeur ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non

## 6.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en ☑☐ **Délégation par Entreprise privée**

* Approbation en assemblée délibérante

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

*Nature du contrat :*

- Nom du prestataire : SUEZ
- Date de début de contrat :
- Date de fin de contrat initial :
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : ____
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

## 6.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'eau potable dessert 9 347 habitants au 31/12/2025 (9 347 au 31/12/2024).

## 6.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 3 651 abonnés au 31/12/2025 (3 646 au 31/12/2024).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

| Commune | Nombre total d'abonnés 31/12/2024 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2025 | Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2025 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2025 | Variation en % |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | **3 646** | | | **3 651** | **0%** |

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 36,41 abonnés/km au 31/12/2025 (36,36 abonnés/km au 31/12/2024).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 2,56 habitants/abonné au 31/12/2025 (2,56 habitants/abonné au 31/12/2024).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 178,66 $m^3$/abonné au 31/12/2025. (193,3 $m^3$/abonné au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 6.5. Eaux brutes

### 6.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

***Non concerné***

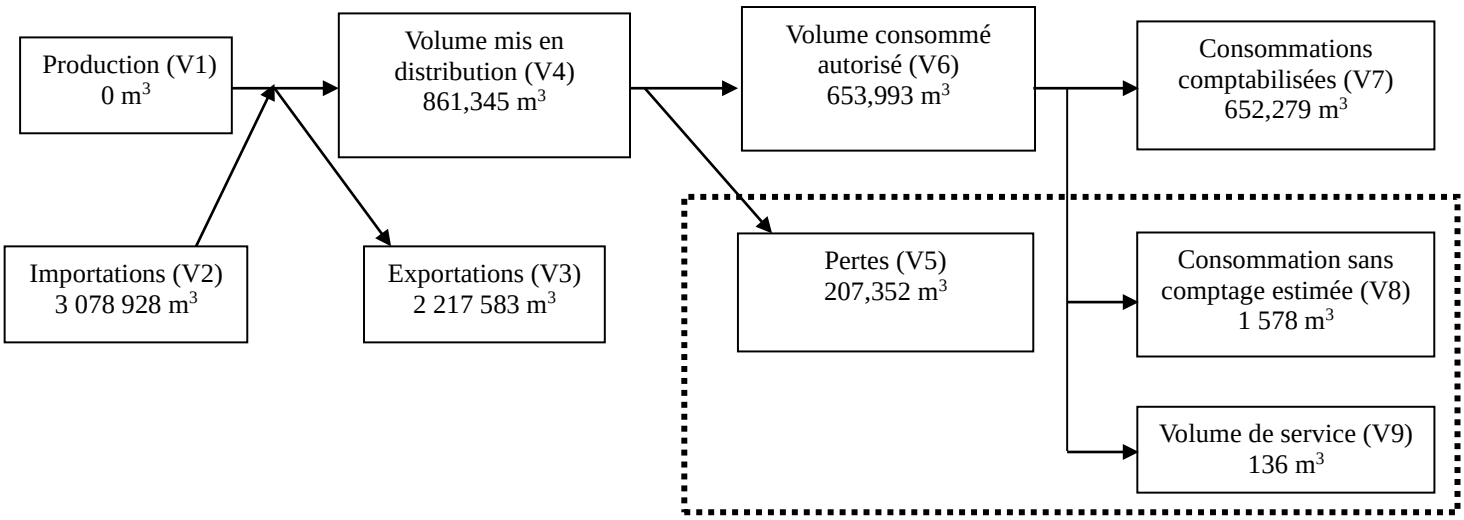
Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : ___100_%.

### 6.5.2. Achats d'eaux brutes

***Non concerné***

## 6.6. Eaux traitées

### 6.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025




### 6.6.2. Production

Le service a __0___ stations de traitement.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 6.6.3. *Achats d'eaux traitées*

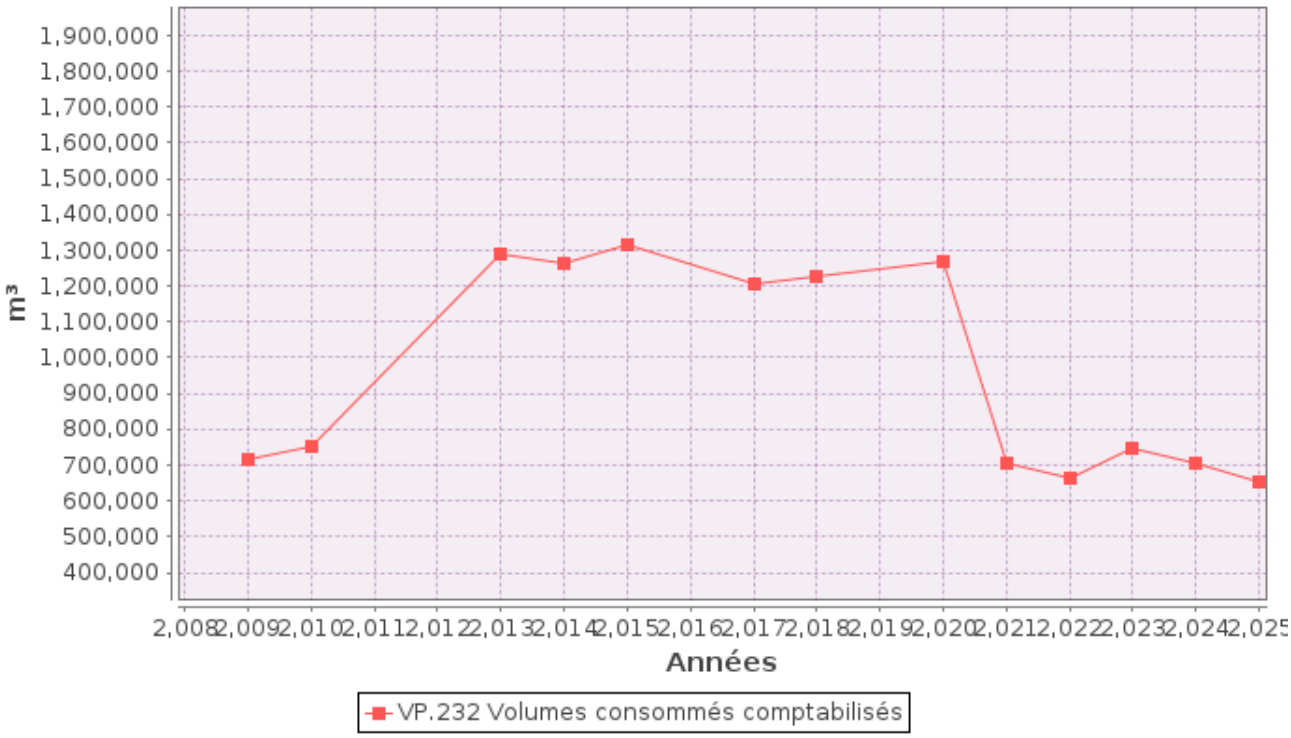
| Fournisseur | Volume acheté durant l'exercice 2024 en m³ | Volume acheté durant l'exercice 2025 en m³ | Variation des volumes achetés en % | Indice de protection de la ressource exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| **Total d'eaux traitées achetées (V2)** | **3 333 535** | **3 078 928** | **0%** | **80** |

### 6.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

| Acheteurs | Volumes vendus durant l'exercice 2024 en m³ | Volumes vendus durant l'exercice 2025 en m³ | Variation en % |
|---|---|---|---|
| Abonnés domestiques[1] | 704 774 | 652 279 | -7.4% |
| Abonnés non domestiques | 0 | 0 | ____% |
| **Total vendu aux abonnés ($V_7$)** | **704 774** | **652 279** | **-7.4%** |
| Service de [2] | | | |
| Service de [2] | | | |
| **Total vendu à d'autres services ($V_3$)** | **2 276 889** | **2 217 583** | **0%** |

**(5) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.**

**(6) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.**



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 6.6.5. *Autres volumes*

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommation sans comptage (V8)** | **1 741** | **1 578** | **0%** |
| **Volume de service (V9)** | **1 976** | **136** | **13,500%** |

### 6.6.6. Volume consommé autorisé

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommé autorisé (V6)** | **708,491** | **653,993** | **-7.7%** |

## 6.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 100,28 kilomètres au 31/12/2025 (100,27 au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 7. Tarification de l'eau et recettes du service

## 7.1. Modalités de tarification



La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur ..)

TARIFS EAU

**Facture de 120 m3**

**Evolution P/P-1**

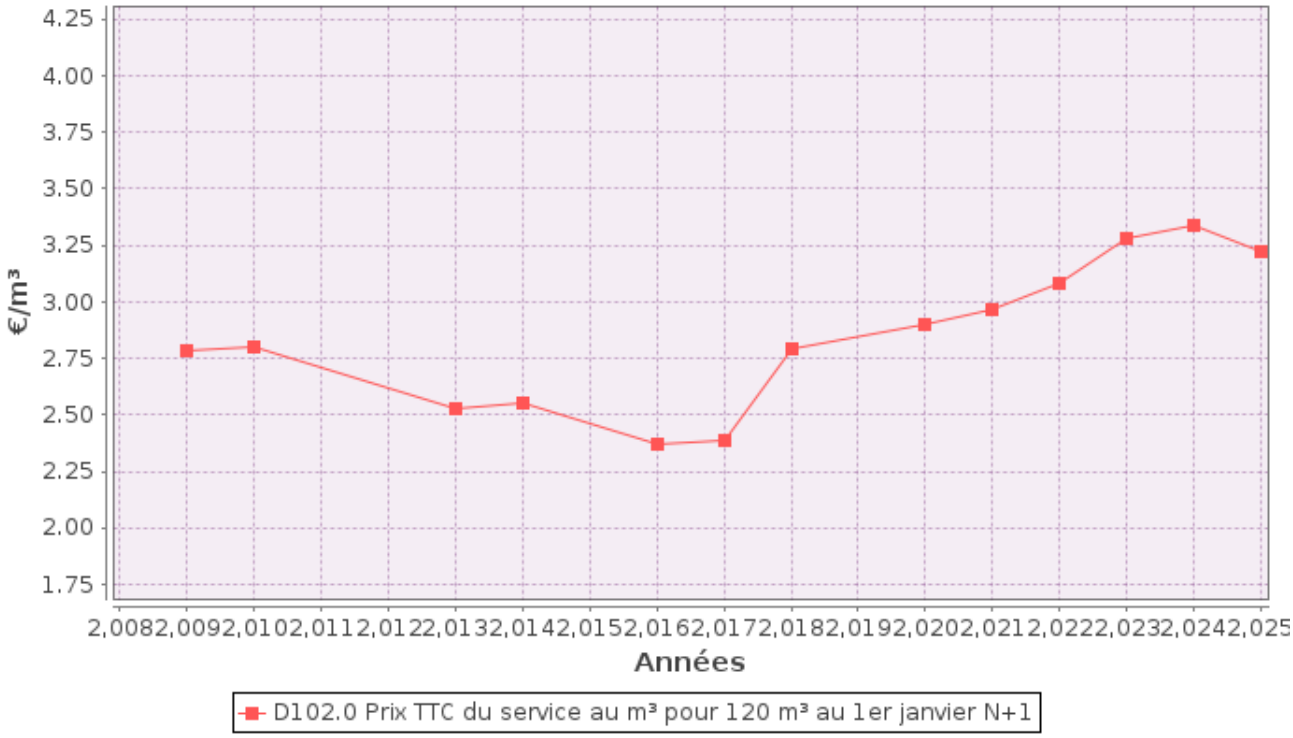
(tarifs et montants en euros)

*Les factures adressées aux usagers sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur fixées par l'arrêté du 10 Juillet 1996.*

| DISTRIBUTION DE L'EAU | M3 | Prix unitaire au 01/01/2025 | Prix unitaire au 01/01/2026 | Prix annuel P - 1 | Prix annuel P | Evolution P/P-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Part du délégataire** | | | | | | |
| Abonnement annuel | | 61,24 | 59,20 | 61,24 | 59,20 | -3,3% |
| Consommation | 120 | 1,9338 | 1,8606 | 232,06 | 223,27 | -3,8% |
| **Part de la Collectivité (SIPAREP + commune)** | | | | | | |
| Abonnement annuel | | | | | | |
| Consommation réseau | 120 | 0,0551 | 0,0551 | 6,61 | 6,61 | 0,0% |
| Consommation réservoir | 120 | 0,1159 | 0,1159 | 13,91 | 13,91 | 0,0% |
| **Organismes publics** | | | | | | |
| Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) | 120 | 0,0759 | 0,1000 | 9,11 | 12,00 | 31,8% |
| Redevance consommation d'eau potable | 120 | 0,4600 | 0,3400 | 55,20 | 40,80 | -26,1% |
| Redevance performance eau potable | 120 | 0,0000 | 0,0915 | 0,00 | 10,98 | |
| **Sous total "eau" hors TVA en euros** | | | | 378,12 | 366,77 | -3,0% |
| **TVA à 5,5 %** | | | | 20,80 | 20,17 | -3,0% |
| **TVA à 7 %** | | | | | | |
| **Total 120 m3 TTC en euros** | | | | 398,92 | 386,94 | -3,0% |
| **Soit le m3 TTC en euros** | | | | 3,324 | 3,225 | -3,0% |
| **Prix au litre €/l** | | | | 0,0033 | 0,0032 | -3,0% |

| Répartition du prix de l'eau pour 120 m3 en partie | FIXE | VARIABLE | % |
|---|---|---|---|
| Part du délégataire | 59,20 | 223,27 | |
| Part de la Collectivité (SIPAREP + commune) | | 6,61 | |
| TOTAL HT du PRIX DU SERVICE | 59,20 | 229,88 | |
| % de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) | | | 20,5% |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE




***ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.***

## 7.2. Recettes

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2025 : 1,618,388 € (1,567,951 € au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 8. Indicateurs de performance

## 8.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)



Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

| Analyses | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2024 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2024 | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2025 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Microbiologie | 22 | 0 | 24 | 0 |
| Paramètres physico-chimiques | 23 | 1 | 27 | 0 |

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 $m^3$/jour.

| Analyses | Taux de conformité exercice 2024 | Taux de conformité exercice 2025 |
|---|---|---|
| Microbiologie (P101.1) | 100% | 100% |
| Paramètres physico-chimiques (P102.1) | 95,7% | 100% |

## 8.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

| | nombre de points | Valeur | points potentiels |
|---|---|---|---|
| **PARTIE A : PLAN DES RESEAUX** (15 points) | | | |
| VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points non : 0 point | Oui | 5 |
| **PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX** (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A) | | | |
| VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques | 0 à 15 points sous conditions *(1)* | Oui | 15 |
| VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) | | Oui | |
| VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres | | 99,91% | |
| VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose | 0 à 15 points sous conditions *(2)* | 98,82% | 15 |
| **PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX** (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B) | | | |
| VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)* | oui : 10 points non : 0 point | Non | 0 |
| VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)* | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux | oui : 5 points non : 0 point | Oui | 5 |
| **TOTAL (indicateur P103.2B)** | **120** | - | 110 |

*(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution*

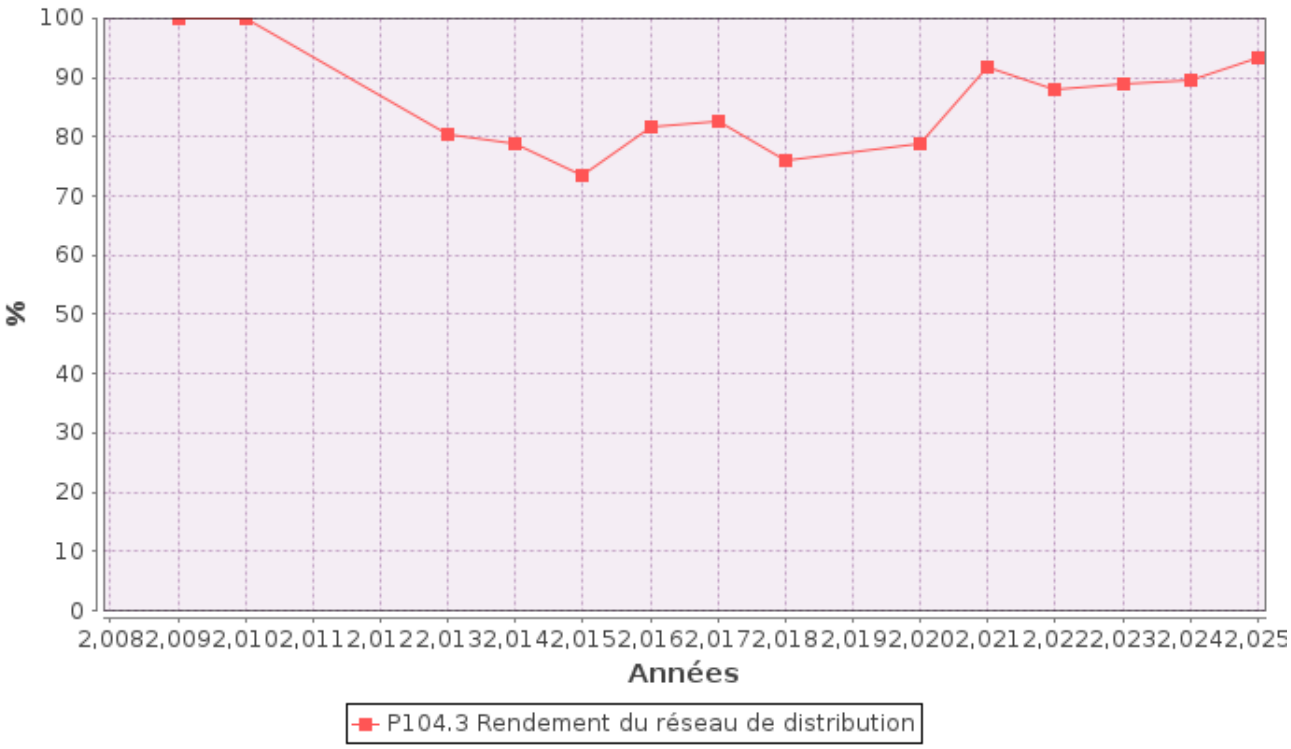
Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 8.3. Indicateurs de performance du réseau

### 8.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Rendement du réseau | 89,6 % | 93,3 % |
| Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km] | 81,57 | 78,45 |
| Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire) | 70,400 % | 65,200 % |




### 8.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

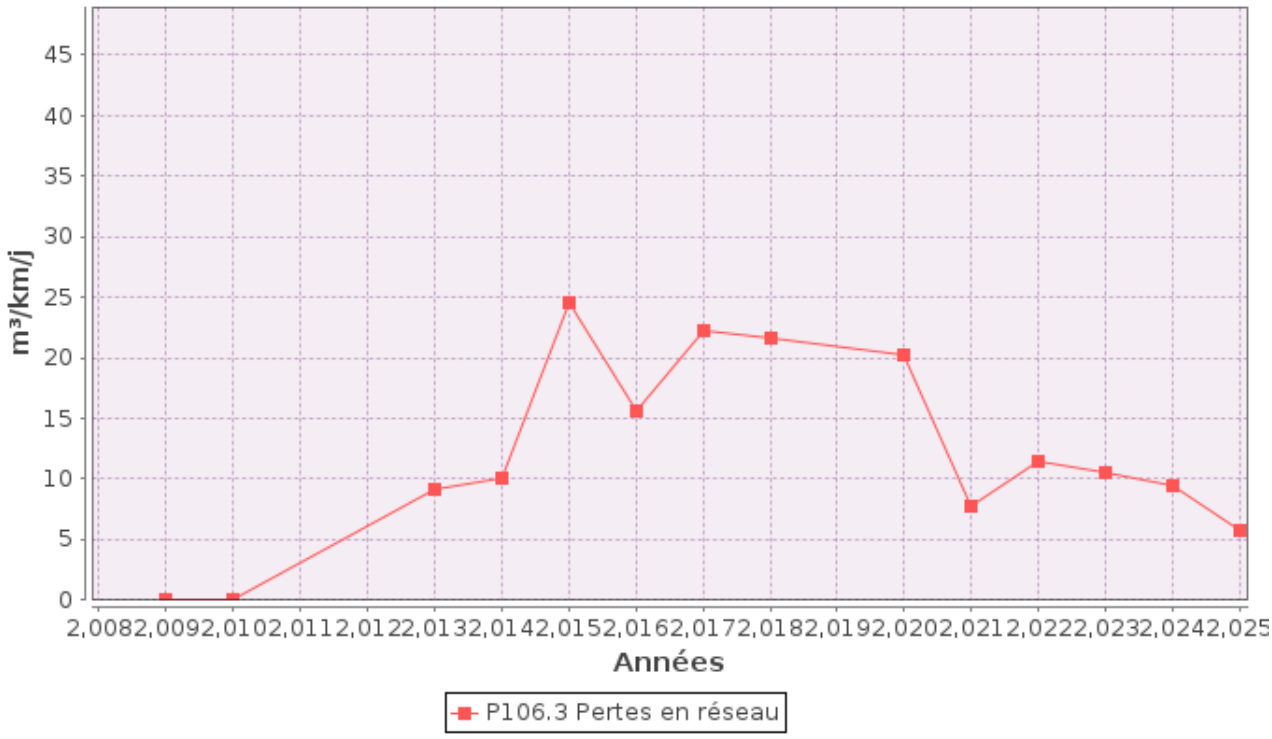
Pour l'année 2025, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 5,7 $m^3$/j/km (9,6 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 8.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des pertes est de 5,7 m³/j/km (9,5 en 2024).




### 8.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

| Exercice | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | 0,37% | 0,42% | 0,45% | 0,47% | 0,75% |

Au cours des 5 dernières années, 3,75 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2025, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 0,75% (0,47 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 8.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.).

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2025, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2024).

## 8.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

Pour l'année 2025, 2,47 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (9 en 2024), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0,68 pour 1 000 abonnés (2,47 en 2024).

## 8.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2025, le taux de respect de ce délai est de 89,5% (99% en 2024).

## 8.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

**En 2025, cet indicateur correspond à l'ensemble de la CCAC nord : budget Annexe global pour les communes d'Apremont, Avilly Saint Léonard, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye, Vineuil Saint Firmin.**
**Soit une dette totale (intérêt et capital) de 69 227 € et un résultat global de 326 203,57 € sur l'ensemble de ces communes. Pas de donnée ciblée communale.**

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 8.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2025 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montant d'impayés en € au titre de l'année 2024 tel que connu au 31/12/2025 | 46 234,37 | 46 837,38 |
| Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2024 | 1 659 863,26 | 1 578 107,84 |
| Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2024 | 2,79 | 2,97 |

Pour l'année 2025, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2024 est de 2,97% (2,79 en 2024).

## 8.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 51

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

Pour l'année 2025, le taux de réclamations est de 13,97 pour 1000 abonnés (3,29 en 2024).

## Montants financiers

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 42,498 | 152,572.5 |
| Montants des subventions en € | | |
| Montants des contributions du budget général en € | | |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2025, le service a reçu _____ demandes d'abandon de créance et en a accordé _____.
19 832,13 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0,0304 €/m$^3$ pour l'année 2025 (0,1274 €/m$^3$ en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Commune de Vineuil Saint Firmin*

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# *Table des matières*

6. Caractérisation technique du service ..... 36
6.1. Présentation du territoire desservi ..... 36
6.2. Mode de gestion du service ..... 36
6.3. Estimation de la population desservie (D101.1) ..... 37
6.4. Nombre d'abonnés ..... 37
6.5. Eaux brutes ..... 38
6.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau ..... 38
6.5.2. Achats d'eaux brutes ..... 38
6.6. Eaux traitées ..... 38
6.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025 ..... 38
6.6.2. Production ..... 38
9. Caractérisation technique du service ..... 52
9.1. Présentation du territoire desservi ..... 52
9.2. Mode de gestion du service ..... 52
9.3. Estimation de la population desservie (D101.1) ..... 53
9.4. Nombre d'abonnés ..... 53
9.5. Eaux brutes ..... 54
9.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau ..... 54
9.5.2. Achats d'eaux brutes ..... 54
9.6. Eaux traitées ..... 54
9.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025 ..... 54
9.6.2. Production ..... 54
9.6.3. Achats d'eaux traitées ..... 54
9.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice ..... 55
9.6.5. Autres volumes ..... 55
**9.6.6. Volume consommé autorisé** ..... 56
9.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) ..... 56
10. Tarification de l'eau et recettes du service ..... 57
10.1. Modalités de tarification ..... 57
10.2. Recettes ..... 58
11. Indicateurs de performance ..... 59
11.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) ..... 59
11.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) ..... 59
11.3. Indicateurs de performance du réseau ..... 61
**11.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)** ..... 61
**11.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)** ..... 62
**11.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)** ..... 62
**11.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)** ..... 63
11.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) ..... 63
11.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) ..... 63
11.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) ..... 63
11.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) ..... 64
11.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) ..... 64
11.9. Taux de réclamations (P155.1) ..... 65
11.10. Montants financiers ..... 65
11.11. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) ..... 65

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 9. Caractérisation technique du service

## 9.1. *Présentation du territoire desservi*



Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Aire cantilienne
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : Vineuil Saint Firmin
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté de communes
- Compétences liées au service :

| | Oui | Non |
|---|---|---|
| Production | ☐ | ☑ |
| Protection de l'ouvrage de prélèvement (1) | ☐ | ☐ |
| Traitement (1) | ☐ | ☐ |
| Transfert | ☑ | ☐ |
| Stockage (1) | ☐ | ☐ |
| Distribution | ☑ | ☐ |

**(4) A compléter**

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Vineuil-Saint-Firmin
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☑ Non
- Existence d'un schéma de distribution au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non
- Existence d'un schéma directeur ☐ Oui, date d'approbation* : ..... ☐ Non

## 9.2. *Mode de gestion du service*



Le service est exploité en ☑☐ **Délégation par Entreprise privée**

* Approbation en assemblée délibérante

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

*Nature du contrat :*

- Nom du prestataire : VEOLIA
- Date de début de contrat :
- Date de fin de contrat initial :
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : ____
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

## 9.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'eau potable dessert 1 450 habitants au 31/12/2025 (1 433 au 31/12/2024).

## 9.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 731 abonnés au 31/12/2025 (736 au 31/12/2024).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

| Commune | Nombre total d'abonnés 31/12/2024 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2025 | Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2025 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2025 | Variation en % |
|---|---|---|---|---|---|
| Vineuil-Saint-Firmin | | | | | |
| **Total** | **736** | | | **731** | **-0.7%** |

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 35,13 abonnés/km au 31/12/2025 (35,4 abonnés/km au 31/12/2024).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,98 habitants/abonné au 31/12/2025 (1,95 habitants/abonné au 31/12/2024).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 139,55 $m^3$/abonné au 31/12/2025. (128,88 $m^3$/abonné au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 9.5. Eaux brutes

### 9.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

***Non concerné***

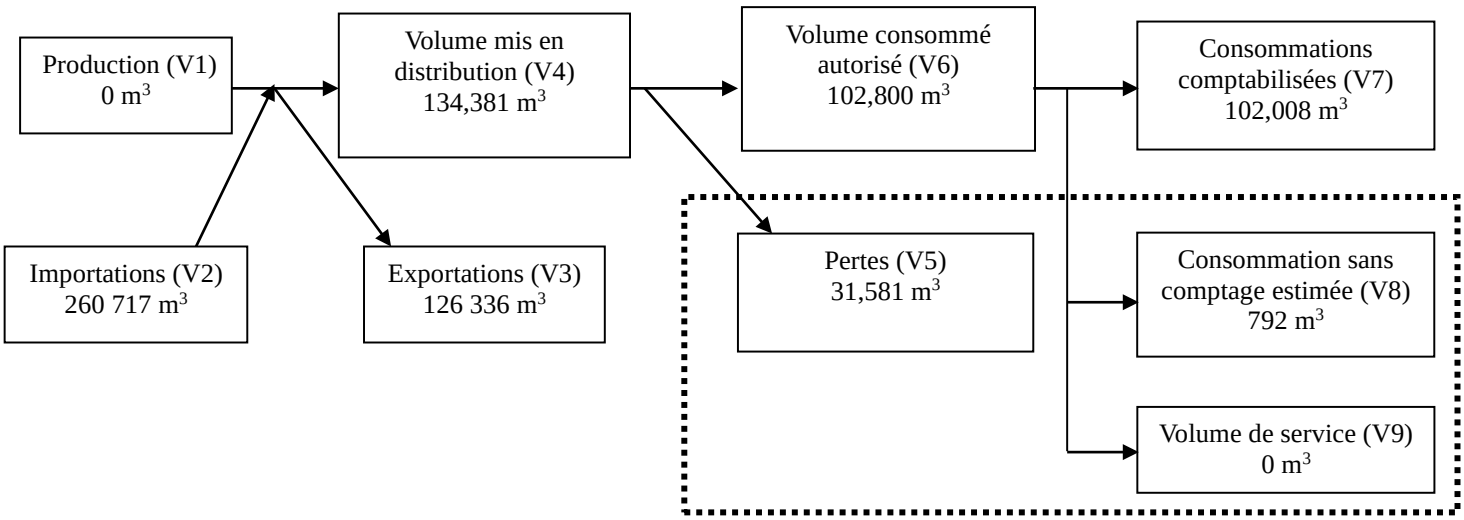
Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

### 9.5.2. Achats d'eaux brutes

***Non concerné***

## 9.6. Eaux traitées

### 9.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2025




### 9.6.2. Production

Le service a __0___ stations de traitement.

### 9.6.3. Achats d'eaux traitées

| Fournisseur | Volume acheté durant l'exercice 2024 en m³ | Volume acheté durant l'exercice 2025 en m³ | Variation des volumes achetés en % | Indice de protection de la ressource exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| **Total d'eaux traitées achetées (V2)** | **218 007** | **260 717** | **19.3%** | **80** |

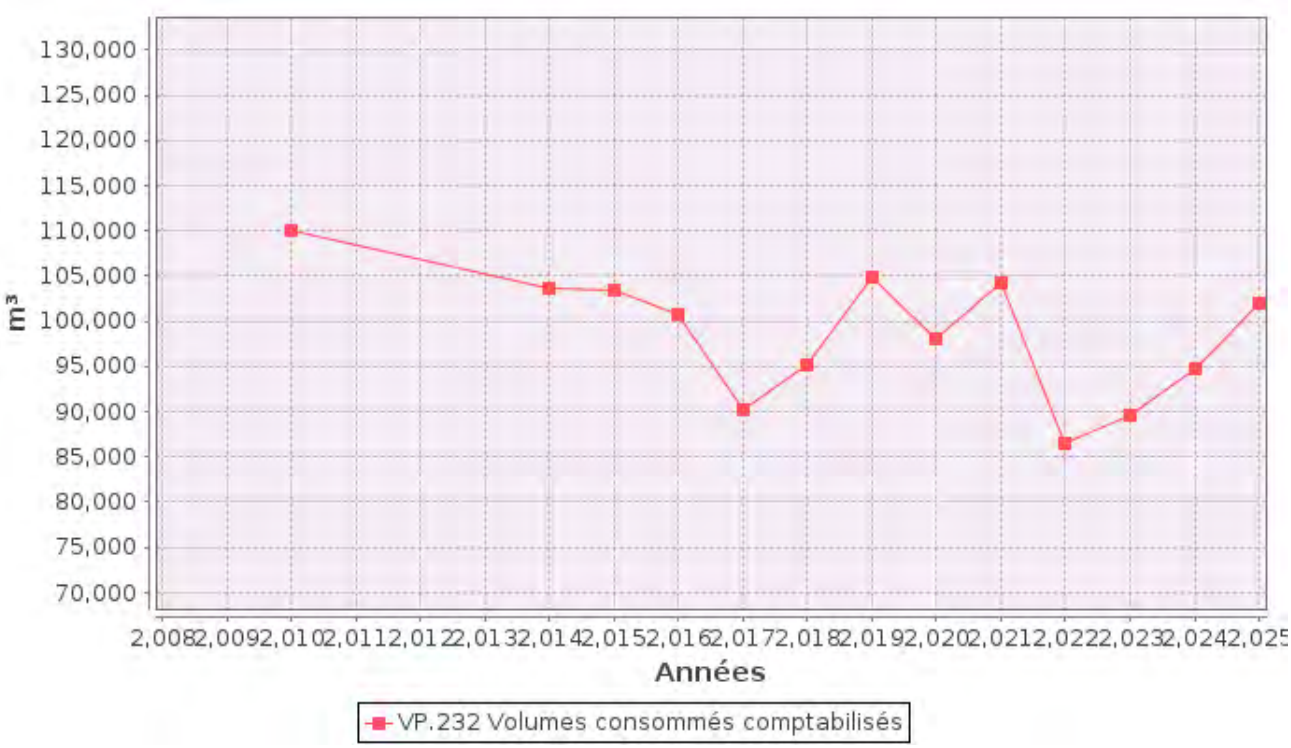
Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 9.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

| Acheteurs | Volumes vendus durant l'exercice 2024 en m³ | Volumes vendus durant l'exercice 2025 en m³ | Variation en % |
|---|---|---|---|
| Abonnés domestiques(1) | 94 857 | 102 008 | 8.5% |
| Abonnés non domestiques | 0 | 0 | ____% |
| **Total vendu aux abonnés ($V_7$)** | **94 857** | **102 008** | **8.5%** |
| Service de (2) | | | |
| Service de (2) | | | |
| **Total vendu à d'autres services ($V_3$)** | **105 517** | **126 336** | **20%** |

**(7) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.**

**(8) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.**




### 9.6.5. *Autres volumes*

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommation sans comptage (V8)** | ____ | **792** | ____% |
| **Volume de service (V9)** | ____ | **0** | ____% |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 9.6.6. Volume consommé autorisé

| | Exercice 2024 en m3/an | Exercice 2025 en m3/an | Variation en % |
|---|---|---|---|
| **Volume consommé autorisé (V6)** | **94,857** | **102,800** | **8.4%** |

## 9.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 20,81 kilomètres au 31/12/2025 (20,79 au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 10. Tarification de l'eau et recettes du service

## 10.1. Modalités de tarification

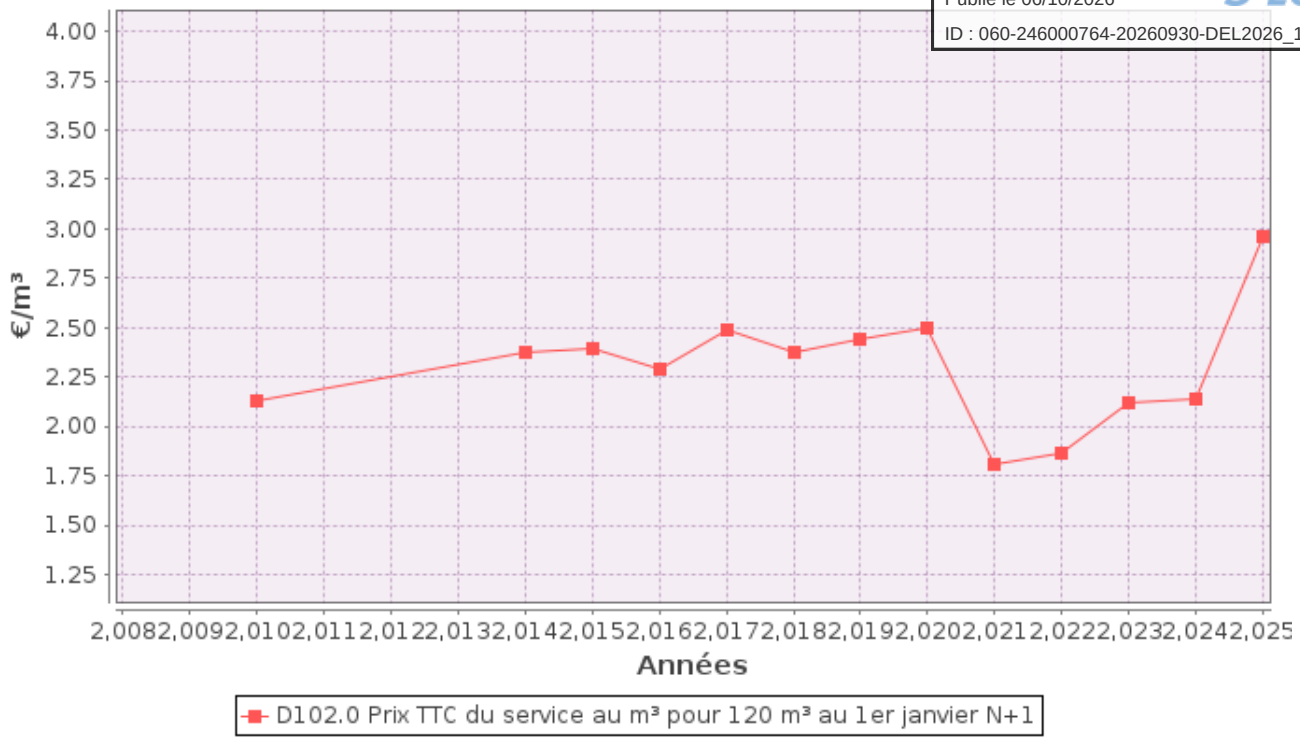


La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur..)

**LA FACTURE 120 M³ DE CHAQUE COMMUNE**

| VINEUIL SAINT FIRMIN | m³ | Prix au 01/01/2026 | Montant au 01/01/2025 | Montant au 01/01/2026 | N/N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production et distribution de l'eau** | | | **178,21** | **169,77** | **-4,74%** |
| **Part délégataire** | | | **158,77** | **150,33** | **-5,32%** |
| Abonnement | | | 37,10 | 35,12 | -5,34% |
| Consommation | 120 | 0,9601 | 121,67 | 115,21 | -5,31% |
| **Part communale** | | | **19,44** | **19,44** | **0,00%** |
| Consommation | 120 | 0,1620 | 19,44 | 19,44 | 0,00% |
| **Collecte et dépollution des eaux usées** | | | **214,39** | **275,98** | **28,73%** |
| **Part communale** | | | **71,64** | **32,40** | **-54,77%** |
| Consommation | 120 | 0,2700 | 71,64 | 32,40 | -54,77% |
| **Part communautaire** | | | **142,75** | **243,58** | **70,63%** |
| Consommation | 120 | 2,0298 | 142,75 | 243,58 | 70,63% |
| **Organismes publics et TVA** | | | **111,43** | **118,80** | **6,61%** |
| Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) | 120 | 0,0900 | 7,92 | 10,80 | 36,36% |
| Consommation d'eau Potable | 120 | 0,3400 | 55,20 | 40,80 | -26,09% |
| Performance des réseaux d'eau Potable | 120 | 0,0915 | 2,04 | 10,98 | 438,24% |
| Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau) | 120 | 0,1200 | 3,20 | 14,40 | 350,00% |
| TVA | | | 43,07 | 41,82 | -2,90% |
| **TOTAL € TTC** | | | **504,03** | **564,55** | **12,01%** |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE




***ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.***

## 10.2. Recettes

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2025 : 205,449 € (183,469 € au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

# 11. Indicateurs de performance

## 11.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)



Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

| Analyses | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2024 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2024 | Nombre de prélèvements réalisés exercice 2025 | Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2025 |
|---|---|---|---|---|
| Microbiologie | 6 | 0 | 6 | 0 |
| Paramètres physico-chimiques | 46 | 1 | 55 | 0 |

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 $m^3$/jour.

| Analyses | Taux de conformité exercice 2024 | Taux de conformité exercice 2025 |
|---|---|---|
| Microbiologie (P101.1) | 100% | 100% |
| Paramètres physico-chimiques (P102.1) | 97,8% | 100% |

## 11.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

| | nombre de points | Valeur | points potentiels |
|---|---|---|---|
| **PARTIE A : PLAN DES RESEAUX** (15 points) | | | |
| VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points non : 0 point | Oui | 5 |
| **PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX** (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A) | | | |
| VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques | 0 à 15 points sous conditions *(1)* | Oui | 15 |
| VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique) | | Oui | |
| VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres | | 98,1% | |
| VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose | 0 à 15 points sous conditions *(2)* | 93,3% | 14 |
| **PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX** (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B) | | | |
| VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)* | oui : 10 points non : 0 point | Non | 0 |
| VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)* | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) | oui : 10 points non : 0 point | Oui | 10 |
| VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux | oui : 5 points non : 0 point | Non | 0 |
| **TOTAL (indicateur P103.2B)** | **120** | - | 104 |

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

*(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50% des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5*
*(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution*

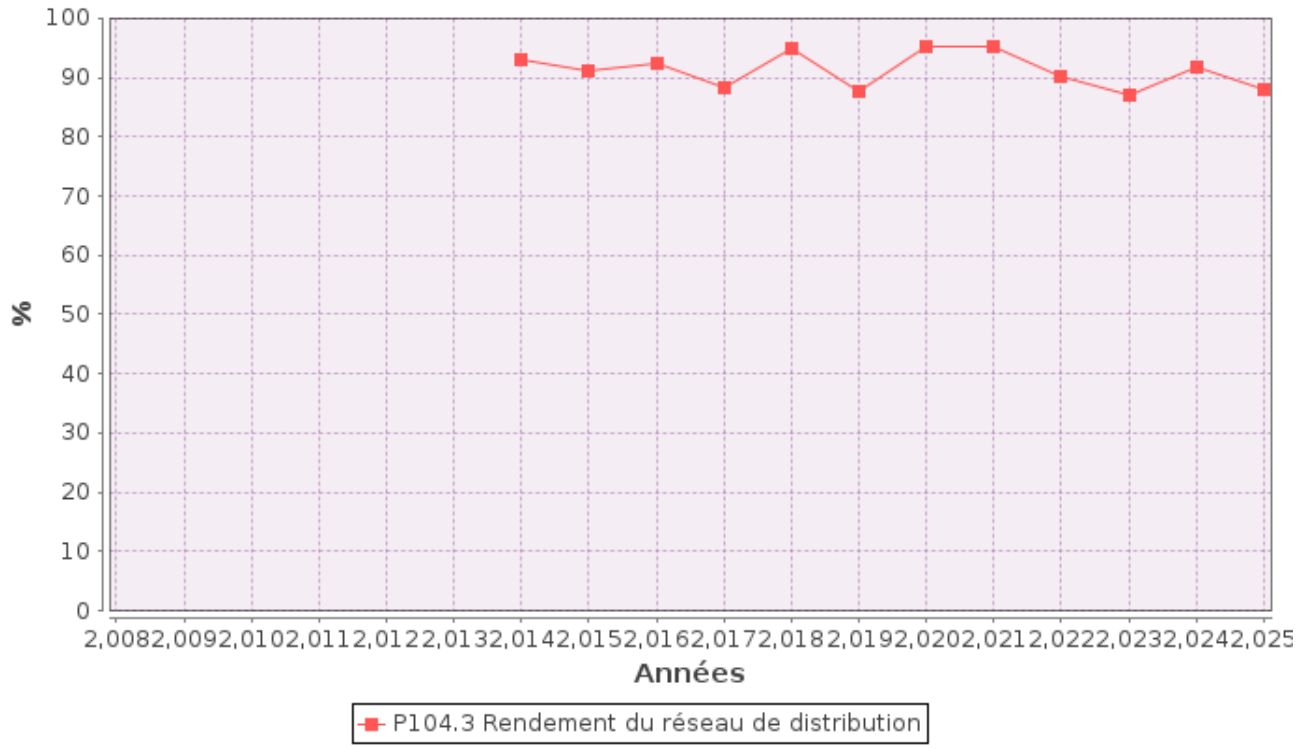
## 11.3. Indicateurs de performance du réseau

### 11.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Rendement du réseau | 91,9 % | 87,9 % |
| Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km] | 26,41 | 30,17 |
| Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire) | 83.2 % | 76.1 % |



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 11.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

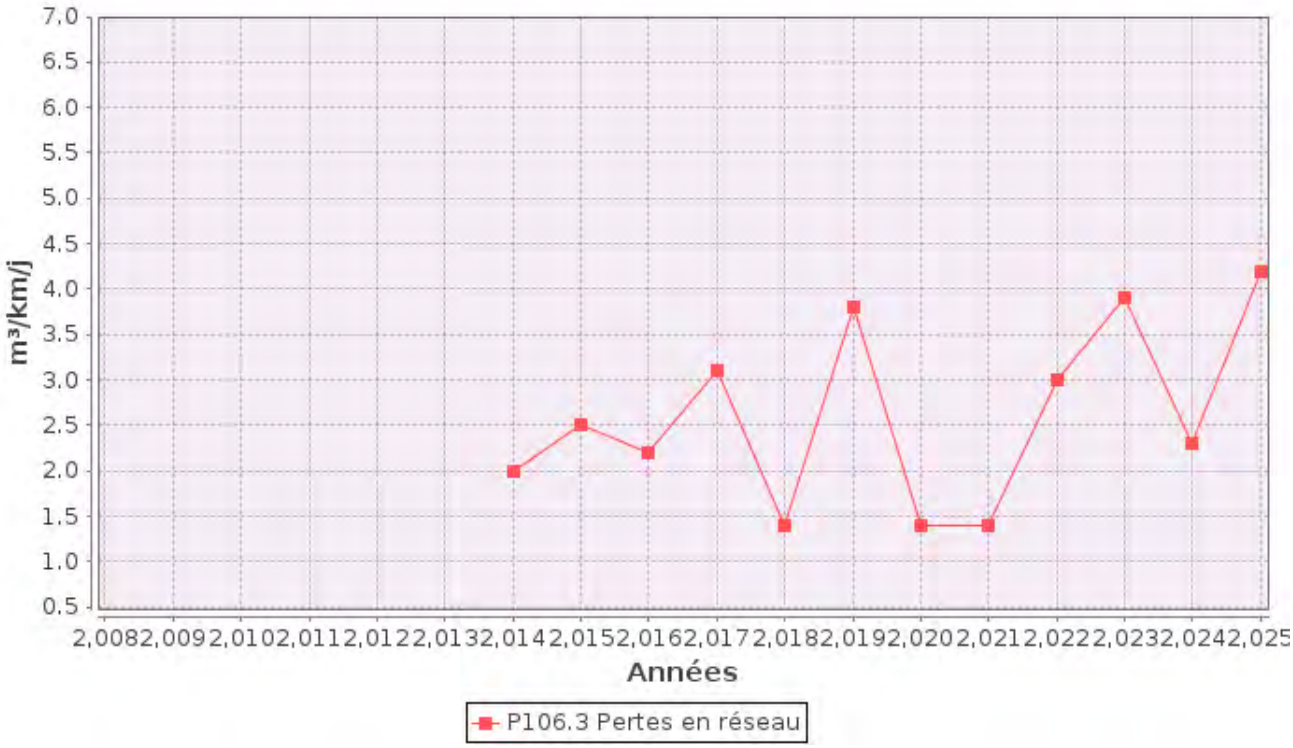
Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 4,3 $m^3$/j/km (2,3 en 2024).

### 11.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

Pour l'année 2025, l'indice linéaire des pertes est de 4,2 $m^3$/j/km (2,3 en 2024).



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 11.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

| Exercice | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | 0% | ____% | 0% | 0% | 0% |

Au cours des 5 dernières années, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2025, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 0% (0 en 2024).

## 11.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.).

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2025, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2024).

## 11.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

Pour l'année 2025, 0 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (0 en 2024), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0 pour 1 000 abonnés (0 en 2024).

## 11.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

Pour l'année 2025, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

## 11.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

**En 2025, cet indicateur correspond à l'ensemble de la CCAC nord : budget Annexe global pour les communes d'Apremont, Avilly Saint Léonard, Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye, Vineuil Saint Firmin.**
**Soit une dette totale (intérêt et capital) de 69 227 € et un résultat global de 326 203,57 € sur l'ensemble de ces communes. Pas de donnée ciblée communale.**

## 11.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2025 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montant d'impayés en € au titre de l'année 2024 tel que connu au 31/12/2025 | 1 781 | 1 298 |
| Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2024 | 193 040 | 208 883 |
| Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2024 | 0,92 | 0,62 |

Pour l'année 2025, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2024 est de 0,62% (0,92 en 2024).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_110-DE

### 11.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 0

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2025, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (2,72 en 2024).

## Financement des investissements

### 11.10. Montants financiers

| | Exercice 2024 | Exercice 2025 |
|---|---|---|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 0 | 0 |
| Montants des subventions en € | | |
| Montants des contributions du budget général en € | | |

### 11.11. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2025, le service a reçu _____ demandes d'abandon de créance et en a accordé _____.
0 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0 €/m$^3$ pour l'année 2025 (0 €/m$^3$ en 2024).

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DE2026_111-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

## CERTIFICAT DE PUBLICITE

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DE2026_111-DE

# DELIBERATION N°2026 / 111

***FINANCES*** **REVERSEMENT DE LA « COMPENSATION PART SALAIRES » DE LA TAXE PROFESSIONNELLE AUX COMMUNES POUR 2026**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-32,

Vu le 3" du I de l'article 240 de la loi de finances initiale pour 2024 modifiant les modalités de perception de la compensation "part salaires",

Vu le décret n°2024-391 du 26 avril 2024 portant diverses mesures relatives aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales,

**Considérant ce qui suit :**

Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre doivent prendre avant le 31 décembre de chaque année une délibération prévoyant le reversement à leurs communes membres des montants d'attribution, étant précisé qu'« aucune attribution [...] n'est versée aux communes si son montant est à la fois inférieur à 100 euros et inférieur ou égal à un euro par habitant ».

Les EPCI redevables et les montants dus au titre du reversement figurent en annexe de l'arrêté ministériel du 16 avril 2024 portant notification des attributions individuelles au titre du reversement de la compensation de la part salaires (CPS) de la taxe professionnelle des communes,

Pour 2025, la CCAC a perçu la part CPS des communes comme présenté ci-dessous :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Chantilly | 543 547,00 € | Avilly-Saint-Léonard | 9 388,00 € |
| Gouvieux | 311 320,00 € | Plailly | 62 159,00 € |
| Lamorlaye | 34 960,00 € | Mortefontaine | |
| Coye-la-Forêt | 14 609,00 € | La Chapelle-en-Serval | |
| Vineuil-Saint-Firmin | 14 110,00 € | Orry-la-Ville | 6 606,00 € |
| Apremont | 2 283,00 € | **TOTAL** | **998 982,00 €** |

**Entendu le rapport présenté par Monsieur MOULA,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** le reversement aux communes de la part CPS selon la répartition présentée ci-dessus,

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DE2026_111-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_112-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

## CERTIFICAT DE PUBLICITE

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_112-DE

**DELIBERATION N°2026 / 112**

***FINANCES*** **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU FESTIVAL « BETTER'RAVE »**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

**Considérant ce qui suit :**

La commune de Mortefontaine a accueilli, pour la seconde année consécutive, le festival musical dénommé « BETTER RAVE ».

Ce festival se définit, selon ses organisateurs, comme un évènement durable solidaire, valorisant les talents locaux et respectueux de l'environnement : en effet, il met en avant les circuits courts, les produits, les prestataires et les artistes locaux ; il se veut éco-responsable en réduisant l'empreinte carbone ; enfin, il revendique une programmation inclusive avec une représentation paritaire.

Une 1ère édition de cet évènement s'était déroulée en 2025, et avait reçu une subvention de la part de l'Aire Cantilienne, à hauteur de 5.000 € dans le cadre de l'appel à projets « Transition écologique » organisée par la Communauté de communes.

Pour l'édition 2026, qui s'est déroulée les 28 et 29 août derniers, les organisateurs ont sollicité de nouveau la Communauté de communes pour un soutien financier.

Le règlement de l'appel à projets « Transition écologique » ne permettant pas de financer par ce biais le festival une deuxième année consécutive, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle, du budget général, à hauteur de 5.000 €, pour l'édition 2026 de cet évènement.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 5.000 € à la structure porteuse pour l'édition 2026 du festival musical « BETTER'RAVE »,
- **AUTORISE** le Président à prendre toute mesure nécessaire l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_112-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_113-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_113-DE

**DELIBERATION N°2026 / 113**

***FINANCES*** **DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N°3 AU BUDGET PRINCIPAL**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2026-46 du Conseil communautaire en date du 30 avril 2026 portant approbation du budget principal de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne pour l'année 2026,

Vu la délibération n° 2026-73 du Conseil communautaire en date du 3 juin 2026 approuvant la décision modificative n°1 au budget général,

Vu la délibération n° 2026-94 du Conseil communautaire en date du 8 juillet 2026 approuvant la décision modificative n°2 au budget général,

**Considérant ce qui suit :**

Il est nécessaire d'apporter des ajustements aux inscriptions budgétaires du budget primitif 2026, afin de prendre en compte les modifications survenues en cours d'année.

La DM n°3 :

**Administration Générale**

1 - Une mission d'assistance a été commandée afin d'accompagner les Vice-présidents sur les dossiers suivants :

- Clinique des Jockeys
- Process d'attribution de subvention aux associations
- Projet Un violon au Château
- Pépinière d'écuries

Le coût de cette mission est de 60 000 € HT, soit 72 000 € TTC.

2 - Il y a lieu d'ajuster les opérations d'ordre (amortissements) pour un montant de 80 000 € car la provision globale du budget primitif n'était pas suffisante.

3 – Il y a également lieu d'ajuster l'affectation du résultat de la ligne 002 « affectation du résultat reporté de fonctionnement » car un écart de 0,30 € est constaté entre la délibération d'affectation du résultat et l'inscription budgétaire.

4 – Aménagement et équipement de la petite salle de réunion de la CCAC, du bureau du Président et des Vice-présidents, 15 600 € (mobilier, informatique, réseaux, vidéo).

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_113-DE

**Aqualis**

Transfert de crédits de la section de fonctionnement vers la section d'investissement pour la réalisation de travaux, 50 000 €.

Le tableau récapitulatif des écritures est présenté ci-dessous :

| | | | |
|---|---|---|---|
| 62268 | Autres honoraires, conseils | 72 000,00 | |
| 6811 | Dotation aux amortissements | 80 000,00 | |
| 615221 | Entretien, réparations des batiments | - 50 000,00 | |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | | 0,30 |
| 023 | Vrement à la section d'investissement | - 101 999,70 | |
| Total section de fonctionnement | | 0,30 | 0,30 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 21 | 2188 | Autres immobilisations corporelles | - 87 599,70 | |
| 21 | 21351 | Installations générales des équipements | 50 000,00 | |
| 21 | 21838 | Matériel informatique | 15 600,00 | |
| 040 | 28158 | Amortissement des installations, matériels et outillages | | 80 000,00 |
| 021 | 021 | Virement de la section de fonctionnement | | - 101 999,70 |
| Total section d'investissement | | | - 21 999,70 | - 21 999,70 |

**Entendu le rapport présenté par Monsieur MOULA,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à la majorité des suffrages exprimés** *(Abstentions : Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Angéline MOULA, Manoëlle MARTIN) :*

- **APPROUVE** la décision modificative n°3 au budget général,
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_114-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

## CERTIFICAT DE PUBLICITE

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_114-DE

# DELIBERATION N°2026 / 114

***FINANCES*** **VERSEMENT DE SUBVENTIONS D'EQUILIBRE DU BUDGET PRINCIPAL VERS LES BUDGETS ANNEXES « MOBILITES » ET « HOPITAL DE CHANTILLY-LES JOCKEYS »**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2026-92 du Conseil communautaire en date du 8 juillet 2026 approuvant la décision modificative n°1 au budget annexe « Mobilités »,

Vu la délibération n°2026-93 du Conseil communautaire en date du 8 juillet 2026 approuvant la décision modificative n°1 au budget annexe « Hôpital de Chantilly-Les Jockeys »,

Vu la délibération n° 2026-94 du Conseil communautaire en date du 8 juillet 2026 approuvant la décision modificative n°2 au budget général,

**Considérant ce qui suit :**

Par des délibérations adoptées le 8 juillet 2026, approuvant des décisions budgétaires modificatives au budget principal (n°2), au budget annexe « Mobilités » (n°1) et budget annexe « Hôpital de Chantilly-Les Jockeys » (n°1), le Conseil communautaire a notamment approuvé le versement de subventions d'équilibre du budget principal vers ces deux budgets annexes, pour les motifs qui sont exposés ci-après, au regard des délibérations précitées :

❖ *Concernant le budget annexe « Mobilités » :*

Une subvention d'équilibre d'un montant de 491.103 € a été approuvée. Elle est destinée à contribuer au financement du budget annexe pour les points suivants :

- *Prestations complémentaires KEOLIS*
- *« Gratuité » de la ligne 645 Intra-muros.*

Pour rappel, les différentes sources du financement des services de mobilité sont les suivantes :

- Le Versement Mobilité, qui n'est pas institué à ce jour, et n'est pas applicable a posteriori,
- La tarification aux usagers, qui requiert des délais de mise en œuvre et n'est pas applicable a posteriori,
- Une contribution du budget principal.

Les deux premières solutions étant inenvisageables et inapplicables a posteriori, c'est cette dernière possibilité qui a été retenue.

Par ailleurs, il est précisé que dans le cadre du renouvellement des marchés de services de transport en 2028, une remise à plat du financement de la mobilité sera concomitamment opérée.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_114-DE

❖ *Concernant le budget annexe « Hôpital de Chantilly-Les Jockeys » :*

Concernant ce budget annexe, le versement d'une subvention d'équilibre vers le budget concerné d'un montant de 750.000 € avait été approuvée.

Lors de l'approbation de l'intervention de la CCAC, il était convenu que la CCAC apportant les montants relatifs à l'achat et aux travaux de l'hôpital.

Dans la mesure où il n'y a pas de recette fléchée, une contribution du budget général est nécessaire.

Pour mémoire, les écritures correspondantes présentées lors du Conseil communautaire du 8 juillet dernier sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Section de fonctionnement du budget Général

| Chapitre | Nature | Objet | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|
| 65 | 65888 | Subvention d'équilibre complémentaire – budget mobilité | 491 103 | |
| 023 | 023 | Virement à la section d'investissement | -491 103 | |
| Total section de fonctionnement | | | 0 | 0 |

Section d'investissement du budget Général

| Chapitre | Nature | Objet | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|
| 21 | 2188 | Autres immobilisations corporelles | -1 241 103 | |
| 204 | 20415341 | Subvention d'équilibre - budget hôpital | 750 000 | |
| 021 | 021 | Virement de la section de fonctionnement | | -491 103 |
| Total section d'investissement | | | -491 103 | -491 103 |

**Entendu le rapport présenté par Monsieur MOULA,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés** *:*

- **APPROUVE** le versement de subventions d'équilibre du budget principal vers les budgets annexes « Mobilité » d'une part, et « Hôpital de Chantilly-Les Jockeys », telles que présentées ci-avant,

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_114-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_115-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE**

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

**CERTIFICAT DE PUBLICITE**

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_115-DE

**DELIBERATION N°2026 / 115**

***FINANCES***

**CONTRÔLE DES COMPTES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AIRE CANTILIENNE POUR LES EXERCICES 2025 ET SUIVANTS : PRESENTATION DU RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES HAUTS-DE-FRANCE**

Vu l'article 243-5 du Code des juridictions financières,

Vu le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale de comptes Hauts-de-France adressé au Président de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne par courrier en date du 9 septembre 2026,

**Considérant ce qui suit :**

La Chambre régionale de comptes (CRC) Hauts-de-France a notifié, le 26 juin 2025, l'ouverture d'un contrôle des comptes et de la gestion de l'Aire Cantilienne pour les exercices 2020 et suivants.

Dans ce cadre, suivant la méthode conduite par la Chambre, un rapport d'observations provisoires (ROP), établi à l'issue des opérations de contrôle, a été reçu à la CCAC le 20 avril 2026. Les réponses de Communauté de communes ont été consignées dans un mémoire adressé le 20 mai 2026 à la Chambre Régionale des Comptes.

Le projet de rapport d'observations définitives (ROD) a été reçu à la CCAC le 24 juillet 2026 et reprend en majeure partie les éléments du ROP, en indiquant l'état d'avancée des mesures correctives préconisées par la Chambre Régionale des Comptes à la CCAC. Un courrier de réponse du Président de l'Aire Cantilienne à ce projet de rapport a été transmis le 18 août dernier.

Par courrier en date du 9 septembre 2026, la CRC a transmis à la CCAC son rapport d'observations définitives.

Conformément à l'article 243-5 du Code des juridictions financières, ce rapport d'observations définitives doit désormais faire l'objet d'une communication à l'assemblée délibérante.

**Entendu le rapport présenté par Monsieur ROSENFELD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés** *:*

- **PREND ACTE** du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes des Hauts-de-France dans le cadre du contrôle des comptes de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne pour les exercices 2020 et suivants, et de sa présentation faite en séance par le Président.

Envoyé en préfecture le 06/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 06/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_115-DE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

Aire Cantilienne
communauté de communes

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AIRE CANTILIENNE

L'an deux mille vingt-six, le trente du mois de septembre à 20 heures.

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, dûment convoqué par Monsieur le Président par voie électronique en date du 24 septembre 2026, s'est rassemblé à Mortefontaine (Salle polyvalente), sous la présidence de Monsieur Nathanaël ROSENFELD, Président, en session ordinaire.

* * * * *

**Étaient présents** : Elisabeth BOULLET, Bénédicte de CACQUERAY, Sébastien FLET REITZ, Caroline GODARD, Benoît DUPONT, Florence WOERTH, François DESHAYES, Lydia TAUZY, Thibault BARGUE, Angéline MOULA, Thomas IRAÇABAL, Laurence NAEGERT, Jean-Claude LAFFITTE, Christine COCHINARD, Olivier TOUPIOL, Manoëlle MARTIN, Marion LE MAUX, Dominique FACUNDO, Nicolas MOULA, Valérie CARON, Danielle PALANIAYE, Jean-Michel BARBIER, Barbara PENING, Pierre-Yves BENGHOUZI, Éliane ERNAULT-GAUZENTES, Jacques FABRE, Nathanaël ROSENFELD, Leslie PICARD, Jérémy DUFLOS, Sophie LOURME, Alain SABATIER, François LANCERAUX, Élodie ANGELES.

**Avaient donné pouvoir** : Michel DAGNIAUX à Nathanaël ROSENFELD, Vincent CAPPE de BAILLON à Benoît DUPONT, Ilaria BOTTI à Sébastien FLET REITZ, Isabelle CHASSAGNARD à Caroline GODARD, Patrice MARCHAND à Thomas IRAÇABAL, Agnès LHEUREUX à Laurence NAEGERT, Daniel DRAY à Marion LE MAUX, Florent RESSIAN à Jean-Michel BARBIER.

**Étaient absents/excusés** : -

**Secrétaire de séance** : Thibault BARGUE

| Membres en exercice | Présents ou remplacés par un suppléant | Pouvoirs | Votants | Quorum |
|---|---|---|---|---|
| *41* | *33* | *8* | *41* | *21* |

* * * * *

## CERTIFICAT DE PUBLICITE

Le Président de la Communauté de Communes, certifie que la délibération dont l'expédition est ci-contre, a reçu la publicité exigée par l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Affichage suivant la date de publication.

Le Président, Nathanaël ROSENFELD,



Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# DELIBERATION N°2026 / 116

***FINANCES*** **APPROBATION DU CONTRAT DE DESTINATION TOURISTIQUE « CHANTILLY-SENLIS » (2026-2027)**

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

**Considérant ce qui suit :**

La Région Hauts-de-France a engagé depuis 2017 une démarche de mise en convergence des territoires afin de faire du tourisme un levier de développement économique et un vecteur d'attractivité.

Cette démarche repose sur une logique de « destination », dépassant les limites administratives afin de rendre l'offre touristique plus lisible, de fluidifier le parcours du visiteur, d'améliorer l'expérience client et de renforcer les retombées économiques locales. Le Contrat de Destination Touristique constitue désormais le cadre partenarial retenu pour formaliser cette dynamique à l'échelle de Chantilly-Senlis.

Le présent Contrat de Destination Touristique s'inscrit dans la continuité du précédent Contrat de Rayonnement Touristique 2021-2022. Il formalise, pour la période 2026-2027, un cadre stratégique et opérationnel partagé entre la Région Hauts-de-France, Hauts-de-France Tourisme, Oise Tourisme, la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne, la Communauté de Communes Senlis Sud Oise et l'Office de Tourisme Chantilly-Senlis.

Le contrat a pour objet d'assurer, à l'échelle de la destination Chantilly-Senlis, le pilotage, l'animation et la mise en œuvre d'une démarche stratégique de développement touristique partagé. Il vise notamment à faire converger les stratégies des partenaires, à définir des priorités d'action lisibles, à organiser une gouvernance efficace et à mettre en cohérence les moyens mobilisables.

La stratégie de destination ; déclinée en 5 axes opérationnels, repose sur :

- la signature « La Rencontre de la Nature et de l'Histoire » ;
- quatre segments prioritaires : les Promeneurs chaleureux, les Explorateurs passionnés, les « *Happy Families* » et « Un temps pour soi / nous » ;
- quatre axes structurants : Histoire de France et patrimoine ; loisirs familiaux et séjours en tribu ; nature, bien-être et mobilités douces ; transformation de l'offre et mise en marché.

Vu le projet de contrat de rayonnement touristique annexé à la présente délibération,

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

**Entendu le rapport présenté par Madame GODARD,**

**Et après en avoir délibéré,**

**Le conseil communautaire, à l'unanimité des suffrages exprimés** *:*

- **APPROUVE** le Contrat de Destination Touristique « Chantilly-Senlis » pour la période 2026-2027, ainsi que les objectifs, orientations et principes d'actions qu'il prévoit entre les différents partenaires,

- **AUTORISE** le Président à signer le Contrat de Destination Touristique pour le compte de la Communauté de communes de l'Aire Cantilienne,

- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à cette affaire et nécessaire à la mise en œuvre du contrat.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'AIRE CANTILIENNE

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Nathanaël ROSENFELD

Le Président certifie, en application de l'article L 2131-1 du C.G.C.T, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

Région Hauts-de-France

Hauts-de-France Tourisme

oise LE DÉPARTEMENT

Destination Oise

Aire Cantilienne communauté de communes

Sud Oise communauté de communes

S²LO

OFFICE DE TOURISME CHANTILLY-SENLIS

CHANTILLY-SENLIS

CONTRAT DE DESTINATION TOURISTIQUE

# Destination Chantilly-Senlis

## La rencontre de la Nature et de l'Histoire

2026 — 2027

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Sommaire

Contrat de destination touristique ..... 3
Entre ..... 3
Préambule ..... 4
Vers une 4e révolution touristique ..... 4
La 3e Révolution Industrielle (REV3) en Hauts-de-France ..... 4
La stratégie régionale de territorialisation de la politique touristique ..... 4
Article 1 — Objet du Contrat de Destination Touristique ..... 5
Article 2 — Présentation de la Destination Chantilly-Senlis ..... 6
Article 3 — Ambitions et axes opérationnels de la Région et de la destination ..... 8
3.1 Stratégie de développement touristique et marketing ..... 8
3.2 Les axes opérationnels de développement de la destination ..... 13
Article 4 — Engagements réciproques des signataires ..... 16
4.1 Une sélection commune des actions à soutenir ..... 16
4.2 Engagement de la destination ..... 16
4.3 Engagement de Hauts-de-France Tourisme ..... 16
4.4 Engagement de la Région ..... 16
4.5 Engagement de Oise Tourisme ..... 16
Article 5 — Gouvernance et ingénierie ..... 17
5.1 Comité politique de pilotage ..... 17
5.2 Comité de suivi technique ..... 17
5.3 Cadre d'appréciation des projets ..... 18
Article 6 — Évaluation et indicateurs de performance ..... 19
Article 7 — Durée du contrat ..... 19
Article 8 — Communication ..... 19
Article 9 — Révision, admission, retrait ..... 19
Article 10 — Litiges ..... 19
Signatures ..... 20
Annexes ..... 21
Annexe 1 — Cartographie de la destination ..... 22
Annexe 2 — Analyse VER de la destination ..... 24
Annexe 3 — Acteurs impliqués dans la mise en œuvre ..... 25
Annexe 4 — Personnes chargées de l'animation et de la mise en œuvre ..... 26

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Contrat de destination touristique

**Destination Chantilly-Senlis — 2026-2027**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L-1111-4,

Vu le code du tourisme, et notamment ses articles L.131-1 à L.131-10,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu la délibération n°2021.01139 du Conseil régional du 2 juillet 2021 relative à la délégation d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente,

Vu la délibération n°2023.01252 du Conseil régional du 5 octobre 2023 adoptant le règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°20170738 du Conseil régional du 29 juin 2017 relative à la stratégie de développement touristique au service de l'attractivité régionale,

Vu la délibération n°2022.01210 du Conseil régional du 23 juin 2022 adoptant la Feuille de route 2022/2027 Rev3, transformons les Hauts-de-France,

Vu la délibération n°2022.01821 du conseil régional du 8 décembre 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation,

Vu la délibération n°2024.00283 du Conseil régional du 8 février 2024 relative à l'organisation de la transition des contrats de rayonnement vers les contrats de destination touristique,

Vu la candidature présentée par les partenaires de la destination Chantilly-Senlis,

Vu la délibération n° XX de la Commission permanente du Conseil régional en date du 15/10/2026 autorisant le président à signer le présent contrat de destination touristique,

Vu la délibération de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne en date du 30/09/2026,

Vu la délibération de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise en date du 29/09/2026,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Office de Tourisme Chantilly-Senlis en date du 23/09/2026,

## Entre

La Région Hauts-de-France, dont le siège est à Lille (59000), 151 Boulevard du Président Hoover, représentée par le président du Conseil régional, Monsieur Xavier BERTRAND, ci-après dénommée « la Région »,

Hauts-de-France Tourisme, dont le siège est à Amiens (80000), 3, rue Vincent Auriol, représenté par le Président, Monsieur Daniel FASQUELLE,

**Et d'une part,**

- La Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne
- La Communauté de Communes Senlis Sud Oise

**Et d'autre part,**

- L'Office de Tourisme Chantilly-Senlis

**Il est convenu ce qui suit.**

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Préambule

## Vers une 4e révolution touristique

La 1re révolution touristique correspond à l'invention du tourisme en Europe à la fin du XVIIIe siècle. À cette époque, le voyage est une quête philosophique pratiquée par les élites cultivées ou par des pèlerins et des prêtres. Ces populations ont en commun une idée simple : voyager pour découvrir.

La 2e révolution touristique a été celle de la démocratisation du tourisme, amorcée un siècle plus tard et qui s'épanouit à partir des années 1950.

La 3e révolution touristique est celle de la mondialisation effective d'un tourisme en croissance exponentielle, avec l'essor des classes moyennes et l'apparition des compagnies low cost. La mise en tourisme devient totale.

La 4e révolution touristique pose un nouvel enjeu : réinventer sans détruire. Elle est inhérente à de profondes mutations économiques, sociologiques, numériques et écologiques, avec une attention particulière portée au tourisme durable.

## La 3e Révolution Industrielle (REV3) en Hauts-de-France

Dans un contexte de transformations structurelles et conjoncturelles mondiales toujours plus difficiles à prévoir, les Hauts-de-France se transforment pour capter les opportunités liées aux transitions :

- La transition énergétique : choisir les sources d'énergie les moins émettrices de gaz à effet de serre et les plus renouvelables.
- La transition écologique : viser la sobriété et l'efficacité dans l'usage des ressources.
- La transformation numérique : repenser ses processus de production et de vente à l'aube du digital.
- La transformation des modes de consommation : repenser l'usage des produits, leur fabrication et leur fin de vie.

Ces opportunités correspondent pleinement aux mutations identifiées de la 4e révolution du tourisme et guideront les actions mises en œuvre dans les contrats de destination touristique.

## La stratégie régionale de territorialisation de la politique touristique

La Loi NOTRe a défini le tourisme comme une compétence partagée entre la Région, les Départements et les intercommunalités des Hauts-de-France. Dans ce cadre, la mise en place d'une politique de développement touristique efficace à l'échelle régionale est liée à la capacité des collectivités à travailler ensemble.

**Depuis 2017, la Région a engagé une démarche de mise en convergence des territoires vers un objectif commun : le tourisme comme levier de développement économique et vecteur d'attractivité. Il s'agit de faire émerger des offres adaptées aux attentes des clientèles dans une logique de performance économique et d'attractivité globale.**

Si les territoires administratifs sont légitimes pour assurer le développement touristique et contribuer à son financement, ils n'ont pas toujours une réelle visibilité pour les visiteurs. Il est donc indispensable de travailler sur des logiques de territoires d'expériences, en transcendant les limites administratives. Cette approche rend l'offre plus visible et lisible, fluidifie le parcours du visiteur, optimise l'expérience client et transforme les territoires en destinations dotées des atouts nécessaires à leur attractivité.

Cette ambition est l'objet principal du présent contrat de destination touristique. Par cet outil, la Région, Hauts-de-France Tourisme et les territoires concernés formalisent la volonté commune d'engager une dynamique convergente de développement touristique et de prendre des engagements réciproques pour répondre aux défis de demain.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Article 1 — Objet du Contrat de Destination Touristique

Le présent contrat formalise, à l'échelle de la destination Chantilly-Senlis, un cadre de partenariat pour assurer le pilotage, l'animation et la mise en œuvre d'une démarche stratégique de développement touristique partagé.

**Pour répondre à ces enjeux sont recherchées : une approche méthodologique partagée, la convergence des stratégies, la définition de priorités d'actions lisibles, la mise en place d'une gouvernance efficace et la mise en cohérence des moyens des différents échelons de collectivités et d'organismes gestionnaires.**

Le Contrat de Destination Touristique correspond à l'identification d'orientations partagées et à la mise en œuvre d'un plan d'actions opérationnel pluriannuel. Il traduit le point de convergence entre les priorités touristiques retenues par l'ensemble des partenaires.

Il a pour objectif de renforcer la cohérence et la synergie des politiques et interventions publiques en matière de développement touristique sur le territoire concerné.

Le présent contrat s'inscrit dans la continuité du Contrat de Rayonnement Touristique. Il vise à doter la destination Chantilly-Senlis d'un cadre stratégique et opérationnel reconnu par la Région et par l'ensemble des partenaires signataires. Il constitue à la fois un outil de lisibilité touristique et un instrument de développement économique.

Il doit permettre aux organismes financeurs d'évaluer la pertinence des projets proposés et de soutenir ceux qui renforcent les priorités identifiées de la destination.

Dans l'esprit des Contrats de Destination Touristique de la Région Hauts-de-France, il vise notamment à faire évoluer la destination d'un tourisme majoritairement à la journée vers des séjours plus longs, à renforcer les marqueurs identitaires, à structurer une mise en marché opérationnelle et à intégrer les enjeux de transition (tourisme durable, sobriété, REV3).

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

## Article 2 — Présentation de la Destination Chantilly-Senlis

Au sein du département de l'Oise, en région Hauts-de-France, la destination Chantilly-Senlis correspond au périmètre couvert par l'Office de Tourisme Chantilly-Senlis. Elle réunit les Communautés de Communes de l'Aire Cantilienne et de Senlis Sud Oise, soit 28 communes, 69 578 habitants (population municipale 2022) et une superficie de 353 km².




La destination s'inscrit au cœur du Parc naturel régional Oise-Pays de France et constitue l'un des fleurons de la ceinture verte au nord de Paris. Située au carrefour des forêts de Chantilly, d'Halatte et d'Ermenonville, elle bénéficie d'un environnement naturel remarquable, véritable écrin paysager et écologique.

La prédominance des espaces forestiers structure fortement l'identité de la destination. La forêt y est à la fois un patrimoine naturel, un support d'expériences touristiques et un élément majeur de différenciation. Cette armature verte contribue à l'image d'un territoire de respiration, de ressourcement et de déconnexion, à proximité immédiate de l'agglomération parisienne.

La destination se caractérise également par la qualité et la densité de son patrimoine historique, culturel et paysager : le Domaine de Chantilly, la cité royale de Senlis — berceau de la dynastie capétienne, aujourd'hui engagée dans le projet « Voyage au temps des premiers rois de France » —, le Domaine de Chaalis, le Château de Raray, les centres anciens, les édifices religieux et les paysages culturels participent à l'épaisseur historique et à la singularité du récit territorial.

Cette richesse s'articule avec des polarités clairement identifiées. Chantilly incarne une porte d'entrée majeure, autour de son domaine, de ses équipements équestres (Hippodrome et Polo de Chantilly), de son art de vivre et de sa gare qui la connecte au bassin francilien. Senlis constitue une polarité patrimoniale complémentaire de premier ordre, marquée par plus de 2 000 ans d'histoire et par son inscription dans le Pays d'Art et d'Histoire Senlis à Ermenonville.

Le territoire bénéficie d'une accessibilité remarquable : à proximité immédiate de Paris, de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, de l'aéroport d'affaires de Paris-Le Bourget (30 à 40 minutes, clientèle affaires et visiteurs du musée de l'Air et de l'Espace) et de l'autoroute A1. Cette situation confère à la destination un bassin de chalandise exceptionnel, estimé à environ 1,5 million d'habitants à moins de 30 minutes et à près de 11 millions à moins d'une heure. Chantilly-Senlis apparaît ainsi comme une destination charnière entre l'Île-de-France et les Hauts-de-France.

Au-delà des infrastructures d'accès, la destination est traversée par de nombreux itinéraires de découverte et de mobilité douce : plus de 1 000 km de sentiers pédestres, cyclables et équestres, et plusieurs axes structurants tels que la véloroute Paris-Londres, l'EuroVelo 3, le Trans'Oise et plusieurs sentiers de grande randonnée.

L'un des marqueurs structurants réside dans la coexistence d'offres d'envergure nationale et d'une trame plus diffuse de patrimoines et d'expériences. Le Parc Astérix, locomotive majeure du territoire, confère à Chantilly-Senlis une puissance d'attraction exceptionnelle sur le segment des loisirs familiaux. À ses côtés, sites patrimoniaux, équipements culturels, offre équestre, golfs, activités de pleine nature et art de vivre composent un ensemble dense mais encore perfectible dans sa lisibilité et sa mise en marché.

La pertinence de la destination repose sur une logique de complémentarité : entre les deux intercommunalités, entre Chantilly et Senlis, entre patrimoine et nature, entre excursion et séjour, et entre offres de rayonnement national et propositions locales. La création de l'Office de Tourisme Chantilly-Senlis a

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

doté le territoire d'un outil commun de valorisation, d'animation, de promotion [illegible] bonne échelle.

**L'enjeu principal consiste à mieux transformer des flux déjà importants en séjours marchands, en consommation touristique locale et en retombées économiques réparties à l'échelle du territoire.**

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Article 3 — Ambitions et axes opérationnels de la Région et de la destination

Le tourisme est une activité porteuse de développement économique et vecteur d'attractivité. Le contrat de destination touristique répond à la volonté de la Région et de Hauts-de-France Tourisme d'accompagner les territoires dans leur transformation, pour en faire des destinations reconnues et recommandées par les clientèles de proximité, de voisinage et internationales.

Pour ce faire, l'attractivité d'une destination passe nécessairement par :

- Une identification précise de ses marchés et clientèles cibles, complétée par une approche segmentée pour connaître leurs attentes.
- Une connaissance actualisée de ses offres en hébergement et en activités, et de leur fréquentation.
- Une vision de ses atouts qui font son identité et qui la différencient.
- Une stratégie partagée de développement et de transformation de son offre pour l'adapter aux attentes des clientèles.
- Une stratégie partagée de mise en marché aux niveaux local, national et international.

L'objectif est d'engager des actions renforçant la compétitivité par une offre segmentée attractive, créant un avantage comparatif significatif et générant de la valeur ajoutée pour le territoire.

Outre l'appui à la définition de la stratégie, la Région et Hauts-de-France Tourisme accompagneront la destination dans la mise en œuvre d'actions concrètes répondant aux priorités conjointement définies.

Au volet territorial, la Région poursuivra la mise en œuvre des projets d'envergure régionale sur les mobilités douces (vélotourisme, nautisme et plaisance, tourisme équestre), l'innovation touristique, le tourisme de mémoire, la médiation et la ludification des patrimoines, ou encore le tourisme gourmand et gastronomique.

## 3.1 Stratégie de développement touristique et marketing

### 3.1.1 Positionnement de l'offre existante

Le positionnement de l'offre existante repose sur une analyse AFOM (Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces) de la destination :

| Dimension | Analyse détaillée |
|---|---|
| **Forces** | Proximité immédiate de Paris, de Roissy-CDG et de l'autoroute A1. Bassin de clientèle exceptionnel : 1,5 million d'habitants à 30 min et 11 millions à 1 h. Forte notoriété de sites emblématiques (Domaine de Chantilly, Senlis, Parc Astérix, Chaalis, Raray). Patrimoine historique et paysager de grande qualité, associé à trois massifs forestiers structurants. Positionnement différenciant articulant histoire, nature, loisirs familiaux, art de vivre, l'univers du cheval (hippodrome, polo, centres équestres) et golf. Armature d'itinérance et de mobilités douces déjà engagée (GR, Paris-Londres, EuroVelo 3, Trans'Oise). Projet patrimonial structurant « Voyage au temps des premiers rois de France ». Château royal de Senlis, Prix emblématique Bern Hauts-de-France 2026. |
| **Faiblesses** | Part encore importante d'excursionnisme par rapport aux séjours marchands. Offre de séjour à consolider et à mieux mettre en marché, notamment sur le segment grand public. Lisibilité interterritoriale et connexion entre les polarités encore perfectibles. Hétérogénéité de la chaîne de services : réservation, information, accessibilité, intermodalité. Dépendance de certaines offres à des clientèles ou équipements très spécifiques. |
| **Opportunités** | Développement des courts séjours et des offres combinées grâce à la proximité de marchés puissants. Essor durable des clientèles de proximité et demande accrue de nature, de patrimoine et d'expériences. Complémentarité possible avec Paris pour les clientèles internationales à fort pouvoir d'achat. Mise en valeur croisée des grands sites et des sites secondaires via parcours, pass et packages. Développement du tourisme durable, des mobilités douces et des expériences quatre saisons. |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

| Dimension | Analyse détaillée |
|---|---|
| **Menaces** | Pression croissante sur les milieux naturels et sensibles, notamment forestiers. Concurrence renforcée des destinations de proximité franciliennes ou de courts séjours. Vulnérabilité liée à la dépendance aux flux de passage et à la concentration sur quelques locomotives. Risque de dégradation de l'expérience client si les enjeux de mobilité, signalétique et accueil universel ne progressent pas. Contexte économique pouvant fragiliser les investissements. |

**En synthèse, l'enjeu stratégique central consiste à convertir une destination très accessible et très connue en une destination de séjours plus lisible, mieux distribuée et mieux valorisée économiquement, tout en maîtrisant ses impacts sur les milieux et les usages.**

### 3.1.2 Stratégie marketing de la destination

La destination vise deux grandes catégories de clientèles :

- **Clientèles nationales franciliennes** — 11 millions d'habitants à moins d'1 h et 1,5 million à moins de 30 minutes. Le défi est de convertir ces flux en séjours avec nuitées.
- **Clientèles internationales** — notamment nord-européennes et visiteurs en séjour à Paris, recherchant patrimoine, art de vivre et nature. L'objectif est d'attirer ces segments à fort pouvoir d'achat.

La signature de la destination est **« La Rencontre de la Nature et de l'Histoire »**. Elle s'incarne dans quatre segments prioritaires : les Promeneurs chaleureux, les Explorateurs passionnés, les Happy Families et Un temps pour soi / nous.




La stratégie s'organise autour de quatre axes structurants :

- Histoire de France et patrimoine.
- Loisirs familiaux et séjours en tribu.
- Nature, bien-être et mobilités douces.
- Transformation de l'offre et mise en marché (qualité, accessibilité, médiation, services).

Les marqueurs identitaires reposent notamment sur :

- le loisir familial et les courts séjours, portés notamment par le Parc Astérix, locomotive touristique majeure ;
- le patrimoine historique, culturel et paysager d'exception, articulé autour du Domaine de Chantilly, de la cité royale de Senlis et des grands sites ;
- l'art de vivre, les sports de nature, le golf, le bien-être et la gastronomie, avec la Crème Chantilly comme marqueur patrimonial et expérientiel majeur ;
- l'univers du cheval, incarné par l'Hippodrome de Chantilly, le Polo de Chantilly et un maillage de centres équestres, signature historique et marqueur identitaire à part entière de la destination ;
- les massifs forestiers et l'itinérance douce, supports d'expériences de ressourcement, de promenade, de randonnée et de vélo.

La richesse de l'offre culturelle et événementielle, portée par les équipements, festivals, manifestations familiales, événements patrimoniaux et temps forts saisonniers, contribue à l'animation, au rayonnement et à l'attractivité de la destination tout au long de l'année.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

Les priorités d'actions portent sur la transformation de l'offre en produits de séjour lisibles, la création de parcours commercialisables, la montée en qualité de l'accueil, la médiation, l'accessibilité, la mise en marché et la mutualisation des contenus et des outils.

### 3.1.3 Les segments de clientèles

Conformément à la stratégie marketing et aux quatre segments prioritaires, chaque cible est présentée ci-après selon son profil et ses attentes, ses facteurs clés de succès, l'offre existante du territoire et les atouts et points de vigilance identifiés.

## Couples — Un temps pour moi, un temps pour nous

*Ralentir, faire une pause*

### Profil et attentes

Cette cible correspond à des couples actifs, souvent à partir de 30 ans, CSP+ et très pris par leur vie professionnelle. Le séjour est envisagé comme une parenthèse pour ralentir, déconnecter et se retrouver à deux. La destination doit leur permettre de réduire les contraintes et de profiter d'un cadre apaisant, de moments de bien-être et d'expériences qualitatives, notamment autour de l'hébergement et de la restauration.

- **Besoin prioritaire** : ralentir par rapport au rythme soutenu de la semaine.
- **Besoins complémentaires** : se retrouver, resserrer les liens du couple et se dépayser par la contemplation des paysages, des soins ou des activités bien-être.

### Facteurs clés de succès

- Accessibilité simple et rapide, pour éviter toute perte de temps dans les transports.
- Hébergements calmes, confortables et qualitatifs : vue, décoration moderne et apaisante, prestations haut de gamme.
- Accueil chaleureux, attentionné et fluide, sans irritant dans le parcours client.
- Proximité ou facilité d'accès aux activités bien-être : spa, piscine, massages, balade contemplative, soins.
- Liberté d'organisation : horaires souples, petit-déjeuner adapté, room-service, absence de planning contraignant.
- Restaurants calmes et intimistes, au cadre raffiné, service discret, cuisine gastronomique ou haut de gamme.

| ATOUTS DU TERRITOIRE | POINTS DE VIGILANCE |
|---|---|
| — Nombreux hébergements haut de gamme.<br>— Nombreux équipements bien-être.<br>— Lieux propices à la déambulation et à la contemplation (forêts, parcs, jardins, villages, musées, édifices…). | — Hébergements multi-cibles entraînant une cohabitation couples / familles avec enfants.<br>— Difficulté à faire sortir les visiteurs de leur hébergement pour découvrir la destination.<br>— Manque de meublés de tourisme avec équipements bien-être.<br>— Manque de restaurant étoilé. |

**Offre existante pour cette cible**

**Hébergements :** Auberge du Jeu de Paume, InterContinental Château Mont Royal, Château Jeanne & the Forest, Le Grand Pavillon, Le Château de la Tour, Cabanes des Grands Chênes, Château d'Ermenonville, Le Chantilly, La Maison du 18, La Maison des Roses, La P'tite Troglo, la Bulle de Chantilly, la Bohème, La Maison de Chaalis…

**Restauration :** La Villa, L'Étang d'Art, Le Jardin d'Hiver, La Brasserie by Egua, Le Quai, Le Craft, Le Hameau, Le Bistrot de la Place, Le Bistrot de Senlis, La Bohème, Le Boudoir…

**Visites et activités :** Château de Chantilly, cathédrale de Senlis, Domaine de Chaalis, centre-ville de Senlis, Musée d'Art et d'Archéologie, Château de Raray, forêts de Chantilly, d'Halatte et d'Ermenonville, Potager des Princes, Musée de la Dentelle, parc Jean-Jacques Rousseau, étangs de Commelles, yoga en plein air, balade sophrologique en forêt, golf,balade à cheval avec les Écuries de Java ou les chevaux Henson, en attelage, parcours « Chantilly en ville », atelier d'œnologie…

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

**Idée de séjour** *« Escapade cocooning en amoureux »*

**Jour 1**

- Flânerie dans Senlis
- Déjeuner au Bistrot de la Place ou La Bohème
- Circuit A du livret « Senlis la cité royale » puis balade en forêt d'Halatte jusqu'au temple gallo-romain
- Dîner et nuit aux Cabanes des Grands Chênes ou au Château Jeanne & the Forest

**Jour 2**

- Visite du Château de Chantilly
- Déjeuner au Hameau ou à La Prego
- Visite du Potager des Princes

## Couples — Promeneurs chaleureux

*S'évader ensemble, faire un maximum de découvertes en liberté*

### Profil et attentes

Les promeneurs chaleureux sont des couples actifs de toutes tranches d'âge. Ils aiment se balader, voir les incontournables d'une région et multiplier les découvertes variées sans forcément approfondir chaque sujet. Leur séjour est préparé, mais ils veulent conserver leur liberté, dérouler le programme à leur rythme et profiter d'un cadre accueillant, confortable et authentique.

- **Besoin prioritaire** : découvrir une multitude de balades et de lieux essentiels, sans exploration trop approfondie.
- **Besoin complémentaire** : se faire plaisir à table, goûter la gastronomie locale et partager des moments de convivialité « like a local ».

### Facteurs clés de succès

- Grande diversité de sites à visiter, lisibles et faciles d'accès.
- Restaurants typiques, fréquentés par les locaux, avec cuisine régionale, produits locaux et accueil convivial.
- Hébergement central, calme, avec du charme ; la vue est un critère important pour les couples jeunes.
- Confort de l'hébergement, particulièrement déterminant pour les couples seniors.
- Organisation souple : informations pratiques claires, suggestions de parcours, liberté dans le rythme.
- Possibilité d'itinérance douce : promenades, boucles, vélo, marche, connexions entre sites d'intérêt.
- Bon rapport qualité-prix et bons plans transmis par les hébergeurs, habitants ou conseillers en séjour.

| ATOUTS DU TERRITOIRE | POINTS DE VIGILANCE |
|---|---|
| — Offre de visites et d'activités riche et variée. | — Manque d'enseignes de restauration traditionnelle (Bistrot de Pays, crème Chantilly, spécialités locales…).<br>— Manque d'accessibilité entre les différents points d'intérêt.<br>— Peu de contenu rando / vélo accessible. |

### Offre existante pour cette cible

**Hébergements :** L'Hostellerie du Lys, L'Avenue, Le Relais d'Aumale, le Manoir des Cavaliers, Le Chantilly, L'Hôtel Bellon, L'Hostellerie de la Porte Bellon, L'Hôtel de Bellebast, La Maison de Chaalis, Château d'Ermenonville…

**Restauration :** Le Vertugadin, La Capitainerie, La Renardière, Le Gril des Barbares, Le Sylvia, O'Bistrot Chic, Le Capétien, Le Bistrot de Senlis, Chez Nous…

**Visites et activités :** Audioguides au Château de Chantilly, Spectacle immersif du Voyage au temps des Premiers Rois de France à Senlis, livrets de parcours dans Chantilly et Senlis, atelier crème Chantilly, roadtrip en 4L avec L'Oise en mode rétro, balade en mobylette vintage avec Roule Adèle, visite guidée à vélo avec Bobebike…

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

**Idée de séjour** *« La crème de la crème ! »*

**Jour 1**

- Visite du Château de Chantilly avec audioguides
- Déjeuner à la Capitainerie
- Découverte du parc en petit train
- Cours de crème Chantilly
- Dîner chez Charnu
- Nuit à l'hôtel Le Chantilly

**Jour 2**

- Circuit « Senlis, la cité royale »
- Déjeuner au Gril des Barbares
- Roadtrip en 4L sur la destination

## Couples — Explorateurs passionnés

*Approfondir une thématique qui les passionne au contact d'experts*

### Profil et attentes

Les explorateurs passionnés sont principalement des couples de 50 à 65 ans, en fin de carrière ou au début de la retraite, CSP+. Cette tranche d'âge décrit un cœur de cible et non une limite : les attentes et les comportements de visite présentés ci-après se retrouvent chez des publics sensiblement plus jeunes comme chez des visiteurs plus âgés, auxquels la destination s'adresse avec la même promesse d'expérience. Leurs enfants sont adultes et ils disposent de plus de temps pour nourrir leurs centres d'intérêt. Dynamiques, rigoureux et exigeants, ils cherchent à apprendre, comprendre et aller au bout des sujets qui les passionnent. Ils attendent une expérience enrichissante, approfondie et crédible.

- **Besoin prioritaire** : s'enrichir de nouvelles connaissances liées à un centre d'intérêt.
- **Attente centrale** : s'immerger totalement dans un sujet pour le découvrir en profondeur, avec un accompagnement expert.

### Facteurs clés de succès

- Conseil en amont pour préparer le séjour, puis accompagnement sur place par des guides pointus et experts.
- Accès à des visites insolites, privilégiées ou VIP, idéalement en petit groupe ou en individuel.
- Séjour organisé pour optimiser le temps disponible tout en gardant une expérience qualitative.
- Authenticité de l'hébergement, de la restauration et des rencontres proposées.
- Restaurants ancrés dans le territoire, permettant de découvrir des spécialités et d'échanger sur les savoir-faire.
- Attention portée à la vue, au paysage, au cadre et au niveau de service.
- Possibilité de personnalisation : guide privé, médiation approfondie, thématiques ciblées, contenus avant / après séjour.

| ATOUTS DU TERRITOIRE | POINTS DE VIGILANCE |
|---|---|
| — Offre culturelle et patrimoniale riche et pointue.<br>— Nombreux guides spécialisés dans leurs domaines. | — Manque d'offres de visites insolites.<br>— Manque d'enseignes de restauration traditionnelle (Bistrot de Pays, crème Chantilly, spécialités locales…). |

### Offre existante pour cette cible

**Hébergements :** Le Chantilly, L'Avenue, Le Château de la Tour, L'Aunette Cottage, Hôtel du Parc, L'Hostellerie du Lys…

**Restauration :** Le Gril des Barbares, Le Vertugadin, le Jardin d'Hiver, Charnu, Le Hameau, La Capitainerie…

**Visites et activités :** Visites guidées Ville d'Art et d'Histoire à Chantilly, Pays d'Art et d'Histoire à Senlis, visite privée à l'entraînement des chevaux de course, journée aux Grands Prix de l'Hippodrome de Chantilly (Jockey

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

Club, Prix de Diane, plus de 30 000 visiteurs), Jumping de Chantilly, découverte [illegible] niveaux, compétitions internationales gratuites), balade en forêt avec un guide nature, brochures du Parc Naturel Régional, spectacle immersif « Voyage au temps des premiers rois de France » dans la cave médiévale du XIIIe siècle du Musée de la Vénerie (projection à 360°, ouverture prévue à l'automne), découverte du Château royal de Senlis en réalité virtuelle (restitution réalisée par l'Université de Technologie de Compiègne), parcours audioguidé bilingue du Château royal proposé par la Société de Sauvegarde de Senlis, livret « Focus » sur Chantilly et Senlis…

**Idée de séjour** *Itinéraire passionné*

**Jour 1**

- Visite du Château de Chantilly avec l'application mobile
- Visite guidée des Appartements Privés
- Déjeuner à La Capitainerie
- Musée vivant du Cheval et démonstration de dressage
- Visite du parc en petit train
- Dîner chez Charnu
- Nuit à l'Avenue

**Jour 2**

- Visite guidée privée du monde des courses hippiques
- Déjeuner au Vertugadin
- Parcours « Les Canaux de Chantilly » en réalité virtuelle
- Visite-conférence du Pavillon de Manse

## Familles — Happy Family

*Divertir les enfants et partager du temps ensemble*

### Profil et attentes

La cible Happy Family correspond aux familles dont les parents ont généralement entre 30 et 50 ans, avec de jeunes enfants. Ils doivent concilier vie professionnelle et vie privée et disposent de peu de temps au quotidien. Vacances et week-ends sont donc des moments de retrouvailles, pour faire plaisir aux enfants, créer des souvenirs et permettre aux adultes de souffler.

- **Besoins prioritaires** : passer du temps ensemble et faire plaisir aux enfants.
- **Besoins complémentaires** : se reposer et recharger les batteries ; plus secondairement, découvrir de nouveaux horizons.

### Facteurs clés de succès

- Proximité et diversité des offres de loisirs par rapport à l'hébergement.
- Hébergement offrant à la fois un espace dédié aux enfants et un espace parents pour se reposer.
- Hébergement au calme, literie confortable et équipements adaptés aux familles.
- Accueil « kids friendly » : bienveillance, souplesse, informations claires, services adaptés.
- Souplesse dans les horaires, les réservations, les repas et l'organisation.
- Activités permettant de partager du temps ensemble et de créer des souvenirs.
- Restaurant familial à proximité : carte variée, menus enfants, ambiance conviviale, espace extérieur.
- Prix cohérents, transparents et sans mauvaise surprise.

| ATOUTS DU TERRITOIRE | POINTS DE VIGILANCE |
|---|---|
| — Multitude d'activités.<br>— Accès facilité à la nature. | — Manque d'hébergements et de restaurants « kids friendly ».<br>— Manque de parcours pédestres et vélo courts et clairs. |

**Offre existante pour cette cible**

**Hébergements :** Mercure Chantilly, L'Aunette Cottage, Cabanes des Grands Chênes…

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

**Restauration :** Alma, La Prego, La Brasserie Cantilienne, L'Atelier de la Chanti[illegible] Capétien…

**Visites et activités :** Jeux de pistes dans Senlis, chasse au trésor à vélo « Louison Pignon », Potager des Princes, Pavillon de Manse, Musée d'Art et d'Archéologie de Senlis, livrets parcours famille, spectacles équestres, balades à cheval Henson (à partir de 12 ans), compétitions internationales de Polo de Chantilly (accès gratuit), journées Oh Courses (expériences en famille à l'Hippodrome de Chantilly), chasse au trésor au domaine de Chaalis, Spectacle immersif du Voyage au temps des Premiers Rois de France à Senlis.

**Idée de séjour** *« En famille à Chantilly-Senlis ! »*

**Jour 1**

- Rallye dans Senlis
- Déjeuner à la Brasserie du Cerf
- Visite et animations au Potager des Princes
- Visite familiale au Pavillon de Manse
- Dîner chez Alma
- Nuit aux Cabanes des Grands Chênes

**Jour 2**

- Journée au Parc Astérix

**C'est de cette analyse de l'offre existante au regard des attentes de chaque cible que découlent les axes opérationnels présentés à l'article 3.2.**

## 3.2 Les axes opérationnels de développement de la destination

Les axes opérationnels découlent directement du croisement entre les ambitions rappelées à l'article 3, le positionnement issu de l'analyse AFOM (3.1.1) et la stratégie marketing segmentée (3.1.2). Trois constats structurent ces axes : une destination très accessible et très connue mais encore marquée par l'excursionnisme ; une offre de séjour à consolider et à mieux mettre en marché, en particulier sur le segment grand public et familial ; et un enjeu de conversion des flux franciliens en nuitées marchandes et en retombées économiques réparties sur le territoire.

**L'enjeu central est de transformer une destination de passage en une destination de séjours, en agissant prioritairement sur le maillon aujourd'hui le plus contraignant : la capacité et la diversité de l'offre d'hébergement, notamment pour les familles.**

Les axes opérationnels sont au nombre de cinq. Le premier, consacré au développement de l'hébergement, constitue la priorité de la période contractuelle.

### Axe 1 — Développer et diversifier l'offre d'hébergement marchand

L'analyse AFOM identifie la consolidation de l'offre de séjour comme une faiblesse majeure, et l'analyse des segments fait apparaître un déficit spécifique d'hébergements adaptés aux familles (« kids friendly »). Or la cible Happy Family constitue l'un des quatre segments prioritaires de la destination, porté par une locomotive de rayonnement national, le Parc Astérix. Le développement de l'hébergement est donc la condition première de l'allongement des séjours et de l'augmentation des nuitées marchandes.

La priorité est donnée au développement de nouveaux hébergements sur la cible familles, à proximité des grands générateurs de flux et des locomotives familiales. Les actions visées sont les suivantes :

- **Soutenir la création d'hébergements familiaux** (résidences de tourisme, hébergements de plein air montés en gamme, hôtellerie familiale, meublés et gîtes de capacité adaptée aux séjours en tribu), à proximité des locomotives familiales.
- **Qualifier l'offre existante** selon des critères « kids friendly » : capacité d'accueil des familles, équipements adaptés, espaces enfants et parents, souplesse de réservation et de restauration.
- **Accompagner les porteurs de projets privés** (investisseurs, exploitants, propriétaires) dans l'émergence, le montage et le financement de projets d'hébergement, en lien avec le guichet de l'Office de Tourisme et les dispositifs régionaux.
- **Favoriser une montée en gamme et une diversification** de l'ensemble du parc, afin de répondre également aux autres segments (couples, explorateurs) et de réduire la dépendance à une offre trop spécifique.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

- **Veiller à l'intégration territoriale et environnementale** des nouveaux hébergements, dans une logique de sobriété, d'insertion paysagère et de maîtrise des impacts, conformément aux orientations REV3.

### Axe 2 — Renforcer l'effet séjour et la conversion des flux en nuitées

- Poursuivre la structuration et la promotion des offres de courts séjours et des produits combinés lisibles et commercialisables, articulant hébergement, grands sites et expériences de la destination.
- Poursuivre la conception et la diffusion des carnets de séjours et des parcours segmentés par cible (familles, couples, explorateurs), afin de transformer la fréquentation des locomotives en nuitées marchandes.
- S'appuyer sur la proximité des marchés franciliens et internationaux pour développer la demande de week-ends et de séjours, en complémentarité avec Paris, notamment par le biais des outils digitaux pilotés par l'Office de Tourisme, mais également par une présence plus large dans la presse.
- S'appuyer sur le projet patrimonial « Voyage au temps des premiers rois de France », porté par la Ville de Senlis, qui vise à restaurer et valoriser le Château royal de Senlis — plus ancienne résidence palatiale des rois de France capétiens conservée en élévation — ainsi que la cave médiévale du XIII$^{e}$ siècle du Prieuré Saint-Maurice (Musée de la Vénerie). Le projet s'appuie notamment sur un spectacle immersif projeté à 360° dont l'ouverture est prévue à l'automne 2026, une restitution du château en réalité virtuelle réalisée par l'Université de Technologie de Compiègne — bientôt complétée par une maquette à l'Office de Tourisme — et par un parcours audioguidé bilingue proposé par la Société de Sauvegarde de Senlis. Lauréat en mai 2026 du Prix emblématique de la Mission Bern (Fondation du Patrimoine) pour les Hauts-de-France, ce projet constitue une nouvelle locomotive patrimoniale pour la destination, dont l'Office de Tourisme accompagnera la valorisation touristique et la mise en marché.
- Accompagner la valorisation du domaine historique de Raray, identifié comme l'une des portes d'entrée de la destination et comme trait d'union avec le Pays du Valois. Portés par l'Association pour la sauvegarde, la restauration et le rayonnement du domaine historique de Raray (AS3R), trois projets de valorisation patrimoniale et touristique sont envisagés à horizon 2027 : un espace de médiation patrimoniale immersif au Pigeonnier, un parcours de médiation historique jalonné de panneaux enrichis de QR codes, et un parcours-spectacle associant récit historique et vidéo-mapping.
- S'appuyer sur la signature hippique de la destination — l'Hippodrome de Chantilly, qui offre des réunions de courses toute l'année et une découverte panoramique unique du patrimoine architectural cantilien — pour favoriser la transformation d'excursionnistes en touristes, en étendant la programmation de courses et d'événements en soirée, tant en loisirs qu'en événementiel. Un projet d'éclairage des pistes, mobilisant des techniques à la fois esthétiques et compatibles avec les exigences des courses, permettrait de développer l'activité de l'hippodrome en soirée et de soutenir ainsi l'attractivité de la destination auprès de l'ensemble de ses segments cibles.

### Axe 3 — Améliorer la lisibilité et relier les polarités

- Mieux relier les sites, centralités et polarités d'accès (Chantilly, Senlis, communes associées) pour rendre la destination plus lisible et faciliter le parcours du visiteur. Une meilleure desserte des transports publics vers les hôtels, les lieux touristiques et les gares est aujourd'hui un élément prioritaire. Par ailleurs, la fréquence et le dimensionnement des trains et RER en gare de Chantilly-Gouvieux est également un point de rupture sur les périodes de forte affluence, ce qu'il faudra résoudre pour permettre d'améliorer la qualité de l'expérience.
- Développer l'itinérance douce, l'intermodalité et les mobilités de proximité, en cohérence avec les itinéraires structurants (Paris-Londres, EuroVelo 3, Trans'Oise).
- Améliorer la signalétique, l'information, l'accessibilité et l'accueil universel sur l'ensemble de la chaîne de services. La prise en compte des spécificités de l'ensemble des publics et des profils voyageurs est une priorité, tout comme la mise en place de points d'accueil, de service et d'information en quantité suffisante sur les lieux de fréquentation et les portes d'entrée du territoire.

### Axe 4 — Accompagner les socioprofessionnels et la mise en marché

- Accompagner les hébergeurs, restaurateurs et opérateurs de loisirs dans la montée en gamme, la qualification de l'offre, la distribution et la digitalisation.
- Poursuivre le déploiement d'une stratégie de communication et de mise en marché commune, en articulation avec les outils régionaux (plateforme weekend-hauts de france, SIT, magazine « Esprit Hauts-de-France »), et investir sur des outils performants de gestion de la relation client à l'échelle du territoire afin de mesurer les différents indicateurs de l'activité touristique.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

- Mutualiser les contenus, les données et les outils d'observation à l'échelle de la destination.

### Axe 5 — Coopérer avec les territoires voisins et inscrire la transition

- Construire des coopérations avec l'ensemble du Parc Naturel Régional et les territoires voisins, sur l'itinérance et les activités touristiques et de loisirs qui viennent renforcer notre positionnement sur les cibles prioritaires, tant en Loisirs qu'en MICE.
- Inscrire l'ensemble des projets dans les enjeux de transition (tourisme durable, sobriété, gestion des flux, préservation des massifs forestiers), conformément à la démarche REV3.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Article 4 — Engagements réciproques des signataires

## 4.1 Une sélection commune des actions à soutenir

La Région, Hauts-de-France Tourisme, Oise Tourisme, la CCAC, la CCSSO et l'Office de Tourisme Chantilly-Senlis, qui co-exercent l'animation du présent contrat, se réunissent à échéance régulière pour accompagner les porteurs de projets et formaliser un avis technique sur les projets présentés. Celui-ci fera l'objet d'une analyse par les services de la Région afin d'optimiser les possibilités de financement, au titre du présent contrat comme des autres politiques régionales.

## 4.2 Engagement de la destination

- S'inscrire dans la démarche de passage de l'économie d'équipements à l'économie des produits, en collaborant avec Hauts-de-France Tourisme sur la production d'idées découvertes et d'offres de séjours segmentées.
- Contribuer à la conception d'offres produits illustrées sous forme de carnets de séjours sur les marchés visés.
- Diffuser le magazine « Esprit Hauts-de-France » dans les points d'accueil et les principaux sites touristiques.
- Disposer et alimenter un SIT connecté à celui de Hauts-de-France Tourisme.
- Favoriser l'utilisation d'outils de réservation compatibles avec la plateforme régionale weekend-hautsdefrance.
- Organiser des ateliers de mise en synergie des communications avec Hauts-de-France Tourisme.
- Assurer la co-animation du contrat et la coordination locale des acteurs publics et privés.

## 4.3 Engagement de Hauts-de-France Tourisme

- Appui au travail sur les marchés, les clientèles et leur segmentation.
- Lien avec les OGD et accompagnement à la structuration d'un système d'observation partagé.
- Accompagnement marketing des porteurs de projet dans une logique de guichet unique.
- Mise à disposition des données relatives aux études et enquêtes menées.
- Intégration des projets dans la plateforme weekend-hautsdefrance et connexion avec l'onglet « destination » du portail.
- Co-animation du contrat.

## 4.4 Engagement de la Région

- Ingénierie : co-animation, accompagnement des porteurs de projet, guichet unique.
- Déclinaison des projets régionaux et mise en cohérence des projets inter-contrats.
- Financement des projets, en indiquant la priorité à l'investissement.
- Lien avec les autres politiques régionales ; le contrat constitue une porte d'entrée pour les projets transversaux.

## 4.5 Engagement de Oise Tourisme

- Contribuer à la qualification de l'offre, à l'accompagnement des porteurs de projet et à la diffusion des informations utiles à la mise en marché.
- Participer à l'observation, à la production de contenus et à la mise en réseau des acteurs touristiques.
- Contribuer à la cohérence départementale des actions conduites à l'échelle de la destination.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Article 5 — Gouvernance et ingénierie

L'animation du contrat sera assurée par la CCAC, la CCSSO et l'OT Chantilly Senlis, avec l'appui de la Mission Ingénierie Touristique et Attractivité (MITA) du Conseil Régional, Hauts de France Tourisme et Oise Tourisme. L'OT Chantilly-Senlis en sera le coordinateur.

La gouvernance s'organise comme un cycle continu : les orientations descendent du comité de pilotage vers l'instruction puis la mise en œuvre, tandis que les fiches-projets, avis et bilans remontent pour alimenter le pilotage.

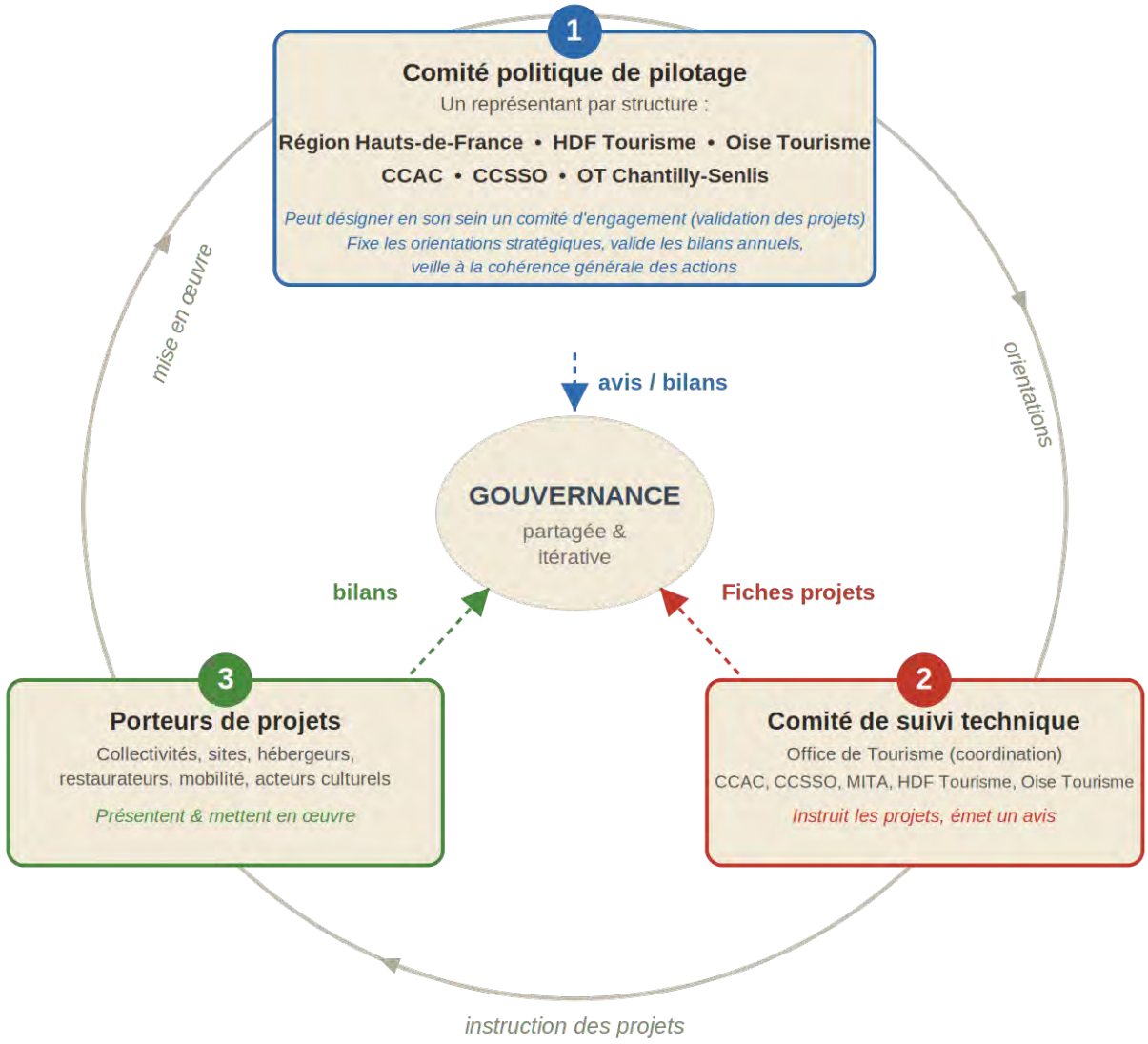



*Schéma 1 — Le cycle de gouvernance partagée de la destination.*

## 5.1 Comité politique de pilotage

La gouvernance sera assurée par un comité de pilotage composé d'un représentant des structures suivantes :

- Région Hauts-de-France : le Président ou son représentant désigné.
- Hauts-de-France Tourisme : le Président ou son représentant.
- Oise Tourisme : la Présidente ou son représentant.
- Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne : le Président ou son représentant.
- Communauté de Communes Senlis Sud Oise : le Président ou son représentant.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

- Office de Tourisme Chantilly-Senlis : le Président ou son représentant.

Ce comité pourra désigner en son sein un comité d'engagement chargé de valider les projets répondant aux objectifs du contrat. Le Comité de pilotage fixe les orientations stratégiques, valide les bilans annuels et veille à la cohérence générale des actions.

## 5.2 Comité de suivi technique

Le socle du comité de suivi technique est constitué par les personnes chargées du présent contrat, qui pourront associer les différents acteurs impliqués. Coordonné par l'Office de Tourisme, il examine les projets, oriente les porteurs, émet un avis technique partagé et prépare les arbitrages des partenaires.

Modalités de présentation et d'instruction des projets :

- **Guichet de réception** : l'Office de Tourisme centralise les sollicitations et accompagne la qualification initiale.
- **Fiche-projet standard** : chaque porteur transmet une fiche synthétique accompagnée des pièces de maturité nécessaires.
- **Avis technique partagé** : le Comité technique examine les projets, oriente les porteurs et émet un avis.
- **Instruction régionale** : les services de la Région examinent l'éligibilité et les possibilités de financement.
- **Décision et conventionnement** : les projets retenus font l'objet d'un acte de financement précisant engagements, livrables et reporting.
- **Suivi et évaluation** : un reporting partagé conditionne l'amélioration continue des actions.

## 5.3 Cadre d'appréciation des projets

Afin de faciliter l'instruction et la décision d'accompagnement, le contrat précise un cadre commun d'appréciation. Les partenaires s'accordent sur une sélection commune des actions à soutenir : les projets portés à leur connaissance sont qualifiés au regard des priorités du contrat, font l'objet d'un avis technique partagé, puis sont instruits par les services compétents.

L'inscription d'un projet au sein du contrat ne vaut pas décision de financement : elle vise à sécuriser l'adéquation stratégique, la maturité et l'impact attendu du projet, ainsi que sa cohérence avec les dispositifs mobilisables.

Principes partagés d'appréciation des projets :

- Contribution démontrée à la transformation de l'offre (expérience client, lisibilité, mise en marché) et à la création de valeur ajoutée.
- Adéquation à des clientèles cibles identifiées et prise en compte du parcours visiteur (avant / pendant / après).
- Impact attendu sur la conversion des flux en séjours marchands, sur la consommation locale et sur l'attractivité.
- Inscription dans une logique de coopération et de mutualisation (échelle intercommunale, partenariat public / privé).
- Compatibilité avec les exigences de transition (sobriété, gestion des impacts, intégration paysagère) et l'accueil universel.
- Faisabilité et maturité (maîtrise d'ouvrage, foncier / autorisation, calendrier réaliste, plan de financement).
- Contribution à la valorisation de l'identité culturelle, patrimoniale et événementielle de la destination, à la diversification de l'offre proposée aux visiteurs et au renforcement de son attractivité tout au long de l'année.
- Capacité de suivi et d'évaluation (indicateurs, données, contribution au reporting partagé).

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

## Article 6 — Évaluation et indicateurs de performance

Le suivi du contrat s'appuie sur une cellule d'observation et un reporting partagé entre signataires. L'objectif est de documenter la progression des actions, l'effet « séjour », la performance de mise en marché et les engagements de transition, afin d'éclairer les décisions d'accompagnement et l'amélioration continue.

Les indicateurs suivis porteront notamment sur :

- le nombre de projets accompagnés, leur niveau de maturité et leur état d'avancement ;
- l'évolution de la fréquentation des sites, des offres et des itinéraires ;
- le nombre de nuitées générées ou confortées et l'allongement de la durée de séjour ;
- les retombées économiques locales et la contribution à la consommation touristique ;
- la performance de mise en marché : référencement, réservation, trafic, conversion, avis clients ;
- la qualité de l'accueil, l'accessibilité, la médiation et l'adaptation aux clientèles cibles ;
- les résultats obtenus en matière de sobriété, de mobilité douce, de gestion des flux et de transition.

Une note annuelle de suivi, comprenant bilan et perspectives, sera présentée au Comité de pilotage.

## Article 7 — Durée du contrat

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature. Il couvre la période 2026-2027 et engage l'ensemble des signataires.

## Article 8 — Communication

Les partenaires signataires et la Région assureront une communication régulière concernant les actions issues de ce contrat.

Elles s'engagent à signaler leur soutien mutuel dans les actions et supports de communication, et à se faire le relais de la démarche dans leurs publications internes.

Tout projet de communication lié aux actions soutenues en commun doit respecter les chartes graphiques respectives et les lois en vigueur, notamment les dispositions du code électoral.

Les partenaires s'engagent à faire mention du présent partenariat dans le cadre des décisions prises en application du contrat.

## Article 9 — Révision, admission, retrait

Le présent contrat pourra faire l'objet d'une révision à mi-parcours sur la base d'un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre.

Tout partenaire de l'espace de destination pourra intégrer le contrat, et tout signataire pourra s'en retirer par demande écrite (lettre recommandée avec accusé de réception) acceptée par l'ensemble des signataires. Dans les deux cas, un avenant sera réalisé à cet effet.

## Article 10 — Litiges

En cas de contestation de la mise en œuvre du présent contrat, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal administratif d'Amiens ou de Lille en fonction du territoire concerné.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Signatures

Fait à _____, le _____

| | |
|---|---|
| **Pour la Région Hauts-de-France**<br>Le Président<br><br>**Xavier BERTRAND** | **Pour Hauts-de-France Tourisme**<br>Le Président<br><br>**Daniel FASQUELLE** |
| **Pour Oise Tourisme**<br>La Présidente<br><br>**Brigitte LEFEBVRE** | **Pour la CC de l'Aire Cantilienne**<br>Le Président<br><br>**Nathanaël ROSENFELD** |
| **Pour la CC Senlis Sud Oise**<br>Le Président<br><br>**Alain BATTAGLIA** | **Pour l'Office de Tourisme Chantilly-Senlis**<br>Le Président<br><br>**Alexis de KERMEL** |

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Annexes

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

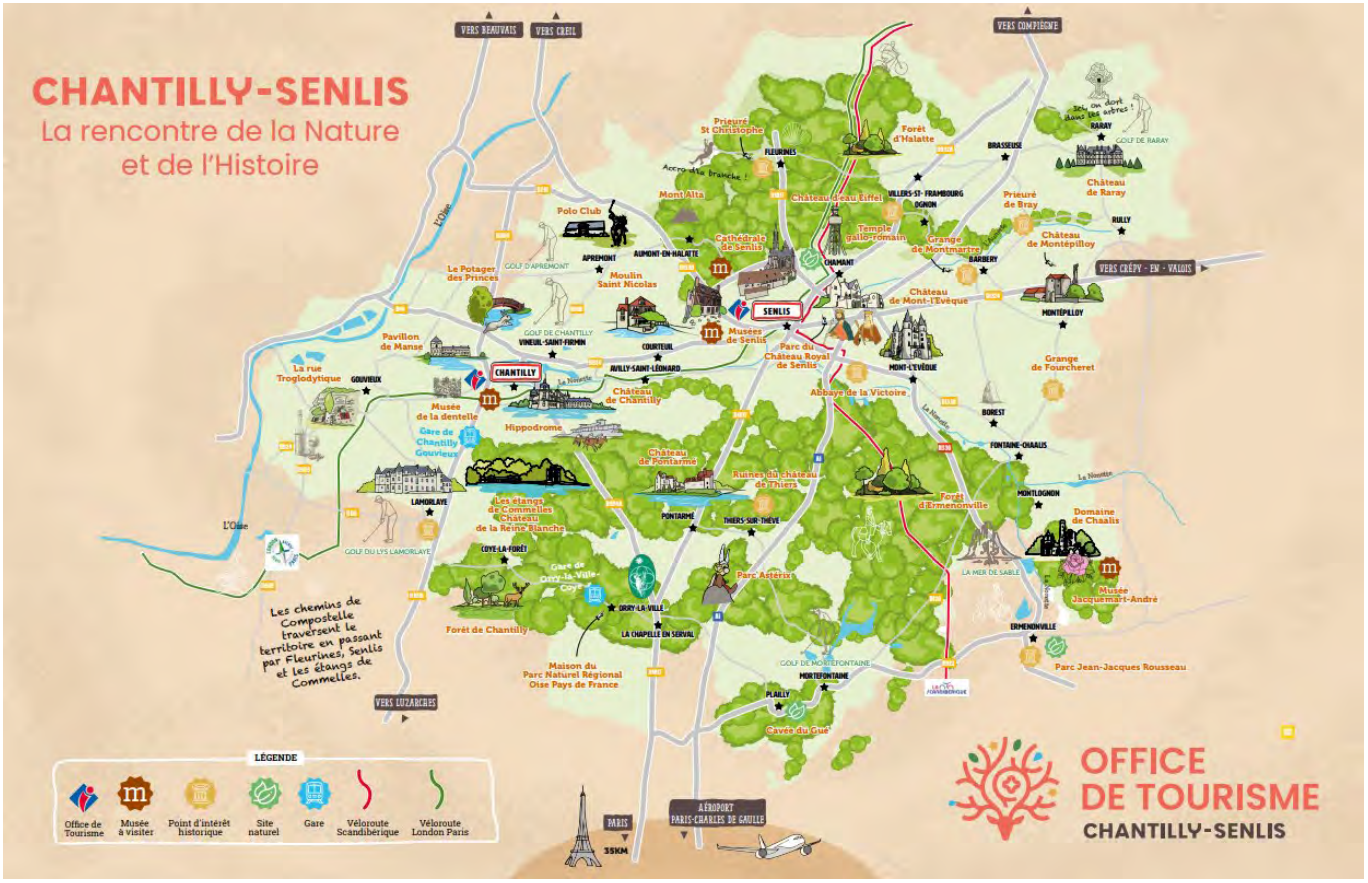
# Annexe 1 — Cartographie de la destination

- Cartographie du périmètre de la destination Chantilly-Senlis.
- Principales polarités, sites structurants, massifs forestiers, axes de desserte et itinérances.

*Les cartes ci-dessous sont issues du précédent contrat de rayonnement touristique et sont réemployées à titre de contextualisation. Les données-clés ont été actualisées pour le présent contrat.*

## Données-clés actualisées

| | |
|---|---|
| **Périmètre** | 2 intercommunalités (CCAC et CCSSO), 28 communes, 353 km². |
| **Population** | 69 832 habitants (2022). |
| **Accessibilité** | 25 minutes de Paris, proximité immédiate de Roissy–Charles-de-Gaulle et de l'autoroute A1. |
| **Bassin de clientèle** | 1,5 million d'habitants à moins de 30 minutes ; 11 millions à moins d'une heure. |
| **Sites structurants** | Parc Astérix ; Domaine de Chantilly ; cité royale de Senlis ; Domaine de Chaalis ; Château de Raray ;Hippodrome de Chantilly ; Polo de Chantilly ; offre golfique. |
| **Armature naturelle** | Parc naturel régional Oise–Pays de France ; massifs de Chantilly, d'Halatte et d'Ermenonville. |
| **Itinérances** | Plus de 1 000 km de sentiers pédestres, plusieurs GR, Paris-Londres, EuroVelo 3, Trans'Oise. |




*Carte 1 — Carte touristique de la Destination Chantilly-Senlis.*

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE




*Carte 2 — Polarités, sites structurants, massifs forestiers et principaux accès (illustration issue du précédent contrat).*

## Lecture territoriale synthétique

- La destination s'organise autour de deux polarités majeures et complémentaires : Chantilly, porte ferroviaire, et Senlis, porte autoroutière et patrimoniale.
- Les grands sites jouent un rôle de locomotives mais doivent être davantage reliés aux villages, sites secondaires, hébergements et itinérances. Le tourisme rural dans les villages alentour constitue à ce titre un levier de diffusion des flux et d'allongement des séjours.
- Les massifs forestiers constituent un marqueur identitaire fort, un support de ressourcement et un espace sensible à gérer durablement.
- La logique de destination suppose de transformer cette forte accessibilité en parcours de séjour lisibles et commercialisables.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Annexe 2 — Analyse VER de la destination

Vision, Enjeux, Résultats attendus de la démarche de destination :

| Composante | Déclinaison pour Chantilly-Senlis |
|---|---|
| **Vision** | Faire de Chantilly-Senlis une destination de courts séjours reconnue, lisible et durable, complémentaire de Paris, conciliant histoire, nature, loisirs et art de vivre dans une logique de création de valeur pour le territoire. |
| **Enjeux** | Transformer les flux d'excursion en nuitées ; mieux relier les polarités de Chantilly, Senlis et des communes associées ; structurer la mise en marché et l'outillage de destination ; améliorer la qualité d'accueil, l'accessibilité et la médiation ; préserver les paysages, les forêts et les équilibres d'usage dans une logique REV3. |
| **Résultats attendus** | Augmentation de la durée de séjour et des nuitées marchandes ; meilleure répartition des flux dans le temps et l'espace ; montée en gamme et diversification de l'offre ; progression des consommations locales ; renforcement de la notoriété et de la satisfaction des clientèles. |

### Indicateurs de suivi à privilégier

- Fréquentation des grands sites et des sites secondaires.
- Nuitées marchandes, durée moyenne de séjour et saisonnalité.
- Nombre d'offres packagées, de contenus de mise en marché et de produits commercialisables.
- Taux de satisfaction, avis clients, visibilité numérique et performance des campagnes.
- Usage des itinérances douces et fréquentation des services associés.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Annexe 3 — Acteurs impliqués dans la mise en œuvre

Région Hauts-de-France, Hauts-de-France Tourisme, Oise Tourisme, CCAC, CCSSO et Office de Tourisme Chantilly-Senlis, ainsi que les partenaires publics et privés : sites touristiques, hébergeurs, restaurateurs, gestionnaires d'itinérance, opérateurs de mobilité, acteurs culturels et patrimoniaux.

| Catégorie / structure | Rôle principal | Contribution attendue |
|---|---|---|
| **Région Hauts-de-France** | Pilotage stratégique et financement | Co-animation, instruction des projets, mobilisation des politiques régionales et soutien financier. |
| **Hauts-de-France Tourisme** | Appui marketing et mise en marché | Segmentation des clientèles, outillage régional, campagnes, accompagnement marketing et mise en réseau. |
| **Oise Tourisme** | Appui départemental | Observation, valorisation départementale, conseil aux porteurs et articulation avec les démarches de l'Oise. |
| **CC de l'Aire Cantilienne (CCAC)** | Maîtrise d'ouvrage territoriale | Portage ou co-portage de projets, mobilisation des communes, aménagement et services. |
| **CC Senlis Sud Oise (CCSSO)** | Maîtrise d'ouvrage territoriale | Portage ou co-portage de projets, mobilisation des communes, aménagement et services. |
| **Office de Tourisme Chantilly-Senlis** | Animation de destination | Accueil, coordination du contrat, accompagnement des acteurs, observation, promotion et commercialisation. |
| **Sites structurants (Parc Astérix, Domaine de Chantilly, Senlis, Chaalis, Raray, Hippodrome, Polo, Golfs)** | Locomotives d'attractivité | Création d'offres de séjour, partenariats commerciaux, médiation et qualification de l'offre. |
| **France Galop — Hippodrome et Centre d'entraînement de Chantilly** | Locomotive d'attractivité et expertise filière cheval | Programmation hippique (réunions de courses, Grand Prix du Jockey Club, Prix de Diane), organisation d'événements internationaux, partenariats et valorisation touristique de la filière cheval. |
| **Ville de Senlis — Voyage au temps des premiers rois de France** | Locomotive patrimoniale (lauréat Mission Bern 2026) | Restauration et valorisation du Château royal et de la cave médiévale (Musée de la Vénerie) ; spectacle immersif, restitution en réalité virtuelle (UTC) et médiation avec la Société de Sauvegarde de Senlis. |
| **Hébergeurs, restaurateurs, loisirs** | Chaîne de services | Montée en gamme, réservation, packages, accueil universel, diffusion de l'information touristique. |
| **Gestionnaires d'itinérance et mobilités** | Accessibilité / parcours client | Signalétique, intermodalité, services aux itinérants, continuité des parcours et information pratique. |
| **Acteurs culturels, patrimoniaux et environnementaux** | Médiation et valorisation | Programmation, interprétation, gestion des flux, sensibilisation et valorisation des patrimoines. |

*Cette annexe a vocation à être complétée, si nécessaire, par la liste nominative des acteurs associés au comité de pilotage, au comité technique et aux groupes de travail thématiques.*

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 05/10/2026
Publié le 05/10/2026
ID : 060-246000764-20260930-DEL2026_116-DE

# Annexe 4 — Personnes chargées de l'animation et de la mise en œuvre

| Structure | Référent | Rôle dans la mise en œuvre |
|---|---|---|
| **Région Hauts-de-France — Mission Ingénierie Touristique et Attractivité** | Virginie DELAPORTE | Co-animation, appui en ingénierie, articulation avec les politiques régionales et instruction des projets. |
| **Hauts-de-France Tourisme** | Christophe SERIEYS | Appui sur les marchés, les clientèles, la segmentation, la mise en marché et les outils régionaux. |
| **Oise Tourisme** | Leslie BRIAND | Contribution à l'observation, à la valorisation départementale, au conseil aux acteurs et à la coordination territoriale. |
| **Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne** | Guillaume PICHOT | Promotion du Contrat auprès des communes ; En charge du sujet des hébergements touristiques ; Accompagnement, suivi de porteurs de projets, sur cette thématique. |
| **Communauté de Communes Senlis Sud Oise** | Laurence MIROUX | Promotion du Contrat auprès des communes ; En charge du sujet des hébergements touristiques ; Accompagnement, suivi de porteurs de projets, sur cette thématique. |
| **Office de Tourisme Chantilly-Senlis** | Olivier MALHERBE | Animation quotidienne du contrat, accompagnement des porteurs, coordination locale et suivi du plan d'actions. |

*NB : ces noms sont donnés à titre indicatif. En cas d'évolution, les parties s'engagent à s'informer mutuellement sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant au contrat.*

### Rôle des référents

- Assurer le suivi opérationnel du contrat et la préparation des instances de gouvernance.
- Faciliter l'instruction des projets et la circulation des informations entre partenaires.
- Coordonner le reporting annuel, le suivi des indicateurs et la valorisation des actions engagées.
- Garantir l'articulation entre les actions de destination, les dispositifs régionaux et les démarches départementales et locales.